

هناك ا من الاصل

La guerre civile en Yougoslavie

Au lendemain d'un nouvel accord de cessez-le-feu (le quatorzième), signé pour la première fois sous les auspices des Nations unies à Genève, le Président croate, M. Franjo Tudjman, a prédit, dimanche 24 novembre, que l'armée fédérale allait tenter de conquérir le plus de terrain possible dans le mois à venir, avant l'éventuel déploiement d'une force de l'ONU. « La bataille a pris une ampleur dramatique au cours des derniers jours car elle entre dans sa phase finale », a-t-il affirmé dans une allocution télévisée dans la soirée.

L'accord prévoit en effet - outre l'arrêt des combats et la levée immédiate du blocus des

casernes fédérales en Croatie en échange du retrait des forces fédérales de cette République - l'envoi « dès que possible » d'une force de maintien de la paix de l'ONU en Croatie, nous indique notre envoyé spécial à Genève Jean-Claude Buhner. Signé en présence du médiateur européen, lord Carrington, qui reste chargé de la mission des observateurs, l'accord oblige aussi les signataires à faire « en sorte que les unités paramilitaires qui ne seraient pas formellement sous leur contrôle ou leur influence observent aussi le cessez-le-feu à partir du 24 novembre ».

Annoucé dimanche à 18 h 30, ce cessez-le-feu

a été violé trente minutes après son entrée en vigueur, dans la région-clé d'Oajek, chef-lieu de la Slavonie et cible de l'armée fédérale après la bataille de Vukovar, qui aurait fait entre deux mille et cinq mille morts, selon les premières estimations de l'agence Tanjug.

M. Tudjman n'a pas fait mention du cessez-le-feu dans son intervention. Il a expliqué qu'au cours « des 25 prochains jours, (ils) veulent occuper des territoires qu'ils ne pouvaient obtenir jusqu'à présent, en estimant qu'il faudra 30 à 40 jours pour qu'une force de maintien de la paix arrive ».

L'émissaire spécial de l'ONU, M. Cyrus Vance,

a rappelé à Genève qu'il appartient à M. Perez de Cuellar et au Conseil de sécurité de se prononcer sur l'éventuel envoi de casques bleus. De nouvelles discussions sur ce point pourraient reprendre dans quelques jours à Genève si les conditions s'y prêtent. L'ancien chef de la diplomatie américaine a fait remarquer que le déploiement d'une force de paix restait subordonné à l'instauration d'une trêve « durable » et relevé les sérieuses divergences entre Serbes et Croates sur les lieux de déploiement d'une telle force - le long des lignes de front ou à la frontière officielle entre les deux Républiques.

« Ils peuvent détruire Dubrovnik, ils ne pourront pas la prendre »

DUBROVNIK

de notre envoyé spécial

Samedi 23 novembre, le soleil était revenu sur Dubrovnik et, durant quelques minutes, longues comme une illusion, on eut l'impression que ce n'était pas vrai, que le cauchemar allait s'arrêter, que les cafés allaient rouvrir, que les « barbares » serbes n'étaient pas sur les collines en train de préparer leurs canons, et que les « Rambo » croates - tenus noirs et lunettes Ray-Ban - qui déambulaient dans la ville étaient tout simplement les mauvais figurants d'une série B.

L'écho des fusillades pouvait, alors, être celui des tire d'un chasseur de palombes, le port allait retrouver ses bateaux et les magasins d'antiquités leurs touristes. Les diligences aux tenues accablées pourraient de nouveau traverser la place sous l'œil des garçons. Sur le toit d'une maison, un habitant remettrait les tuiles enlevées par un orage et non par le précédent bombardement, et les gravats devant la synagogue -

une des plus anciennes du monde - étaient dus à un léger éboulement de terrain. Voilà même que « la vieille » recommençait à donner à manger à ses pigeons.

Refus de capituler

Et pourtant, au même moment, dans la salle de la mairie, les dirigeants de la ville annonçaient aux représentants internationaux encore présents - MM. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, Stefan de Mistura, représentant de l'UNICEF, et quelques jeunes responsables de la Croix-Rouge - leur décision irrévocable de ne pas accepter l'ultimatum de l'armée serbo-fédérale et de défendre leur ville jusqu'au bout. Nous ne pouvons rendre nos armes comme le demandent les Serbes, disaient-ils tous, eux qui n'ont rien de matamores et qui représentent une ville de commerçants et d'artistes. « Personnellement, je ne risquais rien si nous capitulions, dit l'un d'entre eux. D'abord, parce que ma femme et une partie de ma famille sont Serbes. Ensuite parce que, comme ancien joueur de l'équipe de water-polo yougoslave, notre sport national, je crois que je reste encore debout et qu'on n'osera pas me cracher des coups de feu. Je suis désolé d'avoir à me battre, et je suis encore plus désolé d'avoir à mourir. Et pourtant je serai le premier à tirer, et ma femme aussi. » Ils peuvent détruire la ville, mais ils ne pourront pas la prendre », dit le maire.

Les « marchands de pizzas » sont partis

Il est vrai qu'avec ses remparts de plusieurs mètres d'épaisseur, ses dédales de rues, ses terrasses, la vieille ville sera difficile à occuper, et que l'armée fédérale prendra le risque d'y perdre beaucoup d'hommes. Mais, avec sa marine, son aviation, ses canons qui entourent la ville, et ses légions qui ne demandent qu'à en découdre, elle peut décapiter la

ville. La plupart des habitants, ceux qui sont restés, sont d'accord pour résister. Les autres, les « marchands de pizzas », comme les appelle désagréablement une étudiante, sont partis depuis longtemps. « Mais pourquoi donc devrions nous leur donner notre ville ? », interroge un photographe.

« Chokis » a vingt ans. Son père est français, sa mère croate. Il a vécu longtemps en France et s'est juré de ne plus prononcer un mot de français pour protester contre l'attitude de Paris, qui, selon lui, ne soutient pas assez la Croatie. Depuis six mois, il a été de tous les combats, et il voudrait « que cela s'arrête ». Anna, un guide, fragile comme un cristal, n'a pas voulu partir rejoindre son fils, étudiant en histoire de l'art à Zagreb.

« Bien sûr, nous n'avons plus d'électricité depuis près de cinquante jours. Mais j'ai dit à mon mari : si les Serbes pouvaient vivre avec des chandeliers, pourquoi pas nous. » Vous savez, ajoute-t-elle, qu'un seizième siècle siècle un auteur anglais avait déjà écrit :

Dubrovnik est une oasis de civilisation entourée par des barbares ?

Comment faire, dans ces conditions, pour qu'aujourd'hui demain ou après-demain la barbarie ne l'emporte pas ? Les dirigeants de la ville auraient été d'accord pour rendre leurs armes, mais à des observateurs étrangers. Le semaine dernière, M. Kouchner avait ainsi réussi à mettre d'accord l'armée fédérale et les édiles sur une formule de ce genre. Malheureusement, le colonel qui avait signé le document fut désavoué par Belgrade, qui exige une reddition pure et simple.

A 12 heures, M. Kauchnar décide de repartir. Il emmène avec lui soixante enfants dans un bateau affrété par l'UNICEF. Le ministre français dit qu'il allait tenter de revenir, avec peut-être des « personnalités » acceptant de servir de bouclier moral et d'empêcher le pire. Chacun s'accroche à un point lambeau d'espoir. Une nouvelle trêve ? L'arrivée d'observateurs européens ? Le retour de M. Kouchner ? La

peur des dirigeants de Belgrade d'accepter l'irréversible ?

A voir la tristesse des habitants de la ville vaine organiser la départ des enfants et sauver le ministre français, on sent qu'ils ne croient plus beaucoup à un dernier sursaut de raison. En quittant Dubrovnik, sur le bateau, personne n'était très fier. « La peste, écrivait Albert Camus, revient toujours sur les cités heureuses. »

JOSÉ-ALAIN FRALON

Le cardinal Etchegaray en Croatie. - Le cardinal français Roger Etchegaray, président du conseil pontifical pour la justice et la paix, est parti, dimanche 24 novembre, pour la Croatie. Le but de cette mission, dit un communiqué, est d'exprimer la solidarité du pape à tous ceux qui souffrent à cause des conséquences de la guerre fratricide qui déchire cette terre. - (AFP.)

La Croatie déchirée

Deux officiers fédéraux dénoncent cette « sale guerre sans règles »

ZAGREB

de notre envoyé spécial

« Nous sommes chargés de défendre la Yougoslavie, mais la Yougoslavie existe-t-elle encore ? » La famille du lieutenant Slobodan Kozul est à l'image du pays qu'il a, en tant qu'officier de l'armée yougoslave, promis de défendre : écartelée, déchirée. Il a moins de trente ans, son treillis est impeccable, son comportement de cuir brille et le mot qui revient sans cesse lorsqu'il parle de son état militaire est : « professionnel » - lui, comme l'institution qu'il sert. « L'armée fédérale est la seule armée de Yougoslavie ; toutes les autres forces ne sont que paramilitaires », dit-il.

Le père du lieutenant Kozul est également officier de l'armée yougoslave, de même que ses frères. En surface, l'environnement du jeune officier est lisse ; au départ, son langage martial et « yougoslaviste » laisse peu de place au doute. Mais, au fil

de la conversation, apparaissent les aspérités, les fissures qui finiront par lui faire dire : « C'est une sale guerre, sans règles. » C'est qu'il ne manque pas de raisons pour se poser des questions, pour vivre, personnellement, les déchirements et les contradictions que vit son pays, qui s'en est déjà plus un.

Son père est Serbe de Croatie, sa mère est Croate ainsi que son épouse. Avec celle-ci, qui réside à Karlovac (à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de Zagreb), il vit aujourd'hui des moments extrêmement difficiles. Elle l'accuse d'être un tchétchik (du nom des extrémistes serbes, héritiers des bandes royalistes de la seconde guerre mondiale qui luttèrent à mort contre les oustachis croates et collaborateurs des nazis) ; il a du mal à lui expliquer qu'il n'est qu'un « professionnel », sans lien avec les extrémistes de tous bords, « qui ont envenimé les choses ». Et, pour ne pas faciliter les choses,

une partie de sa famille lutte aux côtés des forces croates, tandis que l'autre se bat dans le camp serbo-fédéral.

« Nous essayons d'être honnêtes, d'être uniquement des professionnels », dit le lieutenant Kozul, qui d'a pas de mots assez durs pour les « extrémistes », tant serbes que croates. Pour lui, comme pour le lieutenant-colonel Nikola Pantic (un Serbe originaire de Bosnie), l'armée n'a qu'un objectif : « la Yougoslavie ». « Nous ne sommes pas d'accord avec les extrémistes serbes, car nous voulons défendre la Yougoslavie, tandis qu'eux veulent la Grande Serbie », dont les deux officiers assurent ne pas vouloir - « il n'y aura pas de Grande Serbie, car trop de gens, surtout dans l'armée, veulent la Yougoslavie », et « ce n'est pas le travail de l'armée que de savoir si telle ou telle ville doit être en Serbie ou en Croatie ».

« Une dette non acquittée »

Et Vukovar ? Le lieutenant Kozul reconnaît que cette ville croate - tombée la semaine dernière après trois mois de siège - a été risquée par l'armée, mais pour affirmer que les Serbes y avaient été « menacés par les Croates » et que ceux-ci avaient été sommés de se rendre il y a déjà deux mois. Était-il nécessaire de causer tant de dégâts pour un tel résultat ? L'officier hésite, puis déclare... ne pas savoir ce qui s'y est passé exactement.

Yougoslavie d'un côté, Grande Serbie de l'autre : les objectifs de l'armée et des Serbes ne convergent pas, ce qui ne les empêche pourtant pas de lutter côte à côte. Les deux officiers sont d'accord : « Le moment est venu pour l'armée de dire qu'elle ne se bat pas pour une partie mais pour la Yougoslavie. » Nous ne voyons pas être une armée serbe, mais maintenant, après le départ des Croates et des Slovènes, la plupart des militaires sont serbes, reconnaissent-ils toutefois et, poussés dans leurs retranchements, ils finissent par admettre que l'armée ne s'est jamais opposée aux tchétchik serbes. Tentative d'explication ou de justification des actes de ces derniers : « Il y a une dette non acquittée depuis les massacres (de Serbes par les oustachis) de la seconde guerre mondiale ». Du temps à passer mais, ici, « l'histoire ne peut pas être oubliée ».

Le lieutenant Kozul est au moins sûr d'une chose : la guerre aurait pu être évitée, n'eût été « la stupidité des politiciens », dont l'incompétence a mené le pays droit à « la guerre civile ». Et quel est le futur ? Les deux officiers se regardent ; le lieutenant-colonel Pantic réfléchit longuement, hésite, puis avance, incertain, l'hypothèse d'une « association yougoslave, peut-être pas dans les frontières actuelles », c'est-à-dire sans la Slovaquie et la Croatie. Quant à l'armée, peut-elle élargir sa pression des événements ? Tous deux répondent sans hésiter mais sans s'étendre sur la question : « Non ».

Pour l'heure, le lieutenant Kozul et le lieutenant-colonel Pantic sont « ristes ». D'ici quinze jours, ils devront avoir quitté leur base aérienne de Pleso, près de l'aéroport de Zagreb, qu'a déjà évacuée, dimanche 24 novembre, une première partie des effectifs qui y sont stationnés - deux mille hommes. « Beaucoup de nos officiers sont Croates, nos familles et nos amis sont ici ; nous faisons partie de la Croatie. Nous avons des opinions différentes (des Croates) mais nous voulons la paix », affirme le lieutenant-colonel Pantic. En attendant, les défenses de la base, que « les extrémistes (croates) ont vainement tenté de prendre d'assaut », n'ont pas été démantelées ; les canons ainsi que les blindés disposés le long de l'enceinte sont toujours en position.

L'évacuation de Pleso, dans le cadre d'un accord conclu vendredi dernier entre les autorités croates et l'armée, s'annonce délicate. Les militaires de la base - où seraient entreposés des missiles - ne possédant pas assez de véhicules, ceux-ci devront effectuer une navette entre Pleso et la Bosnie. Mais, surtout, l'accord prévoit la mise en place d'un véritable pont aérien, les avions de l'armée devaient atterrir à l'aéroport de Zagreb, ce qui les expose à des risques certains. Le premier appareil devait se poser dimanche, mais, outre que les conditions météorologiques ne s'y prêtent pas, les Croates ont fait savoir qu'ils n'étaient pas encore en mesure de garantir la sécurité de l'opération. « Les environs fourmillent de canons croates », selon le lieutenant-colonel Pantic, et le premier atterrissage n'aura lieu que quand Zagreb pourra en assurer la sécurité. Une tâche dont la difficulté n'est peut-être pas étrangère au refus des autorités croates de rendre public le texte de l'accord d'évacuation.

YVES HELLER

Océan Indien

MADAGASCAR : après un compromis entre gouvernement et opposition

Des institutions provisoires ont été mises en place

La crise politique qui paralysait Madagascar depuis sept mois a pris officiellement fin, samedi 23 novembre, avec l'entrée en fonctions de la Haute autorité de l'Etat pour le nouveau gouvernement provisoire. Cet organisme a pour président M. Albert Zafy, le dirigeant du mouvement d'opposition les Forces Vives, qui avait précédemment rejeté un compromis politique élaboré le 31 octobre (Le Monde daté 3-4 novembre).

La cérémonie s'est déroulée au palais présidentiel d'Ambohitra, dans le centre de la capitale, en présence du premier ministre, M. Guy Razanamasy, de diplomates et de nombreux représentants des citoyens qui ont manifesté ces derniers mois sur la place du 13 Mai.

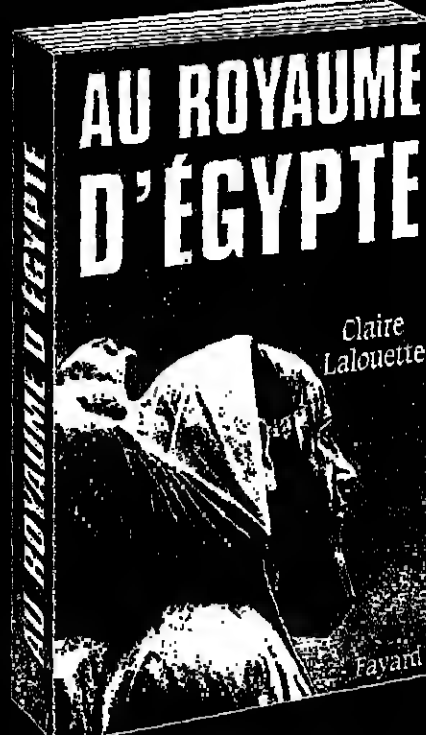
Des ecclésiastiques ont présidé à la cérémonie, qui ouvre la voie à une conférence chargée d'élaborer la Constitution de la troisième Républi-

que de Madagascar. Jeudi, l'assemblée nationale avait officiellement adopté la convention du 31 octobre et mis en place un gouvernement provisoire chargé des affaires du pays jusqu'à l'avènement de la nouvelle république. Aux termes de la convention, les pouvoirs de l'assemblée nationale et du Conseil suprême de la révolution sont confiés à la Haute autorité de l'Etat. Le président Didier Ratsiraka reste en fonctions en tant que symbole de l'unité nationale et chef des forces armées.

Le premier ministre, M. Razanamasy, avait présenté la semaine dernière au cabinet de vingt-quatre membres, en demandant à M. Zafy de se joindre aux efforts européens pour rétablir la stabilité de l'île. En acceptant de présider la Haute autorité, M. Zafy avait levé l'un des derniers obstacles au compromis élaboré pour mettre fin à la crise. - (Reuters)

PHARAONS

Pour tous les passionnés de l'histoire des civilisations au de l'Égypte, voici un ouvrage à ne pas manquer.



Superbe voyage, offert dans une langue très accessible où chaque élément est simplement expliqué, auquel nous convie Claire Lalouette, ancien membre de l'Institut français d'archéologie du Caire, professeur émérite à la Sorbonne. Un voyage dans l'Histoire, et, bien sûr, chez les dieux et dans les mythes de l'Égypte ancienne, mais aussi dans la vie, le langage, l'art de cette haute époque.

Dominique Mably, La Vie

Du même auteur
Thèbes ou la naissance d'un empire
L'Empire des Ramsès

L'Histoire
chez
FAYARD

سنة ١٤١٢ هـ

هكذا من الأصل

4 Le Monde • Mardi 26 novembre 1991 •

EUROPE

Poussée de l'extrême droite et des écologistes en Belgique

Suite de la première page

Il y a eu un choix clair, encore que contradictoire entre les francophones et les néerlandophones.

En Flandre, un déclin sur cinq a voté pour l'extrême droite, notamment pour le Vlaams Blok, le parti ultranationaliste et ouvertement xénophobe, qui devrait avoir 13 députés, au lieu de 2 précédemment. En Wallonie, un sur dix a choisi les écologistes, dont la représentation à la Chambre passerait de 3 à 10 sièges. Le parti francophone Ecolo s'était prononcé en faveur de l'intégration des immigrés, tout comme son pendant flamand Agalev, qui, lui, ne progresse pas.

Les succès des écologistes wallons, déjà amorcés lors des élections européennes de 1989, s'est produit au détriment des socialistes. Des sondages indiquent que leurs nouveaux électeurs sont des jeunes et aussi des enseignants déçus par la gauche traditionnelle. Ecolo avait d'ailleurs fait campagne non seulement sur la défense de l'environnement mais aussi sur la formation et l'éducation.

Au titre des curiosités locales, à Liège, où se trouve la plus importante fédération socialiste du pays, le système des votes préférentiels a permis à un contestataire, M. Jean-Maurice Dehoussé, de prendre une revanche sur l'appareil du parti. Partisan d'un régionalisme wallon pur et dur, ami de M. José Happart, l'enfant chéri des Fourours, il avait été placé en septième position sur la liste. Plus de 38 000 votes préférentiels lui assurent une élection confortable dans la « cité ardente ». Ce score confirme des divergences au sein d'un parti autrefois homogène : cela ne facilitera pas les négociations pour la formation du gouvernement.

Sans commune mesure avec ce qui s'est passé chez les Flamands, mais de façon significative quand même, des francophones ont été sensibles au discours raciste. Un Front national local était présent en Wallonie et dans la capitale. Grâce à son score à Bruxelles, il aura son premier élu à la Chambre. Entre ce parti et le Vlaams Blok, la capitale a accordé 9 % de ses suffrages à l'extrême droite en campagne sur le thème de l'immigration.

Bien tardivement, tous les partis traditionnels reconnaissent qu'ils ont laissé pourrir ce problème, en ignorant dramatiquement les inquiétudes des milieux populaires sur ce sujet. Les libéraux, qui avaient tiré la sonnette d'alarme (le Monde du 22 novembre), n'en profitent pas de façon spectaculaire, parce que le reste de leur programme, axé sur la rigueur économique, n'est pas attirant pour cet électeur. Ils sont cependant le premier parti bruxellois, même s'ils ne profitent pas, sur le plan national, de leur cure d'opposition dans la précédente législature.

Déception personnelle pour le premier ministre

En dehors du Vlaams Blok, les partis flamands ne progressent pas à Bruxelles. L'effet Martens n'a pas vraiment joué : une déception de plus pour le premier ministre, qui se présentait sur la liste sénatoriale. Si les prétentions des Flamands sur la capitale en prennent un coup, cela ne s'est pas fait au profit du Front démocratique des francophones (FDF), qui ne devrait pas dépasser sa représentation antérieure de trois députés.

Exalté par sa victoire dans le Nord, le chef du Vlaams Blok a promis que Bruxelles serait bientôt « la capitale de la Flandre indépendante », qui pourra lui apporter beaucoup plus de bonheur qu'une « Wallonie sous influence de la gauche marxiste ». En réalité, ce dimanche n'a pas été un bon jour pour la Flandre, qui, plus puissante que la Wallonie sur le plan économique, se retrouve très divisée politiquement. La Volksunie et le SP (les socialistes du Nord) reculent, sans tirer le moindre bénéfice de leurs surenchères lors de la dernière crise gouvernementale. Comme l'a amèrement constaté M. Martens, ce jeu-là finit toujours par profiter à plus extrême que soi, surtout quand le thème porteur de l'immigration permet de donner encore plus de vigueur à la guerre belge-belge avec les francophones menée par le Vlaams Blok.

Autre « claque » pour la classe politique flamande, une liste marginale devrait obtenir trois sièges. Elle était conduite par l'Anversois Jean-Pierre Van Rossem, ex-militaire, affairiste de très mauvais goût et... incarcéré trois jours auparavant pour des opérations financières que la justice estime douteuses.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

■ IRLANDE DU NORD : attentat à la bombe dans une prison de haute sécurité. - Un détenu a été tué et neuf autres blessés, dimanche 24 novembre, après une explosion dans une prison de haute sécurité de Belfast, en Irlande du Nord. L'engin avait été déposé derrière un radiateur de la salle à manger d'une aile de la prison où sont détenus des terroristes aussi bien catholiques que protestants, mais toutes les victimes sont des loyalistes (protestants), car la bombe a explosé pendant le dîner des prisonniers protestants. Dans la nuit de dimanche à lundi, un homme a été tué par balle dans un quartier catholique de Belfast. - (AFP)

■ URSS : élection présidentielle au Tadjikistan. - La première élection libre, organisée dimanche 24 novembre, dans la petite République musulmane du Tadjikistan a été marquée par une forte participation. Dans la capitale Douchanbe, 75 % des électeurs s'étaient rendus aux urnes dimanche soir, selon le porte-parole du centre électoral. Sept candidats se présentent à ce scrutin dont M. Rahmon Nabiev, dirigeant de l'époque brejnévienne, qui a repris le pouvoir en septembre à la suite d'un coup de force mené par les communistes conservateurs. Son adversaire le plus sérieux, le énéaste Davlav Khoudonazarov, obtiendrait entre 40 % et 60 % des voix d'après des sondages effectués à la veille de l'élection. - (AFP)

■ Rectificatif. - Dans l'article intitulé « M. Eltsine prépare la libéralisation de l'économie russe » publié dans le Monde du 19 novembre, il fallait lire que « Les prix des métaux précieux et des pierres seront fixés par le gouvernement de Russie en tenant compte des prix du marché mondial », et non « sans tenir compte », comme nous l'avons écrit à la suite d'une erreur de transmission.

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : irrité, mais résigné

M. Shamir s'efforce de dédramatiser la mésentente avec Washington

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Il n'y a pas de crise de confiance entre Israël et les États-Unis, il n'y a que des divergences de vues » : se préparant sans doute à accepter, avec une apparente mauvaise grâce, l'invitation américaine de reprendre, le 4 décembre à Washington, les négociations bilatérales, commencées à Madrid, entre l'État hébreu et ses partenaires arabes, M. Itzhak Shamir, le chef du gouvernement israélien, a ainsi tenu, à son retour à Tel-Aviv, à dédramatiser le traitement en pesant l'administration de M. George Bush. Le premier ministre, qui a passé une dizaine de jours aux États-Unis avant de rentrer, vendredi, le chef de la Maison Blanche (le Monde daté 24-25 novembre), a précisé qu'il allait consulter ses ministres avant de décider, d'ici mercredi peut-être, de l'éventuelle présence d'Israël au deuxième round des négociations bilatérales.

M. Shamir n'a cependant pas renoncé - officiellement du moins - à « espérer » que l'administration américaine « changera sa décision et prendra en compte » le point de vue d'Israël sur « la nécessité de poursuivre les négociations bilatérales quelque part ou Proche-Orient ». « Washington n'est pas dans notre région, Washington est trop éloigné » du théâtre du conflit, a répété le premier ministre. Bref, même si, comme on le croit ici, le cabinet israélien finit par accepter l'invitation de M. Bush pour le 4 décembre, M. Shamir insistera encore une fois pour que la rencontre soit de nouveau consacrée, comme à Madrid, à de simples questions de procédure. A moins que la Maison Blanche ne s'engage formellement à soutenir l'idée d'un endroit au

Proche-Orient pour la suite des négociations ; ce sera, probablement, l'une des conditions qui seront mises par le gouvernement israélien à son acceptation de Washington.

A la veille du week-end, M. Shamir espérait pouvoir convaincre le chef de la Maison Blanche de soutenir - ou, à défaut, d'entendre une nouvelle fois - le point de vue

ensuite, ont fait connaître leur accord avant la fin du week-end et le retour en Israël de M. Shamir.

Plus que la décision américaine en elle-même - il était attendu, depuis Madrid, que Washington proposerait une date et un site si les intérêts ne parvenaient pas à se mettre d'accord entre eux dans les deux semaines, c'est la méthode que le premier ministre

question des garanties bancaires pour 10 milliards de dollars, qu'il réclame pour intégrer les centaines de milliers d'immigrés soviétiques qui sont arrivés et continuent d'arriver en « terre promise ».

Dans un effort qui a pu paraître presque conciliant, les ministres les plus proches de M. Shamir et les moins défavorables au processus de paix, en cours se sont succédés devant les micros, pendant toute la journée dominicale, pour dire leur profonde indignation. « Quel impertinent ultimatum ! », s'est ainsi exclamé le ministre de la police, M. Rommé Milo, à propos de « l'invitation » du 4 décembre. « L'administration américaine n'est pas venue de sauvergarde les apparences de l'amitié », déclarait, pour sa part, M. Ehad Olmert, ministre de la santé. « En toute sincérité, renchérisait M. Moshe Katav, ministre des transports, je dois dire qu'il y a quelque temps déjà que j'ai des doutes sur les bonnes intentions américaines » à l'égard de l'État juif. Inutile de dire que les ministres d'extrême droite ont redoublé d'ardeur pour réclamer « l'arrêt immédiat des pourparlers » avec les Arabes, puisqu'il est désormais évident que l'on va vers un règlement du conflit « qui sera imposé par Washington ».

Interrogé dimanche sur ce point précis, M. Shamir ne s'est pas prononcé personnellement, mais il a engagé la parole du chef de l'exécutif américain. « J'ai dit au président Bush qu'à notre avis les États arabes n'ont guère l'intention de mener avec nous des négociations directes », a notamment déclaré le premier ministre. « Je lui ai expliqué qu'ils comptent au contraire sur l'Amérique pour imposer une solution. M. Bush m'a assuré que, si tel était le cas, ils se trompent », a ajouté M. Shamir. Le président américain aurait affirmé que son administration n'avait pas l'intention d'intervenir dans les négociations proprement dites et qu'elle se contenterait de « jouer un rôle de médiateur ». M. Shamir aurait alors demandé à M. Bush de bien vouloir confirmer et renforcer cette attitude par des actes... PATRICE CLAUDE

« Impertinent ultimatum »

« Je ne me souviens pas d'avoir jamais vu un premier ministre d'Israël aussi brutalement et grossièrement humilié que l'a été M. Shamir à Washington », a écrit Yoel Marcus, éditorialiste vedette du grand quotidien Haaretz. Le chef du gouvernement, de son propre aveu, n'a même pas « eu le temps » d'évoquer avec le président américain la

LIBAN : l'attentat contre l'Université américaine

Le gouvernement soupçonne Tel-Aviv

Les autorités libanaises ont révélé, samedi 23 novembre, que les premiers résultats de l'enquête sur l'attentat commis, le 8 novembre, contre l'Université américaine de Beyrouth (AUB) conduisent à une piste israélienne, alors qu'un départ elles avaient soupçonné les intégristes pro-iraniens. Lors d'une conférence de presse, le ministre de l'Intérieur, le général Sami Khatib, a annoncé que la police détenait l'un des auteurs de l'attentat, qui a avoué avoir agi sur « les ordres de responsables » dans la « zone de

sécurité », créée et occupée par Israël dans le sud du Liban. M. Khatib a indiqué qu'un jeune homme, originaire du Liban du Sud, Jihad Khatib, s'était livré à la police et avait fait des aveux complets. Il a précisé que celui-ci était un « agent chevronné de services de renseignements » - sans dire lesquels - et que sa sœur, étudiante à l'AUB, « a joué un rôle central » en introduisant une voiture piégée sur le campus. Il a enfin affirmé que trois complices étaient « activement recherchés ». - (AFP)

■ Relance du journal de M. Saddam Hussein junior. - L'Assemblée nationale irakienne a accordé, au fils de M. Saddam Hussein, Ouday, une licence pour la parution de son quotidien, Babel, dont la publication avait été interrompue sans explication. Des cinq quotidiens officiels publiés en Irak, Babel (Babylone) était le seul à critiquer les résultats de certains ministères. Paru pour la première fois en avril, il a décrit les difficultés de la vie quotidienne depuis la guerre du Golfe, racontant comment des irakiennes allaient se prostituer en Jordanie pour pouvoir subsister. - (Reuters)

■ YÉMEN : épidémie de choléra. - Sept cents cas de choléra ont été recensés dans la région d'Hodeida, le long de la mer Rouge, où cette maladie a récemment causé la mort de vingt personnes, a rapporté, samedi 23 novembre, le quotidien yéménite el Thawri, l'organe du parti au pouvoir. En septembre, des cas avaient aussi été signalés dans les gouvernorats d'Aden, d'Abyane et de Chabwa. - (AFP)

ADMISSIONS sur DEUG, LICENCE ou MAÎTRISE

HEC-ESCP-ESCP
ESSEC-ESCP
SCIENCES-PO
CFPA

ipesup
LA PRÉPARATION AUCUNY
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
16-18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris - Tél. (1) 43.25.63.30



Les Voix de la Paix

La Colombe de RADIO SHALOM

C'est la Voix de la Paix.

Pour son dixième anniversaire, ses amis, connus et inconnus sont devenus, pour elle, les Voix de la Paix.

Ils lui ont souhaité de rester toujours jeune et indépendante, ouverte et impertinente, passionnée de dialogue, de réflexion comme de rire et de musique, c'est-à-dire... de Liberté.

Nous metrons tous nos talents et notre enthousiasme pour réaliser ce souhait.

RADIO SHALOM 94.8 FM

En hommage aux artisans de la Paix : les dix colombes de RADIO SHALOM
Menahem Begin • Pierre Blanchet • Jimmy Carter • Nadine Givlin • Serge & Beate Klarsfeld
Bernard Kouchner • Euro • Mucias • L'Abbe Pierre • Annmar et Sukote • Léon Schwartzberg

DIPLOMATIE

Un rapport alarmiste du secrétaire général

L'ONU ne pourra plus financer ses activités à la fin de l'année

Au moment où l'Organisation des Nations unies bénéficie d'une image d'efficacité réhabilitée, elle doit faire face à des problèmes financiers d'une telle ampleur qu'un conseil de crise, réuni ces derniers jours à New-York, a proposé de mettre à pied pendant deux jours les 13 700 fonctionnaires, à la fois pour réaliser des économies et pour frapper l'opinion publique. Pour l'instant l'idée n'a pas été retenue, mais des centaines d'employés vont se rassembler le 6 décembre à New-York pour manifester leur inquiétude. Cette journée sera marquée aussi par une intervention spéciale, en Assemblée générale, sans doute de M. Javier Pérez de Cuellar.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Le secrétaire général a présenté un rapport détaillé de la situation financière. A la date du 31 octobre dernier, 525 millions de dollars de contributions (environ la moitié du budget annuel) n'avaient pas été versés. Sur ce montant, 139 millions de dollars correspondent à des arriérés pour 1990. Seulement 64 pays sur 159 ont versé leur contribution au budget général le 31 janvier dernier. Au chapitre des opérations de la paix, distinct du budget général, 463 millions de dollars de contributions n'ont pas été versés pour alimenter les neuf opérations dans lesquelles sont impliqués les casques bleus. Cette somme ne tient pas compte des 74,4 millions qu'il faut trouver avant la fin décembre pour financer les activités liées à la résolution 687 concernant l'Irak et la première étape du processus de paix au Cambodge.

Mauvais payeurs

Si rien n'est entrepris dans les prochains jours, l'organisation ne pourra plus assurer le paiement

Invité de «L'heure de vérité»

M. Kohl s'est montré confiant sur le sommet de Maastricht

Le chancelier allemand Helmut Kohl, invité dimanche 24 novembre de «L'heure de vérité» sur Antenne-2, s'est montré confiant dans la réussite du sommet européen de Maastricht. «Je pense qu'il n'y a pas lieu d'avoir peur d'un échec (...). L'extrême droite, même si à l'heure actuelle certains des Douze (la Grande-Bretagne par exemple) expriment des réticences à s'engager dans l'union politique et l'union économique et monétaire, «Que celui qui veut monter dans le train le fasse; celui qui ne veut pas monter dans le train, il le fera peut-être dans quelques années. Mais ils vont tous monter dans le train, car je peux vous l'annoncer ici et maintenant; ils vont tous monter dans le train parce que l'histoire ou une orientation très claire et très précise, à savoir l'Europe.»

A propos de la Yougoslavie et de la question d'une éventuelle reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie, M. Kohl a déclaré: «Je ne voudrais pas que l'Allemagne fasse cavalier seul, cela ne veut pas dire que l'Allemagne attende nécessairement que tous les autres Européens aient reconnu. Ne pas vouloir faire cavalier seul, cela veut dire ne pas vouloir être les seuls à reconnaître.»

Le chancelier ne croit pas que le développement des actes de xénophobie et de racisme en Allemagne depuis quelques mois soit un phénomène «inquiétant» mais plutôt un «défi» car cela «n'a pas forcément et nécessairement des motivations politiques (...). L'extrême droite représente dans les scrutins électoraux nettement moins de 5 %».

A propos de l'URSS, le chancelier a souligné la nécessité d'aider à la fois Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine, et souhaite un contrôle central des armements nucléaires, du nucléaire civil et de l'armée. Il a réaffirmé qu'il souhaitait l'extradition de l'ancien numéro un allemand, M. Erib Honecker, actuellement en URSS.

des salaires (plus des deux tiers du budget général) en décembre, ni remplir certaines missions de maintien de la paix.

Conséquence de la guerre froide menée par l'administration Reagan contre l'ONU, les Etats-Unis doivent encore 345 millions de dollars au budget général, malgré les 36 millions et 187 millions versés en juillet et octobre derniers au titre des arriérés. Washington doit aussi 141 millions de dollars pour les opérations de maintien de la paix.

Mais les Etats-Unis, principaux contributeurs avec 25 % du budget général et 30 % des opérations de maintien de la paix, ne sont pas les seuls mauvais payeurs. L'ex-Union soviétique est le deuxième débiteur avec une dette de 46 millions de dollars à l'égard du budget général et de 127 millions pour le maintien de la paix, un domaine où le Japon, d'habitude généreux donateur, doit maintenant 48 millions de dollars. Les comptables de l'ONU ont bon espoir de récupérer les dettes américaines, japonaises et celles d'autres pays (Afrique du Sud, Brésil, Argentine, Allemagne pour ne citer que les principaux débiteurs) mais chacun admet, en privé, qu'il ne faut pas espérer, à court terme, que la nouvelle Union des Etats souverains, privée de devises convertibles, honore sa dette.

Les mesures de redressement

Afin de remédier aux problèmes immédiats de trésorerie, le secrétaire général propose d'appliquer des pénalités aux pays qui n'ont pas versé leur contribution sous la forme d'intérêts calculés sur les taux du marché commercial. En outre, le fonds de roulement, théoriquement fixé à 100 millions de dollars (soit environ trois semaines de dépenses), serait porté à 250 millions de dollars. Parallèlement, un fonds de roulement distinct de celui du budget général et constitué d'une provision de 50 millions de dollars, serait créé pour les opérations de maintien de la paix. Enfin, le secrétaire général a demandé à certains pays de payer par avance une partie de leur contribution 1992 et sollicite l'autorisation de procéder à des emprunts.

Pour le plus long terme, le rapport prévoit la création d'un fonds humanitaire de 50 millions de dollars, alimenté par un versement unique des pays membres. Une autre innovation consisterait à créer un fonds de donation pour la paix avec une dotation initiale de 300 millions de dollars et un plafond de 1 milliard de dollars. Le but n'est pas d'utiliser ce dernier montant mais seulement les quelques 50 à 60 millions de dollars de revenus annuels provenant des placements effectués par ce United Nations Peace Endowment Fund. Ces propositions seront soumises à l'Assemblée générale.

SERGE MARTI

IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

■ Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit; médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :
M.B.A. en Management International

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie - Pacific C. of HONG KONG

ASIE

CAMBODGE : la nouvelle alliance entre le régime de Phnom-Penh et les sihanoukistes

Le « contre-coup d'Etat » du prince Sihanouk

Pour appliquer les accords de Paris sur le Cambodge, les Nations unies devront collaborer avec le gouvernement de coalition qui doit former, dès cette semaine, à Phnom-Penh, M. Hun Sen et les sihanoukistes.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Voilà un mois à peine, lors de la signature des accords de paix de Paris, qui aurait pensé que le régime de Phnom-Penh et les partisans du prince Sihanouk formeraient un gouvernement de coalition dans un délai de quelques semaines et, surtout, sans attendre l'intervention de l'ONU ? Qui aurait imaginé que M. Hun Sen deviendrait le premier ministre du prince avec, comme principal adjoint, Norodom Ranariddh, fils de Norodon Sihanouk ? Coiffés par l'ancien monarque, la formation de cette coalition entre deux des quatre factions cambodgiennes, sans attendre la tenue d'élections organisées par l'ONU, va déterminer la suite des événements.

Si on fait le compte, chef de l'Etat désormais incontesté, le prince Sihanouk confie la gestion du pays à un gouvernement formé par le Parti du peuple (ex-communiste) de M. Hun Sen et Hun Sen, actuellement au pouvoir, et le FUNCINPEC, le mouvement du prince Ranariddh. D'un autre côté, si le Conseil national suprême (CNS) a pu se réunir une première fois à Phnom-Penh, samedi 23 novembre, il l'a fait pour entendre M. Roland Dumas et en l'absence du principal représentant des Khmers rouges, M. Kieu Samphan. Enfin, le jour où il sera opérationnel, le jour même prévu par l'ONU pour l'accord de coopération de ces développements.

Les Khmers rouges en quarantaine

Quels que soient les soutiens dont elle peut disposer à l'étranger, la quatrième faction, celle du FNLPK de M. Son Sant, semble condamnée à jouer les seconds rôles. Héritière de la « République de Phnom-Penh » de feu le maréchal Lon Nol (1970-1975), elle est divisée et ne dispose que d'une audience réduite.

En conséquence, pour peu que l'« entente cordiale » entre le prince et le régime en place tienne quelques mois, les Khmers rouges seront réduits, seuls, dans l'opposition armée. Le quadripartisme est mort-né. On se rapproche de plus en plus du schéma classique d'une rébellion réduite mais bien structurée contre un pouvoir central organisé avec la bénédiction de l'ancien roi.

La tutelle de l'APRONUC, Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge, perd ainsi de sa dimension. Dans le cas de figure actuel, l'ONU aurait-elle reçu pour mandat de s'assurer que l'administration de Phnom-Penh observe une stricte neutralité à l'égard des Khmers rouges, que tout le monde voue aux gémonies ? L'APRONUC devra-t-elle, par exemple, vérifier que les Khmers rouges bénéficient d'une représentation équitable au sein d'une future Constituante ? Ou contrôler que les crédits attribués par les ministères sont également canalisés vers leurs zones ?

Le prince a enfoncé un peu plus le clou, samedi soir, en rappelant qu'il était favorable à la démobilisation

totale des forces armées, alors qu'elle n'est prévue qu'à 70 % par les accords. A défaut, il ne faudrait laisser aux 30 % restant que de « beaux uniformes » pour séduire les « laxistes ». En d'autres termes, plus d'armées, plus de guérillas, plus de Khmers rouges. Ainsi, le « tournant historique » que vit actuellement son pays serait-il à l'abri de tout dérapage.

La suite des événements devrait donc être dictée par deux données. Si, en appuyant le prince Sihanouk, la Chine et la Thaïlande décident de faire pression sur la direction des Khmers rouges pour qu'elle se mette en congé, le mouvement pourrait se désintégrer au fil des mois. Tout dépendrait alors - c'est la deuxième donnée - de la cohésion du gouvernement d'union nationale. Sur ce point, conscient des habitudes héritées d'un régime communiste, le prince a déjà appelé au rétablissement immédiat des libertés fondamentales. « Il faut une presse libre, des mouvements d'opposition, des syndicats dès demain matin. Voilà mon contre-coup d'Etat », a-t-il dit.

Dans ce schéma, les Khmers rouges sont placés en quarantaine. Certes, ils sont représentés au sein du CNS que le prince compte réunir « une, deux, trois fois par semaine ». Mais ce « pilier » des accords de Paris risque de devenir une coquille vide. Il restera à l'ONU à réaliser des tâches dont l'importance est cruciale mais qui sont plus techniques que politiques : rapatriement des réfugiés, contrôle du cesse-le-feu, démobilisation, recensement électoral et organisation des élections. Désormais, pour peu que Chinpiis et Vietnamiens continuent de s'entendre sur la neutralité du Cambodge, le ton sera donné par le prince Sihanouk et le gouvernement qui sera constitué, cette semaine, à Phnom-Penh.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

JEAN-CLAUDE POMONTI

La fin de la visite du ministre des affaires étrangères

« La France souhaite que le peuple cambodgien tourne définitivement le dos à son passé douloureux »

déclare M. Roland Dumas

A l'issue de sa visite au Cambodge, où il s'est longuement entretenu avec le prince Sihanouk et s'est rendu au centre de tortures khmer rouge de Tuol-Sleng, M. Roland Dumas est arrivé, dimanche 24 novembre, à Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon), au Vietnam. Lundi, il s'est rendu à Hanoi, où il a entamé sa visite officielle par des entretiens avec son homologue vietnamien, M. Nguyen Manh Cam.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

« Ma pensée en cet instant est pour le peuple cambodgien. Plus jamais ça ! » Cette triste dédicace, M. Roland Dumas l'a écrite, samedi 23 novembre, sur le « livre d'or » de Tuol-Sleng, le plus grand centre de détention et de torture sous le règne des Khmers rouges, transformé depuis leur chute en un « Musée du génocide ».

Entre avril 1975 et janvier 1979, cette ancienne école abrita les souffrances de quelque vingt mille Cambodgiens, dont sept seulement survécurent. Leurs visages, au regard angoissé, furent systématiquement photographiés par les tortionnaires. Ils tapissent aujourd'hui les murs de ce lieu d'horreur. L'une des pièces contient toute la panoplie des instruments de torture, une autre expose - avec un goût douloureux - plusieurs centaines de crânes, qui dessaient la carte du Cambodge.

« La terreur idéologique »

Plus tard, après la première réunion du Conseil national suprême (CNS) à laquelle il venait d'être convoqué, le chef de la diplomatie française s'adressa sur le même sujet au prince Sihanouk : « Votre peuple est rescapé de l'un des plus grands drames humains de l'histoire contemporaine. Il n'a connu l'un des fléaux du vingtième siècle, la terreur idéologique. »

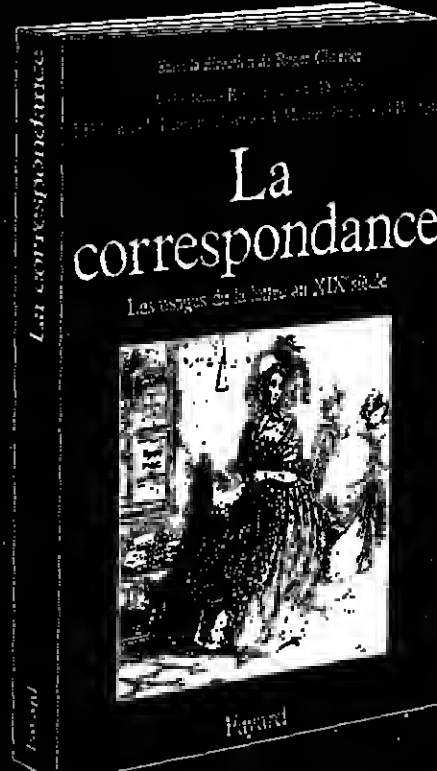
Le prince répondit qu'il « n'y avait aucune possibilité de retour en arrière », et que les Khmers rouges lui « avaient donné l'assurance qu'ils respecteraient loyalement les accords de Paris », signés un mois plus tôt, jour pour jour.

Aux yeux de M. Dumas, associer les Khmers rouges aux négociations de paix était un moindre mal. « Il valait mieux englober ces forces toujours vives que les tenir à l'écart et les laisser en proie à la tentation de recourir aux moyens du passé. » Est-ce au nom de cette respectabilité que le ministre serra la main - alors que rien ne l'y obligeait - de M. Son Sant, représentant des Khmers rouges au CNS, et surtout ancien responsable du centre de Tuol-Sleng ? Les deux hommes échangèrent ensuite quelques phrases de courtoisie.

Une chose est sûre : pour M. Dumas, le Cambodge traverse une « convalescence » qui exige « des

L'ÂGE D'OR DE LA LETTRE ET DE SES POUVOIRS

Agréable, savant, insolite, La Correspondance se recommande à votre attention. A plus d'un titre. Parce que ce beau livre est proche de la science qui se fait. Vous le voyez noire, comme l'astronome, aux limites de ses radiotélescopes, l'univers des commencements.



Sous la direction d'un chef de chantier (Roger Chartier), une équipe (ils sont sept, plume en main, sans nuire à la cohérence). La science humaine dans son démarche s'oppose aux sciences de la nature et de la vie. Et le produit sorti tout chaud du four est prêt à consommer. Comme le moine d'œuvre est bon, le régal est assuré.

Pierre Chouvy, Le Figaro

Que faisaient pour se protéger les soldats dunkerquois de 1914 ? Ils coulaient sur la double de leur vareuse une prière trouvée, disait-on, en 1505 à Jérusalem par le pape, et envoyée par courrier spécial à Charles Quint qui portait en guerre. D'un coup, l'événement fait surgir, comme ce beau livre, toute l'épaisseur historique de la lettre et de ses pouvoirs. Daniel Fabre, Libération

L'Histoire
chez
FAYARD

Le Monde
EDITIONS
Thomas Schreiber
HONGRIE
la transition pacifique
EN VENTE EN LIBRAIRIE

سنة ١٤١٢ هـ

هكذا من اجل

AMÉRIQUES

HAÏTI : la réunion de Carthagène

Le président Aristide et les parlementaires de Port-au-Prince ne sont pas parvenus à s'entendre

Organisés sous l'égide de l'Organisation des États américains (OEA) pour tenter de trouver une solution négociée à la crise haïtienne, les discussions entre le président renversé Jean-Bertrand Aristide et une délégation de huit parlementaires de Port-au-Prince se sont terminées, dimanche 24 novembre à Carthagène (Colombie), sur un constat d'échec.

CARTHAGÈNE

de notre envoyé spécial

Pas de communiqué commun, pas de salutations, pas de promesse de se revoir. Chacun est rentré chez soi. Le père Aristide, visage fermé, à Caracàs où il bénéficie d'un statut de chef d'État en exil; les parlementaires, déçus, en Haïti. Le divorce est confirmé. L'embargo est maintenu.

On a pourtant été à deux doigts d'un accord. La journée de samedi s'était plutôt bien passée, malgré les accusations réciproques. « De haute tenue », avait dit M. Ramirez Ocampo, ancien ministre colombien des affaires étrangères et chef de la mission de l'OEA en Haïti. Le président Aristide avait admis avoir fait « quelques erreurs », en réponse au rappel par les parlementaires, des « manquements à la Constitution » et de « graves violations des droits de l'homme » pendant ses sept mois de pouvoir, de

février à septembre 1991. Et tout le monde parlait du « nécessaire retour à l'ordre constitutionnel », en rappelant la promesse faite à l'OEA par le général Cedras, porteur des putschistes du 30 septembre, de respecter « une décision prise par les civils ».

Les choses se sont gâtées, dimanche, à l'heure de la rédaction, très laborieuse, du communiqué final. Les parlementaires sont allés assez loin sur la voie des concessions. Ils ont, en particulier, accepté la création d'une police dépendant du ministère de la justice, et un plus des militaires, ainsi que le principe de la professionnalisation des forces armées, deux requêtes du président Aristide.

Médiation officieuse

Ce dernier n'a, en revanche, pas cédé d'un pouce. Il a exigé jusqu'au bout que son nom figure expressément dans le communiqué, à la rubrique du retour souhaité à l'ordre constitutionnel. Les parlementaires ont refusé cette demande estimant que la référence à l'article 134 de la Constitution de 1987 était « suffisante ». « Le maintien de cet article 134 revient implicitement à admettre le retour du président Aristide à Port-au-Prince », a affirmé M. Duly Bruna, le président de la Chambre des députés. C'est aussi l'opinion des membres de l'OEA, qui jugeaient le projet de communiqué « excellent », et de M. Adams, ambassa-

deur des États-Unis à Port-au-Prince, présent à Carthagène sur instructions de Washington, qui a joué un rôle discret et efficace de médiateur officieux.

Les parlementaires exigeaient, par ailleurs, une levée « immédiate » de l'embargo décrété par l'OEA contre Port-au-Prince, alors que le président Aristide a insisté pour faire dépendre l'annulation de l'embargo des « progrès graduels de la restauration de l'ordre constitutionnel », c'est-à-dire de « la nomination d'un nouveau premier ministre et de la mise en place d'un nouveau gouvernement », telles que le prévoit l'article 137 de la Constitution (le président propose un premier ministre que le Parlement peut ratifier ou refuser).

« Nous avions eu d'abord une vision assez optimiste de la situation haïtienne », disent les membres de la mission de l'OEA et les diplomates présents à Carthagène. « Nous avons découvert au fil des semaines qu'elle était très complexe et qu'il convient de la traiter avec subtilité », ajoutent-ils. Ils sont certes toujours réticents à faire échec au coup d'État du 30 septembre, qui a chassé un chef d'État très légalement et très régulièrement élu en décembre 1990 par le peuple haïtien, mais ils avouent avoir été fichtement impressionnés par les témoignages (en particulier par des vidéos) sur des exécutés commis par des partisans du père Aristide.

MARCEL NIEDERGANG

ÉTATS-UNIS : selon le « New York Times »

M. George Bush a « perdu le contrôle » de son équipe

La Maison Blanche, ces jours-ci, des allures de maison passablement désorganisée. Confusion, incertitude, inefficacité, malaise : telles sont quelques unes des expressions les plus aimables employées par la presse et les milieux politiques — républicains et démocrates — pour qualifier le comportement de la Maison Blanche en politique intérieure.

WASHINGTON

de notre correspondant

Ces dernières semaines ont été pour M. George Bush « parmi les plus éprouvantes de sa présidence », écrivait, dimanche 24 novembre, le *New York Times*, qui expliquait que le président « avait perdu le contrôle de son équipe ». Les républicains les plus critiques parlent d'une « cartérisation » de la Maison blanche. De leur part, c'est une expression péjorative pour dire que la présidence de M. Bush commence à ressembler à celle du démocrate Jimmy Carter, qui, à les en croire, aurait été un modèle d'irrésolution.

Tout a commencé au début du mois avec la défaite d'un candidat républicain à une élection sénatoriale partielle en Pennsylvanie et la décision consécutive de la Maison Blanche de reporter soudainement un voyage de M. Bush dans le Sud-Est asiatique. « Geste de panique », ont dit les commentateurs, alors que l'électorat semblait sanctionner une situation économique et sociale difficile et un président trop souvent à l'étranger pour s'occuper sérieusement.

Vint ensuite une gaffe. Dans un discours, le président appelait à plafonner les taux d'intérêt sur les cartes de crédit, pour relancer la

consommation. Là, le Congrès prenait l'idée au sérieux et les parlementaires républicains annonçaient qu'ils prépareraient une réglementation autoritaire en la matière. Cette fois, c'était la panique dans les milieux bancaires et les maisons de crédit : Wall Street enregistrerait une chute phénoménale.

La semaine dernière, le président signait en grande pompe une loi sur les droits civiques, laborieux compromis à la suite de deux ans de batailles entre la Maison Blanche et le Congrès. Elle consacrait le droit du travail, notamment, la lutte contre les discriminations, dont peuvent être victimes les minorités ethniques et les femmes en matière d'emploi. Les républicains ecroistes se réjouissaient de pouvoir enfin dédoubler un président volonteux accusé d'indifférence ou d'insensibilité dans ce domaine, voire de jouer de la « carte raciale » auprès de son électorat.

Rumeurs de remaniement

Seulement, à quelques heures de la signature, un conseiller du président rendait publique une circulaire d'application, qui réduisait à peu de chose la nouvelle loi. La circulaire précisait, notamment, que les programmes d'embauche préférentielle réservés aux noirs et aux femmes. Totalement au centre, chez les démocrates et les républicains. La Maison blanche devait vite retirer la dite circulaire, donnant l'impression d'une volte-face peu glorieuse après avoir voulu satisfaire tout le monde.

Au cœur du malaise, il y a la persistance d'une situation économique et sociale morose. Le président assure que la reprise est au

tourant, mais une donnée essentielle manque : la confiance. Dans une économie saturée de dettes publiques et privées — après des années de frivoltés Reaganiennes, où l'investissement ni la consommation ne repartent, en dépit d'une baisse des taux d'intérêt, et le chômage ne cesse d'augmenter. Le président déclarait bien d'un ensemble de mesures de reprise : il propose une baisse de l'impôt sur les plus-values en capital, afin de solliciter l'investissement. Mais ses conseillers sont partagés sur l'opportunité d'un plan de relance, qui pourrait aggraver le déficit budgétaire, et, de toute façon, M. Bush ne trouve pas de compromis avec un Congrès à majorité démocrate, qui veut lui baisser l'impôt des classes moyennes.

Cette inaptitude à gouverner avec un Congrès dominé par l'autre parti — configuration politique pourtant classique depuis près de vingt-cinq ans — est souvent imputée au secrétaire général de la Maison Blanche, M. John Sununu. L'homme a déjà fait parler de lui pour son utilisation excessive des avions du gouvernement à des fins personnelles. Il est régulièrement décrit par la presse comme « arrogant », « secret », « incapable de travailler en équipe ».

Les mêmes commentateurs le rendent responsable de la série de fiascos des dernières semaines, les quels ne peuvent qu'inciter les « ultras » de la droite républicaine, comme M. David Duke et Patrick Buchanan, à défier M. Bush lors des primaires de l'an prochain. Ce week-end, une fois de plus, la rumeur washingtonienne prêtait l'intention à M. Bush de renvoyer l'équipe de la Maison Blanche, tout en formant plus tôt que prévu son état-major pour la campagne électorale.

ALAIN FRACHON

■ NICARAGUA : le gouvernement assésé par la « Main noire ». — Le gouvernement de M. Violeta Chamorro a été vivement critiqué, samedi 23 novembre, par la conférence épiscopale du Nicaragua, pour son « incapacité à établir la justice et à la faire respecter », à un moment où la montée de la criminalité devient inquiétante. Les évêques dénoncent, en outre, le manque de fermeté du gouvernement vis-à-vis de l'opposition sandiniste et estiment qu'il n'a pas su résoudre le problème des droits de propriété. — (AFP, Reuters.)

■ COLOMBIE : douze personnes assassinées par la « Main noire ». — Une organisation clandestine colombienne, baptisée la « Main noire », a abattu douze personnes, samedi 23 novembre à Manizales, au nord de Bogota, a rapporté la police. La « Main noire », qui a revendiqué quarante autres meurtres depuis le début de l'année dans cette région, s'en prend principalement à des déserteurs, des prostituées et des toxicomanes. — (Reuters.)

Cessez-le-feu à Djibouti

Suite de la première page

Pas plus qu'ils ne s'arrêtent à la vue de l'Éthiopie qui s'est mis lentement à tourner au-dessus de leurs têtes.

Délaissant la piste de terre qui file vers Khor-Angar et Ras-Siyyan, la petite colonne prend à gauche, vers le nord. Il n'y a que deux à trois heures de route pour rejoindre les maquisards du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD). Ceux que les médias gouvernementaux s'obstinent à qualifier de « mercenaires éthiopiens » sont devenus symboles de salut pour les populations d'Obock et de Tadjourah, où les militaires et les policiers en treillis de la Force nationale de sécurité (FNS) ont été massivement mobilisés pour repousser les assauts des « bandits infiltrés » de l'étranger. La nuit, les cinq marcheurs disparaissent bientôt parmi les sauciers. Ce samedi 23 novembre au effet, la voie est encore libre. Aucun homme en armes ne leur barrait la route. La veille, le blocus militaire imposé à la ville depuis la mi-novembre a été provisoirement levé, à l'occasion de l'enterrement de civils. Une trêve insipide : au moins de vingt-quatre heures près de trois cents personnes (femmes et enfants essentiellement) ont réussi à gagner Dambou, au nord d'Obock. Des dizaines, voire des centaines d'autres auraient fui par l'ouest, vers l'Éthiopie.

Et pour se faire pardonner plusieurs « bavures » commises jeudi matin par des membres de la FNS particulièrement nerveux que les autorités militaires ont permis cette évacuation? Selon les habitants d'Obock, ces bavures auraient fait au moins trois victimes parmi les civils, dont une jeune fille de dix-neuf ans. « Elle ne faisait rien de mal, elle s'est fait tirer dessus en sortant des toilettes », raconte une de ses sœurs. « Elle a pris la balle en pleine tête. C'était dans la matinée », précise l'adolescente. La famille de la jeune fille vivait dans l'enceinte de l'hôpital. Cela n'a visiblement pas arrêté les tirs.

« Les types de la FNS se sont installés sur les toits de la résidence du commissaire », explique-t-on, en désignant du doigt la belle bâtisse blanche qui surplombe la ville. Construite à la fin du dix-neuvième siècle par un des premiers Français installés à Obock, Léonard Lagarde, la maison, devenue le domicile du commissaire de la République. Ce dernier aurait, dit-on, quitté la ville — comme la quasi-totalité des agents de l'État, récemment évacués sur Djibouti — en raison des troubles. « Tout le monde est parti », résume-t-on ici.

Le couvre-feu contraint les habitants à se tenir chez eux dès la tombée du jour. « Le soir, on ne peut même pas écouter la radio : si on fait trop de bruit les patrouilles françaises nous mènent », se plaint un vieux. L'électricité a été coupée jeudi, en même temps que les lignes de téléphone : Obock vit désormais totalement isolée, sans autre communication que le bac (assurant la liaison avec Djibouti), qui ne passe qu'à strictement contrôlé. Une baie de pêcheurs rasés (surnom donné aux jeunes recrues de la FNS) surveille, avec une vigilance féroce, le chemin qui descend jusqu'à l'embarcadere.

On estime à une petite centaine le nombre de membres de la FNS et à près de trois cents ceux des militaires cantonnés à Obock, dont la population en temps ordinaire ne dépasse pas les 10 000 habitants. Depuis le 16 novembre, date des premiers accrochages sérieux entre les forces gouvernementales et les maquisards du FRUD qui encerclent la ville, plus du tiers des civils ont pris la clé des champs. Les écoles, tout comme l'hôpital, sont fermées, les portes des magasins closes. Les pêcheurs — à l'exception d'un seul « réquisitionné » par l'armée — n'ont plus le droit de sortir leur bateau.

« Aujourd'hui c'est déjà dur. Mais ce n'est rien par rapport à ce qui va se passer », prédit une maîtresse. « Les militaires disent que les rebelles aïjars entrent dans la ville en douce; nous, nous sommes aussi

des Aïjars : ils ne font pas la différence », s'indigne un jeune homme. « Les bandits sont des éthiopiens qu'ils ont arrêtés à Obock ou les connaît : c'étaient des marchands de boutiquiers et des pêcheurs d'ici », souligne-t-il. « Les gens du FRUD ont raison. C'est pour nous qu'ils se battent, pour qu'on ait l'égalité avec les Issas, pour qu'on ait la justice », dit un troisième. « Jusqu'à présent le président Gouled ne veut pas négocier, mais cela ne va pas durer : d'ici quelques jours Obock et Tadjourah seront tombées aux mains du FRUD, nous serons libres » rêve-t-il. « Inch'Allah », conclut la maîtresse.

Chacun garde à l'esprit le spectre de la guerre civile qui ravage aujourd'hui la Somalie voisine. « C'est un risque, admet M. Dini, parce que le gouvernement, pour avoir le soutien des Issas, prêche la haine des Aïjars. » A l'entendre, pourtant, « le dialogue reste toujours possible; c'est le refus du dialogue qui ouvre le feu ».

« On n'a jamais été des mercenaires ! »

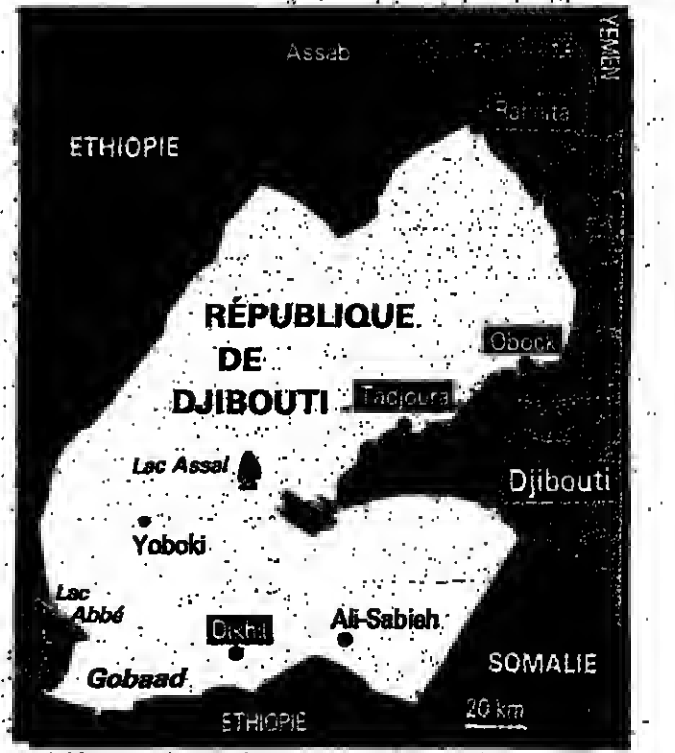
La « bataille d'Obock », que d'aucuns redoutent ou espèrent, n'a pas encore eu lieu. L'offensive lancée jeudi par les troupes du FRUD s'est achevée en fiasco. « Nous devons tout reprendre à zéro », avoue un des responsables du Front. Une des principales fai-

été des mercenaires ! », dit-il. Le réchauffement des relations entre l'Éthiopie et Djibouti amorcé en 1981 conduira nombre de ces exilés à quitter le camp sanctuaire d'El-Daar (situé dans la province éthiopienne du Wollo) et à regagner leur pays. La chute du président Mengistu, en mai dernier, contraindra les derniers maquisards djiboutiens à larguer pour de bon les amarrages éthiopiens.

« Un gouvernement d'union nationale »

Le FRUD, créé en avril, regroupait aujourd'hui plus de 2 000 guerilleros, répartis en sept régions militaires, du nord au sud de Djibouti. Un « conseil provisoire » de dix-sept membres tient lieu d'organe de direction. Les premières escarmouches, qui ont débuté en juin à Abay-Bada, ont été de grande envergure. Il faut attendre la nuit du 12 au 13 novembre pour que le western aïjars commence à prendre consistance : l'embuscade de Tadjourah, au cours de laquelle vingt-huit soldats gouvernementaux ont été tués et une cinquantaine d'autres faits prisonniers (dont le capitaine Adon Ali Adon, détenu à Randa), marque la véritable entrée en scène de la rébellion djiboutienne.

En quelques jours, toutes les localités du Nord tombaient aux mains du FRUD. Ce dernier estime à une quarantaine le nombre de personnes tuées (soldats et maquisards confondus) et affirme avoir fait « plus d'une centaine de prisonniers ». « Il n'y a pas de retour en arrière possible », tranche M. Adoyta. Le chef des rebelles aïjars, insectes carées de noir et



blessés de la guérilla réside dans les difficultés de communication. Entre les unités mobilisées à l'ouest d'Obock et les renforts qui « campent » au nord, le seul moyen d'échanger des informations reste encore... le chameau. Il faut parfois des heures pour faire 20 kilomètres à travers le désert de caillasse.

La détermination et le sang-froid dont font preuve les combattants aïjars compensent en partie ces handicaps. Comme pratiquement tous les cadres du FRUD, Ali Hamid, ancien sergent de l'armée coloniale française, a passé le plus clair de ses quatorze dernières années en Éthiopie, dans les camps d'entraînement militaire que le régime du président Mengistu avait gracieusement créés, dès 1978, à l'intention des opposants djiboutiens. De ce passé, aucun d'entre eux ne fait mystère.

« A l'époque les relations entre Addis-Abeba et Djibouti n'étaient pas vraiment bonnes », rappelle un ancien du Front démocratique pour la libération de Djibouti (FDLD), mouvement d'opposition créé par Mohamed Adoyta Youssouf, l'actuel président du FRUD. « La guerre de l'Ogaden opposait l'Éthiopie et la Somalie botaïti alors son plein. Comme Djibouti soutenait la Somalie, Addis avait tout intérêt à l'affaiblir. Mais nous, on avait notre but, on n'a jamais

barbiche grisonnante, s'habille en civil et s'exprime d'une voix douce. L'ouverture d'un dialogue, voire d'une négociation, avec le régime du président Gouled lui paraît improbable. « Il est trop tard, je crois », lâche-t-il tristement.

A l'entendre, la chute prochaine d'Obock et de Tadjourah devrait rendre la situation politique « suffisamment explosive » pour que le pouvoir ait place « à l'école de lui-même ». Pas question, assure-t-il, d'une quelconque revanche des Aïjars. « Le FRUD souhaite remplacer le régime tribaliste du président Gouled par un gouvernement d'union nationale qui représenterait aussi bien les Issas, les Aïjars que les autres communautés », poursuit M. Adoyta. A charge pour ce gouvernement provisoire d'organiser une conférence nationale et de mettre aux pieds un calendrier électoral. « Si demain des ministres ou des députés démissionnent et prennent position en faveur de la démocratie, nous n'avons aucune raison de les exclure », insiste le président du FRUD. Selon lui, « la France doit être active dans la période à venir ». « Nous appelons, insiste-t-il, à nous accompagner dans notre effort pour la démocratie. Pour jouer un rôle de médiation ».

CATHERINE SIMON

20 EXPOSITION MINÉROLOGIQUE
VEND. 25 - SAM. 30 NOVEMBRE
(12 h à 19 h)
DIMANCHE 1^{er} DÉCEMBRE
(10 heures à 18 heures)
VENTE - ÉCHANGE
MINÉRAUX
FOSSILES - BLOUX
PIERRES PRÉCIEUSES
HOTEL PULLMAN SAINT-JACQUES
17, bd Saint-Jacques, 75014 PARIS

■ RWANDA : manifestation contre l'organisation d'une conférence nationale. — Environ 22 000 personnes ont manifesté, dimanche 24 novembre, à Kigali, contre l'organisation d'une conférence nationale en Rwanda, à l'appel du Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (MRND, ex-parti unique). Une semaine plus tôt, les trois principaux partis d'opposition avaient organisé une manifestation pour réclamer cette conférence prévue par la Constitution du 10 août dernier. — (AFP.)

■ SOMALIE : intensification des combats à Mogadiscio. — Les combats à la capitale et à l'arrière-pensée entre factions rivales du Congrès de la Somalie unifiée (USC) se sont intensifiés, dimanche 24 novembre, à Mogadiscio, a indiqué à Nairobi un responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Environ 4 000 personnes ont été blessées en une semaine lors de ces combats, a-t-il précisé. Un bateau de la Croix-Rouge qui apportait des vivres, des médicaments et des vêtements, n'a pas pu accéder à Mogadiscio en raison des combats. — (AFP.)

AFRIQUE

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Ces Anglais « europhiles »

A Londres, on n'est pas spontanément partisan de la Communauté
Malgré les surenchères électorales, les « isolationnistes » sont toutefois en perte de vitesse

LONDRES

de notre correspondant

LE seul dirigeant qui ait eu une absolue souveraineté, c'est Robinsion Crusoe. Sir Geoffrey Howe, ancien secrétaire au Foreign Office, se moque ainsi drôlement de ses concitoyens qui s'agitent à Bruxelles et en Europe les pires menaces ayant jamais pesé sur la souveraineté britannique.

Car il faut bien le reconnaître : en tant que corps social et nation, la Grande-Bretagne, fondamentalement, n'est pas européenne. Son insularité explique pour une part cette méfiance innée. Elle l'est devenue peu à peu, par raison, en découvrant les avantages que pouvait procurer la Communauté à chacun de ses membres, et parce qu'il lui est apparu – tardivement – que cette association de pays liés par la géographie et le commerce allait dans le sens de l'histoire.

Mais nombre de Britanniques sont européens. Ils le sont sans toujours se l'avouer – pendant onze années de « thatcherisme », ce n'était guère populaire – et avec frilosité. Surtout, ils n'aiment pas qu'on les brusque. Aujourd'hui, alors qu'il est question de franchir une étape décisive, ils rendent devant le calendrier : l'Europe des Britanniques, c'est celle de l'écasot.

M. John Major les a pourtant décomplexés plus encore que ce qu'il avait fait son lointain prédécesseur et docteur en Europe, M. Edward Heath. L'arrivée de M. Major au 10 Downing Street a représenté un espoir pour les partisans de la Grande-Bretagne, qui se voyaient dévotement vénérés de « Major ». Le nouveau premier ministre fut donc accueilli avec un enthousiasme qui s'est aujourd'hui quelque peu refroidi : M. Jacques Delors n'est pas loio de penser que M. Major est parfois tout aussi difficile à convaincre que la « dame de fer ». Le chef du gouvernement



est peut-être le premier des « europhiles » de Grande-Bretagne, bien que son plaidoyer gaullien en faveur d'une Communauté s'étirant « du nord de la Baltique à l'est de l'Oural » inspire quelques doutes : les Britanniques sont d'autant plus partisans de l'élargissement de l'Europe que cela permettrait de ne pas resserrer les liens existants.

Mais M. Major, fonction oblige, a dû mettre un bâton à ses propres convictions. Chef du parti conservateur, il doit ménager ses « ultras » antifédéralistes. Chef du gouvernement, il garde un œil sur les sondages.

Et ceux-ci lui disent que les Britanniques sont... de moins en moins européens. Ce résultat est, il est vrai, largement dû à l'approfondissement du débat politique, brouillant les cartes. Chaque parti se dit tour à tour, en fonction du moment et de l'auditoire, pro-européen et antifédéraliste, et compte, dans ses rangs, toute une gamme de sensibilités à l'égard de l'Europe. Mais, officiellement, la conviction que l'avenir de la Grande-Bretagne est « au cœur de l'Europe », selon l'expression de M. Major, l'emporte tout autant au Parti conservateur, chez les travaillistes et les démocrates-libéraux.

La City et les milieux d'affaires, d'autre part, sont pro-européens, ainsi que, dans l'ensemble, la presse, qui sentent ce qui apparaît comme un combat pour la modernité, même s'il n'est pas sûr de lire, dans le prestigieux *Times*, des éditoriaux vigoureusement anti-communautaires. Chez les conservateurs, les « eurosceptiques » disposent d'une figure de proue en la personne de M. Thatcher, c'est-à-dire d'un incontestable avantage pour se faire entendre. Mais, tous compris, ils ne représentent qu'une minorité d'environ trente rebelles potentiels à la Chambre des communes, dont peu sont prêts à monter au créneau de la dissidence. Ils préfèrent se manifester en demandant l'organisation d'un référendum sur la monnaie unique européenne, ce qui est une manière commode de faire connaître leur opposition en s'abstenant derrière le vertueux combat de la défense de la souveraineté du peuple.

Leur attitude apparaît parfois comme un combat d'arrière-garde, si l'on en juge par la personnalité de leurs chefs de file : M. Norman Tebbit, Cecil Parkinson (deux anciens présidents du parti conservateur), Nicholas Ridley, tous fidèles partisans de M. Thatcher, vont prendre leur retraite politique à l'occasion des prochaines élections, et c'est tout un symbole.

Le débat de la semaine dernière aux Communes était exemplaire : au moment du vote sur la motion du gouvernement et alors que M. Major avait adressé une fin de non-recevoir au principe du référendum – soutenu par M. Thatcher –, il ne s'est trouvé qu'une poignée d'irréductibles pour ne pas apporter leur soutien au gouvernement conservateur.

Les volte-face des travaillistes

Les « europhiles » les plus fameux, ce n'est pas un hasard, se comptent parmi les adversaires d'hier de M. Thatcher. M. Edward Heath d'abord, pour qui la monnaie unique est inévitable et à qui le concept de « fédéralisme » ne fait pas peur. Beaucoup de ses anciens collaborateurs sont aujourd'hui présents au gouvernement et dans l'entourage direct de M. Major. Les ministres Douglas Hurd (Foreign Office), Michael Heseltine (environnement et collectivités locales) ensuite, qui furent les « tombeurs » de la « dame de fer », sans compter Sir Geoffrey, cet autre « baron » du parti.

Mais le « marais » des europhiles convaincus préfère, comme l'explique l'un d'entre eux, M. Anthony Nelson, rester discret : « Ils suivront, quel que soit l'accord signé par John Major à Maastricht. Ils prêtent plus que tout l'unité et la victoire du parti lors des élections. » Pourtant, une déléguée de onze membres de cette majorité silencieuse s'est récemment rendue au 10 Downing Street pour se faire savoir à M. Major que les concessions aux « eurosceptiques » devaient s'arrêter.

Chez les travaillistes, il n'est pas facile pour un parlementaire de base d'épouser les positions successives et contradictoires du parti à propos de l'Europe. Le Labour démantelait le retrait de la Grande-Bretagne de la Communauté européenne en 1980, ce que confirmait son chef de file, M. Neil Kinnock, lors de la campagne électorale de

1983. En 1988, M. Delors faisait un « stage » devant la conférence du TUC (Trade Union Congress) – la fédération des syndicats britanniques, dont l'influence reste déterminante au sein du Labour –, en déclarant : « Votre mouvement a un rôle majeur à jouer. L'Europe a besoin de vous. » M. Kinnock, qui, il y a moins d'un an, se méfiait des « mirages » de la construction européenne, accuse aujourd'hui le gouvernement de ruiner l'avenir du pays en adoptant une position trop timide en prévision de Maastricht. Le Labour veut placer la Grande-Bretagne en « première division de l'Europe » et, comme on l'a vu lors de son congrès de Brighton, le mois dernier, ses porte-parole rivalisent parfois d'éloquence : « L'Europe est là et c'est nous, c'est là où nous travaillons et vivons, c'est là où nous vendons et achetons. L'Europe, qu'on l'aime ou la haïsse, c'est chez nous. Nous sommes européens, notre destin est en Europe », a lancé le porte-parole pour les affaires étrangères, M. George Robertson.

Les « eurosceptiques » existent aussi au Labour et, comme leurs aînés, ils sont conservateurs, ils enfoncent, mais plus discrètement, le cheval de bataille du référendum. C'est au nom d'une analyse – électorale – peu différente que M. Paddy Ashdown, le chef de file des démocrates-libéraux, s'est lui aussi prononcé en faveur d'une consultation populaire, bien que son engagement européen soit sans ambiguïté.

La route vers Maastricht est encore semée d'embûches. Avec un regard sur le Parti conservateur et M. Thatcher, un autre sur les sondages qui prennent le pouls d'une population qui se bâte lentement vers l'Europe, M. Major espère pouvoir paraphraser les traités européens. Sachant qu'un retour en arrière est de toute façon difficilement envisageable.

LAURENT ZECCHINI

Un entretien avec Mme Catherine Lalumière

Suite de la première page

« Un autre exemple : les conférences ministérielles. Nous avons beaucoup de conférences sur des sujets divers : éducation, problèmes de la jeunesse, justice, etc., et de plus en plus nous invitons non seulement les ministres des pays membres, mais aussi des ministres des autres pays d'Europe qui ne sont pas encore des pays membres. Il y a ensuite le forum politique, avec l'entrée dans l'assemblée parlementaire, dans les conférences ministérielles et l'adhésion. Nous en avons déjà deux : la Hongrie et la Tchécoslovaquie. En ce qui concerne la Pologne, les élections se sont déroulées dans des conditions régulières. Elles ont donné lieu à des résultats qui sont un peu difficiles à gérer, mais, sur le plan du fonctionnement démocratique, les conditions sont remplies. La Pologne va être la vingt-sixième membre du Conseil de l'Europe et les autres ont vocation à le devenir. »

« Pourquoi n'a-t-on pas beaucoup vu le Conseil de l'Europe ? Il faut chercher la réponse dans nos vieux pays membres. L'observateur par exemple depuis deux ans : le Conseil de l'Europe est connu et très sollicité par les responsables des pays d'Europe centrale et orientale et trop négligé par les responsables des pays d'Europe occidentale. »

« Le creuset » de la future confédération

« Quand le président de la République parle de la théorie des ensembles en Europe, il cite beaucoup d'institutions, mais pas le Conseil de l'Europe. »

« Pendant plusieurs mois il est vrai que la France a semblé considérer qu'il fallait imaginer une organisation nouvelle pour répondre aux besoins des pays d'Europe centrale et orientale. Cette hypothèse s'est heurtée à un certain nombre d'obstacles, non pas que l'objectif ait été critiqué, mais beaucoup de pays ont considéré que, dans l'immédiat, il était difficile de créer une institution nouvelle. L'observateur qui récemment le président de la République semble avoir un peu évolué. Dans un entretien à l'« Expansion », il a dit qu'on avait besoin d'un Conseil de l'Europe aux compétences élargies qui serait le creuset, le mot est important, de la future confédération européenne. »

« Que veut dire compétences élargies ? »

« Si l'on prend le Conseil de l'Europe tel qu'il a été depuis quarante ans, c'est-à-dire une institution qui n'était pas très présente sur la scène politique, qui marchait à un rythme pas très rapide, on peut dire que nous osons pas à la hauteur des défis que nous posent l'Europe centrale et l'Europe orientale. C'est pourquoi il faut des compétences élargies, il faut nous renforcer. L'outil est là, il lui manque un poids politique que seuls les gouvernements des pays membres peuvent lui donner. »

« On peut entendre compétences élargies sous deux sens : des moyens d'action plus importants dans les compétences actuelles et des nouveaux domaines d'intervention. Est-ce les deux à la fois ? »

« Il faudrait poser la question au président Mitterrand. Mon souhait est en premier lieu un renforcement politique de telle sorte que l'organisation capable de les accueillir ait la considération des pays d'Europe centrale et orientale. En deuxième lieu, un renforcement des moyens, conséquence normale du premier souhait. Nous avons vécu à l'économie, nous sommes d'une vertu admirable, nous ne cotons pas cher. J'en suis très heureuse. Mais tout de même, nous avons un budget de survie et nous n'avons pas un budget pour agir. Troisième point, je dirais : extension des compétences à des champs nouveaux. Mais, à mon avis, cela n'est pas prioritaire, car nous avons déjà des compétences importantes dans des domaines essentiels. Par exemple, pour tout ce qui concerne la démocratie, le droit, les droits de l'homme et au-delà, la culture, les grands problèmes de société, l'éducation. Les domaines d'intervention que nous manquons sont l'économie et la sécurité militaire, qui nous est interdite par le statut et, honnêtement, je ne le revendique pas du tout. »

« En matière économique, la réponse est un petit peu plus difficile à donner parce que le statut, en 1949, prévoyait des compétences économiques, et c'est la création de la Communauté qui a fait que nos gouvernements ont considéré qu'il ne fallait pas faire double emploi. »

« Est-ce que le Conseil de l'Europe pourrait être un lieu d'accueil pour une coopération économique entre les pays de l'espace économique européen et ceux qui n'en font pas encore partie ? »

« Ce serait notre créneau. Ce qui

se met actuellement en place de façon empirique, c'est en fait un vaste espace économique avec des cercles concentriques dont le centre est la Communauté. La difficulté est que les pays d'Europe centrale et orientale vont être un peu marginaux par rapport à la Communauté, d'où l'utilité d'avoir un lieu où ils pourraient exprimer leurs intérêts économiques sans être en position d'infériorité. Il y a peut-être un deuxième besoin, que la France avait d'ailleurs bien vu en parlant de la confédération européenne, c'est de créer des liens entre ces pays qui n'avaient que des relations bilatérales avec l'Union soviétique. Le Conseil de l'Europe pourrait ici jouer un rôle ; spontanément, je ne le considère pas comme une priorité.

«Tendre la main aux anciens pays communistes»

« Pensez-vous qu'il peut y avoir une spécialisation du Conseil de l'Europe, sous la dimension humaine par rapport aux autres organisations internationales européennes ? »

« Tout à fait. Depuis sa création, c'est son créneau, et il n'y a pas de raison de ne pas approfondir ce domaine, car cela correspond à un énorme besoin dans des pays où il est évident que, si on ne réussit pas à avoir des démocraties qui fonctionnent, on se prépare des crises graves. »

« Ne risquez-vous pas d'être un peu pris en sandwich entre les organisations qui s'occupent de sécurité, l'Alliance atlantique, la CSCE ou l'UEO, et la Communauté, qui avait une vocation économique, mais qui a de plus en plus une vocation politique ? »

« Nous allons pas revendiquer le monopole du domaine politico-juridique et culturel, mais là aussi il faut voir la situation. Aujourd'hui, il y a une formidable ouverture vers

les pays de l'Est, c'est vraiment une tâche énorme, avec beaucoup de difficultés. Aucune organisation ne peut tout faire et la Communauté ne peut pas apporter toutes les réponses. Sans préjuger de ce que seront les rôles respectifs de la Communauté et du Conseil de l'Europe – dans cinquante ans, nous aurons peut-être disparu les uns et les autres dans une fusion générale –, je constate qu'il y a un vaste créneau pour le Conseil de l'Europe. »

« Ce partage des tâches suppose une coordination entre les différentes institutions. Cette



coordination existe-t-elle aujourd'hui ?

« Elle existe et a fait des progrès ces dernières années, parce que la Communauté a bien vu quel était le nouveau rôle du Conseil de l'Europe, alors que, dans le passé, les deux organisations se regardaient en chiens de faïence. »

« Le Conseil de l'Europe avait proposé que l'assemblée parli-

mentaire du Conseil de l'Europe se confonde avec le Conseil de l'Europe, mais les Américains n'ont pas été très enthousiastes. »

« En fait, l'idée était logique. En se multipliant, les assemblées parlementaires risquent de s'asphyxier les unes les autres. Le Parlement européen essaie d'acquiescer plus de poids. Nous avons l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Je ne crois pas qu'il soit très raisonnable d'ajouter une troisième assemblée et, même si cela paraît paradoxal, je ne crois pas que cela renforce l'image des parlements. Mais ce ne sera pas une véritable assemblée, plutôt un forum politique. »

« En ce qui concerne l'élargissement géographique des compétences du Conseil de l'Europe, jusqu'où voyez-vous son extension ? Jusqu'à l'Oural, ou bien toutes les anciennes Républiques soviétiques, à condition qu'elles observent quelques normes démocratiques, ont-elles vocation à faire partie du Conseil de l'Europe ? »

« En 1949, on créait le Conseil de l'Europe pour toute l'Europe qui serait au niveau de fer. Aujourd'hui, je ne peux pas vous donner la réponse du Conseil de l'Europe, puisque nous allons en parler lors de la réunion du comité des ministres, du 26 novembre. Je peux simplement vous dire ce que m'a expliqué M. Genscher. Il m'a dit que l'Union soviétique, la Russie, les autres Républiques, sont dans la même situation que les Allemands au lendemain de la seconde guerre mondiale ; ils étaient à l'époque des parias et, malgré le poids du passé nazi, les premières organisations européennes – le Conseil de l'Europe – ont accueilli l'Allemagne, lui ont fait confiance, et il a ajouté que c'est à cause de cela que l'Allemagne a basculé du bon côté. J'avais déjà entendu ces arguments dans la bouche des Espagnols et des Portugais, mais c'est la première fois que j'entendais de la part d'un responsable allemand. C'est une comparaison qui a un poids considérable. »

«Préserver la mosaïque culturelle»

« Il faut que les Etats candidats aient basculé du côté de la démocratie. »

« Il faut que le pays candidat ait donné des gages, ait manifesté clairement une volonté. A partir de là, à nous de tendre la main. Nous avons plus de souplesse que la Communauté, à nous de savoir l'utiliser, non pas en brisant nos exigences démocratiques, mais en essayant de les aider. »

« Une des causes de fragilité

de ces nouvelles démocraties est le nationalisme, les revendications nationales des minorités. Le Conseil de l'Europe ne pourrait-il pas essayer d'aider dans ce domaine à définir et à faire respecter si possible les droits des minorités, à faire la distinction entre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit des nations, le droit des minorités ou des nations ? »

« Nous sommes tout à fait conscients que le Conseil de l'Europe a un rôle à jouer. Nous avons commencé à essayer de le jouer, ce qui ne va pas de soi, d'abord parce que la manière dont ces problèmes se sont posés en Europe centrale et orientale a un peu décentré tous les pays occidentaux. Lorsqu'on est devant la passion, les moyens raisonnables sont de peu de poids. En matière culturelle, depuis quarante ans, le Conseil de l'Europe gère cette tension entre le développement d'une identité européenne et le maintien, voire le rayonnement des identités nationales et locales, et nous avons une manière d'aborder les questions culturelles qui me paraît extrêmement intéressante. Je rends hommage à mes prédécesseurs, car le Conseil de l'Europe a une vision très moderne et très belle de cette tension culturelle, à la fois très attachée à la préservation et au rayonnement de toute cette mosaïque d'identités culturelles qui est la caractéristique et la richesse de l'Europe et en même temps à la nécessité de transcender cela dans une identité supérieure qui est l'identité européenne. »

« Êtes-vous prêts à accepter dans le Conseil de l'Europe, avec un statut de membre à part entière ou d'invité, des micro-Etats, la Slovaquie, la Croatie, demain la Slovaquie peut-être ? »

« Nous n'allons pas les reconnaître avant tout le monde. Nous sommes une organisation intergouvernementale, nous attendons que nos gouvernements aient fait le travail en première ligne. C'est ce que nous avons fait avec les Etats baltes : ils ont été reconnus, et quelques jours après le Conseil de l'Europe a engagé officiellement des contacts avec les trois Etats baltes. Nous ferons la même chose le cas échéant avec les ex-Républiques de la Yougoslavie. L'Europe est une mosaïque d'identités culturelles, mais aussi d'Etats, de micro-Etats, c'est un peu compliqué, mais c'est la réalité. »

Propos recueillis par PIERRE SERVANT et DANIEL VERNET

سكوت من الامل

ESPACE EUROPEEN

REVUE
DE PRESSE

La Repubblica

L'ÉNIGME ALLEMANDE

Le quotidien romain s'interroge sur la fidélité de l'Allemagne unie à l'Europe : « La patience et la clarté apparaissent comme les principaux éléments de la politique extérieure de la nouvelle Allemagne unifiée. Sa classe dirigeante semble, en effet, aujourd'hui consacrer que, si le but est de récupérer pleinement toute la capacité d'action de leur pays, la processus ne peut être que long. C'est que la nouvelle « grande Allemagne » (évidemment pas au sens de Hitler), qui, sans doute, existe dans leurs perspectives, ne peut naître, pour des raisons tant internes qu'externes, que très lentement. Les structures collectives occidentales, l'OTAN et la CEE, non seulement ne sont pas des obstacles mais agissent, dans ce cadre-là, comme un « sein » ou une couveuse. » (19 novembre.)

EL PAIS

L'HABILE MITTERRAND

Revenant sur les projets de réformes constitutionnelles annoncés par M. Mitterrand, El País écrit : « Mitterrand comptait sur l'Europe pour donner une dimension historique à sa politique. Mais sur ce terrain le résultat est équivoque et dépend de moins en moins de facteurs purement français. En revanche, le fait de quitter la présidence après avoir réalisé des réformes qu'il considère indispensables pour mieux gouverner la France échappe, sans aucun doute, à la « politique politicienne » dans laquelle ombrent de plus en plus les partis français. Au lieu de donner l'image d'un président qui s'accroche à ses fonctions jusqu'au dernier moment, Mitterrand veut sortir la tête haute. » (13 novembre.)

THE TIMES

LA GLOIRE FRANÇAISE

Le quotidien londonien s'interroge à la conférence de Paris et à la « menace que représente pour le francophonie l'avancée de l'anglais, qui s'impose comme deuxième langue mondiale. L'anglais est en marche non seulement en dehors de l'Europe, mais dans les pays latins tels que l'Espagne et l'Italie. Les Français se livrent à un combat d'arrière-garde en essayant d'empêcher l'anglais de devenir la langue officielle de la future fédération européenne (...). L'élite française traite sa langue comme une race menacée qui doit être protégée d'influences étrangères plutôt que d'être obligée de s'adapter.

(Et) les Français n'ont pas encore trouvé une méthode originale pour rendre à leur langue et à leur culture la haute estime dont elle bénéficie jadis parmi les populations slaves. Pourquoi, par exemple, le président Mitterrand n'a-t-il pas pensé à organiser cette conférence à Moscou ou à Saint-Petersbourg, au lieu de prêcher les convertis à Paris ? Une langue qui ne voyage pas n'a pas d'avenir. » (19 novembre.)

OBSERVER

IL EST TEMPS DE PRENDRE POSITION

L'hebdomadaire britannique juge la politique européenne de M. Major :

« À l'approche du sommet des Douze de Maastricht, le gouvernement se comporte comme si la Grande-Bretagne maintenait son adhésion à un club européen en se contentant, de temps à autre, de faire acte de présence. C'est une attitude qui peut se comprendre de la part d'un gouvernement qui doit composer avec une aile droite ténace. Le premier ministre John Major se montre dur en public, mais sa position est nettement plus conciliante lors de ses rencontres en tête à tête avec le chancelier Kohl. (...) Ce comportement envers la Communauté a considérablement embrouillé l'opinion et a aussi sérieusement affaibli la marge de manœuvre britannique au sein de la CEE. Mais l'avenir de la Communauté, dont dépend aussi celui de la Grande-Bretagne, doit être débattu ouvertement et honnêtement. Il est temps que le gouvernement prenne une position claire et nette : ou bien il s'engage en faveur de l'Europe ou bien il nous indique une autre solution. » (17 novembre.)

Les Néerlandaises de la « délivrance »

Dépositaires d'une partie de la tradition nationale
les sages-femmes craignent la concurrence européenne

AMSTERDAM

de notre correspondant

PLANTES vertes et aquarelles, moquette et rideaux, éclairage feutré et couleurs chaleureuses : située au rez-de-chaussée d'une villa cosue de Zeist, ville moyenne du centre des Pays-Bas, cette salle d'attente pourrait être celle d'un cabinet médical ou d'un office notarial. Mais les feux-ports de naissances récentes accrochés aux murs ont fait d'affranchir les visiteurs... qui sont, le plus souvent, des visiteuses à la démarche plus ou moins chaloupée et au ventre plus ou moins arrondi. Elles sont, en effet, enceintes et ont rendez-vous avec leur sage-femme ; comme on dit « avoir rendez-vous chez le coiffeur ».

Maîtresses des lieux, Thea, Helen, Mea et Rjoeke sont quatre de celles que le vocabulaire local dénomme de façon suggestive « expertes en délivrance » ; en néerlandais, le substantif (*verloskundige*) n'a pas de genre établi, mais une vingtaine d'hommes seulement exercent cette profession, accablée par près de mille cinq cent femmes. C'est là la seule concession à l'évolution des mœurs qu'ait faite une corporation héritière d'une longue tradition et dépositaire d'une parcelle de l'originalité néerlandaise.

Dans la somme qu'il a consacré à la culture hollandaise du Siècle d'or (1), l'historien britannique Simon Schama note que les Néerlandais du dix-septième siècle accordaient « une importance capitale à une bonne délivrance » et « considéraient que les soins post-nataux et la puériculture au cours des toutes premières semaines » étaient fondés-

mentaux. Les décades n'ont en rien ébranlé cette conviction, au contraire : elle s'étend aujourd'hui aux mois précédant l'accouchement. Au cours de leur formation, les sages-femmes néerlandaises sont les seules en Europe à consacrer plus de temps au suivi prénatal qu'à la parturition.

Peu de pays appréhendent la grossesse comme un processus devant être, autant que possible, démedicalisé, mais nécessitant simultanément un accompagnement professionnel. Comme leurs consœurs indépendantes - sept sages-femmes sur dix exercent en secteur libéral - Thea ou Rjoeke reçoivent leurs clientes dès que l'état de future mère est établi et prennent cooq aux alentours du dixième jour après la naissance de l'enfant. Dans l'intervalle, elles aurot procédé à des contrôles de plus en plus fréquents ; elles aurot consulté, en cas de besoin, par téléphone et surtout elles aurot dirigé elles-mêmes l'accouchement.

Une naissance sur trois
à domicile

Le temps d'est plus où, comme jusqu'au début des années 70, un nouveau-né sur deux venait au monde dans la maison de ses parents. En 1989, dernière année de référence, une naissance sur trois seulement eut lieu « à domicile ». Mais les sages-femmes aident de plus en plus de petits Néerlandais à voir le jour, et détiennent des médecins de famille et des gynécologues : il y a deux ans, elles ont assuré 45,6 % des naissances, contre 43 % en 1986 et 40 % en 1981. Explication de cet apparent paradoxe : la législation permet aux couples de choisir un accouchement en milieu hospitalier sans pour autant renon-

cer aux services de la sage-femme avec laquelle une relation personnelle s'est élaborée. En pratique, les futurs parents louent pour vingt-quatre heures une salle d'accouchement où, le moment venu, la sage-femme officielle, assistée seulement de l'infirmière-obstétricienne qui s'occupera quotidiennement de la mère et de son enfant après leur retour à la maison. Ce n'est qu'en cas de complications que sera requise l'intervention d'un gynécologue.

Ce système qui coûte au plus 450 francs aux parents permet à ces derniers d'éviter le « désordre » d'un accouchement à domicile et de « se rassurer » : « L'idée qu'à l'hôpital on a tout sur place pour faire face à toute situation inquiète les sages-femmes », explique Marion Borkent, sage-femme à Utrecht. D'un pragmatisme tout néerlandais, il répond d'une part aux besoins de confort psychologique des parturientes et préserve la position-clé des sages-femmes dans l'organisation de la natalité aux Pays-Bas, où une distinction nette continue d'être opérée entre les accouchements normaux, dits « physiologiques », et ceux dits « pédagogiques ». Seuls les grossesses à risques et les naissances difficiles sont supervisées par les spécialistes médicaux. « Être enceinte n'est pas une maladie », fait valoir Marjol Borkent, exprimant ainsi l'averion aussi ancienne que partagée des Néerlandaises face à la médicalisation de ce qui doit rester un heureux événement.

Fort de ce soutien bien organisé, faisant partie intégrante du système sanitaire, et fier d'un taux de mortalité post-natale qui serait le plus faible d'Europe (9,1 pour mille), la corporation des sages-femmes voit toutefois sa suprématie menacée. Elles ont bien pris la

où les médecins de famille n'assurent plus que 13 % des accouchements, mais la concurrence des gynécologues, désormais responsables de 44 naissances sur 100, sévit. Ajoutée à la désaffection patente dont jouit la formule de l'accouchement à domicile, cette évolution donne des arguments aux obstétriciens qui souhaitent une réforme du système dans un sens favorable à leur spécialité.

Un rôle
essentiel

Il est difficile d'évaluer la force de ce courant, mais l'Organisation mondiale de la santé, qui voit dans le système néerlandais un modèle quasiment parfait, a cru utile en 1990 de demander au gouvernement de La Haye de « maintenir » la position « indépendante » des sages-femmes. Le « lobby » de ces dernières n'est pas resté sans effets, du moins verbaux : en janvier, le secrétaire d'Etat à la santé a publiquement réaffirmé « leur rôle essentiel ».

Mais un autre bras de fer est en cours : l'Organisation néerlandaise des sages-femmes (NOV) s'inquiète des conséquences possibles de la directive européenne sur la reconnaissance automatique des diplômes étrangers par les États membres. Des cooq, moins bien formées qu'elles, pourraient exercer librement aux Pays-Bas, mettant par ricochet en danger la considération dont jouit leur profession, comme en atteste le fait que chaque année plus de mille candidates se disputent les quelque soixante places disponibles dans les trois instituts de formation.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) L'Embarras de richesses, de Simon Schama, Gallimard, Paris 1991, 866 pages, 380 francs.

TRIBUNE EUROPÉENNE

Français et Allemands : deux conceptions opposées de l'Europe

par Rudolf von Thadden

A quinze jours du sommet de Maastricht, les relations franco-allemandes restent contradictoires. D'un côté, on déploie des fusées à courte portée qui ne peuvent atteindre que le territoire allemand ou tchèque, de l'autre, on affirme avec insistance que le couple franco-allemand est le noyau et le moteur de l'union européenne. Parallèlement, de profondes divergences apparaissent dans la politique vis-à-vis de l'Est : l'Allemagne est prête à fournir une aide économique importante aux Républiques de l'Union soviétique, en voie de désintégration, tandis que la France se désintéresse - surtout ses chefs d'entreprise - d'un véritable engagement à l'Est, car l'Afrique reste, pour elle, plus importante. Enfin, la Yougoslavie fait, elle aussi, surgir des dissensions : les Allemands éprouvent des sympathies pour la Croatie et la Slovénie, les Français ont plutôt un penchant pour la Serbie et pour l'unité la plus grande possible de l'Etat yougoslave.

Dépasser
les égoïsmes nationaux

Lors de la réunion de Prague, en juin dernier, les divergences entre France et Allemagne sur le projet de confédération européenne ont tout simplement fait le groscaque l'andie que Bonn prône des structures européennes dans le cadre de la CSCE, incluant donc la participation des Américains, les Français mésestent sur l'Europe de la géographie ». De surcroît, les Allemands et les Français n'étaient pas d'accord sur la structure de la future « confédération européenne » : les uns accordaient une place importante à l'Europe des régions, les autres, au contraire, avaient peine à dépasser l'idée traditionnelle de l'Europe des nations.

C'est au moment de la crise du Golfe que les divergences franco-allemandes sont apparues avec le plus de force. D'un côté, il y avait une nation qui voulait à tout prix éviter l'escalade du conflit, et de l'autre une nation qui, après quelques mouvements d'opposition, approuvait dans son ensemble la guerre contre Saddam Hussein et, surtout, soutenait la politique de M. Mitterrand, qui visait à maintenir le rôle de puissances mondiales de la France aux côtés des États-Unis et de la Grande-Bretagne. L'Allemagne et la France, pays voisins et liés par des traités d'amitié, n'étaient pas loin d'adopter des comportements qui, pour utiliser une métaphore, fai-

saient l'effet du miroir convexe et du miroir concave : on vit ainsi une Allemagne qui, replant sur elle-même, et à l'opposé une France agissant au-delà de ses moyens pour affirmer des ambitions politiques mondiales.

Les thuchériens, qui n'existent pas qu'en Grande-Bretagne, ont-ils donc raison d'affirmer que l'Europe n'est pas mûre pour une union politique, et qu'il serait bon, par conséquent, de s'en tenir à une alliance économique assez souple ? Rien ne serait plus erroné. Une Europe qui se concevrait dans la seule limite de ses intérêts économiques nationaux ne remplirait aucune de ses missions, ni à l'intérieur ni à l'extérieur. Or les problèmes se multiplient. Si les raisons de construire et développer l'Europe politique n'ont pas manqué au cours des dernières décennies marquées par des rapports tranchés entre les deux blocs, les bouleversements - largement imprévisibles - de la zone traditionnelle de domination soviétique imposent à l'Europe de l'Ouest de dépasser ses égoïsmes nationaux. Face à la dissolution de l'empire soviétique, la Communauté européenne n'a pas le droit de stagner.

D'un point de vue de politique intérieure, il n'est pas non plus permis de renoncer à faire progresser l'intégration européenne. Les actuelles disparités Nord-Sud en Europe rendent nécessaires des mesures qui ne se limitent pas à un simple équilibre européen. De surcroît, les flux migratoires en provenance d'Afrique du Nord et d'Europe de l'Est obligent les défenseurs acharnés des politiques nationales à mener une action commune. L'Europe ne peut plus être régie comme un simple marché du travail.

L'état actuel de la politique européenne en est d'autant plus inquiétant. D'un côté, la richesse de la Communauté économique éveille des espoirs qui, politiquement, ne peuvent être satisfaits. De l'autre, le raz de marée des problèmes déclenche des peurs qui renforcent la tendance à se replier sur les États nationaux et à préférer faire cavalier seul, comme ce fut le cas dans l'entre-deux-guerres.

Si l'on veut prévenir un processus qui rendrait étrangères à elles-mêmes les nations européennes, et, en premier lieu l'Allemagne et la France il n'y a pas d'autre issue que de dissiper le brouillard qui nous maintient dans l'insouciance. Car, en amont de toutes les rivalités en matière de politique économique et étrangère, il existe des conceptions différentes sur des

éléments fondamentaux du règlement intérieur de la maison européenne.

Il faut d'abord évoquer la définition controversée de l'appartenance à une communauté ou une nation. Alors qu'en Allemagne c'est le concept ethnique de peuple, considéré comme une communauté fondée sur le descendance, qui continue de prévaloir, c'est la communauté fondée sur l'expérience et le volonté qui prédomine en France. Dans ce dernier cas, ce qui importe, c'est plus la citoyenneté des hommes que leur origine. En France, qui-conque adhère aux principes de la République et aux règles de son jeu politique, même si il ne descend pas d'Astérix et des Gaulois.

Cette différence de conception et des conséquences politiques considérables. Tandis qu'en Allemagne il est difficile aux immigrés de devenir des citoyens égaux en droit - ils restent jusqu'à la deuxième ou la troisième génération des « étrangers », - les personnes qui baignent dans l'enfance dans la culture française ont des chances réelles d'obtenir des postes de responsabilité dans le pays du « citoyen ».

Capacité
d'intégration

Cette capacité d'intégration des Français ne doit nullement masquer les problèmes d'immigration considérables auxquels ils sont confrontés. Si la peur des immigrés n'était pas largement répandue, Jean-Marie Le Pen n'enregistrerait pas de tels succès. Mais cela n'enlève rien au fait que la culture française reste, en principe, ouverte à l'assimilation, et qu'elle ne taxe des individus d'étrangers et ne se démarque d'eux que s'ils ne sont pas disposés à se fondre dans le mode de vie du pays. On fait confiance au pouvoir d'intégration lié aux droits du citoyen et, par là, on se rapproche plus des Américains que des Allemands.

A cette divergence franco-allemande sur le thème de l'appartenance intérieure à la Communauté s'en ajoute une autre, non moins importante, qui concerne la définition de ce qui est extérieur. Il n'existe aucune unité de vue sur les contours de l'Europe. S'agit-il ici principalement d'une communauté ouest-européenne, axée sur la réussite européenne qui se suffit à elle-même, ou d'un début de communauté solidaire qui s'ouvre à l'Est ? Ou, pour aller plus loin : l'Europe doit-elle prendre forme en se démarquant surtout de

l'Amérique, ou trouve-t-elle, à l'inverse, l'essence de ce qu'elle est dans sa relation avec le monde situé de l'autre côté de l'Atlantique ?

Ce ne sont pas là de simples questions de conjoncture politique. Ces réflexions concernent l'identité des Européens et touchent au sentiment profond de la vie qu'ont les individus. Les jeunes Allemands ont tout naturellement le sentiment d'être ouverts au monde de vie américain, tandis que les jeunes Français émettent fréquemment des réserves à l'endroit des « Yankees », qui manquent de classe. Les différences de comportement à l'égard des non-Européens de cultures extérieures à l'Europe apparaissent encore plus nettement. Ainsi, les Français ont davantage tendance que les Allemands à dissocier la Communauté européenne du monde islamique et, ce faisant, à accorder divers aspects d'importance aux divers aspects de la compréhension des cultures qu'eux échaient économiques. Le sentiment qu'e l'Europe de sa propre valeur ne se mesure pas uni-

quement à l'aura des traits de profil.

Ce n'est donc pas seulement une pensée protectionniste, fondée sur la peur de la concurrence économique qui pousse les Français, plus que les Allemands, à protéger l'Europe des influences extérieures. C'est plutôt l'idée d'un espace culturel européen qui mérite d'être préservé, où certaines formes de vie et certaines valeurs sociales encouragent de grands dangers des qu'elles sont exposées aux tourmentes d'un monde qui mise sur la productivité et où prédomine la concurrence, comme c'est le cas au Japon. Les déclarations maledroites d'Edith Cresson sur la menace que constitue l'économie du Japon trouvent là leurs racines profondes.

Le bilsn des différences est donc assez inquiétant. Et encore il n'a pas été question des grands bouleversements politiques à l'Est depuis la chute du mur. Ceux-ci vont-ils nous éloigner davantage ou, au contraire, nous pousser à une réflexion commune ?

► Rudolf von Thadden est professeur d'histoire à l'université de Göttingen.

LE MONDE
diplomatique

Novembre 1991

- **PROCHE-ORIENT** : Enfin la Paix ? par Alain Gresh. - Croire à la paix dans un Liban normalisé, par Samir Kassir.
- **MAGHREB** : La frustration des classes moyennes, par Zakya Daoud.
- **LE RETOUR DE L'AFRIQUE** : Champ libre au modèle libéral et démocratique, par Christian de Brié. - Les nouvelles couches sociales entrent en scène, par Philippe Leymarie. - Politique de la terre brûlée au Zaïre, par Colette Braeckman.
- **HAÏTI** : Trop de pauvres pour la démocratie, par Jean-Pierre Auloux.
- **FRANCE** : Mécaniques, par Ignacio Ramonet. - Mérites, mythes et limites de la rigueur, par René Passet.
- **EUROPE** : Vivre en confédération, par Edgar Morin et Anne-Brigitte Kern.
- **FINLANDE** : Joensuu et la nostalgie de la « Carélie perdue », par Nicole-Lise Bernheim.
- **LITTÉRATURE** : Une nouvelle inédite de Nadine Gordimer.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

ESPACE EUROPEEN

Les Slovènes s'initient à l'indépendance

A Ljubljana, on a tiré un trait sur le communisme, l'autogestion et la Fédération. Les habitants ne rêvent que d'une chose : devenir simplement un pays comme les autres

LJUBLJANA

de notre envoyé spécial

« MAIS pourquoi la communauté internationale ne nous reconnaît-elle pas ? Au nom de quels principes ? » Il est impossible aujourd'hui à Ljubljana d'échapper à ces questions, posées avec plus de tristesse que de colère. L'énosité est connue, car les quelque 1,6 million de Slovènes ne sont pas du genre à s'épancher devant l'étranger de passage. On est bien loin des passions qui animent les Républiques voisines de l'ex-Yougoslavie.

Pourtant, les Slovènes sentent bien que le sort de leur nation est en train de se jouer sur le tapis vert de la diplomatie. « Sans reconnaissance, nous sommes cuit », affirme, sans ambiguïté, Simoon, une lycéenne de dix-sept ans. « Nous aurons de plus en plus de mal à survivre, chaque jour qui passe nous rapproche d'un véritable désastre économique », renchérit Ciril Zlobec, membre de la présidence de la République. D'autres, moins impatients, comme Vitomir Gros, le maire de Kranj, à une centaine de kilomètres de la capitale, affirment : « Nous pourrions nous débrouiller tout seuls. Après tout, Taiwan a bien réussi à se développer sans être reconnu... »

Après sa proclamation d'indépendance, faite parallèlement à celle de la Croatie, la Slovénie a célébré, le 26 octobre, le départ du dernier soldat de l'armée yougoslave. Dans tout le pays, une sonnerie a retenti pour proclamer l'arrêt des combats. Aussitôt après, une seconde sonnerie a été déclenchée pour signifier la « fin de tout danger ». Même si certains estiment « toujours possible, quoique bien improbable », une attaque de l'armée serbo-fédérale contre la Slovénie, la plupart des responsables de Ljubljana pensent que cette « deuxième sonnerie » a pris valeur de symbole et que, militairement parlant, la Slovénie est désormais à l'abri des affrontements. D'où l'excitation, souvent formulée à l'égard des Slovènes, d'avoir « abandonné » les Croates.

« Que voulez-vous de plus ? »

Si certains reconnaissent, comme Boris, un étudiant, que « les Slovènes, comme d'ailleurs la grande majorité des gens, sont des égoïstes », la majorité de ses compatriotes prenait très mal ce reproche. « Pendant la mini-guerre (celle qui a opposé fin juin les unités de la défense territoriale slovène à l'armée fédérale, NDLR), ce sont les Croates qui nous ont abandonnés, ils ne nous ont fourni aucune aide, ni militaire, ni morale, ni humanitaire », assure le professeur Antou Bebler.

En fait, si, côté cour, les Slovènes se sentent moralement proches des Croates et tentent, dans la mesure de leurs possibilités, de les aider, notamment en accueillant de nombreux réfugiés, ils regrettent, côté jardin, que leur sort soit diplomatiquement si étroitement lié à celui des Croates. « Nous sommes, en quelque sorte, de demi-alliés », ajoute le professeur Bebler. Nous avons parfois des positions identiques, mais nos intérêts ne sont pas toujours communs. Il est clair en effet que la reconnaissance internationale de la Slovénie serait beaucoup plus aisée si les diplo-



Après la « mini-guerre » qui les a opposés, en juin, à l'armée fédérale, les Slovènes attendent la reconnaissance internationale de leur État

mates n'étaient pas obligés de lier ce dossier à celui de la Croatie.

« Notre situation ne peut être plus claire. Nous avons des frontières reconnues par tous, aucun problème de minorité, notre État est démocratique, plus aucune troupe étrangère n'est sur notre sol et nous contrôlons les leviers essentiels de notre souveraineté. Nous avons notre propre monnaie et notre économie reste, malgré les difficultés actuelles, une des plus performantes de la région », disent les Slovènes, que leur politesse seule semble empêcher d'ajouter, à haute voix, à l'adresse des Occidentaux : « Que voulez-vous de plus ? »

Les Slovènes n'ont pas trahi pour jeter les structures de leur État. Après le départ des fédéraux, les dirigeants slovènes se sont penchés sur le problème de la défense nationale. « Elle sera modeste », reconnaît le ministre de la Défense, M. Janes Jansa (ancien pacifiste), dans son bureau, orné des quelques dépouilles de la « guerre » de juin. Le but étant de s'intégrer « dès que possible » dans un système européen de sécurité collective, l'accent sera mis sur les installations anti-aériennes et l'infanterie : une division permanente d'environ 12 000 hommes et 40 000 « réservistes actifs ». Les armées ? Elles proviennent des anciens stocks de la défense territoriale et les autres ont été ou seront achetées dans divers pays, notamment à Singapour et en Allemagne. Et puis il y a les 160 chars et blindés abandonnés par l'armée fédérale, incapable de les « rapatrier ». Ils sont parqués dans une base et devraient recevoir la

visite, pour les entretenir, d'ingénieurs « civils » de Belgrade. La création d'une monnaie nationale a été la deuxième tâche à laquelle se sont attelés les dirigeants slovènes. Une opération rocambolesque. Pour preuve : impossible aujourd'hui à Ljubljana de trouver le moindre dinar, la monnaie yougoslave, sauf auprès de quelques changeurs malhonnêtes.

Désormais, c'est le tolar qui a droit de cité. Des billets tout neufs, encore provisoires, qui seront remplacés dans les mois qui viennent. De nombreux Slovènes n'aiment d'ailleurs pas beaucoup ce mot de tolar, qui évoque trop pour eux une tradition de l'ancien thaler autrichien. Certains experts, poètes à leurs heures, auraient préféré le lipa (lilas) ou le klas (épi). La création de cette monnaie, si elle illustre le caractère inductible de l'indépendance slovène, pose toutefois un certain nombre de problèmes. Non pas tant pour les échanges avec l'étranger — puisque de toute manière, « du temps du dinar », les échanges se faisaient en devises convertibles, — mais bien avec les anciens partenaires yougoslaves. Les autres Républiques n'acceptant pas le tolar, les échanges se font sur la base du troc.

Telle entreprise slovène reçoit des voitures montées contre les pièces détachées qu'elle livre à la Serbie ; les PTT slovènes sont payées... en câbles téléphoniques (qui transitent par la Hongrie) par leurs homologues de Belgrade. « L'État est devenu une grande maison de catering », ironise ainsi Andrej Polenc, directeur d'Iskra,

une entreprise de matériel électronique qui est l'un des plus beaux fleurons de l'industrie slovène. « Pour le moment, ajoute-t-il, nous nous contentons de la route de la Yougoslavie ont été respectés mais il est clair que cela ne durera pas. »

« Les Serbes nous ont volés... »

Dans d'autres secteurs économiques, le divorce a été plus violent. Ainsi les Slovènes accusent les Serbes de s'être appropriés une partie de leurs biens situés en Serbie. « Les Serbes nous ont volés pour 60 millions de dollars en magasins, terrains, stocks », estime ainsi Matija Jikof, président de Slovenija, première entreprise commerciale de Slovénie. Au moins trois cents entreprises ou filiales d'entreprises slovènes ont été subtilisées par les autorités de Belgrade, au nom de la « propriété sociale ». La perspective d'une coupure du marché avec les autres Républiques yougoslaves inquiète.

Tout le paradoxe est là : bien plus performants que leurs anciens partenaires, les Slovènes jouissent en quelque sorte d'une rente de situation dans l'ex-Yougoslavie. Près de 30 % de leur commerce s'effectuait avec le reste de la Fédération. Et c'est justement cette « rente » qui, en quelque sorte, leur permettait de se battre avec plus de force sur les marchés extérieurs. De plus, les Slovènes étaient considérés par de nombreuses entreprises étrangères comme la tête de pont obligée pour attaquer le marché yougoslave et, en ce sens,

la Serbie et la Slovénie étaient, économiquement, étroitement complémentaires. La ruine de l'économie yougoslave due à la guerre et à l'éclatement de la Fédération vont donc obliger la Slovénie à trouver d'autres débouchés pour compenser ce manque à gagner. Mais comment les trouver, comment s'affirmer sur le marché international si l'État n'est pas reconnu ? Les liaisons sérieuses sont paralysées car les autorités de Belgrade, encore compétentes pour l'espace adriatique, s'opposent à tout atterrissage à Ljubljana. De plus, la confusion politique effraie les possibles investisseurs étrangers.

D'éventuelles sanctions européennes vont accentuer la dégradation de l'économie : 20 % d'inflation mensuelle, 10 % de chômage, baisse de 30 % du pouvoir d'achat. La privatisation de l'économie, amorcée depuis plusieurs années déjà, ne provoquera pas sans doute ici, comme dans les ex-pays socialistes, de grands embarras, à l'exception de quelques grands groupes sidérurgiques ou textiles.

En attendant la reconnaissance officielle, les Slovènes font contre mauvaise fortune bon cœur et semblent se contenter de tous les détails qui permettent d'asseoir leur souveraineté. Ils se réjouissent que plus de dix pays reconnaissent maintenant leur nouveau passeport. Ils se félicitent de l'installation de quelques consulats généraux à Ljubljana. Mais leur plus grande joie a été d'apprendre la semaine dernière que la Slovénie avait été reconnue comme membre à part entière de la Fédération internationale de ski.

JOSE-ALAIN FRALON

LIVRES

ET REVUES

L'ALLEMAGNE UNIE DANS LA NOUVELLE EUROPE

Spécialiste de l'Allemagne et de l'Union soviétique, Renate Fritsch-Bournezal montre, documents à l'appui, comment s'est opérée la réunification et comment les puissances garantes du statut des deux États allemands ont accompagné un mouvement qu'elles n'avaient ni prévu ni vraiment souhaité. Pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne, son unité ne se fait pas contre ses voisins ; elle s'intègre au contraire dans un mouvement d'unification du Vieux Continent.

► Renate Fritsch-Bournezal. Éditions Complexe. Bruxelles. 1991. 370 pages.

L'UNIFICATION DE L'ALLEMAGNE EN 1990

L'unification de l'Allemagne à travers les discours officiels et les traités. Un document établi par l'Office de presse et d'information du gouvernement fédéral.

► Service de presse et d'information de l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne. 13-15, avenue Franklin-D. Roosevelt. 75008 Paris.

LE GRAND PARI. L'AVENTURE DU TRAITÉ DE ROME

L'aventure de l'Europe communautaire, de la CECA au traité de Rome, en passant par l'échec cuisant de la CED. Cet ouvrage retrace, pas à pas, les tours et les détours d'une construction européenne qui est parvenue à maturité après avoir franchi bien des obstacles. Une utile lecture alors que se profile une nouvelle échéance importante pour les Douze, à Maastricht.

► Christophe Pissard et Christine Rimbaud. Éditions Fayard. 380 pages.

► Esprit. — La revue Esprit (n° 11) a organisé dans son numéro de novembre un débat entre Jacques Delors, Pierre Hassner, Jacques Le Goff et Alain Touraine sur le thème : « Europe : une communauté politique ? »

► Belvédère. — Le numéro d'octobre-novembre, « Europe, frontières en suris », a également invité Jacques Delors à s'exprimer sur la future Europe, celle qui sortira du sommet de Maastricht et celle qui lui faudra construire avec les démocrates de l'Est.

COMPRENDRE

L'EUROPE

► Conférence internationale sur « Le capital humain européen ». — À l'initiative du gouvernement luxembourgeois, du Parlement européen et d'Eurostat — l'Office statistique des Communautés européennes, une des directions générales de la Commission de Bruxelles, — une conférence réunissant des personnalités et des experts des Douze aura lieu dans l'hémicycle du Centre européen à Luxembourg, du 27 au 29 novembre. Il s'agira notamment de faire le point sur les évolutions démographiques, sur le vieillissement de la population, sur l'immigration et sur le marché du travail.

► Renseignements et inscriptions à : Le Capital humain européen à l'adresse de X. Stébe, secrétaire administratif, CEP/Instat, BP 65, L-7201 Walferdange, Luxembourg. Tél. : (352) 33 32 53 255. Télécopie : (352) 33 34 52.

► La communication Est-Ouest en Europe. — Séminaire annuel (1991-1992) organisé par Jacques Semelin (CNRS), en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, à l'École nationale supérieure des arts et métiers.

► 9, bis avenue d'Iéna, 75016 Paris.

► L'évolution des institutions européennes. — Le collège d'Europe de Bruges (Belgique) organise le 4 décembre 1991, à 18 heures (Hellas de Bruges), une rencontre avec le président du Parlement européen, M. E. Baron Crespo, sur l'évolution du schéma institutionnel communautaire.

► Inscriptions : rectorat du collège d'Europe (Over 11, B-8000 Bruges, Tél. : 050/33.53.34).

BRUXELLES STRASBOURG

Les derniers jours du « Berlaymont 1 »

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Ce sont les derniers jours du « Berlaymont 1 », le quartier général des Douze. La messe de midi — celle au cours de laquelle les porte-parole font le point sur les innombrables activités de la Commission — ne s'y dit plus. Le rendez-vous quotidien avec les journalistes a lieu au « Charlemagne », l'immeuble voisin où se réunissent les ministres. Jusqu'à présent, entre la Commission et le conseil, on évitait soigneusement la confusion des genres. Mais nécessité fait loi. Il fallait trouver un lieu d'accueil provisoire pendant qu'on démonte une récente et coûteuse installation de traduction simultanée pour la salle de presse afin de l'ins-

taller au « Breydel », un autre bâtiment du quartier Robert-Schuman, où les commissaires travailleront à partir du 1^{er} janvier 1992.

Des milliers d'eurocrates ont donc rempli leurs cartons pour s'égayer à l'heure de la messe. Faut-il de place, les services de la Commission ne s'installent pas tous au « Berlaymont ». Ils s'éparpillent un peu partout au cœur de Bruxelles. Mais, cette fois, c'est la grande dispersion, la coupure avec le centre nerveux, et cela promet une belle pagaille. Fin décembre, M. Jacques Delors devrait être le dernier à quitter son grand bureau avec vue imprenable sur la capitale belge, capitale du navire communautaire qui sombre mais qui, contrairement à ce qu'on avait annoncé, la Commission, sera ensuite renflouée.

Sans doute parce que sur les photographies on ne remarque pas son

béton lépreux et ses néons glauques, le « Berlaymont », chef-d'œuvre de l'architecture « fonctionnelle » des années 60 édifié sur le site d'un ancien couvent qui lui a donné son nom, incarne l'Europe en construction.

Un attachement masochiste

Une sorte d'attachement masochiste fait beaucoup d'eurocrates à ce bâtiment décaï qui, ses architectes avaient conçu en forme d'étoile à branches inégales. On croyait que les « risques de cancer » pour cause d'amiante intertemporelle faisaient partie du folklore syndical, au même titre que le maintien de la « prime de dépaysement » en Belgique. Mais voilà que, un beau jour de mai, le commissaire européen en

charge de l'indépendance communautaire, le Portugais Antonio Cardoso Cunha, annonce qu'il y a réellement péril en la demeure et qu'il faut quitter le plus tôt les treize étages de béton armé dont il prévoit la destruction.

La Belgique, bailleresse de l'immeuble, reste sourde à cet argument, même si elle se dit prête à bien des sacrifices pour servir l'ambition bruxelloise de devenir la capitale de l'Europe. Détruire cette messe, avec ses sous-sols profonds, est à peu près aussi aisé que de se débarrasser d'une centrale nucléaire ; en plein centre-ville de surcroît ! Protestations des riverains en perspective et enquête prévisible de la facture finale se profilent... Après concertation entre les instances nationales et régionales compétentes, la décision du propriétaire a été annoncée au

début du mois : le siège de la Commission sera simplement rénové, en quatre ans et trois mois, et pour 11 milliards de francs belges (1,8 milliard de francs français), pas plus.

A Bruxelles, on parle déjà du « Berlaymont 2 » pour signifier que le futur édifice n'aura plus rien à voir avec le bâtiment actuel. M. Cunha ne se laisse pas pour autant séduire par cette proposition. Il a répondu au chant des sirènes belges par un communiqué assez sec : « Un éventuel retour de la Commission au Berlaymont rénové ne pourra être décidé par celle-ci qu'à la lumière, notamment, de la satisfaction de ses besoins réels et de la garantie du retrait total de l'amiante et du respect des conditions d'hygiène et de sécurité du travail. Une affaire presque aussi compliquée que l'union politique, économique et monétaire... »

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

كلا من اهل

POLITIQUE

de la gauche

M. Mauroy estime que les socialistes se sont ralliés à l'économie de marché non au capitalisme

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, qui clôturait dimanche 24 novembre un colloque organisé à Paris, les 23 et 24 novembre, par la Fondation Jean-Jaurès, dont il est président, sur le thème: «Après l'échec du communisme... le nouvel essor de la social-démocratie?», a affirmé notamment que, si les socialistes se sont ralliés à l'économie de marché, ils ne sont pas devenus pour autant des partisans du capitalisme. «L'économie de marché est une chose, a-t-il dit, le capitalisme en est une autre. (...) Non, le capitalisme n'est pas triomphant. Non, il n'est pas vrai qu'il ne saurait y avoir d'alternative au capitalisme.»

Une partie du colloque avait tourné précédemment autour de la place que doit tenir l'économie de marché, redécouverte par les socialistes, dans la nouvelle doctrine de la gauche. Plusieurs représentants des pays de l'Est avaient, en particulier, souligné que le socialisme, dans l'acceptation qu'il en a eue chez eux, leur semblait incompatible avec l'économie de marché. M. Victor Cheits, député au Parlement de Russie, avait ainsi prôné une «désidéologisation» permettant de créer en URSS une «économie sociale de marché» qui ne fût «ni socialiste ni capitaliste». M. Rudolf Batten, président de la Chambre du peuple de Tchèque, avait noté le caractère qui s'attache au terme de socialisme dans son pays, et M. Zoltan Rockenbauer, député hongrois, avait indiqué que dans le sien la priorité était à la lutte contre les deux «étatismes», celui des anciens communistes et celui d'une droite autoritaire.

M. Jospin: pour «une gauche éthique»

Si les idées de la social-démocratie ou du socialisme démocratique ne sont pas encore à l'ordre du jour en Europe de l'Est, elles peuvent le demeurer en Europe de l'Ouest, à condition d'être modernisées. M. Dominique Taddei, économiste, ancien député, a rappelé qu'il y avait «plusieurs usages possibles du marché», avant de conclure: «L'économie de marché est quelque chose de trop sérieux pour être laissée aux économistes libéraux.» M. Benjamin Coriat, économiste, a estimé qu'«un régime de haute productivité» ne pouvait être «compromis social» s'effondrer et qu'il faut trouver de nouveaux compromis «autour des nouvelles conditions de la haute productivité». «Nos sociétés savent aujourd'hui que, pour une longue période de temps, l'économie de marché est un horizon indépassable», a déclaré M. André Gauron, économiste, conseiller auprès de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.

Les deux derniers orateurs étaient particulièrement attendus en raison du rôle qu'ils peuvent être appelés à jouer dans la reconstitution de la gauche. M. Charles Fiterman, membre du bureau politique du PC et chef de file des communistes refondateurs, a précisé que, pour lui, le capitalisme n'est pas «un horizon indépassable». Il a ensuite évoqué les «axes» qui doivent assurer le renouvellement de la gauche: «un marché civilisé», «un nouvel âge de la démocratie» et «une nouvelle

conscience planétaire», notamment par la construction d'une Europe qui ne soit pas «une Europe de la finance» ni «une Europe allemande».

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a, pour sa part, tenté de dessiner quelques «plantes». La gauche, a-t-il dit, sera «une gauche postcommunisme», car «on ne régénérera pas le communisme», même si certains éléments de son «message historique» doivent être sauvegardés; ce sera «une gauche écologique», les héritiers du «contrat social» étant invités à poser, comme le dit Michel Serres, le problème du «contrat naturel»; ce sera «une gauche européenne», car «le repli sur la nation» ne saurait être un repli socialiste; ce sera «une gauche progressiste», afin de rompre avec l'image d'une gauche seulement «gesticulaire»; enfin ce sera «une gauche éthique». «Nous sommes, nous socialistes, touchés dans notre image par les défaillances personnelles de certains d'entre nous, a conclu M. Jospin. Nous devons rétablir des exigences morales et être sans faiblesses pour ceux qui les transgressent.»

T. F.

La Gauche socialiste estime que les «notables» du PS veulent le départ de M. Mitterrand en 1993

Mme Marie-Noëlle Lienemann et M. Julien Dray, députés de l'Essonne, et M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur du même département, animateurs de la Gauche socialiste, signent tous trois, dans le bulletin *A gauche* de cette semaine, un éditorial dans lequel ils affirment que «deux lignes se dessinent» au PS depuis l'élection réélue de M. François Mitterrand le 10 novembre. Les uns, expliquent-ils, veulent «une vraie dose de proportionnelle» dans le mode de scrutin, afin de rendre possible «une alliance avec les Verts, un retour en force du rôle du Parlement, une vraie bataille d'idées pour les législatives de 1993», et ceux-là veulent que le président de la République achève son mandat.

«Les autres», continuent M. Lienemann et M. Dray et M. Mélenchon, jouent la suite en avant dans la logique plébiscitaire de la V^e République. Jean-Marc Ayrault, dans une interview au Monde (du 20 novembre), est le porte-parole du programme commun des notables affilés: interdiction des courants dans le PS, désignation d'un nouvel «homme providentiel-boude de sauvetage», parti pris pour une présidentialisation accrue du régime, maintien du scrutin majoritaire. Selon eux, «cette proposition ne prend son sens pratique qu'à une condition: que le président s'en aille en 1993».

En visite dans le Var

M. Le Pen dénonce la «menace intérieure» de l'immigration

M. Jean-Marie Le Pen a participé, samedi 23 novembre, à un «marché» de la défense organisé par le cercle national des gens d'armes du parti d'extrême droite à Tourves (Var), dans la propriété de M. Engèle Itagès, un rapatrié acclimaté qui s'est récemment signalé par des propos antisémites (le Monde daté 24-25 novembre).

Notre correspondant dans ce département, José Lenzi, nous indique que le président du Front national a exprimé sa «préoccupation» face à notre système de défense militaire qu'il estime «en dessous du minimum opérationnel utile».

Devant plusieurs centaines d'officiers de réserve auxquels étaient joints, selon le Front national, des officiers d'active en civil, M. Le Pen a affirmé qu'une triple menace pèse sur la France: «celle de l'Est, celle du Sud, et la menace intérieure». Si le chef de file de l'extrême droite ne s'est pas trop étendu sur la première, il a, en revanche, développé la deuxième qui, selon lui, est «directement liée à l'explosion démographique du tiers-monde».

Revenant sur son thème favori de l'immigration qui crée les bases d'une «cinquième colonne», M. Le Pen a indiqué que «la seule différence entre un immigré clandestin et un soldat ennemi n'est pas de nature mais de manière: il y en a un qui vient sans arme, l'autre est armé».

Selon M. Le Pen, la «menace

intérieure» va de «l'avortement libre au nom du droit des femmes jusqu'à la négation de l'identité nationale au nom d'un humanisme mondialiste», en passant par la toxicomanie, l'action des mouvements séparatistes et la présence de «masses immigrées avec l'évolution des ghettos vers des sociétés closes, sécrétant leur propres lois».

M. Le Pen s'est déclaré «scandalisé» par les réactions émanant d'indignation que les «mesures coercitives» du Front national contre l'immigration ont provoquées, en indiquant, notamment, que «le droit du sol ne date que de la fin du dix-neuvième siècle (!), quand la nation avait besoin de soldats».

Interrogé dimanche sur la Cinq, il a souligné que ces cinquante mesures sont un «instrument de travail destiné à être révisé».

A propos des réactions négatives d'évêques catholiques, il a déclaré: «Ils les évêques ne constituent pas une autorité politique ni même, à mon sens, dans ce domaine, une autorité morale avant, au moins, d'en avoir débattu avec nous. Je souhai-rais que l'Eglise s'occupe de son influence sur le spirituel beaucoup plus que sur le politique. Je crois que chacun aurait intérêt à faire son devoir d'Etat.»

(1) Convenirait à l'affirmation de M. Le Pen, le droit du sol apparaît en France au début du seizième siècle.

Le congrès de la Restauration nationale

Les monarchistes se démarquent des thèses «raciales» du Front national

En présence d'un délégué du comte de Clermont, fils aîné du comte de Paris, les monarchistes de la Restauration nationale (RN), prolongement de l'ancienne Action française, ont réuni, samedi 23 novembre à Paris, leur congrès annuel, dont une partie, pour la première fois, était ouverte à la presse.

Selon M. Bernard Bonnaves, le nouveau secrétaire général de l'organisation royaliste, la RN «n'est ni une association du souvenir, ni une société secrète». Elle n'en est pas au point, cependant, de donner une idée du nombre de ses adhérents ou des abonnés à son hebdomadaire, *Aspects de la France*, créé, a précisé M. Pierre Pujo, son directeur, en 1947, au moment de «l'épuration, qui vit la persécution des patriotes français» quand «les résistants et les résistants résistants tenaient le bout du pavé».

A la recherche d'une voix originale

Pendant la guerre, le journal de l'Action française, dirigé par Maurice Pujo, père du président, employait, notamment, M. Jean Arfel, aujourd'hui directeur politique, sous le pseudonyme de Jean Madiran, du quotidien de l'extrême droite l'épéniste *Présent*.

Le Front national était en toile de fond de ce congrès, car il laisse peu d'espace aux monarchistes. «Ecole de pensée et d'action, fidèle à Charles Maurras, qui prône le nationalisme intégral», la RN cherche une voie originale en se démarquant du parti d'extrême droite, qui, pour être «plus sympathique que d'autres», n'en développe pas moins «certaines orientations à connotation raciale». Celles-ci ne conviennent pas aux monarchistes, même si, «par beaucoup de thèmes qu'il traite», le Front national «est proche des idées défendues» par eux. M. Sylvain Roussillon, secrétaire général adjoint, voit, cependant, dans cette extrême droite-là, des «fins de race en voie de disparition».

Pour M. Pujo, «le Front national a le mérite de dérouter et de secouer la bande des quatre, même s'il rêve de rentrer dans la bande des cinq». Si M. Bonnaves considère que les monarchistes sont majeurs, ce qui signifie qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent aux élections, M. Pujo penche, lui, plus nettement pour un vote en faveur du Front national, ainsi qu'il l'indiquait récemment, dans son journal, en réponse à un lecteur inquiet de cette option.

OLIVIER BIFFAUD

TOSHIBA T4400SX. COMMENT MME T. DE RUEIL, A RETROUVE LE SOURIRE GRACE A UN NOTEBOOK A ECRAN PLASMA, ALORS QU'ELLE N'A PAS LA MOINDRE IDEE DE CE QU'EST UN NOTEBOOK ET ENCORE MOINS UN ECRAN PLASMA?



MME T. DE RUEIL. UNE RAVISSANTE EPOUSE.

LE T4400SX UN NOTEBOOK 486 AVEC ECRAN PLASMA ULTRA RAPIDE, UNE TECHNOLOGIE EXCLUSIVE TOSHIBA.

Mme T. ne connaît rien à la micro-informatique (ne s'occupe pas, un tas de gens très bien sont dans ce cas) mais curieusement Mme T. est la première bénéficiaire du bagage technologique Toshiba (au passage, Toshiba est leader mondial du portable). Pourquoi? C'est très simple. Le mari de Mme T. s'est récemment porté acquéreur d'un notebook T4400SX Toshiba. Un micro autonome si complet qu'il est difficile de mettre en avant un avantage particulier. C'est l'outil idéal pour travailler sous environnement graphique. Pour commencer, le T4400SX équipé d'un écran plasma offre une

très grande rapidité d'affichage (ce qui permet d'éviter tout effet de rémanence), un contraste élevé et un angle de vision très large (140°). Ajoutez à cela un processeur ultra puissant (486 SX à 25 MHz), 2 Mo de mémoire vive, un disque dur 80 Mo, un encombrement minimum (format A4, 3,3 kg, 5,6 cm d'épaisseur) et nous nous arrêtons là, de peur de passer pour des «mots-à-vu». Ce qu'a très bien vu Mme T. en revanche, c'est que depuis, son mari a l'air nettement moins soucieux et que si d'habitude il remue tard, c'est toujours en compagnie de sa ravissante épouse. Vous voyez, vous commencez à vous aussi à retrouver le sourire.

TOSHIBA

MICROS PORTABLES TOSHIBA, PARCE QU'ON N'A QU'UNE VIE.

politique étrangère

REVUE TRIMESTRIELLE PUBLIEE PAR L'INSTITUT FRANCAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES
Directeur de la publication: Thierry de Montbrial

Le nouveau désordre international

21 août 1991: la fin du communisme en URSS et la fin de l'Empire modifient profondément les données du système international. A l'ordre ancien fondé sur la dictature succède une situation temporairement instable qui devra faire place à une grande Europe démocratique. Analyses documentées, commentaires d'experts permettent au lecteur de mieux comprendre ces enjeux capitaux pour l'avenir de l'Europe.

En vente en librairie ou par correspondance à:
Armand Colin BP 22-41253 VINEUIL
Tél. (01) 54 43 89 94

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

سنة 1 من العدد

POLITIQUE

La préparation des élections régionales

M. Chirac préconise «un dialogue avec les écologistes»

BORDEAUX

de notre correspondant

En tournée électorale au pays des chasseurs de palombes et des tireurs de tourterelles, M. Jacques Chirac a défendu, samedi 23 novembre à Bordeaux, le principe «d'un dialogue avec les écologistes». A l'occasion des élections régionales, «je souhaite», a dit M. Chirac, que l'opposition soit engagée avec eux des discussions précieuses sur un certain nombre de thèmes qui intéressent au premier chef nos concitoyens. Le président du RPR avait coiffé la casquette de l'Union pour la France. Il était en effet censé s'adresser à des élus appartenant aussi bien au RPR qu'à l'UDF ou au Centre national des indépendants. Un millier de personnes étaient rassemblées à Bordeaux sous la bannière du Rassemblement des élus locaux pour l'Aquitaine (RELPA).

Sur place, la fiction ne trompe personne. Créé en 1990, présidé par M. Jacques Chaban-Delmas, le RELPA est avant tout une machine électorale RPR où les élus UDF sont ultraminoritaires. Ces derniers se regroupent de préférence dans une association concurrente, l'UDA (Union des démocrates d'Aquitaine), de création plus ancienne, et présidée par M. Jean François-Poncet. Les élus du cru ont noté, avec un brin de regret pour certains, que le président

du RPR n'avait déployé aucun effort de séduction envers les chasseurs dont le mouvement Chasse, pêche, nature, tradition (CPNT) présente des candidats aux régionales dans les cinq départements d'Aquitaine.

En revanche, M. Jacques Chirac a tiré, sans surprise, à boulets rouges sur les socialistes, brochant leur «volonté bucolique» et leur «stratégie de l'illusion et de la défense». Ils ont, estime le leader du RPR, mené une «politique fantomatique» en matière d'environnement. Selon lui, «les premières années du Mitterrandisme furent vierges de préoccupations écologiques» et sous le gouvernement Rocard, «l'hydre de Lerne de la pollution pouvait dormir tout à fait tranquille».

Pour convaincre les sceptiques ou les hésitants M. Chirac a affirmé : «Aucun gouvernement n'a fait le dixième ni même le centième de ce que nous avons fait : création d'un ministère de l'environnement à l'avant-garde alors que Jacques Chaban-Delmas était premier ministre ; vote par le Parlement de sept lois importantes pour mieux protéger la nature sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing et alors que j'étais premier ministre... Nous avons été présents et novateurs dans ce combat».

Pour l'avenir, «l'extension du droit» conditionne tout le reste.

M. Chirac réitéra la proposition de créer un «défilé d'attitude à l'environnement» : «Les Français pourront se porter partie civile si, par exemple, la rivière de leur région est polluée». Second axe d'intervention : l'aménagement du territoire. L'ancien premier ministre veut «revitaliser le monde rural». Là encore, pour M. Chirac, les socialistes ont «tout faux» avec leurs «gauchistes démagogiques», comme le transfert de l'ENEA à Bruxelles, et leur proposition à transformer les collectivités locales en «boîtes émissaires du mécontentement».

GINETTE DE MATHA

SAONE-ET-LOIRE : M. Perben (RPR) veut conduire une liste «de large union». — Député et maire de Chalon-sur-Saône, M. Ominique Perben (RPR) a annoncé vendredi 22 novembre son intention de conduire une liste «de large union» aux prochaines élections régionales en Saône-et-Loire. Désigné par l'UDF départementale pour mener la liste de l'opposition, M. Marcel Lucotte (UDF-PR), président du groupe des RI au Sénat, maire d'Aulun et ancien président du conseil régional de Bourgogne, a décidé de maintenir sa candidature. — (Corresp.)

Deux élections partielles

M. de Caumont (PS) perd la mairie de Briançon

MARSEILLE

de notre correspondant régional

La liste d'union de l'opposition, conduite par M. Alain Bayrou (UDF-PR), vice-président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et vice-président du conseil général des Hautes-Alpes, est arrivée largement en tête, dimanche 24 novembre, au premier tour de l'élection municipale partielle de Briançon face à quatre autres listes. Ce scrutin était rendu nécessaire depuis la démission, le 27 septembre, de treize conseillers du maire, M. Robert de Caumont (PS), et de cinq élus de droite (1).

Depuis un an, la majorité municipale connaissait de graves dissensions. Ses opposants reprochaient à M. de Caumont ses méthodes de gestion autoritaires et réclamaient un assainissement des finances de la commune qui s'étaient dégradées après la création, en 1989, par la municipalité, d'une nouvelle station de ski. Le coût de cette station avait été sous-estimé, et, faute d'un encadrement suffisant, son exploitation s'était traduite, dès la première année, par un important déficit. Ajoutées à d'autres dépenses d'équipement, cette opération avait fait grimper l'endettement de la commune à 410 millions de francs, avec des annuités de remboursement, pour 1991, supérieures au produit des impôts locaux et représentant près de la moitié de l'ensemble des recettes communales.

Le conflit avait éclaté après l'initiative prise par M. de Caumont, de relancer le hockey sur glace de haut niveau par le biais d'une société d'économie mixte. La participation de la commune dans cette société avait, également, dépassé les prévisions. Aux attaques de ses adversaires, M. de Caumont a répliqué en mettant en avant son bilan et en dénonçant une «coalition hétéroclite» visant à «déstabiliser la commune» au moment où elle allait négocier des emprunts lui permettant de consolider sa situation financière. Il s'en est pris, plus particulièrement, à son ancien premier adjoint et à ses amis, accusés de «trahison» après avoir «tout voté» pendant deux ans et demi.

L'échec de ce bouillonnant énarque, ami personnel de M. Michel Rocard, qui joua un rôle prépondérant dans la création des GAM (Groupes d'action municipale) et qui attacha son nom à la loi sur le montage dont il fut le rapporteur, est sévère. En 1989, face à la liste de M. Bayrou, il l'avait emporté, au premier tour, avec 52,51 % des voix. Après avoir perdu la mairie qu'il avait conquise en 1983, il ne saurait prétendre conduire la liste de la majorité présidentielle aux prochaines régionales dans les Hautes-Alpes. Inversement, M. Bayrou, son probable vainqueur, devrait être désigné comme chef de file de l'opposition à la place de M. Marcel Lesbros (UDF), sénateur et président du conseil général.

M. Fromm, sur la liste duquel figurent des communistes, des socialistes exclus du PS et des

divers gauche, a annoncé son maintien au second tour. Éliminés son invitation à fusionner leur liste avec la sienne.

GUY PORTE

(1) Six suivants de la liste d'union de la gauche ont également refusé de siéger au conseil municipal. En 1989, deux élus de droite, dont M. Bayrou, s'étaient démis de leur mandat avec leur vingt-deux suivants de liste.

Les résultats : inscr., 6 664 ; vot., 4 553 ; abst., 31,67 % ; suffr. expr., 4 399. Liste d'union de l'opposition conduite par M. Alain Bayrou (UDF-PR), 2 041 voix (46,39 %) ; liste divers gauche conduite par M. Gérard Pélissier, 1 049 voix (23,85 %) ; liste PS conduite par M. Robert de Caumont (PS), maire sortant, anc. dép., 734 (16,68 %) ; liste des Verts, conduite par M. Jean-Claude Widmann, 435 (9,88 %) ; liste FN, conduite par Ominique Pracheztorfer, 245 (5,56 %). Il y a ballottage.

En 1989, les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 6 676 ; vot., 5 334 ; abst., 20,10 % ; suffr. expr., 5 050 ; liste de M. de Caumont, 2 652 voix (52,51 %) ; 22 sièges (6 PC, 4 rattachés communistes, 8 PS et 4 div. g.) ; liste de M. Bayrou, 2 398 (47,48 %) ; 7 sièges (2 UDF-PR et 5 div. d.).

Une cantonale

AISNE : canton de Wassigny (2^e tour).

Inscr., 4 898 ; vot., 3 605 ; abst., 26,39 % ; suffr. expr., 3 358. MM. Antoine Pagni, UDF-PR, sout. RPR, m. de Vaux-Andigny, 1 712 voix (50,98 %) ; ELU ; Henri Macaigne, PS, m. de Wassigny, 1 646 (49,01 %).

[Sont élus les deux témoins par M. Charles Pagny, président du groupe RPR du Sénat, M. Antoine Pagni (UDF-PR), candidat de la majorité départementale. Le scrutin comportait de 66 voix dans un scrutin marqué par une forte participation (73,60 %). L'élection de M. Pagni, qui succède à Lucien Manesse (PS), décide, tout en confirmant le double record de la gauche et, plus particulièrement, du Parti socialiste, dans le canton, après un premier tour déjà favorable à la droite, et dans le département lui-même. C'est en effet la seconde fois en moins d'un an, après la perte par le PS du canton de Vailly-sur-Aisne, que l'opposition, majoritaire à l'assemblée départementale, gagne ainsi un siège.

Le premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 4 898 ; vot., 3 590 ; abst., 28,35 % ; suffr. expr., 3 328. MM. Pagni, 1 007 voix (30,25 %) ; Macaigne, 701 (21,06 %) ; André-Paul Tavernier, div. d., 502 (16,88 %) ; Charles Wastelle, div. d., 399 (11,98 %) ; Jean-Claude Pagny, div. g., 338 (10,15 %) ; Georges Besquin, PC, 124 (3,72 %) ; Jacques Perbeau, sec. dép. du FN, 112 (3,34 %) ; Paul Blamont, Rassemblement, anc. conc. com. de Beldin, 82 (2,55 %).

Lucien Manesse, PS, avait été réélu au premier tour de 1988 par 1 884 voix (50,53 %) contre 624 (20,29 %) à M. Eugène Serusier, div. d., 479 (15,57 %) à M. Paul Blamont, PC, 315 (10,24 %) à Jean-Claude Jousset, UDF et 183 (3,34 %) à M. Francis Desnoeux, FN. Il y avait eu 3 075 suffrages exprimés et 3 182 votants (soit 35,52 % d'abstentions) sur 4 935 inscrits.

M. Jacques Valade (RPR) nouveau chef de file de la droite en Gironde

BORDEAUX

de notre correspondant

M. Jean Tavernier (RPR), actuel président du conseil régional d'Aquitaine, ne dirigera pas la liste de la droite en Gironde. Atteint d'une grave affection pulmonaire, il n'est plus en mesure, selon ses amis, de faire face aux épreuves d'une campagne électorale. Le 18 novembre, M. Tavernier n'a pas présidé la séance plénière du conseil régional. La nouvelle tête de liste est déjà désignée, Jacques Valade, le dauphin de Jacques Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux, devrait conduire, en Gironde, la liste d'Union de l'opposition. M. Jacques Chaban-Delmas en est d'accord. Au cours de sa visite à Bordeaux, le 23 novembre, M. Jacques Chirac a donné sa bénédiction à la candidature de son ancien ministre délégué à la recherche et à l'enseignement supérieur.

Les formes seront cependant respectées. Le RPR girondin réunit sa commission exécutive mercredi 27 novembre et la commission nationale des investitures du RPR, jeudi 28 novembre, devrait confirmer M. Valade dans son rôle de chef de file pour les régionales. M. Jacques Valade devrait être aussi le candidat de la droite à la présidence du conseil régional.

Le RPR redoute cependant que le changement de candidat ne donne des idées aux «cousins» UDF régionaux (M. Jean François-Poncet dans le Lot-et-Garonne et M. François Bayrou dans les Pyrénées-Atlantiques). M. Tavernier pourrait conserver la deuxième place sur la liste girondine.

La candidature de M. Valade accélère-t-elle la formation de la liste socialiste ? Occupés des semaines, M. Philippe Madrelle, actuel président du conseil général de la Gironde, fabusien, est pressé par M. Henri Emmanuelli d'en prendre la tête. Il a jusqu'à présent refusé.

G. de M.

LES CONSTITUTIONS FRANÇAISES

Il y a deux siècles - autre bicentenaire - notre pays se dotait de sa première constitution écrite (3-14 sept. 1791).

La France jouit d'un laboratoire d'expérience institutionnelle sans équivalent. Longtemps consécration d'une instabilité aujourd'hui révolue, l'ensemble des constitutions peut être considéré comme source de richesse pour notre patrimoine politique.

Ce livre est peuplé de grands textes fondateurs - monarchiques, impériaux, républicains - et de grands thèmes - Président, Parlement, Dissolution, Référendum ; mais il comporte aussi des dates - 10 Août 1792, 18 Brumaire - des lieux - Bayeux, Epinal - et

des noms - Bonaparte, de Gaulle - aux résonances quasi mythiques. Didier Linotte est diplômé de l'Institut d'Études

274 pages

80 F (France) ; 98 F

Politiques de Paris et agrégé de droit public. Il est actuellement professeur à l'Université de Nice-Sophia Antipolis et Avocat au barreau de Nice, après avoir été Recteur de l'Académie (1986-1989).

En vente chez votre libraire ou :

litte

27, place Dauphine 75001 PARIS - 26, rue Soufflot 75005 PARIS - 158, rue Saint-Jacques 75005 PARIS

L'ANGLAIS A OXFORD



Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants - lycéens - collégiens - enfants. Une pédagogie adaptée à chacun. Des professeurs britanniques. Un enseignement dans nos propres écoles. Des stages à toute époque de l'année et - pour tous niveaux. Hébergement en familles sélectionnées. Voyages accompagnés.

OISE

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

PROCHE-ORIENT : DE LA GUERRE A LA PAIX ?

Le Monde publie un numéro hors-série sur les grands dossiers du Proche-Orient : les incertitudes de l'après-guerre dans le Golfe, le sort des Kurdes, la situation au Liban, le conflit israélo-arabe. Outre ces points chauds, le Monde répertorie les situations à risques dans le contexte géopolitique de la région : le pétrole, l'armement, la pénurie d'eau, l'intégrisme islamique. Avec des photos qui ont fait date, de nombreuses cartes en couleur, et les meilleurs dessins parus dans le quotidien. Proche-Orient : de la guerre à la Paix ? un numéro spécial du Monde pour mieux comprendre les enjeux politiques, économiques et religieux.

132 pages - 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : PROCHE-ORIENT

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____

PAYS _____

FRANCE (métropole uniquement) Nombre d'ex. : _____ X 50 F (port inclus) = _____ F

DOM-TOM et ÉTRANGER Nombre d'ex. : _____ X 55 F (port inclus) = _____ F

Bulletin et règlement à retourner à :

Le Monde - Service vente au numéro - 15, rue Falguière, 75001 PARIS CEDEX 16 - FRANCE. 3/4 LM

SOCIÉTÉ

délivrance

MÉDECINE

Seize mois après que les pouvoirs publics ont été alertés

Un décret pour prévenir les risques infectieux dans les inséminations artificielles est en préparation

Deux banques de sperme non agréées ont été, ces dernières semaines, fermées à Paris et à Montpellier par les pouvoirs publics (1). Cette décision a été prise pour tenter de prévenir les risques infectieux (contamination par le virus du sida notamment) liés à l'utilisation du sperme dans les inséminations artificielles. La commission nationale des médecines et de biologie de la reproduction avait officiellement émis sur ce thème la direction générale de la santé dès le mois de juillet 1990. Cette décision tardive ne règle pas les risques de contamination liés à l'utilisation du sperme « frais », une pratique que le gouvernement entend interdire par le biais d'un article de loi (le Monde du 23 novembre). On indique à la direction générale de la santé qu'un décret sur le même thème est en cours d'examen au Conseil d'Etat.

La décision des pouvoirs publics concerne tout d'abord l'association Europerme, située à Montpellier, et créée par le docteur Gabriel Griboul. Europerme s'était constituée à partir de paillettes conservées par congélation, à Marseille, à partir des années 70, par le docteur Sacha Geller. Ce dernier s'était toujours opposé à l'éthique et à la philosophie défendues par les responsables des CECOS (centres d'étude et de conservation du sperme), qui ont toujours soutenu le concept du duo de gamètes provenant d'un couple fertile pour un couple stérile. Le docteur Griboul avait repris, à la retraite du docteur Geller, le stock de paillettes constitué à partir de « dons » d'hommes le plus souvent jeunes et

célibataires. En l'absence de tout agrément, sans recruter de nouveaux donneurs, Europerme avait poursuivi à Montpellier l'activité de la banque de sperme marseillaise. Bien que cette banque ne fut pas agréée et alors que le docteur Griboul ne fournissait pas de bilan chiffré de son activité, l'existence et le fonctionnement d'Europerme étaient bien connus dans les milieux spécialisés, les caisses de sécurité sociale remboursant, pour leur part, les paillettes comme elles pouvaient le faire pour des banques voisines dûment agréées. Les pouvoirs publics avaient, en outre, par une connaissance entière de ce dossier, comme en témoigne un courrier adressé en mars 1990 aux autorités sanitaires des Bouches-du-Rhône par le docteur Jean-Pierre Delafontaine, vice-président de l'association marseillaise « elle aussi très contestée - baptisée Nature et Fertilité (le Monde du 28 septembre).

Soixante-dix gynécologues parisiens

Une enquête avait été demandée le 25 septembre par la DDASS de l'Hérault. Ses premiers résultats furent connus le 7 novembre. Il apparut alors que les responsables marseillais étaient incapables d'apporter la preuve qu'un dépistage du virus du sida avait été réalisé sur leurs donneurs. La DDASS a donc demandé que ces paillettes ne soit pas utilisées, du moins tant que ne serait pas formellement établi que les donneurs étaient séropositifs au moment du don. La direction générale de la santé a d'ailleurs indiqué à la DDASS que s'il se révélait impossible d'établir que les donneurs avaient été dépistés, les paillettes devaient alors être détruites. Une enquête est donc en cours et, dans l'attente de ses résultats, Europerme a cessé toute activité. La situation est totalement différente pour la Banque de sperme de Paris, créée,

et dirigée dans le seizième arrondissement par le docteur Didier Delafontaine.

Ce praticien bien connu dans les milieux de la procréation médicalement assistée conteste les termes actuels de la réglementation. Il souligne avoir toujours publié ses résultats et ne nie pas avoir développé le Banque de sperme de Paris à son cabinet en l'absence de tout agrément. « J'ai pratiqué des inséminations artificielles avec du sperme frais jusqu'en 1979 et 1980, nous a-t-il expliqué. Par la suite, j'ai développé la Banque de sperme de Paris dans laquelle nous conservons du sperme par congélation que nous utilisons pour des inséminations artificielles. Nous pratiquons sur nos donneurs tous les dépistages indispensables - anti-corrélation-HIV-1 et 2, anti-HTLV-1 et 2, marqueurs de l'hépatite B - à la prévention du risque infectieux par le biais de l'insémination artificielle. »

Le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, avait dans un premier temps averti, par un courrier en date du 11 mai 1990, le docteur Delafontaine que la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction avait refusé de lui donner l'agrément qu'il avait sollicité. En octobre 1991, après que ce laboratoire eut fait une communication dans l'enceinte d'un congrès scientifique sur son activité de banque de sperme, une enquête fut demandée à la DDASS de Paris. Au vu des conclusions de celle-ci, le préfet a transmis, fin octobre, le dossier au procureur de la République. Par la suite, le stock de sperme de la BSP fut transféré dans un établissement privé de la banlieue parisienne et pourrait être accueilli par un hôpital de l'assistance publique de Paris.

Le docteur Delafontaine, qui indique travailler en collaboration avec quelque soixante-dix gynécologues parisiens et de la région, précise, en outre, que la Banque de sperme de Paris, qu'il a créé, a été créée par 100 volontaires (43 ont été retenus sur 100 volontaires) une indemnisation de 350 F. Il affirme enfin avoir pris toutes les précautions pour éviter les risques inhérents à l'utilisation de sperme de donneurs et reconnaît avoir eu recours à certaines pratiques (mélange de spermes, fécondation in-vitro à visées diagnostiques) généralement très contestées d'un point de vue éthique.

«Dommageable pour la santé publique»

Ces deux fermures ne sont sans doute pas à elles seules de nature à répondre sur le fond au véritable problème soulevé qui est celui de la prévention du risque infectieux encouru par les femmes à partir de l'usage du sperme « frais » pour des inséminations artificielles avec donneurs. Mise en œuvre depuis longtemps et, semble-t-il, sur une large échelle dans le plus grand secret des cabinets de certains gynécologues-obstétriciens, cette pratique ne permet tout simplement pas de dépister les donneurs (actuels et potentiels) et, par conséquent, qu'impose la pratique de procréation médicalement assistée. On connaît déjà à travers le monde plusieurs cas de contamination par le virus du sida à partir d'inséminations artificielles avec le sperme de donneur. Outre le fait que les décisions de fermeture ne répondent pas aux véritables questions posées, on ne peut manquer de souligner leur caractère tardif, tout se passant comme si les différentes affaires du « sang contaminé » avaient précipité des mesures que l'on aurait dû depuis longtemps prendre.

An ministère de la santé

Le professeur Jacques Dangouman est nommé directeur de la pharmacie et du médicament

Le Journal officiel du 23 novembre publie un décret annonçant la nomination du professeur Jacques Dangouman à la direction de la pharmacie et du médicament (ministère de la santé). Spécialiste de pharmacologie, membre du parti socialiste, le professeur Dangouman avait déjà occupé cette fonction de 1982 à 1987. Il remplacera à ce poste M^{me} Marie-Thérèse Funel, récemment décédée (le Monde du 23 octobre 1991). Le professeur Dangouman est notamment l'auteur d'un important rapport sur les différents problèmes auxquels doit faire face l'industrie pharmaceutique française (le Monde du 8 avril 1989).

ESPACE

Mission militaire de dix jours pour la navette Atlantis

Les astronautes américains vont jouer les espions en orbite

La navette américaine Atlantis a décollé dimanche 24 novembre à 18 h 44 locales (lundi à 0 h 44 française) de Cap Canaveral (Floride). Le départ a été retardé de treize minutes en raison d'un petit problème technique, mais, surtout, pour laisser le temps de s'éloigner à la station soviétique Mir qui survolait la région. Au cours d'une mission militaire de dix jours, les six membres d'équipage doivent larguer un satellite capable de détecter les tirs de missiles ou les explosions nucléaires, et mener des essais d'observation stratégique en orbite.

Le satellite d'alerte avancée DSP (Defense Support Program), un engin de 2 350 kilos, valant 300 millions de dollars (1,65 milliards de francs), a été lancé, comme prévu, six heures et dix-neuf minutes après le décollage. Il devait être propulsé ensuite en orbite géostationnaire (36 000 km d'altitude) par l'IUS (Inertial Upper Stage), une sorte de petite fusée à deux étages, dont le fonctionnement délicat a causé quelques soucis à la NASA dans le passé. Le tir de dimanche, prévu à l'origine pour mardi 19 novembre, avait d'ailleurs dû être reporté en raison de problèmes dans le fonctionnement du système de guidage de l'IUS.

Equipé d'un puissant télescope doté de six mille détecteurs d'infrarouge braqué vers la Terre, le satellite DSP peut repérer en temps réel toute explosion nucléaire, ou le panache des tuyères des fusées ou des missiles. Quinze engins de ce type ont été lancés depuis les années 70, et quatre sont actuelle-

ment en activité, pour couvrir l'ensemble du globe. Conçus pour repérer les missiles intercontinentaux, ils se sont révélés capables de détecter les tirs de scuds irakiens, de portée infiniment plus courte que celle des missiles intercontinentaux auxquels ils étaient destinés, lors de la guerre du Golfe en janvier dernier.

Retombées de la guerre du Golfe

Premier test « en vraie grandeur » de la guerre électronique, ce conflit a visiblement inspiré « Military Man in Space », l'autre expérience principale de cette quarante-quatrième mission des navettes (la dixième d'Atlantis). Les militaires ont constaté avec surprise que les cosmonautes soviétiques pouvaient observer les péripéties des batailles et jusqu'aux explosions des bombes américaines en Irak, depuis leur station Mir. Assistés de Thomas Hennen, un spécialiste habitué à analyser les images des satellites militaires au sol, les astronautes ont été chargés de tester ces possibilités en orbite.

Un télescope leur permettra d'observer, avec une précision au sol d'une dizaine de mètres, des sites militaires connus du Pentagone, et des mouvements de troupes et de navires américains. Ils tenteront notamment de compter les camions et détecter leurs déplacements à partir des panaches de poussière soulevés, et d'identifier les types d'avions en vol. Les astronautes communiqueront ensuite leurs observations par radio aux responsables militaires se trouvant sur le terrain.

J.-P. D.

Le sperme après le sang

par Jean-Yves Nou et Franck Nouchi

Si l'on perçoit son impact sur l'opinion publique, on est encore loin de mesurer les conséquences de l'affaire du « sang contaminé » sur la future politique de santé. La décision de faire fermer deux banques de sperme et de rédiger à la hâte un projet de loi visant à interdire l'usage de « sperme frais » lors d'inséminations artificielles répond clairement à la volonté de prévenir le nouveau « scandale » que constituerait la contamination par le virus du sida à partir du sperme d'un donneur infecté. Pourtant l'analyse du dossier vient une nouvelle fois mettre en lumière l'existence de graves dysfonctionnements entre le savoir des experts, leurs recommandations aux autorités sanitaires et les décisions prises par ces dernières.

Il aura ainsi fallu près d'un an et demi pour que l'alerte lancée sans équivoque par une commission nationale commence à trouver une réponse administrative. Encore faut-il noter que, comme dans le cas de l'affaire « Nature et Fertilité » (le Monde des 25, 26 et 27 septembre), cette réponse ne répond qu'imparfaitement aux multiples problèmes soulevés par les incohérences de la réglementation actuelle sur les procréations médicalement assistées. Comment les pouvoirs publics ont-ils pu, depuis,

1985 laisser l'organisation du dépistage de l'infection par le virus du sida chez les donneurs de sperme au seul bon vouloir - à la seule conscience professionnelle - de ceux qui, par le biais d'associations, avaient recours à cette pratique? Comment M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a-t-il pu, il y a quelques jours, en annonçant qu'il attendait que ce dépistage soit à l'avenir systématiquement mis en œuvre, ne pas rappeler que les CECOS le pratiquaient depuis 1985? Pourquoi, surtout, les responsables sanitaires français n'ont-ils pas de manière publique et solennelle mis en garde les femmes concernées, et la population en général, contre le risque de contamination que représente l'usage de « sperme frais » par certains gynécologues plus soucieux de rentabilité que d'éthique?

On précise, à la direction générale de la santé, ne connaître aucune plainte déposée après contamination « post-inséminationnelle ». Plusieurs cas ont déjà été déclarés à travers le monde. Si un tel drama devait survenir en France, il imposerait, comme dans le cas de la transfusion sanguine, une longue et difficile enquête cherchant à préciser les responsabilités.

EN BREF

Deux records du monde pour l'hélicoptère Dauphin. - Le groupe français Aérospatiale a accédé, dimanche 24 novembre, que son hélicoptère Dauphin avait battu, la veille, depuis Marignane (Bouches-du-Rhône), deux records du monde dans sa catégorie (une masse de 3 à 4,5 tonnes) et toutes catégories réunies en atteignant la vitesse de 371 kilomètres à l'heure sur la base d'un parcours de 3 kilomètres. Les anciens records (inférieurs de 23 à 31 kilomètres selon les deux cas) appartenaient à un hélicoptère américain. Le Dauphin biturbine, en service depuis 1982 et vendu à plus de cinq cents exemplaires, existe en deux versions : à usage civil (pour le transport de douze personnes) et à utilisation militaire

sous le nom de Panther (pour le combat anti-ebars, la lutte antisous-marin et la recherche).

YEMEN : onze morts et quarante blessés au moins dans un séisme. - Le bilan du tremblement de terre qui s'est produit le 22 novembre au Yémen dans la région d'Ibb (à quelque 175 kilomètres au sud de Sanaa) était, dimanche 24 novembre, de onze morts (surtout des enfants) et d'une quarantaine de blessés. Ce séisme est le plus grave que le Yémen ait subi depuis celui du 13 décembre 1982 qui avait tué deux mille huit cents personnes dans la région de Dhamar (à environ 75 kilomètres au nord-est d'Ibb). - (AFP, AP, Reuters.)



FINANCIMAGE
GRAND PRIX
DE L'IMAGE FINANCIERE
INTERNATIONALE
LES ECUS OR 1991
3^e ANNÉE

18 novembre 1991

Le jury présidé par Patrick Peugeot, Président de la SCOR, Lauréat du Grand Prix 1990 a désigné

Lauréat 1991 de la meilleure Agence de Communication financière

EUROFI

Lauréat 1991 Catégorie Banques et Services

CANAL +

Lauréat du Grand Prix 1991 Catégorie Industrie

ELF AQUITAINE

Le Monde

Remercient le Président et les Membres du jury ainsi que les Sociétés et Agences de Communication financière, pour leur participation

CFCE

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

POLICE

Un sommet interministériel à Versailles

L'ONU veut faire une priorité de la prévention du crime

Au cours d'un «sommet» des Nations unies consacré à la prévention du crime et à la justice pénale, qui s'est tenu du jeudi 21 au samedi 23 novembre au château de Versailles, les représentants d'une centaine de gouvernements ont adopté une résolution proposant de renforcer les moyens consacrés à la prévention de la délinquance et de la criminalité.

«La prévention de la délinquance est devenue une priorité majeure pour la communauté internationale. C'est une victoire pour la démocratie», s'est félicité M. Michel Delebarre, ministre français de la ville, en clôturant ce premier sommet consacré par l'ONU à la prévention du crime et à la justice pénale. Les représentants de cent huit pays ont décidé de créer une commission de trente-deux membres (huit représentants d'Afrique, sept d'Asie, sept des pays occidentaux, six d'Amérique latine et quatre d'Europe de l'Est), qui va se substituer à un comité d'experts. Chargée d'élaborer un plan d'action qui s'attachera aux causes de la délinquance et répondra «au besoin urgent de coopération et d'assistance technique», cette commission devrait voir le jour dès février 1992, après l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies de la résolution votée au sommet de Versailles.

Les bienfaits de la charia

L'avancée est significative : la communauté internationale avait jusqu'alors semblé considérer la répression comme une panacée. Pour l'essentiel, l'ONU s'était dotée de structures chargées – à l'image d'Interpol – de lutter contre le grand banditisme international ou le trafic de stupéfiants. Mais la prévention avait le vent en poupe. Le temps n'est plus où les États-Unis avaient à cœur d'apparaître comme les chantres du «tout-répressif» : leur représentant, M. John R. Bolton, a adopté, à Versailles, une attitude pleine de prudence. De sorte que le ministre de l'Intérieur britannique, M. John Patten – qui a pris soin de se pas

prononcer une seule fois le mot «prévention» – est apparu assez isolé.

Presque tous confrontés à une montée de la délinquance, les États sont cependant loin d'avoir les mêmes priorités. Disposant rarement de moyens de financer des programmes de prévention, de nombreux pays se développent soit avant tout des mesures de coopération pour mettre en œuvre une justice pénale efficace. Les pays d'Europe centrale et orientale ont exprimé un souci comparable, à l'image du ministre de l'Intérieur soviétique, le colonel-général Victor Barannikov, qui a souhaité une consolidation rapide du système judiciaire de son pays, en s'inspirant de l'accroissement de la criminalité organisée en Union soviétique, «y compris dans les organes

de l'Etat». Quant au ministre de la justice de Hongrie, il a constaté que «la création de l'Etat démocratique s'accompagne d'une façon paradoxale, de l'augmentation des actes criminels» («43 % en 1990, alors que «la prévention du crime s'est limitée jusqu'alors à un réseau bien développé d'espions». Commentaire de M. Henri Nallet, ministre français de la justice : «Nul ne peut mettre sur le même plan les difficultés d'Etats disposant de moyens importants, mais ne trouvant pas de méthode pour les employer de façon optimale, et, d'autre part, celles d'Etats dont les administrations et les acteurs locaux sont démunis face à la criminalité».

«Les stratégies sécuritaires sont certes nécessaires, a conclu

M. Delebarre, qui présidait ce sommet et dirigeait une délégation française composée de MM. Maréchal, Nallet et Boonemaison, mais elles sont insuffisantes, car elles s'attachent seulement aux conséquences de la délinquance. C'est pourquoi la communauté internationale a décidé de s'attacher aux causes – pauvreté, chômage, éducation défectueuse, problèmes de santé, de famille – en recourant aux stratégies de prévention».

Il n'est pas certain toutefois que le mot «prévention» revête la même signification urbi et orbi. Les représentants de l'Iraq, du Soudan et de l'Arabie saoudite ont ainsi insisté sur les bienfaits que représente, à leurs yeux, l'application de la charia islamique.

ERICH INCYAN

«La stupidité de nous armer contre nous-mêmes»

Les villes enregistrent les trois quarts des crimes et des délits. Près de 1 600 responsables de la prévention – maires, magistrats, policiers, animateurs sociaux, venus de soixante-cinq pays – ont participé, du 18 au 20 novembre à la Défense, à une conférence internationale sur la sécurité urbaine, à l'initiative du Forum des collectivités territoriales européennes, de la Fédération canadienne des municipalités et de la Conférence des maires des États-Unis.

Ni la police, ni les prisons n'ont pu endiguer la montée constante de la délinquance depuis la seconde guerre mondiale, a démontré M. Irvin Walker, professeur de criminologie à l'université d'Ottawa (Canada). Les taux de criminalité ont régulièrement augmenté de 5 % par an dans les pays industrialisés, à l'exception du Japon. Les situations diffèrent, il est vrai, selon les pays : quand un adulte sur dix est victime d'une agression ou d'un cambriolage aux États-Unis, un adulte sur cinquante en Europe se trouve dans le même cas. Un peu partout, des

réponses «répressives» ont été apportées. Les effectifs policiers ont augmenté en moyenne de 50 % dans les pays industrialisés. La population carcérale a doublé aux États-Unis dans les années 80, passant de 400 000 détenus en 1970 à plus d'un million aujourd'hui. Mais rien n'a permis d'endiguer le flux montant de la délinquance.

Les acteurs de la prévention réunis à Paris ont souligné qu'aux États-Unis ou au Canada, les crédits consacrés à la prévention représentent moins de 1 % des dépenses globales des services de police, de justice et de prison. Or «face à l'énorme coût social et humain de la drogue, nous n'avons plus d'autre choix que la prévention», insiste M. David Conditte, responsable de la lutte anti-stupéfiante à New-York.

Il donne des chiffres terribles : en 1991, 14 000 enfants y sont nés en état de dépendance au crack, parce que leur mère se droguait. La municipalité estime à 500 000 le nombre de consommateurs d'héroïne ou de cocaïne (sur une population de

sept millions). Un million de New-Yorkais risquent d'être infectés par le virus du sida en 1993.

Mais la sécurité est coûteuse. L'un des objectifs de cette conférence de Paris était de démontrer la rentabilité de la prévention à des gouvernements qui, souvent, n'ont plus les moyens de multiplier le nombre des policiers et des places de prison. «Alors que toutes les grandes puissances sont engagées dans le processus du désarmement, nous aurions la stupidité de continuer à nous armer contre nous-mêmes, contre nos enfants, à tolérer des espaces d'abandon, de misère dans nos villes», s'est interrogé M. Gilbert Bonnemaison, vice-président du Conseil national des villes et maître d'œuvre de cette conférence. Dans sa résolution finale, la conférence a demandé que «la moitié des économies réalisées sur les budgets d'armement soit recyclée d'ici 1995 dans des politiques de développement social pour enrayer l'augmentation régulière de la criminalité».

E. In.

ENVIRONNEMENT

L'eau contaminée au plomb

A Amiens, les Verts comptent porter plainte pour «empoisonnement»

Après l'annonce de taux de plomb très supérieurs à la norme admissible dans l'eau potable d'Amiens (le Monde daté 24-25 novembre), les Verts de la Somme ont manifesté, samedi 23 novembre, dans les rues de la ville, pour protester «contre les autorités administratives, sanitaires et politiques».

Leur porte-parole, M. Jean-Jacques Bertrand, a annoncé son intention de porter plainte contre X pour «empoisonnement et complicité d'empoisonnement». Les écologistes estiment en effet que l'administration et les responsables de la santé publique auraient dû alerter la population dès les résultats d'analyse connus.

Un retard que conteste le directeur général de la santé, le professeur Jean-François Girard : «Alertés en avril dernier pour Amiens et sa région, les services sanitaires ont procédé à six mois d'enquêtes. Aucun cas de pathologie majeure ne m'a été signalé». Selon lui, un taux de 520 microgrammes de plomb par litre d'eau correspond à un «feu orange», mais il en faudrait beaucoup plus – au moins 2 000 microgrammes – pour qu'une alerte à l'intoxication soit déclenchée. La section des eaux du Conseil-supérieur de l'hygiène publique, qui se réunit mardi 26 novembre, doit justement rendre son avis sur la teneur en plomb des eaux alimentaires.

An «Grand Jury RTL-le Monde»

Le commandant Cousteau : «La défense de l'environnement est l'affaire de tous les partis»

«J'ai toujours conseillé à mes amis les Verts de ne pas faire de politique, a déclaré le commandant Jacques Cousteau, dimanche 24 novembre, à l'émission du «Grand Jury RTL-le Monde». Car je suis sûr que des compromissions sont nécessaires une fois que l'on est élu. Je pense également que la défense de l'environnement est l'affaire de tous les partis et non pas d'un seul parti. (...) J'ai cependant été un peu réconcilié de lire que les Verts, lors de leur dernier congrès, avaient confirmé qu'ils ne feraient aucune alliance».

S'agissant de l'explosion démographique, que le commandant Cousteau considère comme le pro-

blème le plus grave pour l'avenir de la planète, il a déclaré : «Je suis un catholique pratiquant. Je constate qu'autour du pape, en Italie, on trouve le plus faible taux de natalité du monde. Dans un pays chrétien, l'influence religieuse est nulle du point de vue de la natalité. Avec les musulmans, c'est la même chose. Le plus grand pays musulman, l'Indonésie. Depuis qu'il a du pétrole, c'est-à-dire un peu plus d'argent, il finance une campagne contre la natalité et celle-ci a baissé de moitié en dix ans. Je suis convaincu que la limitation des naissances, c'est une affaire mondiale, une question de partage».

FAITS DIVERS

L'agression d'une lycéenne cancéreuse

Le «foulard» de Grenoble

GRENOBLE

de notre correspondant

Une lycéenne de seize ans, Karine, qui voyageait samedi 23 novembre en fin de matinée dans un bus de la Société d'économie mixte des transports de l'agglomération grenobloise (SEM-TAG), a été prise à parti par deux adolescents d'origine maghrébine sous le prétexte qu'elle dissimulait une large partie de sa tête avec un foulard tacheté de rose, de violet, de bleu et de blanc.

«Karine, explique son père, M. Roux, a été opérée d'une tumeur cancéreuse au cerveau. Elle refuse de porter une perruque. Les impacts de la radiothérapie ont provoqué des trous dans sa chevelure. Le fichu qu'elle utilise permet de cacher ces traces peu esthétiques». S'estimant agressée par les deux jeunes garçons

qui l'avaient interpellée, Karine gifla celui qui leva les yeux au ciel lorsqu'elle révéla le mal dont elle souffrait. Elle reçut en échange plusieurs coups. Le père de la jeune fille a aussitôt porté plainte contre X pour coups et blessures. Il a d'autre part annoncé, dimanche 24 novembre, son intention de saisir la justice pour non-assistance à personne en danger. En effet, ni le chauffeur, ni la dizaine de passagers présents alors dans le véhicule, n'ont manifesté le moindre soutien à la passagère attaquée. «Je n'ai eu droit qu'à la totale indifférence des gens qui m'entouraient. Personne n'a bougé. Le chauffeur s'est contenté de jeter quelques coups d'œil dans son rétroviseur», affirme Karine.

C. F.

CORRESPONDANCE

Les suites de l'accident d'Habsheim

Nous avons reçu de M. Daniel Tenenbaum, ancien directeur général de l'aviation civile, la lettre suivante :

Le journal Le Monde, daté du 8 octobre 1991, a publié dans la rubrique «Les suites de l'accident d'Habsheim» une lettre de M. Norbert Jacquet faisant suite à un article publié dans votre journal le 17 juillet dernier. Étant notamment cité et mis en cause dans la lettre de M. Jacquet, j'ai l'honneur de vous priez, au titre du droit de réponse, de bien vouloir publier dans votre journal la mise au point suivante.

Premièrement, il est faux d'écrire que l'Etat a retiré sa licence de pilote à M. Jacquet sous un faux motif psychiatrique. La réalité est qu'en refusant pendant plusieurs mois de se prêter aux examens médicaux prescrits tant par la médecine du travail d'Air France que par le conseil médical de l'aéronautique civile – instance médicale suprême en matière de personnel navigant – M. Jacquet s'est lui-même mis dans l'impossibilité d'exercer son métier de navigant, n'étant plus, de ce fait, en possession de sa licence de pilote de ligne. Les examens médicaux sont, en effet, imposés par la réglementation internationale, pour d'évi-

dententes raisons de sécurité des vols, tous les six ou douze mois, suivant l'âge du candidat.

Deuxièmement, M. Jacquet présente les résultats de la plainte en diffamation de M. Delebarre, ministre des transports, de M. Davidson et de moi-même, de façon tronquée. La vérité est la suivante. La 17^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris a déclaré, le 29 janvier 1991, M. Norbert Jacquet coupable de diffamation publique envers une administration publique – la direction générale de l'aviation civile, que j'avais, à l'époque des faits, l'honneur de diriger – et l'a condamné à 10 000 F d'amende. Le tribunal a, en outre, ordonné la publication du jugement dans cinq journaux au choix de la partie civile.

Dans ces conditions, je ne vois pas pourquoi j'aurais fait appel d'un jugement qui condamnait explicitement M. Jacquet pour diffamation envers l'administration que je dirigeais. En revanche, on comprend pourquoi M. Jacquet a fait appel de ce jugement, qui va être évoqué par la cour d'appel de Paris à partir du 14 novembre.

RELIGIONS

Réunis en «états généraux» à Saint-Ouen

Quatre mille catholiques réclament plus de démocratie dans l'Eglise

Plus de quatre mille personnes ont participé, samedi 23 et dimanche 24 novembre, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), à des «états généraux de l'espérance», souhaitant notamment plus de démocratie dans l'Eglise catholique.

Les états généraux de l'espérance étaient en germe depuis deux ans, pour surmonter l'isolement des catholiques en France. Lancé par l'hebdomadaire Témoignage chrétien, un «appel au dialogue» était signé, en quelques mois, par plus de 25 000 personnes, qui n'étaient pas toutes spontanément des contestataires, mais voulaient exprimer leur agacement devant des déclarations fracassantes d'évêques – condamnant un film (affaire Scorsese) ou la publicité pour les préservatifs – devant l'«autoritarisme» de certaines décisions et nominations ou le «mépris» affiché par Rome pour les théologiens d'avant-garde. Bref, face à la montée de courants conservateurs, les «cathos de gauche» ressentaient leurs rangs diminués et dispersés, et, en octobre 1989, un Forum de 2 000 personnes tourna à la manifestation de défilement anti-hiérarchie.

Ni meeting ni colloque, les états généraux de Saint-Ouen avaient doublé ce chiffre de participation, mais aussi perdu cette odeur de souffre. Les assemblées sur l'«économie solidaire» ou «comment construire la paix» ont eu le plus de succès. La montée des exclusions et du chômage, la menace des nationalismes et des courants xénophobes avaient relégué les critiques sur le fonctionnement de l'Eglise.

L'épiscopat français se montre aussi moins interventionniste et, de manière plus ou moins avouée, les «cathos de gauche» savent gré au pape d'avoir joué un rôle libérateur dans les pays de l'Est et vainement modérateur pendant la crise du golfe.

Si l'air du temps n'est donc plus au divorce – «on a fini de bouffer de la hiérarchie», dit une participante –, les états généraux de Saint-Ouen ont manifesté la permanence d'un malaise et d'un désaccord sur l'orientation «restauratrice» d'une Eglise qui «claudique», comme dit le Père Paul Valadier : fermeture des lieux de débat et des espaces de libre recherche ; priorité donnée à l'affirmation d'une «identité blindée», plutôt qu'à l'accueil des nouvelles questions culturelles, éthiques, sexuelles posées par la société moderne ; immobilité de la discipline sur la situation des divorcés-remariés (exclus des sacrements), le célibat des prêtres, l'accès des femmes aux ministères ordonnés, etc. «On en arrive à fabriquer de toutes pièces une crise des vocations», s'écrit Alice Gombault, professeur de théologie à l'Institut catholique de Paris.

Le risque de l'isolement

Le procès vise au fond les «prophètes de malheur» qui, à Rome ou dans une partie de l'épiscopat français, dresseraient un tableau grossierement apocalyptique de la société moderne pour pouvoir imposer des «normes moralisatrices», des «règles pénales», des projets de «reconversion», «Évangéliser, ce n'est pas moraliser», répliqua M. Michel Falise, ancien recteur de l'université catholique de

Lille. Ces états généraux ont enclenché une volonté de rupture avec le discours pessimiste dominant et une «double passion pour le monde et pour l'Eglise», qui fait dire à la charte finale : «Il faut manifester pour le monde et sa modernité une estime et une tendresse semblables à celles de Dieu».

Cette ligne de clivage est forte, mais elle n'est jamais collective. Le catholicisme français ressemble de plus en plus à un ensemble de «réseaux» qui s'ignorent. A Saint-Ouen, s'est affirmé l'un de ces réseaux qui, autour de journaux (La Vie, Témoignage chrétien), rassemblent des militants plutôt âgés de mouvements, de paroisses, de services (catéchèse, aumôneries, etc.), d'associations caritatives, tous héritiers du concile Vatican II, réunis par le même rejet du cléricisme, de l'individualisme, par la même megalomanie plutôt pacifiste, tiers-mondiste, «solidariste» et «communautaire».

Dans une Eglise qui vieillit, ils représentent encore le gros des «forces vives», mais se sentent parfois des étrangers. Ils ne risquent pas de «déserteur», mais sont guettés par un isolement – quatre évêques seulement avaient fait le déplacement – que le Père Paul Valadier, très applaudi, a traduit à sa manière en lançant au public : «Ne qu'on demande pas le dialogue, mais dialoguons entre nous. N'exigeons pas la démocratie dans l'Eglise, imposons-la. Ne demandons pas la parole, prenons-la. N'attendons pas des confins, fixons-nous des objectifs». Les organisateurs avaient voulu canaliser un flot, ils vont avoir à gérer un courant.

HENRI TINCQ

Le pape s'élève contre

les «proportions terrifiantes» prises par le problème de la drogue

A l'issue d'une conférence ecclésiastique sur la toxicomanie et l'alcoolisme, en présence de M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, le pape s'est élevé, samedi 23 novembre, contre les «proportions terrifiantes» prises par le problème de la drogue.

Il a appelé à la mobilisation pour «détruire les réseaux de la désintégration morale et sociale» et poursuivre «les trafiquants de mort». «Aucune nation, aucun groupe social, aucune classe d'âge n'est épargnée», a déclaré M. Perez de Cuellar.

Responsable du Bureau international catholique de l'enfance, le docteur François Ruess a mis en cause, citant Madonna et Michael Jackson, «la qualité des héros proposés à l'admiration et à l'identification des adolescents».

La première pierre du nouveau cimetière d'Auschwitz a été posée

La première pierre du nouveau cimetière d'Auschwitz, à 500 mètres de l'ancien camp de concentration, a été posée, samedi 23 novembre, en présence du cardinal Edward Cassidy, président du conseil pontifical de l'unité des chrétiens, et du cardinal Macharski, archevêque de Cracovie. Aucune invitation n'avait été adressée à la communauté juive.

Cette cérémonie était symbolique, car la construction du centre de prières et d'informations sur la Shoah, décidée en commun par les autorités juives et chrétiennes, est commencée depuis plusieurs mois. Financé par les dons des épiscopats européens, spécialement allemand, et du Vatican, ce centre devait être terminé à la fin de 1992, et les religieuses devaient alors quitter leur actuel local, contesté, dans le camp. (AFP)

SOCIÉTÉ

Les « fausses factures » devant la justice

Suite de la première page

A cet instant où il nargue l'opposition, Georges Kiejman ignore pourtant quel parti cette affaire va lui impliquer. De fait, on l'ignore encore aujourd'hui, puisque la destination des fonds détournés n'a pu être établie, et qu'aucun des n'a jamais été inculpé - ni même entendu - dans cette affaire-là. Mais il suffit de quelques fautes de syntaxe - on apprend ainsi que M. Camille Cabana, adjoint RPR au maire de Paris, a bénéficié de quelques « fleurs » de la Cogedim - pour que la cause soit entendue : à l'affaire Urbà, qui élabore à gauche, répond désormais une affaire dite de la Cogedim, qui élabore à droite.

Séduisante symétrie, séduisante tentation pour un pouvoir harcelé de renvoyer les « affaires » à la figure de la droite. Ces derniers jours encore, le garde des sceaux, M. Henri Nallet, ne produisait-il pas devant la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis un procès-verbal de police pour pousser M.M. Raymond Barre, Jean-Claude Gaudin et François Léotard dans le labyrinthe des financements occultes ?

Les hasards du calendrier

La concomitance des deux affaires devant le tribunal de Paris est-elle la dernière manifestation de cette volonté du pouvoir de pratiquer « l'équilibre de la terreur » ? Force est de constater que les deux audiences seront curieusement imbriquées. L'affaire dite de la Cogedim sera jugée les lundi, mardi et mercredi après-midi pendant huit semaines environ. Celle de la Sormae viendra les mercredi matin, jeudi et vendredi après-midi pendant trois semaines. Voudrait-on que l'opinion publique, dans un grand mouvement de lassitude, renvoie droite et gauche des à des, on ne s'y prendrait pas autrement.

An parquet de Paris, on proteste de sa bonne foi et on plaide les hasards du calendrier, en déclarant qu'il soit « si difficile de faire admettre qu'il puisse y avoir des coïncidences, et que tout ne soit pas calculé ». En tout état de cause, le jeu de miroirs entre les deux affaires est trompeur. Ni l'impact dans l'opinion publique de ces deux dossiers, ni leur parcours procédural, ni leur degré d'élucidation n'ont grand-chose en commun.

L'affaire Sormae, d'abord, du nom de la filiale du Sud-Est d'une importante entreprise nationale de travaux publics, la SAE, dont les dirigeants sont accusés d'avoir versé à Urbà des commissions censées leur attirer la bienveillance des élus locaux socialistes.

Que l'on ne se méprenne pas : on ne va pas juger, à partir de mercredi, le financement de la campagne présidentielle de 1988 du chef de l'Etat, ni même celui du Parti socialiste. Les promesses de garde des sceaux, affirmant que « l'affaire Urbà sera jugée

avant la fin de l'année », ne seraient tromper. On va, disons-le, juger des lampistes, et pour des faits infimes, comparés à l'activité globale d'Urbà, pompe à finances nationale, PS à l'appareil, M. François Mitterrand, en 1988, eurent, semble-t-il, recours. « Certains ordinateurs pour la campagne de Mitterrand, c'est moi qui les ai payés », nous déclarait M. Gérard Monate, PDG d'Urbà, après son inculpation. Quant aux grands rassemblements en province, le plus souvent c'est moi qui réglais la facture. » De cela, il ne sera pas question.

Absents du banc des inculpés, les politiques viendront-ils à la barre des témoins ? Tout à son amertume d'avoir été « lâché », M. Monate menaçait de « tout débiter au procès » et de « faire citer les quatre trésoriers qui se sont succédés au PS depuis 1971 ». Sera-t-il encore dans les mêmes dispositions d'esprit ? Quand bien même pousserait-il un cri de révolte contre ses anciens amis aujourd'hui si oublieux, qui l'entendraient ?

Les politiques auraient pourtant un message à délivrer pour lequel un tribunal ne serait pas un auditoire pire qu'un autre. « Oui, pourraient-ils dire, nous avons parfois financé nos campagnes par des procédés illicites. La loi ne nous donnait pas d'autres moyens. Nous avons changé cette loi. Nous cherchons à nous amender. » Les socialistes, en outre, ne seraient-ils pas fondés à faire valoir que la création d'Urbà, structure centralisant le financement du parti, à tout prendre, était une tentative de moralisation par rapport au système antérieur, et souvent encore en vigueur à droite, dans lequel des sommes d'argent tout aussi illicites circulaient de la main à la main, et souvent dans la pénombre ?

Mais pourquoi rêver ? On n'imagine pas la classe politique venir faire amende honorable en correctionnelle. C'est qu'elle a déployé tant d'énergie pour se tenir à l'écart de la justice ! Et bénéficie de tant de compréhensions !

Affolement et hypocrisie

Celle de la justice elle-même, d'abord. Lors de leur enquête désormais légendaire sur la Sormae, les deux inspecteurs de la brigade financière de Marseille, M.M. Antoine Gaudin et Alain Mayot, tombent sur les cahiers manuscrits entretenus par le directeur administratif d'Urbatech, M. Joseph Delcroix. Manique du compte rendu, ce dernier y a méticuleusement noté par écrit ses contacts avec toutes les personnalités nationales du PS. A coup sûr, ouvrir une information sur la base des cahiers Delcroix, c'est courir le risque de voir une bonne partie du PS et du gouvernement défilé dans le cabinet du juge d'instruction, et une proportion non négligeable en ressortir avec une inculpation.

Conscient de ce danger, le procureur de Marseille demande à la chancellerie l'autorisation d'ouvrir une information. Il l'attend encore. Ce blocage, quelques mois plus tard, suscitera une vocation vengeresse chez un juge d'instruction du Mans, M. Thierry Jean-Pierre, qui, souhaitant éviter l'enterrement de l'affaire et profitant d'une instruction sur un accident du travail, décide d'une « équipe » dominicale à Paris et se trouvera dessaisi en pleine perquisition au siège parisien d'Urbà dans des conditions rocambolesques.

On ne touche pas à l'affaire Urbà ! Ce dossier-là est aujourd'hui paisiblement instruit par M. Robert Cornu, président de la chambre d'accusation de Rennes. C'est encore ce blocage qui incitera le député européen Gérard Monier-Besombes, un Vert, à tenter de se porter partie civile en lieu et place de la ville de Marseille, entamant un gymnastique judiciaire dont l'issue reste incertaine.

Ainsi la classe politique a-t-elle pris directement part à l'enterrement de l'affaire Urbà, dans une ambiance d'affolement et d'hypocrisie qui s'effacera difficilement de la mémoire des Français. A peine connus la suite et le contenu des cahiers Delcroix, le PS demande avec insistance à l'Elysée que soit votée une loi d'amnistie. Un projet, aussitôt présenté par certains comme une tentative d'« auto-amnistie des hommes politiques », devient le lion de la session parlementaire de l'automne 1989. Le présentera-t-on, ne le présentera-t-on pas ?

Trois castes, trois univers

La loi est finalement adoptée en janvier 1990. Mais contrairement aux apparences, ce n'est pas grâce à elle que vingt-sept des trente-six personnes poursuivies dans l'affaire Sormae - dont tous les hommes politiques - échappent à la justice. Quatorze ont bénéficié d'un non-lieu en l'absence de charges suffisantes. Treize ont bien bénéficié de l'amnistie, mais en vertu de la loi qui avait suivi l'élection présidentielle de 1988.

En regard de cette affaire Urbà, dont l'instruction, faite d'être faite dans les palais de justice, a été largement dans deux ouvrages de librairie (l'inspecteur Antoine Gaudin et le juge Thierry Jean-Pierre ont livré leur version de l'affaire), l'affaire dite de la Cogedim, beaucoup moins médiatisée, recèle encore de nombreuses zones d'ombre.

Car il manque ici, pour le coup, un scribe talentueux comme Joseph Delcroix. Un clerc trop « scrupuleux » dans les archives duquel les enquêteurs paissent lire à livre ouvert la destination des détournements de fonds de quelques-unes des plus prestigieuses entreprises de bâtiment public, en France. Les énumérer toutes serait fastidieux. Citons seulement, outre la Cogedim, la Serep, filiale de Bouygues, GTM-BTP, et le groupe DBE.

A défaut d'un scribe décisif, les enquêteurs ont tenté de comprendre ce dossier véritablement monstrueux. Qu'en ont-ils jugé ? Déclenchée en 1985 par le fisc, l'affaire débouche finalement sur la mise en cause judiciaire d'un

réseau parfaitement structuré de sociétés éditant des fausses factures permettant ainsi à d'honorables entreprises d'alimenter en liquidités leurs caisses noires. Douze sociétés sont ainsi soupçonnées d'avoir délégué des faux, et trente-deux d'en avoir bénéficié. An total, la 31^e chambre aura à juger pas moins de 63 inculpés.

L'une des particularités de ce procès-fléuve sera bien de placer au coude à coude des « facturiers » présumés, hommes de l'art, des entrepreneurs trop conciliants afin d'obtenir des chantiers, et d'impeccables promoteurs protestant, au choix, de leur innocence. Trois castes, trois univers situés à des années-lumière et entraînés dans une même mésaventure judiciaire qui se résume abruptement, pour l'accusé, à un détournement de quelque deux cents millions de francs au cours des années 1987-1990.

Un contre-fen de la défense

Tant d'argent en liquide pour s'offrir quelques parties de chasse et du champagne millésimé ? Plusieurs inculpés l'ont déclaré sans rien au juge d'instruction. Le tribunal appréciera... Mais sauf coup de théâtre, il est peu probable que la destination réelle des fonds soit dévoilée. Ne serait-il pas suicidaire pour les patrons inculpés d'avouer que les marchés s'arrachent à coups d'enveloppes et que les fausses factures financent largement les partis politiques ? Ne serait-ce pas injurier l'avenir, pour ces dirigeants de talent et parfois de grand renom, que de reconnaître les manœuvres tristement banales de la corruption ordinaire ?

A défaut de se déployer sur un arbitre-plan élargement politique, comme dans le dossier Sormae, le procès sera l'occasion d'une rude mise en cause de l'instruction conduite avec énergie par M. David Peyron. M. Jean-Denis Bredin et Roger Doumish, conseils de M. Michel Mauer, PDG de la Cogedim, entendent dénoncer ce qu'ils appellent les « errements de la procédure », visant ainsi tout à tour l'utilisation de la garde à vue dans un « but d'intimidation », l'audition des personnes soupçonnées sans qu'elles aient l'assistance d'un avocat et le placement en détention sur « le seul fondement d'une accusation mensongère ».

Enfin, les avocats de la défense se feront un devoir de contester la célérité avec laquelle le ministère public a avancé ce procès. Ils protesteront contre la « disjonction étrange » de la procédure qui conduit aujourd'hui leurs clients devant les juges tandis que l'instruction continue sur d'autres faits. Mais ce contre-fen servit-il de nature à annuler les interrogations du ministère public à propos de travaux payés mais non effectués, ou payés avant même que les contrats soient signés ? C'est dire que d'une manière ou d'une autre la politique, évaquée fante de preuves par la grande porte, risque fort de revenir par la fenêtre.

LAURENT GRELSAMER ET
DAVID SCHNEIDERMAN

CORRESPONDANCE

La condamnation de M. M'Zali

Après la publication, dans le Monde du 15 octobre, d'une mise au point de M. Mohamed M'Zali, ancien premier ministre, sur l'exécution d'un jugement prononcé à son encontre par les tribunaux tunisiens, l'ambassade de Tunisie en France nous fait parvenir la réponse suivante :

Niant les faits, M. M'Zali continue d'entretenir une vaine controverse sur le bien-fondé de l'exécution d'un jugement prononcé à son égard par les tribunaux tunisiens le 20 avril 1987. Face à ses allégations, il y a lieu d'apporter les précisions suivantes pour lever définitivement, il faut l'espérer, toute équivoque.

1) S'agissant de la compétence de la cour qui l'a condamné et que M. M'Zali conteste en affirmant qu'il devait être jugé par la Haute Cour, on notera qu'il est de jurisprudence constante que des membres du gouvernement peuvent être jugés par des tribunaux de droit commun pour des infractions commises dans l'exercice de leur fonction.

En effet, la loi de 1970 sur la Haute Cour ne fait pas de celle-ci la seule juridiction qui juge les ministres. Dans le cas d'espèce, les faits pour lesquels M. M'Zali est condamné ne tom-

bent pas sous le coup du paragraphe 4 de l'article 2 de la loi précitée. Ce paragraphe concerne des faits portant atteinte à la « renommée » de l'Etat (en arabe, *somaa*), c'est-à-dire les faits qui touchent à l'honneur du pays sur le plan international. D'ailleurs, le jugement invoqué par M. M'Zali utilise « prestige de l'Etat » (*harba*, en arabe) qui concerne l'autorité de l'Etat à l'intérieur du pays. Du reste, en droit tunisien, c'est le texte arabe qui fait foi.

2) En ce qui concerne l'exécution du jugement, les arguments opposés par le condamné s'effritent devant toute approche juridique objective. En effet, l'infraction pour laquelle M. M'Zali a été condamné constitue, selon le code tunisien de procédure pénale, un crime. Le même code prescrit dans son article 180 qu'en cas de condamnation pour crime le jugement est immédiatement exécutoire bien qu'il soit prononcé par contumace.

Dans ce même ordre d'idées, la loi stipule que l'exécution peut intervenir malgré l'existence d'une opposition formulée contre le jugement. D'ailleurs, en droit comparé, en l'occurrence, par exemple, en droit français, on

retrouve les mêmes dispositions dans les articles 627 à 641 du code de procédure pénale.

En tout état de cause et s'il avait été vraiment respectueux de justice, le condamné aurait mieux fait de développer ses arguments juridiques devant la cour d'appel en faisant opposition y compris quant à sa compétence. La Tunisie est un Etat de droit, la justice y est souveraine et compétente. Les droits de l'individu y sont garantis comme ont pu le constater et en jouir, après le 7 novembre, toutes les personnes qui, dans le même cas, ont choisi de quitter leur exil.

3) M. M'Zali, qui craint que ses enfants ne viennent à « partir » de la vente judiciaire de sa propriété, n'est pas sans savoir que des membres proches de sa famille ont été parmi les premiers bénéficiaires du changement du 7 novembre et de la mansuétude de son artisan. Ils purgent, en effet, de lourdes peines de prison et ont été élargis dès l'avènement de l'ère nouvelle, jouissant à présent d'un statut social (médecin, homme d'affaires) des plus enviables.

(Publicité)
FESTIVAL
DES LIVRES A PRIX RÉDUITS
(1100 m² d'exposition)
LIVRES NEUFS - LIVRES ANCIENS
LIVRES D'OCCASION
Romans, ésotérisme, histoire, bandes dessinées, essais, livres d'art, livres d'enfants...
Un très grand choix dans tous les domaines
Du 28 novembre au 1^{er} décembre 1991, de 9 h à 19 h 30
Hôtel Mercure - Paris Vaugrard - 69, boulevard Victor, Paris-15-
ENTRÉE : 10 F Métro : Porte de Versailles

Le Monde
EDITIONS

PLANTU
LE PRÉSIDENT
HIP HOP!

Étonnant !
Dans ce livre
Arafat dessine
pour... Plantu
le drapeau...
d'Israël

Le dernier Plantu
en vente dans toutes
les bonnes librairies

Histoire de la presse des jeunes
et des journaux pour enfants
Par Alain FOURMENT
Édition Éole 150 F
Distributeur Distique

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAUME-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beaume-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gandou
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-3031
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
François Huguet-Devallet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aris
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDPLUS 634 128 F
Téléc : 46-62-46-71 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapex LEMONDE
ou 36-15 - Tapex LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beaume-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT
PP-Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT

200
QUESTIONS
A MON
AVOCAT

DEVENIR UN MEILLEUR
DÉFENSEUR

Livres anciens
sur les
PROVINCES
DE FRANCE

Catalogues par Provinces
Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-28-07-91

سنة 1412 هـ

سنة من الانتصار

SPORTS

FOOTBALL : le championnat de France

« Malherbe » en crise de croissance

Le Stade Malherbe de Caen occupe la deuxième place du championnat de France de première division après son match nul contre Sochaux (1-1), samedi 23 novembre, en Normandie. En marge de ses bonnes performances sportives, le club normand connaît de sérieuses difficultés financières qui ont obligé la municipalité, le conseil général et le conseil régional à accorder des subventions exceptionnelles. Le président actuel, dont la gestion est mise en cause, sera remplacé au mois de décembre.

CAEN

de notre envoyé spécial

C'est un stade à la mode d'antan, tribunes basses et pièce de bois. Les soirs de match, il fleurit le football de carte postale, gazon humide et marges grillées. Le stade de Venoix, dans les faubourgs de Caen, est de ces bastions minuscules et désuets dont raffole le football français, toujours prompt à célébrer la bravoure des lilliputiens face à l'arrogance des géants.

Le club de Caen présente le curriculum vitae parfait du « petit » trouble-fête. Après son match nul contre Sochaux (1-1), samedi 23 novembre, il occupe la deuxième place du championnat, à égalité de points avec l'AS Monaco et le Paris SG, les autres « dauphins » de l'Olympique de Marseille. Même si Sochaux faillit bien l'emporter (le Caennais Stéphane Paille n'égalisa qu'à la 83^e minute de jeu), le Stade Malherbe de Caen, qui restait sur cinq victoires consécutives, traverse une période d'euphorie comme il n'en a pas connue depuis son arrivée en première division, en 1988.

Tout irait pour le mieux dans le plus petit stade de l'élite (11 000 places) si - comme du paradoxe - le club ne traversait pas, au même moment, la plus grave crise financière de son histoire. Alors que son budget s'élève

cette saison à 47 millions de francs, le déficit devrait atteindre 23 millions en fin d'année et 32 en fin de saison, des chiffres que réfute le président du club, M. Jean-Jacques Fiolet, un chef d'entreprise âgé de trente-huit ans. Il évoque un « trou » de 17 millions de francs à l'issue du dernier exercice. Quelles qu'elles soient, ces difficultés n'ont été rendues publiques qu'après bien des atermoiements, au début de l'été, alors que le municipalité exigeait du club qu'il l'informe sur l'état de ses finances.

« Responsable mais pas coupable »

En fait, ce déficit serait surtout dû à des dépenses excessives en 1990, lorsque les joueurs bordelais Jesper Olsen et Piet Den Boer ont été enrôlés. M. Fiolet en assume la responsabilité : « Nous les avions engagés pour 7 millions de francs avec la promesse qu'un an plus tard les Girardins prendraient notre avant-centre. Fabrice Divert, pour 17 millions. Nous avions tablé sur cette entrée d'argent. En raison de la crise du club bordelais, cette promesse n'a pu être tenue et cela a été catastrophique pour nous. En fait, je suis responsable, mais pas coupable. Mon ambition et mon enthousiasme m'ont simplement amené à prendre des risques... Comment faire autrement dans le football ? Nous ne sommes pas un club riche : nous avons le dixième du salaire moyen de l'élite. »

Il reste que la situation était assez préoccupante pour que la municipalité intervienne. « Malherbe », comme on l'appelle en Normandie, pouvait mourir et connaître ainsi le destin, classique dans le football, du petit club trop pressé de grandir. Or, abandonner ce club très populaire (9 000 spectateurs de moyenne), profondément enraciné dans la vie locale depuis sa création en 1913, n'était pas envisageable. Surtout à quelques mois des élections régionales. Il pouvait d'autant moins disparaître qu'un stade de

25 000 places verre le jour en 1993, près de Venoix. Compte tenu du coût de l'opération (145 millions de francs), mieux vaudrait qu'il accueille une équipe de haut niveau plutôt qu'une formation amateur.

« Nous ne pouvions pas laisser tomber Malherbe », certifie le maire, M. Jean-Marie Girelli (UDF-PR), avant d'analyser la crise : « M. Fiolet vivait sur un nuage. Nous ne connaissions pas l'ampleur des problèmes. Nous lui faisons d'autant plus confiance qu'il tenait souvent, devant les journalistes ou les dirigeants du football français, un discours moralisateur, citant son club comme un modèle de sagesse et de rigueur. »

M. Girelli s'est personnellement occupé de ce dossier, qui a eu moins d'impact que la classe politique locale que celui de la fermeture, d'ici à 1994, de l'usine de la Société métallurgique de Normandie, une filiale d'Ucinor-Secilor (le Monde du 21 novembre).

La région, pourtant touchée par la crise économique, s'est donc démenée pour le club porte-drapeau. En plus de sa subvention annuelle de 6,5 millions de francs, la mairie a accordé une « enveloppe » de 7,5 millions. Le Conseil général a versé 4 millions de francs et le Conseil régional 2 millions. Par ailleurs, les entreprises ont été mises à contribution (13 millions).

Tendance à l'acalmie

Mais c'est surtout du terrain que sont venus les secours. En obtenant de bons résultats, l'équipe caennaise, composée à la fois de joueurs formés au club et d'éléments d'expérience, a condamné les « baillleurs de fonds » à agir.

L'entraîneur suisse Daniel Jeandupeux, technicien intelligent, réputé pour son amour du beau jeu et ses qualités de meneur d'hommes, s'est efforcé de préserver la sérénité des jeunes quand bien même étaient-ils payés avec retard (les salaires de novembre n'ont pas encore été versés). « Les difficultés extra-sportives, nous ont amené à réagir, comme

par instinct de survie. D'ailleurs, si l'équipe n'avait pas obtenu ces résultats, le sauvetage n'aurait pu être mené de la sorte. L'attitude des joueurs a été déterminante. »

Le club n'est pas pour autant à l'abri d'ultimes soubresauts. Certes, la tendance est à l'acalmie. Mais le président Fiolet fait encore l'objet de bien des critiques. Outre sa gestion parfois très floue, il lui est reproché de s'être laissé griser par ce milieu du football qui lui a valu une soudaine « célébrité ». Plus grave : il pourrait avoir à s'expliquer prochainement devant la justice au sujet d'opérations financières entre le club et sa société, spécialisée dans la construction de maisons individuelles.

Il pourrait également avoir à justifier des prêts accordés à plusieurs joueurs. Des prêts dont il ne nie pas l'existence, mais qu'il assure parfaitement légaux : « Le club a prêté de l'argent comme n'importe quel employeur. Il s'agit de petites sommes, pas plus de 150 000 francs, qui devaient les aider à faire construire leur maison. Nous n'avons pas eu recours à des prêts fictifs pour verser des salaires déguisés. »

M. Fiolet se qualifie volontiers de « bon émissaire ». Mais il admet devoir s'écarter sans délai, au moment où le club qu'il a contribué à bâtir connaît son heure de gloire. Il cédera sa place au mois de décembre. Une société à objet sportif (SOS) sera créée. Le futur président devrait être M. Guy Chambilly, directeur d'une entreprise de transports et ancien président du club de basket-ball. Un terme devrait donc être mis à ce que M. Girelli qualifie de « crise de croissance ». Il restera alors aux autorités du football français, qui se targuent d'avoir mis en place une institution chargée de vérifier la gestion des clubs (la direction nationale de contrôle de gestion), à se demander comment un déficit si important a pu échapper à leur sagacité.

PHILIPPE BROUSSARD

AUTOMOBILISME : l'avenir des voitures de sport

Peugeot rameute les constructeurs

Après la réunion de plusieurs constructeurs qui s'est tenue vendredi 22 novembre à Paris à l'initiative de Peugeot, le championnat du monde des voitures de sport a de meilleures chances de survivre l'an prochain. Décision le 5 décembre.

« Encore quelques instants, monsieur le bourreau... » Ainsi pourrait-on résumer la supplique de Peugeot pour la survie du championnat du monde des voitures de sport. La firme sochalienne connaît, comme tout le monde, les tares qui condamnent cette compétition à court terme : le déintérêt du public et des médias, le « format » choisi, celui du sprint sur 500 kilomètres, trop proche de la formule 1. Mais Peugeot ne demande pas beaucoup. Une saison supplémentaire, quelques combattants à domicile pour que sa voiture remporte le titre qui lui semble promis. La firme a trop investi, trop misé sur la 905 pour se retrouver bredouille sans avoir seulement défendu ses chances.

Lorsque le 11 novembre dernier Max Mosley, président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), a proposé la suppression pure et simple du championnat, fiote de concurrents (le Monde du 14 novembre), Jean Todt, directeur de Peugeot Talbot Sport (PTS), a donc pris la tête de la révolte. Objectif déclaré : montrer au conseil mondial de la FISA, qui doit prendre la décision finale le 5 décembre prochain, que le cadavre bouge encore et que tout n'est pas perdu.

Changement de moteur

La réunion de vendredi, au siège parisien de Peugeot, devait servir de preuve. Autour de Jean Todt, une vingtaine de constructeurs potentiels se sont rassemblés pour faire des contre-propositions à la FISA. Tous ne pèsent pas le même poids : au milieu des écuries privées, Mazda et Jaguar, jusqu'à hésitants, compensent l'absence sans doute définitive de Mercedes et de Nissan. Tous ont promis d'inscrire des voitures au prochain championnat : une petite trentaine au total. Tous se sont mis d'accord

sur une saison de neuf courses, dont deux consécutives au Japon, uniquement ouvertes à des moteurs atmosphériques de 3,5 litres.

Pour Jean Todt, la réunion de Paris est donc un succès : le plateau, même réduit, et la volonté de faire vivre la compétition existent. Sentant le vent tourner, Max Mosley avait d'ores et déjà assuré que le championnat disposait de plus de « cinquante pour cent de chances » de continuer. A Paris, l'observateur de la FISA, Yvon Léon, allait plus loin en se déclarant « très optimiste ». Par un de ces retournements de situation dont le microcosme automobile semble friand, le championnat des voitures de sport peut maintenant envisager sérieusement de passer le cap du 5 décembre. Mais pour aller où ?

Si les constructeurs se sont largement exprimés, les organisateurs des courses, eux, demeurent muets. Certains, hélas, par les affluents identiques de l'an dernier, auront du mal à se laisser convaincre de tenter à nouveau l'aventure. Surtout, le cas des Vingt-Quatre Heures du Mans reste posé. La course mythique constitue la seule bonne affaire financière de la saison et personne n'a intérêt à la voir disparaître.

Placée au milieu de courses de 500 kilomètres, l'épreuve, dix fois plus longue, donne cependant l'impression de se retrouver dans un costume mal taillé. Elle est en fait confrontée à un dilemme : la mort du championnat, auquel elle est liée par contrat, signifierait un plateau beaucoup plus fourni mais composé de bric et de broc ; sa poursuite lui garantirait la présence d'écuries prestigieuses... et seulement quelques voitures à l'arrivée, les prototypes taillés pour le sprint supportant mal une si longue distance. Pour y remédier, Peugeot et les autres constructeurs proposent au conseil mondial une idée étrange : l'autorisation du changement de moteur pendant la course. Les Vingt-Quatre Heures se transformeraient alors en une série de sprints entrecoupés de longues séances de mécanique. Et l'esprit des épreuves d'endurance, déjà moribond, s'éteindrait tout à fait.

JÉRÔME FENOGLIO

La polémique sur l'arrivée de Gérard d'Aboville

Un retour très terre à terre

Gérard d'Aboville devrait être, avec Sector et Capitaine Cook, les deux canots qui lui ont permis de traverser le Pacifique et l'Atlantique à la rame, la grande vedette du Salon nautique de Paris, qui ouvrira ses portes le 7 décembre. Son retour en France a toutefois été précédé d'une polémique sur les dernières heures de son odyssée de cent trente quatre jours à travers le Pacifique.

Vingt-quatre heures après avoir fait entrer « d'Aboville dans la légende », l'équipe l'accuse d'avoir « mis en scène » son dernier chavirage à deux jours de l'arrivée, puis de s'être fait prendre en remorque pour franchir la barre de mer au large d'Iwakou, afin d'arriver en direct dans le journal télévisé du TF1 à 20 heures. « D'Aboville a-t-il traversé le grand océan ? Sur le plan sportif, réglementaire, j'ai le cruel regret de vous dire : non », écrit l'envoyé spécial du quotidien sportif.

Après avoir acquis l'exclusivité des droits de télévision, le chefne française eurent-elle dépassé son rôle en influençant directement les dernières heures de la traversée ? Nul ne peut en tout cas soupçonner Gérard d'Aboville de s'être lancé dans une telle aventure pour l'argent. Le contrat initial, signé avec l'horloger suisse Sector, portait sur quelque 3 millions de francs, consacrés pour plus du tiers à la construction du canot. Ce budget était pratiquement épuisé au moment du départ.

Alors que l'intérêt des Français augmentait au fil des semaines, son entourage a cherché à mieux rentabiliser cette aventure en négociant quelques droits d'exclusivité avec des médias. Cette pratique n'est pas nouvelle, et les contrats signés feraient sourire les meilleurs joueurs de tennis ou de golf. Pour l'exclusivité des droits de télévision pour l'Europe et la réa-

lisation d'un film de 52 minutes avec des images enregistrées à bord par Gérard d'Aboville, TF1 aurait versé 2 millions de francs. Radio France aurait payé un peu moins du quart pour la couverture radio, tendue qu'il s'agit de la mer. Mais la polémique a éclaté quand le journal de bord et les photos avec l'agence Sygma.

A deux jours de l'arrivée à Iwakou, les premières images filmées par TF1 du canot chaviré dans une mer démontée avaient impressionné les téléspectateurs. Mais l'information selon laquelle ce chavirage aurait été « mis en scène », a provoqué une véritable révolte. « Si je devais résumer ma traversée à deux jours de l'arrivée, je dirais : trente-six chavirages. Les chavirages ont été pour moi l'expérience la plus douloureuse. Chacun a apporté sa charge de douleur au précédent. C'est comme un boxeur qui prend des coups alors qu'il est déjà K-O, debout. »

La barre d'Iwakou

Si le rameur breton réfute la version du chavirage volontaire, il reconnaît toutefois qu'il a attendu l'arrivée du chelutier pour entreprendre les manœuvres de redressement avec les balistes. « Je savais qu'un bateau venait vers moi et était presque sur ma zone, explique-t-il. C'est alors que j'ai chaviré, mais bien involontairement. C'était une attente pénible, il y avait le stress, le cœur qui battait plus vite, l'air qui commençait à se raréfier, mais c'est vrai que j'ai eu envie qu'ils filent pas. J'avais envie de le voir de l'extérieur. Je me suis dit : s'ils peuvent le filmer, ils vont me faire les images de ma vie, et j'ai d'ailleurs pleuré en les voyant. »

Le deuxième aspect de la polémique porte sur le remorquage du canot à proximité de la barre de mer. A-t-il été dicté par le seul souci de sécurité ou aussi par l'intérêt pour TF1 d'une arrivée à une heure de grande

écoute, en soirée, en France (neuf heures de décalage horaire) ? Dès 4 heures du matin, Sector aurait été pris en remorque par le chelutier d'escorte pour lui permettre d'atteindre la barre au lever du jour. Cette mesure s'imposait-elle pour arriver au meilleur moment par rapport à la météo ou pour éviter un accostage à une heure où les téléspectateurs français seraient abandonnés leur poste pour aller dormir ? Faut-il d'une réponse claire de Gérard d'Aboville et de son entourage, la doute risque de subsister.

En revanche, l'assistance apportée par Olivier de Kersauzon avec un Zodiac pour franchir la barre n'est pas, sans discussion pour des motifs de sécurité. La proximité des hauteurs de mer, la houle d'ouest et le marée s'opposant au courant du fleuve Columbia à quelques milles au large de son estuaire provoquaient, en effet, de monstrueuses vagues surmontées de nuages d'écume.

« Si cela avait été possible, j'aurais, bien sûr, essayé de passer la barre, explique Gérard d'Aboville. Mais je ne tenais pas à me retrouver en prison en train d'appeler les coast-guard et de balancer des fusées rouges. Il y a trois cents bateaux au fond de l'eau à cet endroit, et des plus gros que le mien. Si ce présentait un risque, nous avons décidé avec Olivier d'arrêter la traversée avant cette barre. Tous les marins me comprennent. »

Gérard d'Aboville et d'ailleurs finit de franchir la barre seul, le bout de la barre au Zodiac s'étant rompu. Et le spectacle poignant de l'épave du canot transporté comme un fœtus de paille par une vague gigantesque restera pour les témoins l'image la plus saisissante de la disproportion des forces entre ce frère rameur solitaire et la monstruosité de cet océan Pacifique qu'il venait de défier avec succès.

GÉRARD ALBOUY

Les résultats

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Nationale 1 A
(Dernière journée)
Montpellier b. Saint-Quentin... 83-79
Gravelines b. Lyon... 86-79
Tours b. Racing Paris... 81-74
Limoges b. Villeneuve... 82-80
Antibes b. Niamey... 89-76
Paris-Orléans b. Le Mans... 105-84
Mulhouse b. Reims... 98-98
Cholet b. Dijon... 86-75
Classement. - 1. Limoges et Cholet, 22 pts ; 3. Pau-Orléans ; 4. Gravelines et Montpellier, 20...

BOXE

CHAMPIONNAT DU MONDE

DES LOURDS (WBA-IBF)
Le boxeur américain Evander Holyfield est resté le champion du monde incontesté des poids lourds, samedi 23 novembre, à Atlanta (Etats-Unis), en battant son compatriote Bert Cooper par arrêt de l'arbitre à la septième reprise. A vingt-neuf ans, Holyfield, qui mettal en jeu un titre convoité le 25 octobre face à James Buster Douglas, a signé sa vingt-deuxième victoire avant la limite d'un palmarès vierge de défaite en vingt-sept combats.

CHAMPIONNAT DU MONDE

DES SUPERLUMES (WBA)
L'Américain d'origine mexicaine Genaro Hernandez, vingt-cinq ans, est devenu champion du monde des superlumes (version WBA) le 22 novembre à Epervay (Marne) en battant le Français Daniel Londe, trente-sept ans, par KO technique à la neuvième reprise.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Dix-neuvième journée)
Le Havre b. Monaco... 2-0
Montpellier b. Nancy... 2-0
Caen et Sochaux... 1-1
Toulon b. Toulouse... 1-0
Metz b. Nîmes... 4-0
Rennes et Saint-Etienne... 0-0
Paris-SG b. Lens... 1-0
Lille b. Auxerre... 1-0
Nantes b. Lyon... 1-0
Marseille b. Cannes... 2-1
Classement. - 1. Marseille, 28 pts ; 2. Monaco, Caen et Paris-SG, 24 ; 5. Le Havre, 23 ; 8. Metz, 22 ; 7. Nantes, 21 ; 9. Saint-Etienne, Auxerre, Montpellier, Lille et Toulouse, 19 ; 13. Toulon, 18 ; 14. Lens, 17 ; 15. Rennes et Nîmes, 16 ; 17. Cannes, 15 ; 18. Lyon, 14 ; 19. Sochaux, 13 ; 20. Nancy, 10.

Deuxième division

(Dix-neuvième journée)

GROUPE A
Valenciennes b. Le Mans... 2-1
Troyes b. Amiens... 3-1
Bordeaux b. Sedan... 1-0
Rouen b. Orléans... 4-1
Angers b. Lorient-Caennais... 2-1
Brest b. Red Star... 4-2
Ancenis b. Guingamp... 1-0
La Roche-sur-Yon et Laval... 0-0
Boulogne b. Dunkerque... 2-0
Classement. - 1. Angers, 28 pts ; 2. Valenciennes, 27 ; 3. Rouen et Brest, 25 ; 5. Lorient-Caennais, 21...

GROUPE B

Strasbourg et Ales... 0-0
Rodez et Saint-Quentin... 1-1
Isma et Nice... 1-1
Epinal b. Châteauroux... 1-0
Bordeaux b. Ajaccio... 1-0
Mantague et Grenoble... 1-1
Périgean et Annecy... 0-0
Saint-Seurin b. Bastia... 6-1
Mulhouse b. Châteauroux... 1-0
Classement. - 1. Bordeaux, 33 pts ; 2. Strasbourg, 30 ; 3. Isma, 28 ; 4. Périgean, 23 ; 5. Nice, 21...

NATATION

RECORDS DU MONDE

L'Espagnol Martín López-Zubero a battu son propre record du monde du 200 m des masculins, en 1 min 58 s 57, lors d'une réunion de natation en bassin de 50 m, samedi 23 novembre, à Tuscolosa (Etats-Unis). Son ancien record (1 min 57 s 30) datait du 13 août 1991. Il avait été établi à Fort Lauderdale, en Floride. La Suédoise Louise Karlsson a, quant à elle, établi un nouveau record du monde du 100 m quatre nages féminin, en 1 min 1 s 86, dimanche 24 novembre, à Sodertälje (Suède), lors des championnats de Suède par équipes. A dix-sept ans, la jeune fille a ainsi amélioré de près d'une seconde la précédente record (1 min 25 s 75), obtenu depuis le 30 mars par l'Allemande Marion Zoller.

RUGBY

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Groupe A

(Sixième journée)
La sixième journée du championnat de France de rugby a été marquée par la victoire de Toulouse à Biarritz (27-9). Les Toulousains restent seconds au classement de la poule 2, l'équipe de tête étant celle de Nîmes, la seule formation encore invaincue. Narbonne, qui a dominé Graulhet (41-9),

occupe la première place de la poule 4. Le Racing Club de France, vainqueur de Montpellier (40-9) à Colombes, est cinquième. Dans la poule 1, le champion de France en titre, Brégès, s'est imposé face à Tignes (23-10), mais conserve deux points de retard sur les deux équipes de tête, Castres (victoire à domicile contre Grenoble, 19-12) et Perpignan (victoire à La Rochelle, 18-8).

SKI ALPIN

COUPE DU MONDE

Epreuves de Park-City

(Etats-Unis)

L'Italien Alberto Tomba s'est imposé dans les deux premières épreuves de la Coupe du monde de ski alpin, disputées les 23 et 24 novembre à Park-City (Utah) : en slalom il a devancé le Suisse Paul Accola et un autre Italien, Konrad Lantschauer (le premier Français, Patrick Baudet, s'est classé huitième) ; en géant, il a précédé le même Accola et un autre Italien, Spenggli (le meilleur Français a été Frank Piccard, huitième).

TENNIS

Monica Seles

maîtresse femme

La Yougoslave Monica Seles a dominé l'Américaine Martina Navratilova (6-4, 9-6, 7-5, 6-0) en finale des Masters féminins de tennis, dimanche 24 novembre, à New-York. Monica Seles, qui fêtera ses dix-huit ans le 2 décembre, s'était déjà imposée dans cette épreuve en 1990. Elle a mis ainsi un point final à une saison exceptionnelle qui l'a vue accéder à la finale des seize tournois auxquels elle a pris part, signant dix victoires, dont trois dans les étapes du grand chelem (Australie, France et Etats-Unis). Une saison exceptionnelle également sur le plan financier puisque, en empochant les 800 000 dollars de New-York (prix plus bonus), elle totalise 2 457 768 dollars sur toute la saison, ce qui constitue un record absolu chez les dames.

CARNET DU Monde

Décès

Les familles Bernot-Rollande, Laure, Pradit, Chaumé, Filoteaux, Moiré.
Les Fribres de la Résurrection, font part du rappel à Dieu de

Léon BERNOT-ROLLENDE, ancien bûcheron, en religion Père Henri-Léon.

Les obsèques auront lieu le mercredi 27 novembre 1991, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-du-Marcheur, à Riom (Puy-de-Dôme).

1 bis, faubourg de Bardou, 63200 Riom.

M. et M^{me} André Caillaud, ses parents, Marie et Paul Caillaud, ses enfants, M. et M^{me} Robert Lees, M. Claude Vindigni, M. et M^{me} Jean Grima, M. et M^{me} Gérard Ardon, M. et M^{me} Laurent Caillaud-Pacheco, ses frères et sœurs, et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Alain CAILLAUD,

survenu le 18 novembre 1991, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu le 25 novembre, à 16 h 30, en l'église de Frigonnières (Dordogne).

Paris. La Rochelle. Santiago-du-Chili. Buenos-Aires. Mexico. Rome.

Evelyne et Guy Lecocq, ses enfants, sa famille et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Robert CHIZELLE,

survenu le 20 novembre 1991 dans sa soixante-huitième année.

Il a légué son corps à la science.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les-Îles du Ponant, 3-106 2, rue de Gloire, 17000 La Rochelle.

M^{me} André Favier, son épouse, M. Laurent Favier, son fils, M. René Favier, son frère, M^{me} René Favier, Le docteur et M^{me} Jean-Louis Massot, M^{me} François Massot, M^{me} Michel Massot-Martin, M. Guy de Lamberton, ingénieur en chef du GREP (c.r.), et M^{me} Guy de Lamberton, ses beaux-frères et belles-sœurs, ses oncles, cousins, Et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. André FAVIER, président de chambre honoraire à la Cour des comptes, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur du Mérite social,

survenu le 20 novembre 1991, dans sa quatre-vingt-huitième année.

L'inhumation dans le caveau familial a eu lieu dans l'intimité, le 22 novembre, à Pooi-Mousson (Meurthe-et-Moselle).

Une messe en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7^e, sa paroisse, sera annoncée ultérieurement.

61, avenue de Saxe, 75007 Paris, 49, avenue Patton, 54700 Pont-à-Mousson.

M. et M^{me} Serge Fougea, M. et M^{me} Denis Fougea et leurs enfants, M. et M^{me} Christian Dumortier et leurs enfants, Les familles Fougea, Rusé, Graveau, ont la douleur de faire part du décès de

Serge FOUGEA, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, ingénieur en chef honoraire de la Compagnie des wagons-tis,

survenu à Paris, le 22 novembre 1991, dans sa centième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-François-de-Sales, 13, rue Ampère, Paris-17^e, le 26 novembre à 8 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nous apprenons le décès, survenu le samedi 23 novembre 1991 à Belmont-Luthésien (Ain), du

vice-amiral d'escadre Jean LORAIN,

dont les obsèques seront célébrées le mardi 26 novembre 1991, à 14 h 30, à Belmont-Luthésien.

Né le 3 novembre 1908 à Bourg-la-Reine, dans la famille parisienne, et ancien élève de l'école Polytechnique, Jean Lorain a commencé comme capitaine de vaisseau, à mettre au point le *Cherbourg* entre 1958 et 1961, au moment où le ministre national entre en possession de son premier porte-avions construit par l'arsenal de Brest. En 1961, il devient major général de la base de Brest-Kléber, concède aux Français (qui le quittent en 1967) après les accords d'Évian mettant fin à la guerre d'Algérie. Après un passage en commandement des armées spéciales, chargé en particulier des unités de commando l'armement nucléaire, Jean Lorain a dirigé au second, à partir de 1964, les centres d'expérimentations nucléaires de l'océan sur l'île de Hao et sur les

atolls de Mururoa et de Fangataua (Polynésie française). Il quitte la marine, avec le rang de vice-amiral d'escadre, en décembre 1988.

M. et M^{me} Jean Thierry, M^{me} Pierre Thierry, M^{me} Yvonne Thierry et ses neveux et nièces : Mainit, Thierry, Gouvy, et leurs enfants, ont le chagrin de faire part du rappel à Dieu de

M^{me} Jacques MAINIT, née Magdelaine Thierry,

survenu le mercredi 20 novembre 1991.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mercredi 27 novembre, à 9 heures, en l'église Saint-Vincent du Mont-la-Roi, et seront suivies de l'inhumation au cimetière de Montmartre-Nord, à Paris.

Résidence Champellour, 78600 Le Mans-la-Roi.

Nous apprenons le décès de

Pierre MATRAJA, ancien éditeur socialiste des Bouches-de-Rhône,

décédé, samedi 23 novembre 1991, à l'âge de soixante-huit ans.

Né le 14 février 1923 à Ajaccio (Corse-du-Sud), ancien directeur de maisons de repos, Pierre Matraja était maire de Sausset-les-Pins depuis 1983. Un éditeur socialiste des Bouches-de-Rhône en septembre 1980, il ne s'était pas représenté en 1983.

M^{me} Guy Mazauric, Isabelle, Christophe, Raphaël Denis Mazauric, Hélène Mazauric, M^{me} Jean Airal, M. et M^{me} Jean-Claude Airal et leurs enfants, M^{me} Aline Mazauric, sa famille et tous ses amis, ont l'immense peine de faire part de la disparition subite, à l'âge de soixante et un ans, de

M. Guy MAZURIC,

à Saint-Jean-du-Gard, le 20 novembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu au temple de Saint-Jean-du-Gard (Gard), le 21 novembre.

Il aimait à rappeler le verset : « Nos temps sont dans la main », Psaume 31, verset 16.

8, allée d'Oxford, 13100 Aix-en-Provence.

Lyon-4.

M^{me} Jacques Mouterde, son épouse, François et Florence Mouterde, Romane, Hélène et Benoît Walckenaer, Vincent, Cécile et Jean-Marie, Marc et Brigitte Mouterde, Magali, Gilles Mouterde, Catherine Mouterde, ses enfants et petits-enfants, Jacqueline Mouterde, épouse d'Henri Mouterde et leur fille, Emmanuel et Elisabeth Mouterde et leurs enfants, Thérèse et Xavier Fontaymont et leurs enfants, Anne et Antoine Ferrand et leurs enfants, Françoise Cornet et sa fille, Isabelle et René Fau et leurs enfants, M^{me} Jean Fabrege, Anne et Régis Cayol et leurs enfants, Les familles Mouterde, Delorme, Fabrege, Joutard et Peyre, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques MOUTERDE,

survenu à Lyon, le 23 novembre 1991, à l'âge de soixante-huit ans.

Une messe sera célébrée le mardi 26 novembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Augustin, 12, rue Henri-Gorjus, Lyon-4.

Condolances sur registre.

Nous apprenons le décès, survenu le mercredi 20 novembre 1991, de

Roger TOUNY, compagnon de la Libération,

dont les obsèques seront célébrées, le mardi 26 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides à Paris.

L'inhumation aura lieu le mercredi 27 novembre, à Brive (Corrèze).

Né le 28 janvier 1922 à Paris, Roger Touny était le fils aîné de son père Albert Touny, chef de l'Organisation civile et militaire (OCM) dans la Résistance, fusillé par les Allemands en avril 1944, fait prisonnier de la Libération le 13 novembre 1945 à titre posthume, dont le corps repose dans la crypte du souvenir au Mont-Valérien. Roger Touny rejoint la France libre à Londres dès juillet 1940. Avec les Français libres, il participe aux combats de Calais, du Cotentin, du Giron et au Syria. Promu aspirant en octobre 1941, il se bat contre l'Afrika Korps allemand en Cyrénaïque, Libye, et en Tunisie où il se distingue par sa bravoure à ramener des blessés vers le fort de l'Écluse. Le 24 octobre 1942. Avec le 1^{er} régiment de son 501^{er} régiment de chars de combat (RCC), qui appartenait à la 2^e division blindée de son commandement, il participe aux combats de France et d'Allemagne. Il est blessé devant Strasbourg le 23 novembre 1944. Il sera, comme son père, fait compagnon de la Libération, le 24 mars 1945, au titre de sous-lieutenant au 501^{er} RCC. Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, Roger Touny était commandeur de la Légion d'honneur.

Suzanne Prou, son épouse, Anne-Françoise Paul-Prou, sa fille, Erika Belden, sa petite-fille, M^{me} Marguerite Dorreau, Nicole et Jean Fabre et leurs enfants, Les familles Prou, Giraud et Rimbaud, Et ses amis, ont la douleur de faire part de la mort de

Charles PROU, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 au titre de l'ORA, professeur agrégé de sciences économiques, fondateur et ancien directeur du Centre d'études des programmes économiques (CEPE),

qui s'est éteint le 22 novembre 1991, dans sa soixante-troisième année.

Une messe sera célébrée le mercredi 27 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, rue Gerbert, Paris-15^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quaiet, à l'issue de la cérémonie religieuse.

« Heureux l'homme qui supporte patiemment l'épreuve car lorsqu'il aura été prouvé il recevra la couronne de vie. » (Jacques 1, 12.)

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue du Hameau, 75015 Paris.

Le Centre d'études des programmes économiques, Les anciens élèves du CEPE et du CEPE-Santé, Les enseignants du CEPE, Tous les amis du CEPE, ont la tristesse de faire part de la mort, survenue le 22 novembre 1991, de

Charles PROU, fondateur et ancien directeur du CEPE.

Une messe sera célébrée mercredi 27 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, rue Gerbert, Paris-15^e.

Elle sera suivie par l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

INSEE, 12, rue Bouillotte, 75014 Paris.

M^{me} Christian Schlemmer, Bruno et Nora, Bernard et Nicole, Benoît et Catherine, Antoine et Catherine, ses enfants, Julie, Dimitri, Grégoire, Martin, Frédéric, Maud, Clara, Clément, Hubert et Sabine, ses petits-enfants, M. et M^{me} Philippe Schlemmer, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Christian SCHLEMMER,

endormi dans la paix du Seigneur, le 21 novembre 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 26 novembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Symphorien, à Versailles, suivie de l'inhumation, dans l'intimité, à Clairfontaine-en-Yvelines.

18, rue du Refuge, 78000 Versailles.

Remerciements

M^{me} François Avignon, née Suzanne Le Conte des Floris, Pierre, Emmanuelle, Catherine, Bernard, Vincent, Frédéric, ses enfants, Leurs familles, vous remercient de vos témoignages de sympathie et d'affection lors du décès de

François AVIGNON,

survenu le 25 septembre 1991.

66, avenue de la République, 92350 Le Plessis-Robinson.

M^{me} Xavier Barcat, M. et M^{me} Jean Barcat, M^{me} Jacques Leclabart, dans l'impossibilité de répondre aux nombreux témoignages qu'ils ont reçus, remercient tous ceux qui ont ainsi manifesté leur amitié, lors du départ de

Xavier.

M^{me} André Dominique NENNA

Et sa famille, dans l'impossibilité de répondre individuellement, remercient sincèrement tous ceux qui, par leur présence, leurs messages, leurs envois de fleurs et de dons, se sont associés à leur profond chagrin.

Anniversaires

Le 26 novembre 1982,

Jacques BOUSSOU, journaliste,

nous quitte.

Une pensée est demandée à ceux qui sont restés fidèles à son souvenir.

Il y a deux ans.

Frédéric,

que la nuit est tombée.

Françoise et Alain Freche, ses parents, Colleen, son amie, Et toute sa famille, demandent à ceux qui l'ont connu et apprécié de se souvenir de lui.

« La mort est peu de chose pour une âme éternelle et déjà glacée par l'adversité, mais que sa main est poignante, quand elle tombe sur un cœur épanoui. »

V. Hugo.

Communications diverses

Une loi de liberté. Philosophies de la Mixta, quatrième symposium du Collège des études juives de l'Alliance israélite universelle, 30 novembre et 1^{er} décembre 1991. Programme et réservations : tél. 42-80-35-00.

Rencontre, le jeudi 28 novembre, à 20 h 30, avec Yaffi Dayan, écrivain israélien, membre du comité directeur du parti Avoda : « Le Proche-Orient après Madrid. Le prix de la paix. » Présidé par H. Bulawko (*Le Sionisme*, aux éditions Granchet), sous l'égide du Centre international pour la paix au Moyen-Orient, des Amis de Shalom Arbah et du Cercle Bernard-Lazare, 10, rue Saint-Claude, Paris-3.

Soutenances de thèses

Université Paris-IV-Sorbonne, thèse de doctorat en histoire de l'art : « Les influences dans la peinture grecque après 1945 », préparée par Tsikouta Magdalini. Soutenance le samedi 30 novembre 1991, à 14 h 30, dans l'amphithéâtre annexé, 16, rue de la Sorbonne.

Canofile 250.

C'est aussi simple qu'une armoire, avec le génie en plus.

Pour classer, pour gérer, on n'a jamais rien inventé de mieux qu'un document dans un dossier, des dossiers dans un tiroir et des tiroirs dans une armoire... Le génie de CANOFILE 250, vous permet de classer jusqu'à 13 000 documents A4, dans 200 tiroirs, réunis dans une armoire de 15 cm de diamètre : un disque laser amovible... et autant d'armoires que vous voulez ! Avec CANOFILE 250, d'un seul geste, le document est mis en mémoire, même recto verso. Tout petit, utilisable par tous, CANOFILE 250 ne change pas vos habitudes de classement et ne demande aucune connaissance informatique.

Vite classés, vite retrouvés, tous vos documents vont pouvoir être encore mieux exploités. Ça aussi, c'est du génie. Découvrez vite des possibilités de classement et d'organisation que vous ne pouvez même pas imaginer...

Canofile 250

le classement électronique qui respecte vos habitudes.

Canon

Division Systèmes de Gestion du Document et de l'Image.
TEL. 49 39 25 25 - FAX 48 65 22 88

CLASSEMENT PERSONNALISÉ

Afin de vous informer sur les méthodes de classement spécifiques à votre profession, merci de compléter avec précision les informations ci-dessous.

Nom _____ Prénom _____ Ma fonction/service _____

Raison Sociale _____ Notre activité principale _____ Code APE _____

Adresse _____ Code postal _____ Ville _____ Téléphone _____

Merci de renvoyer à CANON, Division Systèmes de Gestion du Document et de l'Image, Centre d'affaires Paris-Nord 93154 LE BLANC-MESNIL CEDEX.

ملکات میں ایضاً

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Le stockeur d'émotions

Grâce à une exposition à Beaubourg et à un livre la révélation de François-Marie Banier photographe

François-Marie Banier est un rescapé. Il n'aurait jamais dû survivre à la notoriété précoce qui le fusilla de louanges meurtrières. A dix-sept ans, beau comme un ange de Botticelli, la chevelure sculptée en boucles impeccablement désordonnées, le regard clair et insolent, un peu hongrois de surcroît, il apparut. Comme si cette allure, cette désinvolture ne suffisaient pas, le gamin, déjà, babilait sa légende. Quittant assez vite le lycée Janson-de-Sailly, il allait apprendre le dessin avec Salvador Dalí, et toutes les maternelles tendresses de la poésie avec Marie-Laure de Noailles.

Il ne lui restait plus qu'à publier un premier roman à dix-huit ans pour compléter son autoportrait en jeune homme doué s'attendant au pire. Le pire survint. Son livre était chez Grasset, les Résistances secondaires, où il griffait joliment son terroir d'origine, la bourgeoisie, est eslu par une critique subjuguée. On le compare à Stendhal et à Radiguet. De quoi ne pas se relever.

Il se relève pourtant, continue à publier, à donner des chroniques aux journaux, à s'attirer des estimations de conséquence, de Mauriac à Aragon. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que le talent premier

cruelle. Elles démontrent une incroyable capacité à provoquer l'adhésion du sujet, qui ne fixe pas l'objectif mais regarde le photographe avec sympathie, avec abandon, qui se laisse prendre, surprendre, dans sa plus exacte et poignante réalité.

Nathalie Sarraute, toute l'intelligence réfugiée au fond d'un lit; Jacqueline Picasso à Vauvenargues, toutes les veuves à la fois dans un silence de tragédie. Et à côté de cela, sans transition, la danse exquise de Marcella Mastroratti, latin lover malgré lui; l'ultime vitalité de John Huston; ou les sublimes visages d'Isabelle Adjani, offerts sans méfiance au regard d'un ami. «Je n'ai jamais photographié les gens célèbres parce qu'ils étaient connus», dit François-Marie Banier, mais parce que ce qu'ils avaient donné d'exceptionnel se lisait sur leurs visages.

«Paris-Match» comme Balzac

Il a commencé avec un Kodak Retinette 1B, à seize ans, par le portrait de ses parents, pour «retenir le moment, retenir le départ de l'ou-



Isabelle Adjani, par François-Marie Banier

du «petit Banier», un talent sans concessions ni ratés, est d'entrer sans effraction dans la lumière des grands. Avant d'être aimé, Banier sait aimer lui-même. Au fil des années, il enveloppera ainsi d'une vénération ludique aussi bien Silvana Mangano que Vladimir Horowitz, qu'il se glorifie d'avoir ramené au piano, aussi bien Madeleine Castaing, grande dame de la mode aujourd'hui nonagenaire, qu'Isabelle Adjani. On ne se fait pas ces amis-là par hasard, ni même par volonté. Il y faut de la chance, de la grâce, de l'obstination, et peut-être plus d'abnégation qu'on le croit.

Sacres électiques

Mais le temps ne manque pas de passer, même pour «le petit Banier». Celui que le *Sunday Times* avait baptisé «le golden boy de Paris», écrit après treize ans de silence littéraire Balthazar fils de famille - c'est son enfance qu'il assassine - puis *Sur un air de fête*. Malgré des tirages plus qu'honorables, tout cela a plutôt tendance à l'éloigner du devant de la scène. Il reste de lui la nostalgie de ce qu'il a été, un parfum un peu énervant de succès électiques, l'impression vague d'avoir été l'indélectable: François-Marie Banier est devenu adulte.

Quand soudain, le revôilà en pleine lumière, et ce qu'il montre est le contraire du superficiel, du complaisant, du bavard, du mondain. Ce qu'il montre dans une vaste exposition au Centre Pompidou et dans un très beau livre, c'est un quart de siècle de sa vie de photographe. Anonymes pathétiques ou célébrités consentantes forment une exceptionnelle galerie de portraits; les photos de Banier ont la vie en elles, la vérité la plus crue mais jamais

dre». Enumérant pêle-mêle ses admirations (il n'a pas mauvais goût), Man Ray, Lartigue, Cartier-Bresson, Brassaï, Nadar, il précise: «Les plus grands photographes sont les paparazzi. J'ai été élevé par Paris-Match comme d'autres par Balzac.»

Il raconte Beckett: «Je l'ai vu pour la première fois à Tanger, il déjeunait chez Gogorine. Il faisait des mots croisés sur une nappe de vichy, en face d'une femme, sans dire un mot. En sortant, sur le trottoir, il y avait Jean Genet. Ils ont acheté le *Figaro*. Après, j'ai retrouvé Beckett à Paris. Je le suivais, je le photographiais tout le temps. Sa tête, sa silhouette dépassaient de la foule. Il ne voulait pas voir ses photos.» Banier raconte aussi cette photo terrible de Madeleine Castaing, ses très vieux bras nus, tenaot sa canne d'une main et sa perouque dans l'autre. «Il y a là, dit-il, une souffrance intense et une intense rigolade, et c'est beau.»

C'est dans les pâtisseries que Banier a trouvé beaucoup de ses modèles les plus âgés, des vieilles dames somptueuses et voraces. Il égare mezza voce ces hautes buppées des dernières gourmandises, Angelica, Carotte, Ladurée, Dalloyau... Et ajoute: «Puis tout ce monde est mort.» Parfois François-Marie Banier écrit sur ses tirages, les surcharge de graffiti gracieux comme pour les retenir davantage, les fixer à l'encre indélébile de la mémoire. «De toute façon, dit-il, on prend toujours les photos trop tard.» Pas lui.

DANIELE HEYMANN

► Exposition au Centre Georges Pompidou, Galerie du Forum, jusqu'au 27 janvier.
► Photographies de François-Marie Banier, Denoël/Gallimard, 168 p., 450 F.

THÉÂTRE

Jouer sans frontières

Alida Valli, star du deuxième Festival de la convention théâtrale européenne

BOLOGNE

de notre envoyé spécial

Si la France nourrit cet automne sa sinistrose à l'envi, l'Italie, semble-t-il, ne va guère mieux. Ici comme en France, et plus encore, on ressente la crise de l'Etat et on joue la division jusqu'à l'ivresse. A Bologne, où règne encore l'ex-PCI devenu PDS (Parti démocratique de la gauche), on n'a fini pas de s'interroger sur la riposte politique à opposer à la corruption, à la mafia, à la roquette de l'extrême droite et du racisme.

L'immigration africaine et l'incapacité du Parlement de Rome à mener les réformes constitutionnelles sont les aliments préférés d'une Lega Norte xénophobe et sécessionniste dont la progression électorale symptomatique finit par être prise au sérieux.

C'est donc pas un hasard si Nuova Scena, Teatro Testori, théâtre public de Bologne, a décidé de consacrer le deuxième Festival de la Convention théâtrale européenne à «la réalité de la nouvelle immigration venue des pays du Sud et des pays du tiers-monde, avec un regard plus particulièrement tourné vers l'Afrique occidentale». Pendant neuf jours, du 11 au 19 novembre, dix-sept spectacles ont été présentés, dont plusieurs pour la première fois en Italie, pour un total de vingt-neuf représentations dans six théâtres de la ville et de sa région.

Nuova Scena, créé en 1968 par Dario Fo qui l'a quitté très tôt, est l'un des treize théâtres de onze pays européens qui, il y a deux ans, ont fondé la Coconvetioo théâtrale européenne, une idée lancée par Daniel Benoin, actuel président, metteur en scène et directeur de la Comédie de Saint-Etienne. Ce projet a reçu depuis la bénédiction de la CEE. Association permanente de coproduction et d'échanges - de spectacles comme de personnes et de savoir-faire, la Convention organise chaque année un festival dans la ville de l'un de ses membres. Bologne venant cette année après Saint-Etienne en 1991. Elle devrait prochainement s'élargir. De nombreux contacts, à l'initiative de Claude-Emme Guillaumio, délégué générale de la Convention, ont été pris afin d'organiser le jumelage pour deux ans de chacun des membres de la Coconvetioo avec un théâtre de l'Est.

L'Allemagne au cœur des textes

Le 11 novembre, le Festival s'est ouvert sur le récit Brecht du propre genre de l'auteur allemand et pilier du Berliner Ensemble, Ekkehard Schall. Il parle et chante pendant une heure et trente minutes, accompagné au piano par Karl-Heinz Nehring. Le temps paraît, avec lui, s'être arrêté. Une crécelle, trois chaises, un habit de soirée, et il nous transporte dans l'Allemagne d'avant la chute du mur au cœur des textes, du credo de Bertolt Brecht. Ekkehard Schall croit encore à «socialisme». Il le dit très fort, d'une manière qui étonne et émeut. Quand, en rappel, il

chante *Bilbao*, on se dit qu'après lui personne ne saura chanter Brecht et Weill. Il est le détenteur d'un secret de fabrication près de disparaître (1).

Le lendemain, les festivaliers se rendaient à l'avenue dans un quartier périphérique et triste de Bologne pour découvrir une production du Théâtre de Ravenna. *Personne ne peut couvrir l'ombre*, présentée par le Teatro delle Albe dirigé par Marco Martinelli.

C'était, au son de deux tambours accompagnant joliment la narration en wolof et en italien de deux comtes sénégalais, le premier spectacle - et le premier coup de cœur du public - du regard sur l'Afrique avant que ne soit présenté *Chaco, le roy visionnaire*, de Marouba Fall par le Théâtre national de Dakar.

Saint-Etienne présentait les 16 et 17 novembre son *Oncle Vanja*, de Tchekov, mis en scène par Pierre Debacque autour de Daniel Benoin et d'Anne Alvaro. C'était l'une des deux productions les plus importantes de ce deuxième Festival qui devait culminer les 18 et 19 avec la reprise à Bologne d'une production de Nuova Scena, *Soudain l'été dernier*, de Tennessee Williams, créée au printemps dans une mise en scène de Chérif, qui sait créer pour la scène des univers aux couleurs

chaudes, brûlantes, élégantes récapitulées des passions les plus noires. Il a confié à Alida Valli - qui a déjà joué pour lui les *Paravents* de Genet il y a deux ans - le rôle de Mrs Venable, vieille dame consumée de haine pour celle qui aurait dû devenir sa belle-fille si son fils n'était pas mort, «l'été dernier», mystérieusement.

Dans un décor élegant (dont les finitions pourraient être cependant améliorées) et les très beaux costumes de Tobia Ercolino, la Valli se livre avec simplicité, avec précision, à un duel sans merci avec Raffaella Azzi (Catherine Holly), une jeune actrice qui ne parvient pas toujours à maîtriser ses impulsions mélodramatiques. C'était, avec *Oncle Vanja*, l'un des moments précieux du Festival.

OLIVIER SCHMITT

(1) Ce spectacle sera présenté en décembre à la Comédie de Saint-Etienne.

► Convention théâtrale européenne. Siège social: ASBL, BP 530, Luxembourg. Présidence: Comédie de Saint-Etienne, avenue Emile-Loubet. Tél.: 77-25-01-24.

Le goût du bonheur

Marie Trintignant et François Cluzet vivent leur rêve sur scène

Y A PAS QUE LES CHIENS QUI S'AIMENT

saïe géniale

Sur un toit brisé d'antennes, où git, incongru, un gros fauteuil de cuir, s'introduit un homme égaré. A la poursuite de quelque chose ou de quelqu'un. Du fauteuil où telle la Belle elle était endormie, élit une princesse en tutu gris. C'est elle qu'il cherchait, c'est lui qu'elle attendait. Ils se rencontrent, se reconnaissent, jouent une sorte de marivaudage verbal, fabulaot avec coquetterie, histoire de rester encore un peu sur terre, parmi nous, avant de s'envoler sur un air de tango, dans les étoiles, emportés par les ailes de l'amour.

Marie Trintignant et François Cluzet, qui sont, on le sait par ailleurs de magnifiques comédiens, avaient envie d'être ensemble sur scène comme dans la vie, avec la même complicité, la même cantente. Ils ont failli trouver leur bonheur avec une pièce de Wesker, mais finalement, ce n'était pas ça. Le bonheur est quelque chose avec quoi on ne trie pas. Ils ont décidé de prendre le risque maximum, d'écrire des répliques sans

conséquence apparente, mais qui se répondent, baignent dans l'absurde, qui sont comme des caresses.

Un long travail a été nécessaire pour arriver à cette légèreté, à ces sobriétés-quinze minutes de texte en bulles de savon. Il n'y a pas que les chiens qui s'aiment à été créé au Théâtre de Nice en octobre 1990. Il a été retravaillé sur place, pendant les représentations, et encore après. Sans changement essentiel, simplement pour que la fluidité ne se perde pas. Les amis - Christine Murillo, Pierre Pradinas, Hubert Saint-Macary, Jean-Claude Leguay - sont cités dans le programme - ont assisté aux répétitions, ont donné leur avis, apporté leurs solutions. Il n'empêche: dans le beau décor à trinquettes de Jacques Vozzo, mis en valeur par les éclairages d'Alain Poissac, le spectacle apparait totalement à Marie Trintignant et François Cluzet, il ouvre une fenêtre sur leur univers poétique.

COLETTE GODARD

► Du mardi au samedi à 21 heures. Dénouement à 17 heures. Jusqu'au 31 décembre. Tél.: 47-27-81-15 et 47-27-28-27.

Marie Trintignant une idée de liberté

Marie Trintignant appartient à une génération de comédiennes essentielles au cinéma et au théâtre français. Elles rendent caduque le traditionnel selon lequel ce sont les hommes qui ont les beaux rôles à tenir. Peut-être même vont-elles amener les auteurs à écrire, écrire pour elles, imaginer des personnages à leur mesure: vulnérables sans doute, mais lucides, peu disposés à se soumettre comme à se compromettre. Des personnages qui possèdent une certaine idée de liberté.

C'est pour cette idée que Marie Trintignant travaille. Pour se sentir libre vis-à-vis d'elle-même. Ne pas l'être vis-à-vis d'un metteur en scène ne lui vient pas à l'esprit. S'il en était ainsi, elle s'en irait. Elle, qui paraît si fragile, aime trop le bonheur.

«Pendant des années, je n'étais pas libre, c'est à dire que je ne parvenais jamais à la hauteur de mes rêves. C'était douloureux et j'aimais cette douleur. Puis j'ai compris qu'il pouvait en être autrement. Que si j'apprenais, j'arrivais à me dépasser. A dépasser ma timidité. Quand j'ai essayé d'entrer au Conservatoire, les jurés m'ont dit que j'étais peut-être

douée, mais qu'ils n'en savaient rien car ils ne m'avaient pas entendue.

«Je ne voyais pas le métier de comédienne comme un travail. Mon père (il me disait: je vais jouer. Et moi, j'allais à l'école. J'apprenais très mal, sauf la littérature et l'anglais. J'aimais devenir vétérinaire, puis courrière. J'avais quatorze ans quand j'ai fait mes débuts. J'ai continué dans le désordre, c'est dans le désordre que les occasions se sont présentées. Peu à peu je me suis rendu compte de ce qu'engage le travail. Je prépare beaucoup avant de tourner.

«Je me suis rendu compte également que l'on n'est pas obligé de se déshabiller pour jouer, même si ce déshabillage apporte une certaine satisfaction, même s'il se révèle positif. Bien entendu, cette évolution a suivi les différentes périodes de mon existence. A présent, je ne suis toujours pas arrivée à atteindre mes rêves, mais je me sens libre de les atteindre, ce qui me donne confiance, et de la confiance vient le bonheur.»

C. G.

(1) Marie est la fille de Jean-Louis Trintignant.

NOTES

JEUNESSE

L'HALLUCINÉ de Roger Coman, etc.

On raconte que Roger Coman, apéclatita des films d'épouvante tournés en série se trouve une fois avec des décors libres pendant quelques jours. En bon gestionnaire, il décide de les utiliser en demandant à quelques copains qui travaillent par là de tourner chacun un bout d'histoire. Il y avait Francis Coppola, Jack Nicholson, Monte Hellman, Mark Griffiths. Ils s'y sont mis chacun son tour. Jack Nicholson s'est attribué en outre le rôle d'un jeune officier français rescapé d'un combat napoléonien tombant amoureux d'une mystérieuse jeune fille - Sandra Knight - utilisée par une sorcière pour se venger d'un baron vivant seul dans son château - Boris Karloff qui conserve quelque chose de la démarche sacrée propre à la créature de Frankenstein.

Le film a dû être tourné à peu près dans les conditions d'une sitcom, ce qui n'est pas grave. Plus ennuyeuse est la pauvreté d'un scénario digne d'un conte désinvolte mais qui ne tient pas une heure trente. On s'ennuie un peu, on s'amuse davantage, et on peut à l'aise admirer Jack Nicholson; il était jeune, mince et costaud, avec beaucoup de cheveux et un sourire irrésistible.

C. G.

PARESSE

PENSÉES MORTELLES d'Alan Rudolph

L'interrogatoire de police installe une situation dramatique presque aussi intense que celle d'un procès. On s'identifie à l'interrogé quand il s'empêtre dans des demi-mensonges, tandis que l'interrogateur cherche à le piéger, joue avec lui au chat et à la souris. Voir *Cine et Châtiment*, mais tout le monde n'est pas Dostoevsky. D'ailleurs Alan Rudolph semble plutôt pencher - par exemple - du côté de Hitchcock. Voir l'inconnu du Nord-Express, on comprend pourquoi à la fin, on peut même y penser avant.

L'interrogé est Dani Moore; l'interrogateur Harvey Kalbitz. Le film se passe par retours en arrière. Dani Moore raconte comment son amie d'enfance mariée avec Bruce Willis, un gopet brutal qui lui faisait mener une existence épouvantable, l'aurait tué. L'histoire est censée remonter des passions troubles, façon les *Diaboliques* de Clouzot, avec ce qu'il faut d'actes manqués, d'incohérences, de frustration. Une histoire qui n'est pas plus mauvaise qu'une autre. Malheureusement, tout est tellement téléphoné que plus rien n'est parvenu à nous troubler, n'est ambigu. A partir de là, on se tout simplement affaire à des idiots et ce n'est pas très intéressant. Rajoutez une bonne dizaine de talents siennoux pour signifier le suspense, et vous avez un génie indécorable de talents divers.

C. G.

LA BRETAGNE L'OUÏ ET LA CLARINETTE

La musique traditionnelle angevine, Thierry Robin, qui pratique aussi le jazz, a enregistré, avec ravissement l'ouï du chanteur breton Jean-Baptiste, puis rencontré le joueur de table indien Harmand Khan, en tournée à Angers. Erik Marchand est, lui, d'origine bretonne, mais il a des étranges chants à répons, organisés selon une structure en tulle complexe, des gwerzou, longues épopées épiques, avec leçons morales et érudites saturent la clé. Dans l'Argost et dans les monts d'Arde, on aime aussi le clavier, le dreyenn goal. La rencontre était probable, désirée par Thierry Robin. Encore fallait-il trouver les bons conjoints. L'ouï, merveilleux soutien de la voix, et le chant breton avaient des parents: les structures des *maqam* arabes ne rejoignent-elles pas les gammes non-temporées de la Bretagne? Pour les tables, le problème était entier: comment marier une rythmique courtoise aux envolées illimitées du Rajasthan? A force de travail.

Le résultat est superbe (1). Les gardiens villageois de la tradition bretonne a'y sont retrouvés. Idem pour la Quintet Clarinettes, où joueurs de jazz se mêlent aux sons de la Bretagne nado. Mais, surtout, il y a la voix d'Erik Marchand, tremblante d'une émotion venue du fond des âges.

VERONIQUE MORTAIGNE

(1) Album: Erik Marchand et Thierry Robin, *Chants du Centre-Bretagne*, 1 CD Ocora. Quintet Clarinettes, *Musique d'été*, 1 CD Silex, distribué par Arvidis. ► Lundi 26 à 20 h 30, tél.: 42-74-22-77.

CULTURE

MUSIQUES

Haydn aux croisades

«Armida», opéra peu connu du compositeur viennois en tournée française dans une production aérienne

Malgré la parution d'un enregistrement prestigieux, avec Jessye Norman dans le rôle-titre, *Armida* restait le seul des onze opéras de Haydn à n'avoir pas été encore représenté en France. Aussi est-il à peu près dépourvu d'action dramatique. Tout se passe dans le cœur des deux héros, dans celui de Rinaldo surtout, car il est ici réellement épris d'Armida et non, comme ailleurs, victime seulement d'un charme facile à rompre. Quand ses amis croisés viennent l'arracher des bras de la magicienne sarrasine, Rinaldo ressent autant que son amante la cruauté de cette séparation. Le lien qui les unit est plus puissant que l'antagonisme des racés et des religions.

Les spectateurs de 1784, qui firent le succès de l'ouvrage plusieurs saisons consécutives, durent être sensibles à ce que cette relecture du Tasse offrait de pathétique. Pour les mélomanes d'aujourd'hui, si le ressort dramatique réside davantage dans les paroles difficiles à saisir que dans l'époque des situations visibles, la musique contient des pages saisissantes. L'ouverture présente un exemple, assez rare à l'époque, d'anticipation sur le caractère tragique de l'opéra. Outre les récitatifs avec orchestre pleins d'imprévus (les airs d'Armida principalement), le trio qui clôt le second acte et la scène centrale où les deux amants s'affrontent tour à tour de toute beauté. Enfin, on rencontre dans l'orchestration, dans les modulations, dans la façon de triser les idées musicales et dans l'architecture des morceaux, cette invention toujours en éveil qui distingue le génie de Haydn. Cela dit, sans doute parce qu'il s'agit d'un sujet plus sérieux, la parution d'*Armida* est moins brillante que celle d'*Orlando Paladino*.

Faire d'*Armida* un spectacle

lyrique attrayant, sinon accrocheur, est donc une gageure qui pouvait tenter Christian Gangneron et l'Atelier de recherche et de création pour l'art lyrique qu'il a fondé depuis sept ans. Avec l'ARCAL ont déjà été réalisées une dizaine de productions assez légères pour voyager beaucoup en dehors des maisons d'opéra traditionnelles, et assez séduisantes pour ne pas rebouter un public relativement oisive (1). Après *Orlando de Haendel*, notamment, Christian Gangneron montre, une nouvelle fois, comment il est possible de donner une vie scénique sans vaine animation à des situations plutôt statiques, en suivant l'évolution de la musique : le spectateur tire ses enseignements de la pantomime comme des inflexions vocales.

Emotion et abstraction

Une distribution de jeunes chanteurs est dominée par Sharon Coste, voix souple et touchante, douée d'une véritable présence dramatique, dans un tout autre registre que Jessye Norman : Marc Filograsso (Rinaldo) semble, en comparaison, un peu emprunté et s'il possède les moyens vocaux de ce

□ «Mélomane», journal de Radio-France, bientôt mensuel. — *Mélomane*, premier journal édité par une société audiovisuelle publique, fête en octobre son premier anniversaire. Il abandonnera bientôt (en janvier) son rythme de revue trimestrielle pour devenir mensuel. Il publiera les programmes de France-Musique et de France-Culture-Musique sur douze pages demi-format encartées. Fondé par Claude Samuel, directeur de la musique à Radio France, *Mélomane* n'est pas un parent pauvre de Radio-France. La

publication vit de ses propres ressources : annonces publicitaires et ventes sauvagement son auto-économie. Il est en outre d'un format généreux, bicolore, armé d'illustrations nombreuses et d'un bon peu co-éditionnel. Il est essentiellement diffusé sous forme d'abonnement, et on pourra aussi le trouver dans les grands magasins musicaux pour 18 F. Des tarifs spéciaux sont actuellement proposés (130 F pour un an) et le seroit à tout moment pour les abonnés aux concerts de Radio-France.

GÉRARD CONDÉ

(1) L'ARCAL a désormais partie liée avec le Centre d'art et de culture de la Ferme du Buisson à Marolles-la-Vallée, qui l'accueille en résidence pour trois ans.

► Prochaines représentations : le 30 novembre à Cergy-Pontoise et le 3 décembre au Vésinet. En janvier : à Noisy-le-Grand, Aulnay-sous-Bois, Fontenay-aux-Roses, Tourcoing, Nanterre, Reims, La Rochelle. Et, en février, à Orléans, Sartrouville et Rouen (rems : ARCAL, tél. 64-62-77-00). La saison de l'association Opéra en Ile-de-France, dans laquelle s'inscrit cette production d'*Armida*, présente également en région parisienne la *Battaglia Liberata* et *Così fan tutte* de Mozart, la *Vie parisienne* d'Offenbach et les *Histoires sacrées* de Carissimi et Charpentier (tél. : 42-65-06-58).

La Roumanie écoute français

Résurrection des anciens grands rendez-vous musicaux et création d'une antenne française pour la musique contemporaine

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Il est plus facile de sortir du circuit musical international que d'y rentrer. Les organisateurs du Concours et du Festival international Georges Enesco en ont fait, cet automne, l'expérience. Jugé superflu par le régime Ceausescu (toute attribution de prix, dans quelque domaine que ce soit, faisait de l'ombre au dictateur), le concours, qui comptait Leonid Kuchuk, Lupu ou Alexeev parmi ses lauréats, a été supprimé et le festival, qui a survécu tant bien que mal, n'était plus que le souvenir d'un rendez-vous autrefois attractif.

La reprise du concours (piano, violon, chant, et à partir de cette année, composition) a dû surmonter tous ces handicaps. On ne s'attendait pas que les candidats aient été pour la plupart des autochtones, suivis de loin par des Albanais, heureux de tenir, pour la première fois, l'expérience du «Far North» et des Moldaves de Bessarabie, accueillis avec affection seulement, car la russification qu'ils ont subie n'est pas allée jusqu'à rendre plus performant l'enseignement musical. Cela dit, les interprètes produits par l'école roumaine se sont montrés capables de soutenir, presque seuls, l'intérêt musical d'une compétition au programme sans complaisance.

Le festival (douzième du nom), qui a eu lieu en même temps que le concours, aurait dû porter la mention «nouvelle série» : cette manifestation, qui a vu défiler par le passé Karajan, Richter et Rubinstein, Stern, Szeryng et, fidèle entre les fidèles, Yebudi Menuhin, n'était plus que son ombre. Il a tout pour reproduire du souffle, s'il ne se limite pas à s'imiter soi-même. Son modèle

date du temps où il y avait beaucoup moins de rencontres similaires dans le monde. Surtout, le rideau de fer qui, culturellement, a eu quelque retard à tomber, n'avait pas éloigné les grands noms de la musique des salles de concert roumaines.

En Roumanie, tout festival a par principe le public de son côté, ce public qu'on croyait définitivement clôturé chez lui en train de regarder *Ciel mon mardi* ou les conseils culinaires (surréalistes dans le contexte économique du pays) de Michel Oliver, repris par TV5 Europe. C'est là-dessus que tablait l'association parisienne Nova Musica lorsqu'elle a décidé d'organiser à Bucarest le premier Festival de musique contemporaine française. Mais, entre-temps, un hiver rude et précoce a pointé son nez et les Roumains ont dû réfléchir à deux fois avant de se décider à se séparer de leurs coutelles.

S'évader

du milieu quotidien

Cependant, et bien qu'organisé un peu avec les moyens du bord, cette première édition a frappé l'opinion, surtout dans les milieux spécialisés. Il est vrai que l'Institut français de Bucarest (qui compte parmi ses parrains des personnalités comme Henri Focillon et qui a employé Roland Barthes en tant que bibliothécaire) a trouvé, entre un colloque dédié à Cioran et un important cycle consacré au ballet contemporain français, le temps et la volonté de s'y investir.

Le saxophoniste Daniel Kientzy, directeur artistique de Nova Musica, a voulu «organiser un voyage au cœur [créatif] de la musique française». Pour cela, il a pris le risque de présenter au public roumain des compositeurs

peu connus dans le pays et des modes d'expression nés il n'y a pas si longtemps, comme le concert «avoué» des musiques électroacoustiques, dont l'avantage annexé est d'être économique : les bandes magnétiques n'engagent pas de frais d'hébergement. Ainsi de la journée consacrée au Groupe de recherches musicales de l'INA.

Avec György Kurtág (junior) et Frank Royon Le Mée, Daniel Kientzy animait *Conté des Rix*, un spectacle d'improvisation (pardon : d'«écriture collective en temps réel») divertissant, truffé d'allusions piquantes, légèrement insolent. Les auditeurs roumains, peu habitués, ont pris tout au sérieux. En Roumanie, on ne plaisante pas encore avec un art qu'on a longtemps idolâtré comme moyen de s'évader du terrible quotidien.

Au contraire, la nouveauté, assumée comme telle intellectuellement, ne les effraye pas. Le concert dédié exclusivement à l'angoisse Xenakis, avec de la musique de chambre et pour bande, interprété par des musiciens autochtones (excellents !), a répondu parfaitement à ce qu'un mélomane bucarestois pouvait attendre de ce festival.

La radio roumaine prêtait à Nova Musica ses deux formations orchestrales. On a pu ainsi écouter des œuvres de Guy Reibel, d'Ivo Malec, de Bernard Cavaux. Une certaine tension fut sensible entre les musiciens et le chef d'orchestre Cornel Dumbraveanu, chef fixé aux Pays-Bas, aux exigences peut-être utopiques. Cela n'a pas empêché Daniel Kientzy de montrer dans le *Concerto* de Camille Roy sa désinvolture, sa technique et son esprit incisif habituels.

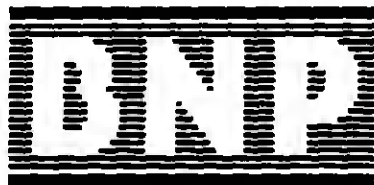
COSTIN CAZABAN

La France compte sur ses PME/PMI, les PME/PMI peuvent compter sur la BNP.

La France sait qu'elle peut compter sur ses PME/PMI. Elles constituent un des atouts maîtres de l'économie française. Les PME/PMI savent qu'elles peuvent compter sur la BNP. Depuis toujours nous sommes là, avec elles, dès leur création, et à toutes les phases de leur développement pour financer leurs investisse-

ments et leurs activités en France comme à l'étranger.

Les chefs d'entreprise l'ont bien compris : aujourd'hui 32 % des PME/PMI sont clientes de la BNP, alors qu'elles étaient déjà 28 % en 1988 (source SOFRES). Cette progression confirme la BNP comme la 1^{re} banque des PME/PMI.



BNP. TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER.

بنك بى ن بى

22 Les banques autrichiennes préparent l'intégration européenne
L'Etat minoritaire dans le capital de la société autoroutière de la Maurienne

23 Les tribulations de l'Uruguay Round
24 Le projet de contrat de plan 1991-1994 de la Poste

30 Marchés financiers
31 Bourse de Paris

BILLET

Prix de la santé
et du tabac

L'Assemblée nationale devait confirmer lundi 25 novembre une décision qui elle avait déjà prise en première lecture fin avril : celle de revenir sur une mesure un peu folle prise en janvier 1991 dans le cadre de la loi Evin, relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme.

On se souvient que, animés des meilleures intentions du monde, les députés avaient voté fin 1990 un texte interdisant à l'INSEE de prendre en compte le prix du tabac dans le calcul de l'indice. Il s'agissait pour les élus de la nation de participer à la grande croisade entreprise pour améliorer la santé et réduire ses coûts exorbitants. Plusieurs éminents professeurs — Got, Dubois, Tubiana, Hirsch, Grémy — avaient recommandé de tripler les prix du tabac sur trois ans pour freiner sa consommation. Bien évidemment, l'effet d'une telle mesure aurait été ravageur sur l'indice des prix, à un moment où toute la stratégie gouvernementale était basée sur la désinflation et le franc fort. Pour tourner la difficulté, des esprits malins imaginèrent de retirer le tabac de l'indice. Il suffisait d'y penser, et la loi Evin fit à l'INSEE l'interdiction qu'on sait. Simplicité ne veut pourtant pas dire raison : depuis qu'il existe, l'indice de l'INSEE est toujours gêné. Aussi, dans le passé, les gouvernements et les groupes de pression ont-ils souvent voulu le modifier. Mais la connaissance scientifique s'accommodait mal, et même pas du tout, de telles préoccupations. Le tabac aujourd'hui, et pourquoi pas, demain, l'alcool, qui cause tant d'accidents de la route ? Les protestations des économistes et des statisticiens — sur le thème « Empêcher l'INSEE de calculer un indice représentatif des consommations véritables, c'est empêcher l'INSEE de penser », c'est l'empêcher de faire progresser la connaissance — ont été entendues. L'Assemblée nationale a profité de la loi Neiertz pour revenir sur une interdiction dont seul le Sénat semble ne pas voir le caractère absurde.

Il reste que les professeurs Got, Tubiana, Hirsch, Dubois et Grémy ont raison de se battre pour qu'on fasse quelque chose. La meilleure solution pourrait être de calculer — à côté de l'indice INSEE — un indice des prix hors tabac, qui servirait seul de référence au SMIC. Et, pour assurer la crédibilité d'une telle mesure, de la négocier au niveau européen puis mondial, comme le proposent les professeurs.

ALAIN VERNHOLES

Avec 27 000 emplois dans la défense

L'Aquitaine va souffrir de la réduction des dépenses militaires

BORDEAUX

de notre correspondante

Les restrictions du budget de la défense dès 1992 et les incertitudes de la future loi de programmation militaire, qui devrait courir jusqu'en 1997, font peser des menaces sur l'avenir du pôle aéronautique et spatial en Aquitaine. Ce pôle est en effet uniquement axé sur les industries de défense.

D'abord pris de court, les responsables locaux ont commencé à réagir. Sans attendre, les salariés du secteur les avaient précédés en septembre et en octobre. Ils ont débrayé et manifesté à plusieurs reprises. Il semble acquis que le groupe Aéronautique doit supprimer quatre cents emplois d'ici à 1994. Plus de cent cinquante emplois disparaîtront à la Société européenne de propulsion (SEP) de Bordeaux, et la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE) traverse

actuellement une période de chômage partiel qui pourrait être suivie par des licenciements.

Aujourd'hui, les élus et les responsables régionaux montent au créneau pour défendre l'avenir d'un secteur qui fait vivre, directement ou indirectement, 27 000 personnes en Aquitaine. La plupart des firmes travaillant pour la défense sont présentes dans la région : Aéronautique, SEP, SNPE, Dassault, Thomson, CAEPE, Sextant Avionique, CEA, ECEP. Le 12 novembre, une conférence régionale a rassemblé à Bordeaux élus, investisseurs, chercheurs, industriels et représentants du personnel. Des études ont été lancées pour élaborer un plan d'action basé sur la formation, la recherche et l'aide aux PME sous-traitantes, nombreuses dans la région. Le comité économique et social régional doit réaliser « une évaluation de la situation et des conséquences à court et

moyen terme pour l'emploi et l'intégrité de l'appareil de production ».

Le président du conseil général de Gironde, M. Philippe Madrelle (RS), propose « la signature d'un contrat de conversion avec l'Etat et les grandes entreprises concernées » afin de permettre « à très court terme le maintien des équipes et capacités d'étude de haut niveau » et à long terme « une stratégie de diversification » des établissements vers l'industrie civile. Le conseil régional d'Aquitaine, présidé par M. Jean Tavernier (RPR), envisage pour sa part de se doter, dès 1992, d'un « fonds d'aide aux mutations de l'industrie de défense de l'aéronautique et de l'espace ».

Au-delà de l'inévitable concurrence politique en période électorale, un certain consensus s'est établi pour plaider la cause d'une région dont l'industrie militaire est, avec l'agriculture, le principal atout économique.

GINETTE DE MATHA

Dans un rapport au président de la République

La Cour des comptes dénonce le régime « inadapté et illogique »
des relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales

M. Pierre Arpaillange, premier président de la Cour des comptes, devait remettre le 25 novembre au président de la République un rapport intitulé : « La gestion de la trésorerie et de la dette des collectivités territoriales ». Destiné à une large diffusion, ce document a été rédigé conformément à la communication faite au conseil des ministres du 3 janvier : le gouvernement avait alors décidé d'encourager la Cour à rédiger des enquêtes sur des sujets qu'elle estime importants, dans des fascicules distincts du rapport annuel qui, chaque année à la fin juin, multiplie les critiques sur la gestion publique et donne lieu à une large publicité.

Le rapport, publié le 25 novembre, comporte deux parties distinctes, la première analysant le cadre juridique et financier des relations entre l'Etat et les collectivités locales et la seconde, plus concrète, car étayée sur des exemples précis, dénonçant des pratiques aventureuses, voire illégales, de villes, départements et régions.

Avec la décentralisation, le poids financier des collectivités s'est considérablement accru puisque leur budget atteint environ 700 milliards de francs et les prélèvements obligatoires qui représentent les impôts locaux, 5,9 % du produit intérieur brut, au lieu de 4,6 % en 1980. Les concours et transferts financiers de l'Etat aux collectivités locales ont, eux aussi,

beaucoup progressé : 233 milliards en 1990.

« Le cadre juridique de la gestion des finances locales depuis dix ans n'a que peu tenu compte des importantes modifications dans le paysage législatif et réglementaire qui désormais les encadre », constate la Cour. Paradoxe : les ressources des collectivités dépendent, pour l'essentiel, de l'Etat et leurs deniers sont détenus et maniés par des comptables publics, fonctionnaires d'Etat. C'est l'Etat qui détermine les bases des impôts locaux et, dans certaines limites, les variations autorisées des taux. Le recouvrement des impôts est confié aux percepteurs du Trésor. L'Etat accorde aux collectivités des concours variés et aléatoires : il en fixe le montant et la répartition. Et définitivement, sur 100 francs d'impôts locaux, l'Etat intervient sur 75 francs.

Trésorerie

« strictement contrainte »

Quant à l'emprunt, les collectivités sont libres d'y recourir et les relations entre une ville et un banquier, affranchies de la tutelle administrative, ont pris un tour commercial. « Mais, écrit la Cour, si la gestion de la dette est totalement libérée, celle de la trésorerie demeure strictement contrainte. Les fonds disponibles de ces collectivités doivent obligatoirement être déposés au Trésor, sans rémunération ; la trésorerie doit être constamment positive, faute de quoi les paiements sont interrompus. » Cette situation contradictoire et franchisée « est sans égale dans les pays étrangers comparables », depuis le cadre très libé-

ral du Portugal, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, jusqu'au régime plus contrôlé de l'Italie.

Les collectivités, notamment les grandes, n'ont pas tardé à mettre en cause ce dispositif traditionnel en faisant valoir — appuyées en cela par le système bancaire — qu'au temps de la suppression des contrôles, il leur était dommageable de laisser improductive une trésorerie qu'elles préféreraient placer avec profit. La Cour remarque toutefois : « L'analyse a mis au jour des flux financiers croisés entre l'Etat et les collectivités dont le solde n'est pas aisé à déterminer. »

Comptabilités
« pas toujours sincères »

En effet, l'Etat prête pour leur compte les impôts des collectivités et leur verse par douzièmes des avances correspondant aux recettes escomptées. Pour cela, il se fait payer une commission. « En fait, l'Etat ignore le montant exact des impôts locaux qu'il recouvre. Les sommes versées aux collectivités correspondent bien au vote de chacune des assemblées locales ou régionales, mais rien ne permet de savoir si le produit encaissé par le Trésor est égal à la somme définitive qu'il reverse. Les deux systèmes — recouvrement et versement — fonctionnent selon leur logique propre sans lien entre eux et les collectivités sont privées de tout moyen de contrôle. »

Plusieurs exemples de gestion financière irrégulière ont été établis à partir des travaux de vingt chambres régionales des comptes.

Ainsi le département des Hauts-de-Seine a transféré une partie de sa dette à un groupement

économique qu'il a créé, ce qui permet de réduire massivement des disponibilités excessives et revient à placer des fonds libres en dehors du Trésor.

— Les communes du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône), Amilly (Loiret), Angoulême ou Nice ont eu recours à des intermédiaires financiers et cabinets dans des conditions qui se sont révélées fâcheuses.

— A Gravelines (Nord), les avances de l'Etat ayant tardé en 1990, la commune a dû utiliser une ligne de trésorerie.

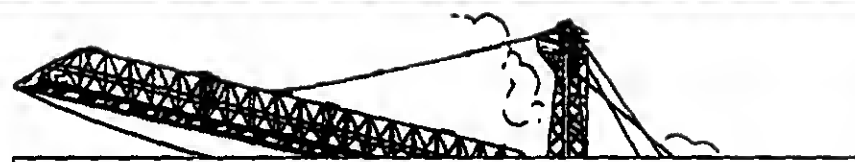
— Le conseil régional d'Auvergne, en revanche, a dû attendre longtemps que l'Etat lui rembourse des aides européennes.

— Le département de l'Hérault a constaté des avances de trésorerie importantes à divers organismes, ce qui est irrégulier, d'autant que ces sommes ont été manipulées par des personnes de droit privé.

— Le département des Bouches-du-Rhône a conclu des emprunts au Crédit agricole alors qu'il n'en avait pas besoin.

En conclusion de son enquête, la Cour dénonce « une réglementation illogique, incertaine et inadaptée », ainsi que des comptabilités « pas toujours sincères » ou « rudimentaires ». Il sera nécessaire à l'avenir, estiment les magistrats, de tenir compte de la situation des « satellites » (sociétés d'économie mixte ou associations) qui gravitent autour des collectivités locales, dans les comptes desquels se dissimulent souvent les risques encourus ou les défaillances déjà enregistrées.

F. Gr.

CEUX QUI EN 1983 ET 1984 ONT PARTICIPÉ AUX
EMPRUNTS "RÉGION ÎLE-DE-FRANCE"
AVAIENT DOUBLEMENT RAISON.

En six ans notre volume d'investissements a été multiplié par 2 fois 1/2. Sur un budget de 10,6 milliards de francs en 1991, la Région d'Ile-de-France consacre plus de 73 % au financement des investissements publics. Près de 26 % de ce budget ira aux transports en commun et aux infrastructures routières. Près de la moitié permettra la construction, la rénovation et le fonctionnement des lycées ainsi qu'un effort continu en faveur de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Première région française par sa population, son dynamisme, ses innovations financières, la Région d'Ile-de-France vous propose d'échanger aujourd'hui ses titres émis en 1983 et 1984 contre de nouveaux titres 1991. Les avantages de cette offre sont clairs : rendement, sécurité, simplicité de l'opération.

La Région d'Ile-de-France réaffirme ainsi sa volonté de poursuivre le développement social, économique, culturel de la collectivité.

MODALITÉS DE L'OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE

Prix de reprise de vos anciennes obligations : 116,54 % pour la 15 % 1983 et 117,87 % pour la 14 % 1984.

Ce que vous obtenez en échange :

Des nouvelles obligations offrant un coupon de 14,20 % les 5 mai 1992 et 1993 puis de 10 % les 5 mai des années suivantes.

Parité d'échange :

- contre une obligation 15 % 1983 : une obligation nouvelle ;

- contre une obligation 14 % 1984 : une obligation nouvelle plus une souche de 66,50 FRE.

Nominal : 5 000 FRE.

Prix de souscription : 116,54 %.

Durée : 7 ans et 141 jours.

Date de remboursement : 5 mai 1999.

Taux de rendement actuariel : 9,47 %.

SAO du 14 novembre 1991. Une note d'information ayant reçu le Visa n° 91-436 du 12 novembre 1991 est tenue gratuitement à la disposition du public, 231 rue de Valenciennes, 75015 Paris.



هذا من اجل

شباب في السوق

ÉCONOMIE

EQUIPEMENT

Transformation d'un statut juridique

L'Etat sera minoritaire dans le capital de la société autoroutière de la Maurienne

LYON

de notre bureau régional

Réuni à Lyon, le conseil d'administration de la Société française du tunnel routier du Fréjus (SFTRF) a accepté la transformation de son statut juridique, qui devrait lui permettre d'obtenir la concession de la construction d'une autoroute de 63 kilomètres, dans la vallée de la

Maurienne, en Savoie. Candidat déclaré, dès l'origine, pour réaliser cet ouvrage de liaison entre la France et l'Italie, M. Pierre Dumas, président de la SFTRF, sénateur (RPR) de la Savoie et vice-président du conseil régional, avait toutefois posé en préalable le maintien du caractère régional de cette société, dont le capital est actuellement détenu à 65 % par les collectivités locales

et les organismes consulaires. A l'issue de longues négociations, MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et Paul Quilès, ministre de l'équipement, ont accepté le statut dérogatoire revendiqué par la SFTRF.

A la faveur d'une augmentation de capital de 35 millions de francs, Autoroutes de France (bras séculier de l'Etat) devrait

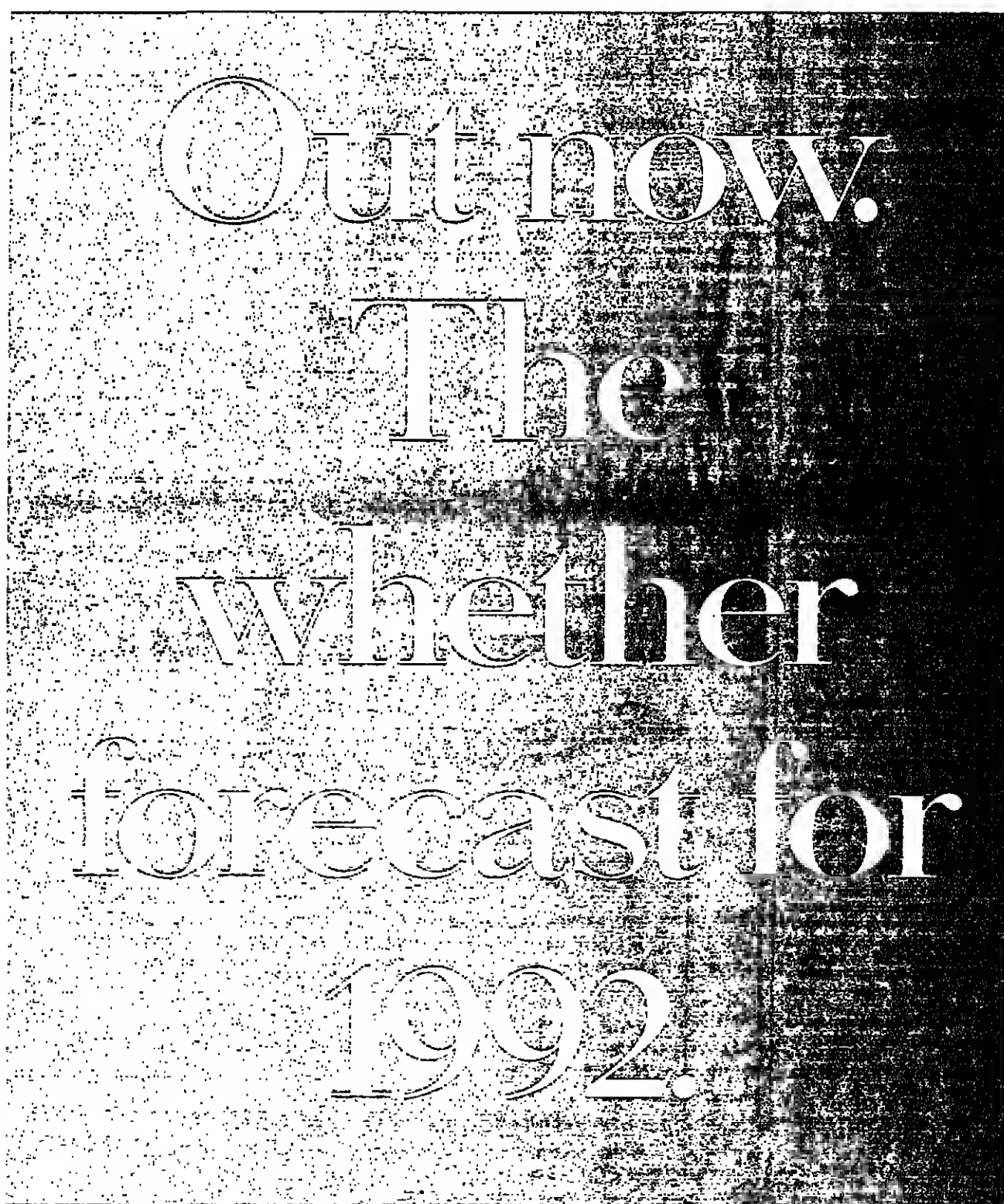
occuper une position minoritaire avec 49 % des parts, incluant celles de sociétés publiques et nationales (banques, compagnies d'assurances...), ce que, pour l'instant, l'Etat a refusé aux autres sociétés concessionnaires.

M. Dumas a accepté ce compromis, qui réduit à 47 % la proportion des collectivités territoriales.

M. D.

ECON

European Quality Newspaper



Want to know whether the world will be a richer or a poorer place next year?



Whether Europe's market will arrive on time or not?

Whether there's a future at all for wrist-watch telephones?

Or whether the next Olympics will be the last of its kind? Don't visit a clairvoyant.

Visit your newsstand and get a copy of 'The World in 1992', from The Economist Publications.

It's written by top politicians, journalists, analysts and academics.

And it's packed with prophecies and predictions about the way the world will be in 1992.

It's colourful, controversial, often enlightening and always an entertaining read.

A copy awaits you at any forward-looking newsstand.

PUBLICATIONS

Traduction du texte ci-dessus
Vient de paraître : Le Bulletin des prévisions 1992.

Déterminez-vous :
Si l'un prochain le monde sera plus riche ou plus pauvre ?
Si le marché européen se fera à l'heure due ?
Si les technologies-marchés-bénéficiaires ont vraiment un avenir ?
Ou si les prochaines années s'apparenteront à une succession de crises ?
Prenez-vous, auprès de notre marchand de journaux, un exemplaire de 'The World in 1992', publié par The Economist Publications.
Rédigé par des hommes politiques, des journalistes, des analystes et des universitaires de haut niveau, il est bourré de prévisions et de prédictions sur ce que sera le monde en 1992.
Haut en couleur, il rendra la conversation, les débats politiques et les débats d'opinion plus intéressants.
Un exemplaire vous attend chez tous les marchands de journaux d'avant-garde.

CORRIERE DELLA SERA

THE INDEPENDENT

Le Monde

Städteutsche Zeitung

ÉTRANGER

Après quarante-cinq ans de surprotection

Les banques autrichiennes préparent l'intégration européenne

L'Autriche a franchi début novembre la dernière étape sur la voie de la libéralisation des mouvements de capitaux, mesure importante pour les banques du pays, qui préparent leur entrée dans le grand marché européen après avoir vécu pendant plus de quarante-cinq ans dans un secteur nationalisé surprotégé.

VIENNE

de notre correspondant

Plus avancée sur la voie de la dérégulation financière que certains pays de la CEE - les Autrichiens peuvent désormais librement ouvrir des comptes à l'étranger, y acheter des titres de valeur, et le marché autrichien est ouvert aux investisseurs étrangers, l'Autriche devrait cependant rapidement adapter sa législation financière au droit européen.

La loi sur la réglementation des devises datant de 1946 est toujours en vigueur - les mesures de libéralisation ont été décrétées par la Banque nationale - et doit être modifiée le plus vite possible pour adapter la législation aux réalités. L'espace économique européen (EEE), entre la CEE et l'ALE (Association européenne de libre-échange) à partir de 1993, imposera au secteur bancaire l'acquis communautaire en la matière bien avant l'adhésion de l'Autriche à la CEE prévue au plus tôt en 1995. Une nouvelle loi sur les banques devra notamment régler le libre accès des établissements étrangers.

Pour réanimer le marché financier par une plus grande diversification de l'offre, la législation en vigueur devrait être dépeçonnée pour autoriser notamment des émissions à court terme.

Une véritable fièvre

« Les chances de créer un marché d'émissions florissant restent cependant réduites tant qu'il existe des formes multiples de subventions aux crédits qui détournent les entrepreneurs du recours au marché financier », estime M. Anton Stauzel, directeur de la section de contrôle des banques et de la Bourse au ministère des finances.

Pour relever le défi de l'intégration européenne, le petit monde bancaire autrichien est depuis un an saisi d'une véritable fièvre de réorganisation, de restructuration et de fusion, pour faire acquiescer aux banques des dimensions leur permettant de mieux affronter la concurrence européenne.

La première grande opération de fusion début octobre entre la Zentralbank et la Laenderbank, respectivement la troisième et la quatrième banque du pays, a abouti à la création de la Bank Austria. Première banque d'Autriche avec 9 500 employés et une somme au bilan de 482 milliards de schillings (un peu plus de 230 milliards de francs), la Bank Austria l'occupe cependant que le cinquième rang parmi les banques européennes. Dans ce « mariage », la Laenderbank, à 50 % entre les mains de l'Etat, a

apporté de multiples participations

industrielles (plus de 200 entreprises avec quelque 19 500 employés) et la « Z », la plus grande caisse d'épargne, sous le contrôle de la municipalité de Vienne, son réseau impressionnant de filiales et un ensemble important d'entreprises municipales (hôtels, restaurants, piscines, etc.). En dépit d'une loi adoptée en mars dernier sur la privatisation des établissements bancaires, la Bank Austria restera sous le contrôle de la ville de Vienne et de l'Etat (22 %). Et d'autres fusions se préparent sur le secteur bancaire, qui réalise 5,1 % du produit intérieur brut (PIB) et emploie 79 000 personnes.

Le talon d'Achille des 1 210 banques autrichiennes est leur faible rentabilité, leurs effectifs pléthoriques et leur réseau trop dense de filiales (une filiale pour 1 350 habitants). Conséquence : les frais de personnel totalisent 70 % des dépenses. Autre handicap des établissements - qui ont enregistré en 1991 pour la dixième année consécutive un recul net de leurs résultats d'exploitation - face à la concurrence européenne : offre modeste de services haut de gamme (faible part des commissions dans les revenus), qui ne fournissent que 19 % des revenus contre 80 % en provenance des opérations primaires (livrets d'épargne, crédits).

Sur les faiblesses structurelles vient de se greffer un autre problème qui risque d'hypothéquer l'avenir des banques autrichiennes : les crédits non garantis de l'ordre de quelque 56 milliards de schillings aux pays de l'Est, dont 21 milliards à l'Union soviétique. L'Autriche est, derrière l'Allemagne, la France, le Japon et l'Italie, au cinquième rang dans la liste des créanciers de l'Est avec au total 120 milliards de schillings de crédits ouverts. L'annonce faite par le vice-directeur de la Banque soviétique de commerce extérieur, M. Anatoly Niskov, sur les réserves en devises épuisées de l'URSS a donné des frissons dans le dos aux directeurs des banques autrichiennes concernées. En 1990, la dette bulgare a coûté quelque 7 milliards de schillings aux banques autrichiennes.

L'ouverture européenne mettra en cause une spécificité chère à l'Autriche : l'anonymat du livret d'épargne, « pilier de l'épargne » depuis plus de cent cinquante ans, comme l'a souligné M^{me} Maria Schumacher, présidente de la Banque nationale. Bien que les banquiers autrichiens assurent que ce livret anonyme n'a rien à voir avec le blanchiment d'argent d'origine criminelle, mais relève plutôt du domaine de la fraude fiscale, on ne croit guère, dans les milieux bancaires, à la survie de l'anonymat au-delà de l'entrée du pays dans la CEE.

Selon une analyse de la Creditanstalt, la stratégie de survie des banques autrichiennes dans un marché à concurrence acharnée devrait amener les établissements à se cantonner à des segments de marché ou à choisir une approche régionale adaptée à leurs atouts spécifiques, en l'occurrence le marché est-européen.

WALTRAUD BARYLI

Une proposition d'agents de change danois

La création d'une Bourse nordique commune est mise à l'étude

COPENHAGUE

de notre correspondant

Trente et un membres de l'Association danoise des agents de change ont pris l'initiative de proposer à leurs homologues des quatre autres pays scandinaves la création d'une Bourse nordique commune, capable de concurrencer avec le maximum d'atouts les principales places financières européennes.

Cette idée a été très favorablement accueillie à Oslo et à Stockholm, où les syndicats d'agents de change ont décidé de l'analyser dès leur prochaine réunion plénière. Il y a quelques années encore, les Bourses de pays scandinaves se limitaient à des opérations strictement locales. Seules les obligations et les actions émises dans le pays même y étaient cotées. Ce n'est que

très récemment, avec l'évolution de la CEE, que la Bourse de Copenhague a commencé à coter des actions de sociétés suédoises et norvégiennes. Le rapprochement CEE-AELE leur a ouvert de nouvelles perspectives, tandis que la technologie de pointe renforçait leur coopération au niveau purement pratique.

Aujourd'hui, elles sont reliées entre elles par le système électronique Nordquote qui, pour fonctionner, demande encore quelques mises au point. Si les uns et les autres parviennent à se mettre d'accord assez vite - et l'ouverture du marché unique en 1993 devrait les y pousser - cette Bourse nordique pourrait déjà être inaugurée en janvier 1994.

CAMILLE OLSEN.

ÉCONOMIE

Les tribulations de l'Uruguay Round

La Communauté européenne se montre déçue par le raidissement américain dans les négociations commerciales

L'Uruguay Round est en panne, autant le dire. La semaine passée, le négociateur de la CEE, M. Guy Legras (directeur général de l'agriculture à la Commission européenne), et celui des États-Unis, M. Richard Crowder, se sont séparés après avoir constaté qu'il n'était pas possible de rapprocher suffisamment les positions pour aller de l'avant. En visite à Tokyo lundi 25 et mardi 26 novembre, M. Frans Andriessen, le commissaire européen chargé des relations extérieures, devait discuter de l'évolution des relations commerciales entre l'Europe et le Japon.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Les espoirs nés de la volonté de mouvement manifestée par le président George Bush, lors du sommet CEE-États-Unis, le 9 novembre à La Haye (le Monde du 12 novembre), ont été déçus. Les Européens reprochent aux Américains d'avoir raidi leurs positions. Il est vrai que les 18 et 19 novembre, les ministres de l'agriculture de la CEE avaient, de leur côté, adopté une position qui ne donnait guère de marge de manœuvre à M. Legras, leur négociateur.

Ce contretemps a fait resurgir les divergences entre les Douze, comme ce a témoigné la réunion du Comité de l'article 113 (il rassemble les plus hauts fonctionnaires chargés du commerce extérieur dans les États membres) qui s'est tenue vendredi 22 novembre à Genève. La moitié des délégations (dont le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas) a plaidé pour une reprise rapide des contacts avec les Américains, exprimant son soutien aux tentatives de médiation que poursuit l'entrepreneur M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT. Celui-ci vient de présenter un document de trente-neuf pages, guide pour la négociation agricole et amorce de compromis, que les Français rejettent comme faisant trop peu de cas des thèses de la CEE.

La recherche d'un compromis équilibré

Au cours de cette réunion des Douze, le représentant britannique a expliqué que les ministres de l'agriculture ne pouvaient être les seuls arbitres des intérêts de la Communauté. L'autre moitié des États membres (dont la France, l'Italie, l'Espagne, la Belgique) a préféré mettre en relief l'absence de mobilité des Américains. M. Jacques Desponts, directeur de la DREE (la direction des relations économiques extérieures du ministère des finances), a tenu un discours très ferme, expliquant qu'il n'y aurait

pas d'accord si on ne parvenait pas à un compromis équilibré.

Les Français semblent convaincus que le GATT ne constitue plus une priorité pour l'administration de Washington, celle-ci voyant dans la perspective d'un accord, comportant forcément des concessions, autant d'inconvénients que d'avantages sur le plan électoral. Selon eux, elle campera donc désormais sur des positions très raides, en agriculture mais aussi dans d'autres secteurs. A leurs yeux, les positions radicales auxquelles s'accrochent les Américains en matière de subventions constituent une menace grave pour l'industrie aéronautique européenne. Ils constatent aussi le refus des États-Unis de renoncer à l'usage des mesures de rétorsion commerciales unilatérales (la section 301 du Trade Act) qui sont contraires au GATT. A propos de l'agriculture, ils remarquent qu'au cours des jours passés, M. Carla Hills (le principal négociateur américain) a écopé à M. Elisabeth Guigou, ministre française des affaires européennes, ainsi qu'à M. Edward Madigan (le secrétaire à l'agriculture) et M. Louis Merz, la modeste de leur marge de manœuvre.

Les représentants français, confrontés à la colère paysanne et aux critiques des organisations professionnelles, donnent parfois l'impression de s'accommoder du prétendu immobilisme des États-Unis. «Ceux qui ne veulent pas d'accord au GATT ont le secret espoir que les

Américains ne bougeront pas», accuse un haut fonctionnaire bruxellois.

De fait, les dirigeants de la Commission ont, d'une double manière, une analyse très différente que celle de ces Cassandre parisiens. Convaincus que le président Bush considère un accord au GATT, gage de reprise aux yeux de ses industriels, comme un élément positif en vue des élections de 1992, ils ne doutent pas que les Américains bougeront finalement à Genève. Surtout, ils estiment que la Communauté, plus que jamais, a besoin d'une conclusion harmonieuse de l'Uruguay Round.

Union politique, réforme de la PAC

C'est vrai parce que les Douze sont demandeurs en matière de libéralisation des échanges de services, de renforcement de la protection intellectuelle, d'accès aux marchés, et qu'il y a là des intérêts à défendre tout aussi réels que ceux de l'agriculture. C'est vrai parce qu'un échec de l'Uruguay Round signifierait un regain de tensions transatlantiques, source de discorde entre les Douze, qui ne pourrait qu'entraver la marche vers l'union politique, et, dans l'immédiat, gêner le bon déroulement du Conseil européen de Maastricht, les 9 et 10 décembre prochains.

Mais c'est vrai surtout parce que l'objectif prioritaire de la CEE est de réussir la réforme de la politique

agricole commune (PAC). Celle-ci, les gouvernements des Douze en sont convaincus, est incontournable et la France semble avoir admis qu'elle a intérêt à approuver le projet conçu par la Commission. S'agissant des céréales, qui sont aussi au centre des négociations du GATT, ce projet s'analyse comme une modification du régime de soutien dont bénéficient les producteurs (fortes baisses des prix, compensées par des versements directs), une diminution de la production par le biais de programmes de gel des terres, une réduction des exportations subventionnées vers les pays tiers, mais une reconquête du marché intérieur de la CEE (celle-ci est essentielle pour les Français, dont 70 % des exportations agricoles sont d'ores et déjà destinées aux autres États membres).

Ce programme peut et doit s'appuyer sur un accord au GATT. Plusieurs dispositions en discussion peuvent y concourir. «Nous avons un intérêt certain à ce que notre réforme trouve des contreparties, soit accompagnée de l'extérieur. Si n'y a pas d'accord avec les Américains, nous serons vulnérables et la réforme sera hypothéquée», souligne un des principaux négociateurs de la Commission. Seuls les partisans d'un statu quo, source de toutes les frustrations, ne devraient pas l'admettre.

PHILIPPE LEMAITRE

Contestation de la réforme de la politique agricole commune en Italie

Plusieurs centaines de milliers de paysans en colère ont manifesté à Rome

Plusieurs centaines de milliers d'agriculteurs italiens (400 000 selon les organisateurs) ont défilé samedi 23 novembre à Rome pour exprimer leur refus de la réforme de la politique agricole commune (PAC), qui les contraindra à réduire leurs productions.

Le président de la confédération des agriculteurs (Coldiretti), M. Arcangelo Lobianco, définissant la réforme actuellement en discussion à Bruxelles comme «une tromperie», a lancé un appel au président du conseil, M. Giulio Andreotti, afin qu'il snuicenne auprès de ses partenaires européens un secteur «smbroint dans une crise irréversible».

«Si un ministre n'est pas en mesure de défendre les intérêts du secteur agricole, qu'il change de métier et que ce soit le président du conseil qui le fasse», s'est écrié le président de la Coldiretti, attaquant durement le ministre de l'agriculture (démocrate-chrétien), M. Giovanni Goria. «La politique nationale et celle de la Communauté sont en train de nous trahir depuis dix ans. Nous sommes las de voir les agriculteurs traités comme des morionnettes.» (AFP.)

SOCIAL

L'ANPE doit impérativement augmenter sa part de marché

«Nous ne partons pas du marché du recrutement doit impérativement augmenter», déclare M. Jean-François Colin, nouveau directeur de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) dans un entretien publié lundi 25 novembre par les Echos. «Nous ne partons pas du marché du recrutement, ni à lutter efficacement contre son caractère sélectif et inégalitaire qui concerne les chômeurs de longue durée, les jeunes sans qualification ou certaines catégories de femmes», estime M. Colin, qui a «donné instruction aux agences locales de consacrer plus de temps aux entreprises». Selon lui, l'ANPE pourrait «avoir utilement des contacts avec des entreprises de travail temporaire pour utiliser l'interim comme un moyen de réinsertion».

Fin de conflit à La Lainière de Roubaix. - Les grévistes qui occupaient, depuis huit jours, les locaux de La Lainière de Roubaix ont levé dimanche 24 novembre les piquets de grève à la suite de l'accord intervenu, la veille, entre les syndicats et la direction (le Monde du 23 novembre). L'accord prévoit notamment le versement aux deux centistes licenciés d'une prime de 50 000 francs qui viendra s'ajouter aux indemnités conventionnelles de licenciement.

Fin de conflit à la Société des eaux de Volvic. - Un protocole d'accord a été signé dimanche 24 novembre entre la direction de l'usine d'emballage des Eaux de Volvic (Puy-de-Dôme), qui emploie cinq cents salariés, et les syndicats CGT et FO. Au terme de cinq jours de grève, les grévistes ont obtenu une augmentation de 1,2 % des salaires et une revalorisation de 100 francs mensuels au 1^{er} novembre et de 50 francs au 1^{er} janvier.

LOTOS 6/49

RÉSULTATS OFFICIELS

1	2	3	4	5	6
15	36	42	45	49	37

20235

7 13 23 31 32 42 8

12 101 10 F

1711 24 F

302 218 F

LOTTO

SAMEDI 23 NOVEMBRE 1991

1	2	3	4	5	6
15	36	42	45	49	37

20235

7 13 23 31 32 42 8

12 101 10 F

1711 24 F

302 218 F

ANNONCE ADJUDICATIVE CONCERNANT LA VENTE DU CAVIAR D'IRAN

La société commerciale SHILAT souhaite vendre aux cochéres sa production de caviar iranien aux pays du Moyen-Orient ainsi qu'au Pakistan et aux Indes.

L'adjudication sera faite pour la recherche d'un distributeur exclusif pour l'ensemble des pays mentionnés ci-dessus et ce, pour une période de cinq années qui débutera dès janvier 1992.

Afin de participer à cette adjudication, tous les intéressés devront régler une somme de USD 500 au compte n° 5065600007 à la banque Deutsche - Iranische Handelsbank Hamburg - Allemagne ou le compte n° 20043229 à la banque commerciale Ghanani branche Téhéran - IRAN et ce afin d'assumer les dépenses d'inscription et de réception des documents adjudicatifs pendant la période de 30 jours après la date de cette annonce.

La clôture des adjudications se fera le 31-12-1991.

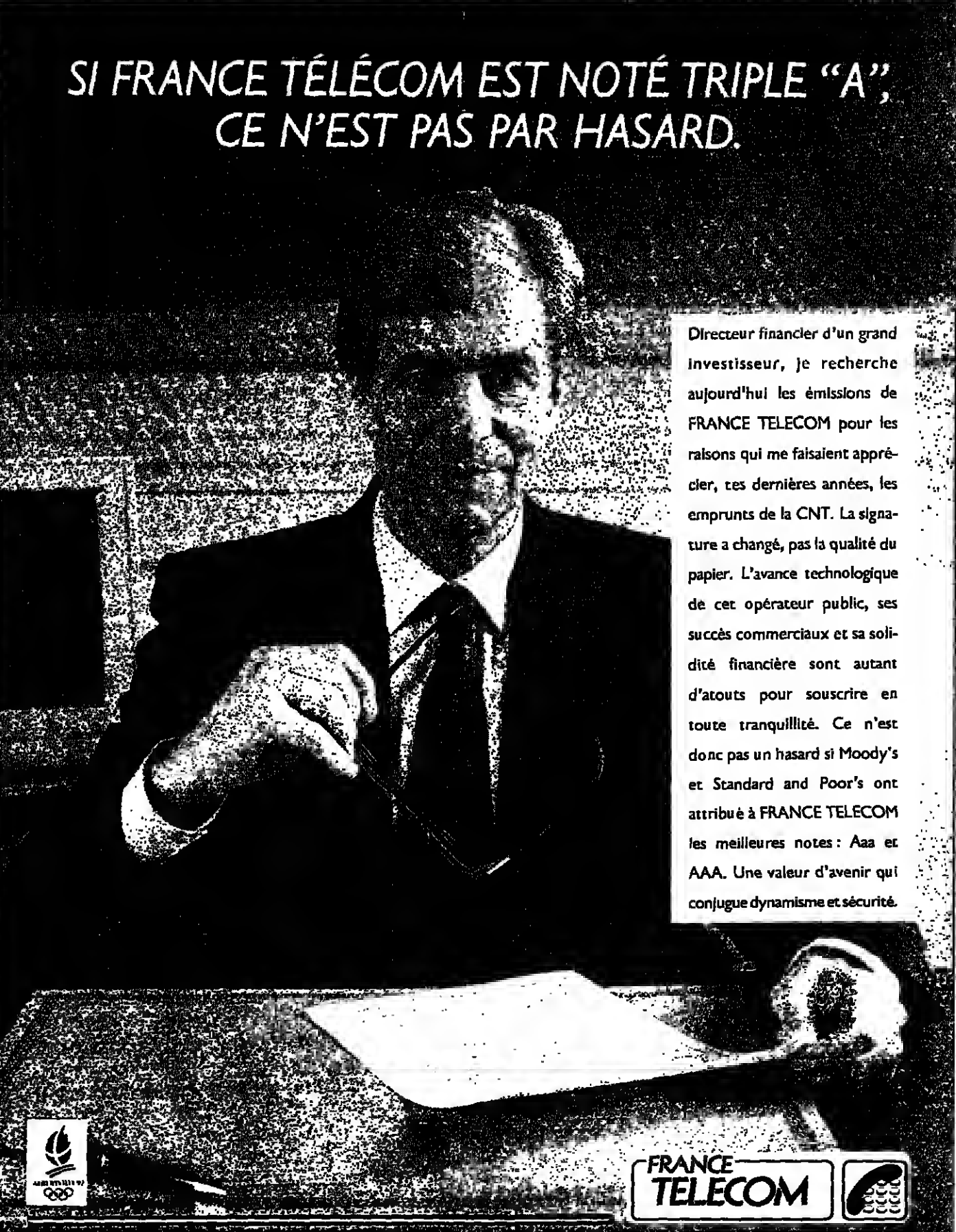
SHILAT TRADING CORPORATION

Le bureau central
n° 24, rue El-Mir Emad avenue
Téhéran - Iran
Tél. : 021-842697-842006-S
Tlx : 214203 KVIA-IR
212720 SHIL-IR
Fax : (021) 854171

Le bureau à Dubaï (AL-JAHAD)
place de JAMAL ABDOLNASSER
constitution MORVARID
9^e étage - n° 905 - Dubaï

Le bureau à Francfort
BOCKENHEIMER LANDSTRASSE
43.6000 FRANKFURT - MAIN
GERMANY
Tél. : (069) 7240448-49
Tlx : 414462 KVIAF - D
Fax : (069) 7240641

SI FRANCE TÉLÉCOM EST NOTÉ TRIPLE "A", CE N'EST PAS PAR HASARD.



Directeur financier d'un grand investisseur, je recherche aujourd'hui les émissions de FRANCE TELECOM pour les raisons qui me faisaient apprécier, ces dernières années, les emprunts de la CNT. La signature a changé, pas la qualité du papier. L'avance technologique de cet opérateur public, ses succès commerciaux et sa solidité financière sont autant d'atouts pour souscrire en toute tranquillité. Ce n'est donc pas un hasard si Moody's et Standard and Poor's ont attribué à FRANCE TELECOM les meilleures notes : Aaa et AAA. Une valeur d'avenir qui conjugue dynamisme et sécurité.

FRANCE TELECOM

شركة الاتصالات

هكذا من الأصل

SAINT LOUIS

Le Conseil d'Administration de SAINT LOUIS, réuni le 20 novembre 1991, a décidé d'offrir aux actionnaires et porteurs d'obligations convertibles ARJOMARI-PRIOUX, la possibilité d'échanger leurs titres contre des obligations convertibles SAINT LOUIS.

Cette offre porte sur la totalité des titres ARJOMARI-PRIOUX. SAINT LOUIS s'est engagé à accepter tous les titres présentés à l'échange quel que soit leur nombre.

A chaque détenteur d'une action ARJOMARI-PRIOUX, il est offert 5 obligations convertibles SAINT LOUIS présentant les caractéristiques suivantes :

Valeur nominale	525 F
Durée de vie	8 ans
Taux d'intérêt	7 %
Jouissance	1 ^{er} janvier 1992
Amortissement normal	in fine
Parité de conversion	3 obligations convertibles en 1 action SAINT LOUIS
Prix de remboursement	577 F
Convertibilité des obligations	à tout moment à compter du 31 mars 1992

En cas de succès intégral de l'Offre Publique d'Echange, il serait émis au maximum 8 200 000 obligations convertibles, pour un montant d'environ 4,3 milliards de francs.

Cette opération, réalisée dans un cadre amical, n'entraîne pas de dilution au niveau du résultat par action. Elle doit permettre à SAINT LOUIS de clarifier et de simplifier ses structures afin de jouer pleinement son rôle d'opérateur industriel.

Elle permet aux actionnaires d'ARJOMARI-PRIOUX de rester associés aux destinées du groupe papeter ARJO WIGGINS APPLETON tout en participant au développement d'un grand groupe industriel diversifié qui a fait la preuve de son dynamisme et de sa rentabilité.

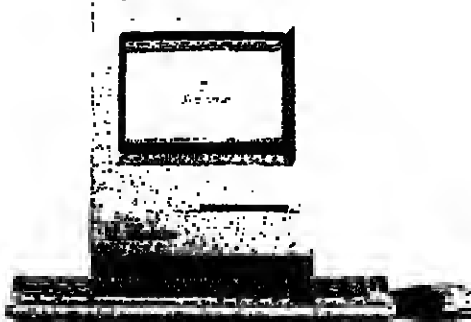
Pour toute information relative à ce communiqué, appeler SAINT LOUIS - François DROIN, Tél. 40.76.74.72.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70
manuel d'allemand 78 72 45 50
économique et commercial
B. THIIBAUDET et J. DIBON 2ème éd. 1991
L'essentiel sur l'anglais
commercial et économique
J. Neil Mc QUEEN 1ère éd. 1991
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

Cette année, pour les étudiants, c'est Noël du 15 novembre au 31 décembre.

(Pour tous les autres, cette année encore
Noël tombe le 25 décembre.)



Macintosh Classic 2 40 oct + 40



Imprimante StyleWriter



De nombreux logiciels

Jusqu'au 31 décembre 91, c'est Noël pour les étudiants chez les revendeurs agréés Apple.

Les étudiants, sur présentation de leur carte*, peuvent obtenir le Macintosh Classic avec

2 mégaoctets de RAM et un disque dur de 40 mégaoctets au prix de 7990 F TTC** au lieu de 9950 F TTC**. Ils peuvent également bénéficier de réductions immédiates sur les imprimantes StyleWriter

et sur de nombreux logiciels. Il suffit de taper 36.14 code Apple pour avoir l'adresse du revendeur le plus proche de chez vous.



* Cette promotion est limitée à une configuration par étudiant.

ÉCONOMIE

Le projet de contrat de Plan 1991-1994

L'Etat sera mieux servi que la Poste

Le gouvernement semble avoir mis tous les avantages du côté de l'Etat dans le projet de contrat de Plan avec la Poste, transmis mercredi 20 novembre à la commission supérieure du service public des postes et télécommunications. Ce projet, qui doit être soumis le 26 novembre au conseil d'administration de la Poste, réduit progressivement les contributions de l'Etat et impose à l'établissement des gains de productivité et un contrôle de ses charges particulièrement rigoureux.

C'est avec un retard important que l'Etat aura présenté le projet de contrat de Plan 1991-1994 de la Poste à la commission supérieure du service public. Retard sur le calendrier prévu d'abord. Cette instance, composée en majorité de parlementaires et chargée de veiller à l'application des principes de la réforme des postes et télécommunications, aurait en effet dû être saisie avant l'été. Résultat, le budget 1992 du ministère des P et T aura été examiné par l'Assemblée nationale avant que soit connu le projet de contrat de Plan, alors qu'il devait tenir compte de celui-ci. Retard ensuite sur France Télécom, l'autre établissement public

issu de la réforme, dont le contrat de Plan, présenté en septembre, a été approuvé début novembre.

C'est que la réforme de la Poste a toujours été plus délicate que celle de France Télécom. La situation est inversée : il s'agit, du côté de l'Etat, non d'obtenir une participation au financement de la filière électronique et un partage des bénéfices, mais de limiter la rémunération à verser pour l'usage des fonds des Comptes chèques postaux (CCP) et de la Caisse nationale d'épargne (CNE). De son côté, la Poste n'est pas placée sur des marchés au développement important ni assurée par l'évolution technologique de gains de productivité considérables ; elle doit obtenir des gains de productivité d'une industrie de main-d'œuvre (1) travaillant sur des marchés généralement mûrs (courrier, comptes courants, livrets d'épargne classiques).

Cela se retrouve dans le projet de contrat de Plan. Les tâches assignées à l'établissement ne prêtent guère à discussion. Pour le courrier, la Poste doit diversifier les services offerts, conforter son rôle de transporteur (notamment pour la presse), être davantage présente dans les zones suburbaines. Elle doit surtout améliorer la qualité du service en délivrant les trois quarts du courrier normal le lendemain de l'expédition.

Pour les services financiers, la Poste doit consolider sa part de marché, notamment pour les placements (les sicav, en particulier), améliorer sa productivité par le recours à des technologies modernes et enfin se mettre au niveau pour les relations internationales.

Ce sont évidemment les conditions financières qui font problème, et notamment les versements de l'Etat à la Poste. Le gouvernement a-t-il voulu se placer en position de force pour la phase officielle du contrat de Plan ? En tout cas, le projet réduit fortement les contributions du budget et de la Caisse des dépôts.

Pour les services financiers, qui ont procuré depuis 1985 des bénéfices à la Poste, la rémunération des chèques postaux, portée de 4,5 % à 3,5 % en 1992 (le Monde du 9 novembre), retomberait à 5 % en 1994. Celle des livrets A et B, fixée dorénavant en pourcentage des dépôts, chuterait de 1,5 % en 1992 à 1,4 % l'année suivante et 1,2 % en 1994, descendant ainsi au taux actuellement accordé aux caisses d'épargne Ecuriel. Parallèlement le montant des dépôts baisserait de 2 % par an.

Cela correspond-il à « la juste rémunération » prévue par la loi du 2 juillet 1990 et visant « un niveau au moins égal au coût (de la collecte des fonds) en tenant compte des gains de productivité obtenus » ? La Poste évalue ce coût à au moins 7 % pour les CCP, montant contenu en l'annuaire de l'économie et des finances. Mais le contrat paraît en deçà des estimations

qu'on peut tirer du rapport Ulmo qui, pourtant sévère pour les services de la Poste, souligne les contraintes qui pèsent sur la CNE : celle-ci doit apporter au Trésor le montant total des livrets B, alors que les caisses de l'Ecuriel en disposent librement.

Le courrier déficitaire

En tout état de cause, les versements de l'Etat (directement ou par la Caisse des dépôts) diminueraient de 1,5 milliard de francs entre 1992 et 1994 — une baisse de plus de 13 %. En fait, quai de Bercy, on souhaiterait rééquilibrer les recettes de la Poste entre ses deux branches, les services financiers, fortement excédentaires ces dernières années, et le courrier, toujours très légèrement déficitaire, pour obliger l'établissement à améliorer la productivité en même temps que la qualité du service.

Pour le courrier, le projet table sur une progression globale supérieure de 1 point à celle du produit intérieur brut (PIB), alors que la Poste s'en tenait à la différence de 0,6 % constatée cette année. Compte tenu de cette hypothèse optimiste, la contribution de l'Etat au transport des journaux — « mission de service public » de la Poste — portée de 1 à 2 milliards de francs en 1992, reviendrait, selon le projet, à 1,9 milliard en 1993 et 1,8 milliard en 1994, pour un déficit évalué à 3,3 milliard ou 3,5 milliards. Le projet reste, par ailleurs, muet sur la rémunération du courrier de l'Etat, pourtant prévue dans le cahier des charges de la Poste.

En même temps, il demeure très flou sur l'évolution des tarifs postaux, contrairement aux prescriptions du cahier des charges, bien qu'il demande à l'établissement public d'assurer l'équilibre financier des services dont il a le monopole (les lettres ordinaires) comme de ceux où il est soumis à la concurrence.

Réductions prévues (1,7 milliard au total), services publics, incertitudes tarifaires et contraintes nouvelles, rendent fort aléatoire l'équilibre financier de la Poste et le financement de ses investissements pendant les prochaines années. D'autant que l'établissement va devoir, à partir de 1992, payer des intérêts « au taux du marché » sur le « découvert » accordé par l'Etat, correspondant au déficit accumulé avant 1986, et devra, en même temps, établir un calendrier de remboursement... Bref, dans ce projet de contrat de Plan, l'Etat paraît bien mieux servi que la Poste.

GUY HERZLICH

(1) Les frais de main-d'œuvre représentent 75 % des charges de la Poste.

La conférence sur les télécommunications en Europe orientale

A la recherche d'une nouvelle numérotation téléphonique européenne

PRAGUE

correspondance

M. Theodor Imet, directeur de l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'organisme chargé de la standardisation téléphonique mondiale à Genève, a de quoi pavoiser : il est sur le point de récupérer le 37, l'indicatif téléphonique de l'ex-RDA. La grande Allemagne a en effet promis de rétroceder ce numéro à l'UIT dès que la Bundespost aura procédé au changement de numérotation téléphonique — il faut actuellement composer le 49 (ex-Allemagne fédérale) ou le 37 (ex-Allemagne orientale) pour l'instant, qu'un numéro. On peut aussi envisager une scission de l'Etat tchécoslovaque.

Une situation héritée des années 60, époque où les premiers téléphones automatiques furent mis en service, quand l'équilibre géopolitique de monde semblait immuable. Il s'agissait d'imaginer la configuration la plus économique possible dans la perspective d'une extension modérée du réseau et, surtout, un système qui ne portait pas outre mesure le citoyen pour qui cette nouveauté était déjà une révolution. Compte tenu de la population et de la puissance de l'Amérique du Nord, on lui accorda le 1. L'Europe eut droit aux indicatifs allant de 30 à 49, l'Amérique latine, du 50 au 59, tandis que les pays en voie de développement durent se rabattre sur les codes à trois chiffres.

Aujourd'hui, la situation est

devenue beaucoup plus mouvante, comme ont pu le constater les participants à la première conférence sur le développement des télécommunications en Europe centrale et orientale réunie à Prague du 19 au 22 novembre. L'ancien partage entre pays du Sud et pays du Nord est remis en cause. Mais les plus grandes sources de préoccupations viennent cependant des nouveaux Etats indépendants. « Il va de soi que les anciennes Républiques d'Union soviétique demanderont toutes d'obtenir leur code téléphonique », s'inquiète le directeur de l'UIT. La Yougoslavie n'a, pour l'instant, qu'un numéro. On peut aussi envisager une scission de l'Etat tchécoslovaque.

Comme tous les pays européens, les Etats d'Europe centrale et orientale souhaitent profiter du partage des revenus engendrés par les communications internationales qui transitent par leur territoire pour compenser le manque de rentabilité de leurs services publics locaux. C'est pourquoi M. Imet espère sauver les meubles avec le 37 : 370, 371, 372... dix numéros supplémentaires pour sept demandes. « Mais avant de les attribuer, explique-t-il, nous devons attendre que tous les postulants se soient fait connaître : c'est une question trop politique, trop grave pour que nous nous contentions de servir les premiers arrivés. »

CATHERINE MONROY

Jordanie

mieux servi que la Poste

CHAMPS ECONOMIQUES

Le réveil de l'Inde

Le nouveau gouvernement s'est engagé dans une libéralisation en profondeur abattant les dogmes socialo-populistes qui n'avaient été qu'ébranlés

L'INDE n'a pas fini de nous étonner. Au fait de sa puissance, fort d'un prestige incomparable et d'une écrasante majorité au Parlement, Rajiv Gandhi s'est arrêté à mi-chemin dans ses réformes de l'économie, cédant au poids des difficultés politiques. Aujourd'hui, un gouvernement minoritaire et apparemment sans panache taille dans le vif avec une vigueur surprenante.

Comment en est-on arrivé là ? Tout d'abord les circonstances : l'Inde était accablée de gros changements dans son système économique de par la crise financière (voir le Monde du 30 juillet). Faute de soutien extérieur, notamment du FMI et de la Banque mondiale, elle risquait de ne pouvoir honorer ses dettes, solution impensable à New-Delhi.

Ensuite les hommes, qui ne comptent pas moins dans les réformes allant bien au-delà de simples ajustements structurels. Le premier ministre Narasimha Rao, brahmane du Sud, fin et cultivé, avait, à soixante-dix ans, décidé de se retirer de la politique, après avoir été un des membres influents des cabinets d'Indira Gandhi et de son fils. Il a été appelé à la tête du parti du Congrès à la suite de l'assassinat de Rajiv Gandhi le 21 mai.

D'une intégrité irréprochable, il n'a rien à perdre et se refuse à jouer le jeu opportuniste des politiciens qui ne pensent qu'à garder le pouvoir. Il a, de surcroît, le mérite d'avoir compris le besoin de mettre au jour la stratégie de développement telle qu'elle avait été conçue par Nehru.

Facteur non moins déterminant, le choix du ministre des finances, un sikh de cinquante-cinq ans, Manmohan Singh, économiste fort expérimenté, ouvert au monde extérieur et aux réalités indiennes : il fut entre autres gouverneur de la Banque centrale et vice-président de la commission du Plan. Sous des dehors extrêmement discrets, le grand argentier indien est un homme de caractère. Lui on ne peut pas être prêt à céder à la politique politicienne.

Dans son bureau à New-Delhi, toujours aussi cordial, il ne cache pas sa détermination à aller encore plus loin. Au premier train de réformes s'en ajouteront d'autres, car pour le moment il fallait aller au plus pressé, soit la crise financière. La dette extérieure représente 71 milliards de dollars et son service un quart des exportations (1).

C'est une Inde nouvelle qu'il dessine : plus ouverte sur le monde extérieur, plus efficace, libérée des dogmes, ce qui ne signifie pas l'appel au capitalisme sauvage. L'Etat conserve un rôle important, mais il doit stimuler le développement plutôt que le freiner par des interventions maladroites et coûteuses.

Lors de sa première déclaration publique, Manmohan Singh ne mâchait pas ses mots : « En 1960 les Coréens du Sud avaient le même revenu par tête que les Indiens. Aujourd'hui ils sont dix fois plus riches que nous... Le monde a changé. Il est temps de nous réveiller. Il ne reste plus d'autre voie que de nous ouvrir sur l'Occident et sur l'Asie. »

Une vision claire de l'avenir et la volonté d'agir se suffisent pas. Encore faut-il compter sur un bon état-major. Or c'est là une autre chance de l'Inde : depuis plus de dix ans, de petits noyaux de hauts fonctionnaires ont proposé des réformes, en partie instaurées par Indira Gandhi et par son fils. Aujourd'hui, leurs compétences

se soldent pour la décennie écoulée par un afflux total d'environ 1 milliard de dollars. La limite imposée à la participation étrangère monte aujourd'hui de 40 % à 51 %, avec des autorisations jusqu'à 100 %. Les formalités sont simplifiées, enfin ! Un industriel français rapportait le cas d'un projet de joint venture fort profitable à l'Inde qui traînait depuis... six ans.

Il est impératif d'inciter les entreprises privées et publiques à exporter davantage, compte tenu de la pénurie de devises, les exportateurs pourront garder une partie des devises acquises pour leur propre usage, ou seront autorisés à les vendre à d'autres sociétés. Enfin, la déréglementation s'étend aux transferts de technologie : ici aussi, malgré les débats de modernisation des équipements, il reste énormément à faire pour rendre les produits indiens plus compétitifs, moins coûteux et de meilleure qualité.

Opération plus délicate : la réduction des subventions, une des causes majeures de l'endettement intérieur, non moins grave que la dette extérieure. En dévaluant la roupie de 25 % en juillet, le gouvernement a en même temps aboli les subventions à l'exportation. Les engrais chimiques, dont les prix n'avaient pas baissé depuis dix ans, vont augmenter de 30 % à la suite de la baisse des subventions. D'autres coupes aidant, le gouvernement espère ramener son déficit budgétaire de 8,5 % à 6,5 % du produit national brut, ainsi que le réclame d'ailleurs le FMI.

A plus long terme se pose la question du secteur public, lourd et peu performant. Le tabou sur d'éventuelles privatisations est sérieusement ébréché. Dans une première étape, certaines entreprises publiques devraient être privatisées jus-

qu'à concurrence de 20 % de leurs avoirs. Projets et discussions sont en cours concernant les banques nationalisées, où de sérieux nettoyage s'imposent. Enfin, le secteur privé est autorisé à construire des centrales électriques.

Cadres du secteur privé, principaux grands commis, représentants de la Banque mondiale et du FMI dans la capitale sont unanimes à constater que les réformes vont dans la bonne direction. Mais la phase actuelle est critique, les fruits des réformes n'apparaissent qu'à terme.

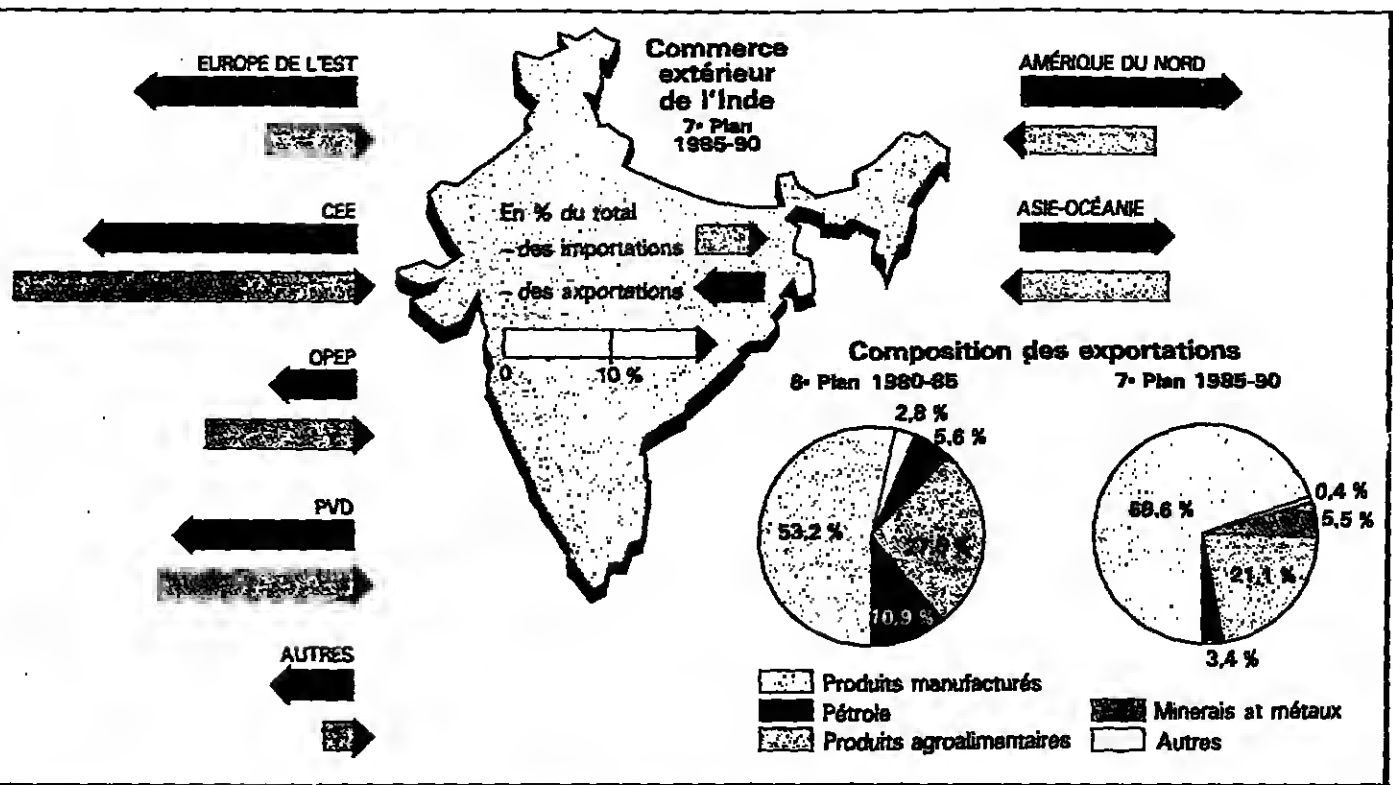
Entre-temps il faut s'attendre à des difficultés qui vont freiner la croissance industrielle : hausse des taux d'intérêt ; restrictions aux importations, inévitables avant une future libéralisation... Quant à l'inflation, avec un taux de 15 %, ce qui est élevé pour l'Inde, elle n'est que, malgré de bonnes récoltes, de ne pas baisser beaucoup dans l'immédiat.

Les soutiens extérieurs sont certes substantiels : le consortium de la Banque mondiale, des pays occidentaux et du Japon s'est engagé pour 6,7 milliards de dollars, le FMI pour 1,8 milliard. Mais comme le faisait remarquer le représentant de la Banque mondiale à Delhi : « Ces montants restent faibles pour un pays de 550 millions d'habitants. »

Pour leur part, les multinationales jugent les réformes encourageantes. De nouveaux gros projets sont en gestation. IBM, qui s'était retiré de l'Inde en 1977, pourrait revenir en force. BMW, Du Pont de Nemours, Holder Bank, Xerox, sont en pourparlers sur des joint ventures, principalement pour l'exportation. D'autres s'en tiennent au vœu et se réservent. Les Japonais restent très réservés.

de New-Delhi, GILBERT ETIENNE

(1) Les exportations indiennes ont, pour l'année financière 1990-91, atteint 19 milliards de dollars (8,5 milliards en 1980-81) et les importations 26 milliards (17 milliards).



se soldent pour la décennie écoulée par un afflux total d'environ 1 milliard de dollars. La limite imposée à la participation étrangère monte aujourd'hui de 40 % à 51 %, avec des autorisations jusqu'à 100 %. Les formalités sont simplifiées, enfin ! Un industriel français rapportait le cas d'un projet de joint venture fort profitable à l'Inde qui traînait depuis... six ans.

Il est impératif d'inciter les entreprises privées et publiques à exporter davantage, compte tenu de la pénurie de devises, les exportateurs pourront garder une partie des devises acquises pour leur propre usage, ou seront autorisés à les vendre à d'autres sociétés. Enfin, la déréglementation s'étend aux transferts de technologie : ici aussi, malgré les débats de modernisation des équipements, il reste énormément à faire pour rendre les produits indiens plus compétitifs, moins coûteux et de meilleure qualité.

Opération plus délicate : la réduction des subventions, une des causes majeures de l'endettement intérieur, non moins grave que la dette extérieure. En dévaluant la roupie de 25 % en juillet, le gouvernement a en même temps aboli les subventions à l'exportation. Les engrais chimiques, dont les prix n'avaient pas baissé depuis dix ans, vont augmenter de 30 % à la suite de la baisse des subventions. D'autres coupes aidant, le gouvernement espère ramener son déficit budgétaire de 8,5 % à 6,5 % du produit national brut, ainsi que le réclame d'ailleurs le FMI.

A plus long terme se pose la question du secteur public, lourd et peu performant. Le tabou sur d'éventuelles privatisations est sérieusement ébréché. Dans une première étape, certaines entreprises publiques devraient être privatisées jus-

qu'à concurrence de 20 % de leurs avoirs. Projets et discussions sont en cours concernant les banques nationalisées, où de sérieux nettoyage s'imposent. Enfin, le secteur privé est autorisé à construire des centrales électriques.

Cadres du secteur privé, principaux grands commis, représentants de la Banque mondiale et du FMI dans la capitale sont unanimes à constater que les réformes vont dans la bonne direction. Mais la phase actuelle est critique, les fruits des réformes n'apparaissent qu'à terme.

Entre-temps il faut s'attendre à des difficultés qui vont freiner la croissance industrielle : hausse des taux d'intérêt ; restrictions aux importations, inévitables avant une future libéralisation... Quant à l'inflation, avec un taux de 15 %, ce qui est élevé pour l'Inde, elle n'est que, malgré de bonnes récoltes, de ne pas baisser beaucoup dans l'immédiat.

Les soutiens extérieurs sont certes substantiels : le consortium de la Banque mondiale, des pays occidentaux et du Japon s'est engagé pour 6,7 milliards de dollars, le FMI pour 1,8 milliard. Mais comme le faisait remarquer le représentant de la Banque mondiale à Delhi : « Ces montants restent faibles pour un pays de 550 millions d'habitants. »

Pour leur part, les multinationales jugent les réformes encourageantes. De nouveaux gros projets sont en gestation. IBM, qui s'était retiré de l'Inde en 1977, pourrait revenir en force. BMW, Du Pont de Nemours, Holder Bank, Xerox, sont en pourparlers sur des joint ventures, principalement pour l'exportation. D'autres s'en tiennent au vœu et se réservent. Les Japonais restent très réservés.

de New-Delhi, GILBERT ETIENNE

(1) Les exportations indiennes ont, pour l'année financière 1990-91, atteint 19 milliards de dollars (8,5 milliards en 1980-81) et les importations 26 milliards (17 milliards).

Jordanie : le fardeau des rapatriés

Le retour des Palestiniens et l'arrivée des Irakiens désorganisent un pays déjà fragile et lourdement endetté

« Ici, on ne trouve pas de travail. Je veux aller en Australie, j'ai une sœur là-bas. » Khamis, cinquante-six ans, est irakien. Les combats entre Kurdes et l'armée de Saddam Hussein l'ont arraché, début août, de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, avec sa femme et ses six enfants, les mains vides ou presque. Depuis, ce professeur d'anglais fait le pied de grue devant les ambassades occidentales à Amman en vue d'obtenir un hypothétique visa.

Irakiens - des chrétiens souvent, craignant des règlements de compte entre les Kurdes et l'armée - mais aussi et surtout Jordaniens d'origine palestinienne de retour du Koweït après la guerre du Golfe cherchent aujourd'hui à sortir d'une Jordanie submergée depuis quatre mois par l'afflux de cohortes de réfugiés : officiellement, 300 000 Jordaniens en provenance de l'Émirat et 40 000 Irakiens, mais sans doute plus encore, ce qui représente un accroissement soudain de 10 % de la population.

Cet afflux, qualifié par le roi Hussein de « troisième vague » de migrations, après les deux premières, palestiniennes, de 1948 lors de la création d'Israël et de 1967 consécutive à la guerre de six jours, a complètement désorganisé une économie déjà fragile. La Jordanie, lourdement endettée, est aussi frappée de plein fouet par les retombées de la guerre du Golfe et le soutien à l'Irak.

De nombreux chômeurs

« C'est un fardeau », répète-t-on dans les milieux officiels ou dans la presse, ce qui a consacré des pages entières à la question du retour de ces rapatriés. La solution nécessitera des financements de quelque 3,5 milliards de dollars au moins sur cinq ans, selon Jawad Anani, conseiller du prince héritier Hassan Ibo Tala. Les premiers signes de désorganisation sont d'ailleurs visibles à l'œil nu.

La circulation automobile à Amman est devenue intense, avec des embouteillages longs parfois de

plusieurs kilomètres, et pas seulement aux heures de pointe des bureaux. Ce gonflement du trafic a entraîné une augmentation de 16 % du nombre de tirs sur les routes entre juillet et août, selon les chiffres officiels.

Les restaurants et les hôtels ont été pris d'assaut, à l'instar de la place Sahat-Al-Hashimia, au creux d'une cuvette entourée des sept collines surplombant la ville. Un lieu d'ordinaire calme, le soir, a vu fleurir les coffee-shops, et où les vendeurs de shawarma et de felafeel viennent parfois jusqu'à Aqaba, le port, à 350 kilomètres au sud, sur la mer Rouge, qui vit aujourd'hui au ralenti.

Toutefois, dans ce pays où l'apparence est trompeuse, cet afflux ne constitue-t-il pas aussi une chance de relancer la consommation ? « Certes, cela fait marcher le commerce, indique Nabil Amari, expert au ministère du Plan, mais le résultat est plus spéculatif que productif. »

Ainsi l'inflation, jusque-là assez bien maîtrisée, est repartie en

flèche. Les prix des produits de consommation ont grimpé de 30 % depuis six mois dans un pays où la moyenne de revenu par habitant se situe autour de 100 dollars par mois (600 francs environ).

Les étiquettes ont valisé dans les magasins, du moins là où l'on pratique encore la vente à l'étiquette et non pas selon l'humour. En fait, le gain immédiat de cette relance de la consommation n'est nullement comparable avec l'ampleur des difficultés soulevées par le retour des rapatriés.

La première concerne le chômage, qui frappe aujourd'hui au moins 30 % de la population, contre 20 % il y a un an. Aux milliers de Jordaniens déjà sans emploi, sont venus s'ajouter ceux, en provenance du Koweït, qui occupaient souvent dans l'Émirat des postes de responsabilité dans les banques ou les compagnies d'assurances et que le marché local trop exigü est incapable d'absorber.

d'Amman, GEORGES MALBRUNOT

Lire la suite page 28

4 ESPACES CONSEILS AU CŒUR DE PARIS

3, RUE LA BOÉTIE	112, BD ST-GERMAIN	132, BD ST-GERMAIN	18, BD DE SÉBASTOPOLE
------------------	--------------------	--------------------	-----------------------

3 980 F.T.T.C.

3 980 F.T.T.C.

3 980 F.T.T.C.

3 980 F.T.T.C.

PANASONIC KXV 1000
Traitement de texte portable
Lecteur disquette 3,5 p
Mémoire 50 000 caractères

H.P. 95 LX
Compatible PC de poche
Mémoire interne 512 ko
Tableau Lotus 1 2 3

PANASONIC CF 170
Micro-ordinateur portable
Compatible PC
Lecteur 3,5 p + disque dur 20 Mo

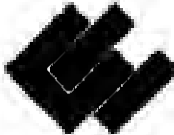
BUREAUTIQUE **DURIEZ** INFORMATIQUE

d'Amman
GEORGES MALBRUNOT
Lire la suite page 28

لنا من الحظ

هكذا من الأصل

(Publicité)



Crédit d'équipement des PME FICHE D'INFORMATION

Emprunt du CEPME garanti par l'Etat, novembre 1991

Le directeur du Crédit d'équipement des PME a décidé, dans sa séance du 17 octobre 1991, de procéder à l'émission de titres d'un montant nominal de 200 millions de francs.

Cette émission est autorisée par arrêté du ministre de l'économie, des finances et du budget.

Charges relatives à l'opération

Le produit de l'émission s'élèvera à 200 000 000 F. Le montant net encaissé par le Crédit d'équipement des PME s'élèvera à environ 199 131 400 F, après déduction sur le produit ci-dessus des rémunérations globales dues aux intermédiaires financiers pour 718 800 F (TVA incluse) ainsi que des frais légaux et administratifs pour environ 150 000 F.

MONTANT : 200 millions de francs, représentés par 40 000 obligations de 5 000 F nominal.

PRIX D'ÉMISSION : 100 %, soit 5 000 F.

DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTIONS : 29 novembre 1991.

DATE DE JOUISSANCE : 29 novembre 1991.

DURÉE : dix ans.

INTÉRÊT - PRIX DE REMBOURSEMENT : Aucun intérêt ne sera versé annuellement.

A la fin de la dixième année, soit le 29 novembre 2001, le porteur recevra une somme de 11 752 F, soit 235,04 % du nominal correspondant au remboursement du capital, soit 5 000 F augmenté d'une prime de 8 752 F.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT AU RÈGLEMENT AU 29 NOVEMBRE 1991 (date de règlement des souscriptions) : Le taux d'intérêt actuariel brut de l'emprunt à la date de règlement est de 9,92 %.

Calculé à la date de règlement, c'est le taux avant prélèvement fiscal qui permet d'obtenir le prix de remboursement en capitalisant chaque année le prix d'émission à ce taux. Ce taux est également utilisé pour la détermination du montant des annuités d'imposition prévues par la loi fiscale (voir régime fiscal).

AMORTISSEMENT NORMAL : Les obligations seront amorties en totalité le 29 novembre 2001.

Un avis spécial, portant à la connaissance des obligataires la date de remboursement, sera publié au Journal officiel un mois au moins avant cette date.

Les intérêts des obligations cesseront de courir à partir du jour où le capital sera mis en remboursement par le Crédit d'équipement des PME.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : Le Crédit d'équipement des PME se réserve la faculté de procéder à tout moment à l'amortissement des obligations par rachat en Bourse sans limitation de prix ou de quantité.

L'émetteur se réserve la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie des obligations par voie d'offres publiques d'achat ou d'échange sans limitation de prix ou de quantité.

Les titres ainsi rachetés ne pourront être revendus et seront annulés.

FACULTÉ D'ÉMISSIONS ULTÉRIEURES D'OBLIGATIONS ASSIMILABLES : Au cas où le Crédit d'équipement des PME émettrait ultérieurement de nouveaux titres entièrement assimilables aux présents titres, notamment quant au montant nominal, aux prix de remboursement, à leurs échéances, aux conditions et dates d'amortissement, aux garanties, le Crédit d'équipement des PME pourra unifier, pour l'ensemble de ces titres, les opérations d'amortissement qui porteront ainsi, sans aucune distinction, sur les titres des émissions successives.

FORME DES TITRES : Les titres pourront revêtir la forme au porteur ou nominative au choix des titulaires. En application de l'article 94-II de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

— chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur,

— chez l'émetteur et, s'il le souhaite, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

La SICOVAM assurera la compensation des titres entre les titulaires de comptes.

Les titres seront inscrits en compte et négociables le 3 décembre 1991.

RÉGIME FISCAL : Le remboursement des titres sera effectué sous la seule déduction des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

Le régime fiscal de ces titres est actuellement défini par l'article 14 de la loi du 11 juillet 1985, complété par l'article 14 de la loi de finances rectificative du 30 décembre 1985 et par le décret n° 88-90 du 21 janvier 1988.

La prime de remboursement versée à l'échéance finale est imposable suivant le régime fiscal applicable aux intérêts d'obligations.

Le montant de cette prime de remboursement excédant 10 % du nominal de l'obligation est imposable selon une répartition par annuité, conformément à l'article 238 septies B du code général des impôts.

Chaque annuité d'intérêt est imposable au nom du détenteur du titre à la date anniversaire de l'entrée en jouissance.

Chaque annuité d'intérêt imposable est calculée en appliquant au montant nominal de l'emprunt son taux d'intérêt actuariel brut déterminé à sa date de jouissance. Toutefois, la dernière annuité d'intérêt imposable est égale au montant de la fraction non encore imposée de la prime de remboursement.

En conséquence :

— Pour les années 1992 à 2000 incluse :

Les détenteurs des titres le 29 novembre de chacune des années seront imposés sur une annuité d'intérêt de 5 000 F x 8,92 % = 446 F par titre.

— Pour l'année 2001 :

Les détenteurs des titres le 29 novembre 2001 seront imposés sur une annuité d'intérêt de 11 752 F - 5 000 F = 6 752 F par titre.

En l'état actuel de la législation, les revenus d'obligations (intérêts et primes de remboursement supérieurs à 5 % du nominal) perçus par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont :

— soit, sur option, soumis à un prélèvement au taux de 15 % (article 125-A du CGI) libératoire de l'impôt sur le revenu, auquel s'ajoute :

● la contribution sociale de 1 % (article 1800-0A du CGI) ;

● la contribution sociale généralisée de 1,1 % (articles 133 et 134 de la loi de finances pour 1991 du 29 décembre 1990) ;

● le prélèvement social de 1 % (reconduit, pour les revenus perçus en 1991, par l'article 43-II de la loi de finances rectificative pour 1990 du 28 décembre 1990).

— soit, en l'absence de la détermination du revenu soumis :

● à l'impôt sur le revenu ;

● à la contribution complémentaire de 1 % (article 204-A du CGI) ;

● à la contribution sociale généralisée de 1,1 % (articles 132 et 134 de la loi de finances pour 1991 du 29 décembre 1990) ;

● au prélèvement social de 1 % (reconduit, pour les revenus perçus en 1990, par l'article 43-I de la loi de finances rectificative pour 1990 du 28 décembre 1990). Ce prélèvement est susceptible d'être reconduit pour les revenus perçus en 1991.

Par ailleurs, les revenus d'obligation bénéficient, avec les dividendes d'actions, d'un abattement global annuel de 18 000 F pour les couples mariés soumis à une imposition commune et de 9 000 F pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées.

COTATION : Les titres feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris).

MASSE DES PORTEURS D'OBLIGATIONS : La présente émission faisant l'objet de la garantie de l'Etat, il n'y a pas de masse des porteurs d'obligations.

PRISE FERME : Cet emprunt fait l'objet d'une prise ferme par la Banque nationale de Paris.

GARANTIE DE L'ÉTAT : Le service de l'emprunt en intérêt, amortissement, impôts et frais accessoires est garanti par l'Etat.

L'émission sera ouverte le 25 novembre 1991 et pourra être close sans préavis.

BUT DE L'ÉMISSION : La présente émission contribuera au financement des activités du Crédit d'équipement des PME et de ses filiales.

La notice, prévue par la loi, est publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 25 novembre 1991.

A notre connaissance, aucun élément nouveau intervenu depuis le 4 juin 1991 et 1^{er} octobre 1991, dates des visas ci-dessus apposés par la Commission des opérations de Bourse n'est susceptible d'affecter d'une manière significative la situation financière de la Société :

— visa n° 91-215 sur la note d'information publiée à l'occasion de l'emprunt du 10 juin 1991 ;

— visa n° 91-377 sur la fiche d'information comprenant les résultats semestriels publiés à l'occasion de l'émission de l'emprunt du 7 octobre 1991.

Le Président du Directoire

Michel PRADA

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67.833 du 28 septembre 1967, la Commission des Opérations de Bourse a approuvé, sur la présente fiche, le visa n° 91-439 en date du 12 novembre 1990.

Le rapport annuel de l'exercice 1990, la note n° 91-215 du 10 juin 1991 ainsi que la fiche 91-377 du 1^{er} octobre 1991 sont disponibles sur simple demande au Crédit d'équipement des PME, Service de la communication, 14, rue du 4-Septembre - 75002 PARIS - Tél. (1) 42-98-80-85.

CHAMPS ECONOMIQUES

Pauvreté et richesse

Indonésie : à l'ombre

La communauté chinoise doit composer avec le

A ce club très fermé de dames de la bonne société de Djakarta, on n'entre pas qui veut : non seulement la cooptation est de rigueur pour ces Indonésiennes très haut de gamme, mais encore si elle a pour base la connaissance personnelle, elle se fonde sur un critère unique : l'argent. Ce n'est pas l'une de ces associations à but d'abord charitable à la mode américaine pour faire la pique aux clubs masculins - Lions, Rotary ou autre Kiwanis - C'est une rencontre mensuelle et cordiale, pour prendre le thé et papoter, échanger les nouvelles et se passer les bonnes adresses.

Au cœur de ces activités, une gagnante : chacune des participantes est tenue d'y déposer à chaque fois la coquette somme de 1 000 dollars. A la fin de la réunion, l'une d'elles empoche à tour de rôle le gros lot. Comme le club comporte deux douzaines de membres, le calcul est vite fait : l'une de ces dames dispose, quand vient son tour, d'un joli pactole dont elle est bien entendue libre de disposer à sa guise. Il paraît que ce passe-temps est plus répandu qu'on n'aurait tendance à l'imaginer dans les milieux aisés du pays-archipel.

Scène courante dans la capitale sur l'île de Java, où peuplée qu'elle est de ce trop-plein de richesse démographique : au pied d'un gratte-ciel où s'entassent bureaux, restaurants et boutiques, un portier accroché à son micro répète inlassablement une longue litanie de pré-noms, entrecoupés de chiffres. Et les grosses voitures à air conditionné viennent une à une se ranger en bord du perron, un gardien se

précipite pour ouvrir la portière, Madame s'installe, le chauffeur démarre.

Pendant ce temps, le long des avenues d'une ville moquée démesurément en graine au cours des vingt dernières années, le flot de véhicules s'engorge et s'embouteille aux feux clignotants, créant parfois d'étranges magnas chromés quand descend brutalement la nuit tropicale. A l'époque des pluies, il arrive que le flux automobile ressemble à une longue théorie de barques luisantes noyées par des trombes d'eau.

Curieusement, jusqu'à il y a peu, l'Indonésie donnait volontiers l'impression de se complaire dans une manière d'isolement sinon ostensiblement revendiqué, du moins opportunément accepté - pour former le plus grand Etat musulman de la planète - 185 millions d'habitants pour quelque treize mille îles, dont à peine la moitié habitées. Et des richesses à ne plus savoir que faire : du pétrole bien sûr, mais aussi des ressources agricoles diversifiées, des métaux et des minéraux variés, de superbes atouts touristiques.

Un grand scandale

Mais depuis l'indépendance arrachée aux Pays-Bas dans le sillage de la seconde guerre mondiale, le problème fondamental du pays a été et demeure celui du pouvoir, et donc de la répartition de ces richesses. Car comme dans tant d'autres pays dits du tiers-monde, les deux vont de conserve, avec le favoritisme, le népotisme, les prébendes et les trafics d'influence, la corruption. Il y a

quelques années, un gigantesque scandale avait déboulonné la Pertamina, la compagnie nationale des pétroles, et à Djakarta, à mots couverts, on faisait des gorges chaudes des extravagants caprices de nouveaux riches ne craignant pas d'étaler jusqu'à la provocation leur insolente opulence, jusqu'au jour où de sévères rappels à l'ordre firent dissimuler les apparences trop choquantes, sans faire pour autant disparaître les habindes ainsi prises ni payer les coupables des débordements.

A l'époque, rumeurs et histoires drôles étaient colportées de quartier en quartier par les *bebas*, ces cyclo-pouses habiles à se faufiler dans le trafic automobile de plus en plus chaotique. Aujourd'hui, il n'y a plus de cyclo-pousse à Djakarta : ayant jugé un beau jour que ces gagne-petit dépariaient dans un paysage urbain en pleine expansion, les autorités municipales leur ont intimé l'ordre de vider les lieux.

Les véhicules, taxis du pauvre, ont été purement et simplement jetés à la mer. Selon les responsables municipaux, ce cimetière de cyclo-pouses devrait former à la longue une espèce de récif artificiel dans la baie de Djakarta, qui servirait de parc d'élevage à poissons et à crustacés.

En attendant, plus de cent mille chauffeurs ont ainsi perdu du jour au lendemain leur gagne-pain. Ils ont eu beau crier et tenter de faire valoir qu'ils faisaient vivre des familles entières, les autorités ont tenu bon, d'autant qu'elles comptaient sur cette opération coup de poing pour freiner, sinon stopper, l'exode rural. Et d'ajouter que la ville, dispose de taxis en nombre suffisant, que les *bebas* consti-

L'empire de M. Liem

Il est grand parmi les grands d'Asie, et il est devenu le pater de l'économie indonésienne. Sa fortune, il l'a bâtie dans le sillage de l'homme fort du pays, et son empire étend aujourd'hui ses tentacules bien au-delà des limites pourtant considérables de l'archipel. Son secret, c'est un mélange de travail acharné, de discipline personnelle et d'un talent sûr du risque calculé. Le goût aussi du défi industriel, avec sans doute un zeste de volonté de pouvoir - ou d'attrait de l'argent dans une société où la stabilité dépend du bon vouloir d'un clan, voire d'un seul homme.

Né en septembre 1917, une année du Serpent selon la zodiaque de sa Chine natale, Liem Sioc Liong quitte à vingt ans la ferme paternelle dans la province méridionale de Foukien. Il se dirige alors vers Java, où il travaille chez un oncle qui vend de l'huile d'arachide, avant de monter lui-même une petite entreprise de poudre de café.

La chance lui sourit pendant la guerre d'indépendance, quand il devient l'un des fournisseurs attitrés de l'armée nationale, en particulier de la fameuse division Diponegoro basée à Semarang, au centre de Java. Il se lie alors avec celui qui était à l'époque chef des approvisionnements, avant d'être nommé commandant de la division, le lieutenant-colonel Suharto.

Depuis, la confiance semble ne s'être jamais démentie entre les deux hommes. Ainsi, durant la période plus délicate du dirigisme économique du président Sukarno, la protection de Suharto a sans doute valu de précieux passe-droits à l'habile entrepreneur chinois lancé déjà, comme il le dit lui-même, « dans le processus de formation de son capital ».

Il se taille à l'époque une part respectable du commerce du clou de girofle et du sucre, puis du café et du caoutchouc, premières pierres de l'édification d'un impressionnant réseau de biens dans l'agro-business. Dès le début des années 50, Liem pose également ses premiers jalons dans le système bancaire, se prévalant de liens bien établis avec les militaires.

Quand, en 1966, Suharto remplace Sukarno à la tête de l'Etat, Liem est toujours dans son ombre. Dans les dix années qui suivent, licences et crédits permettent à l'ancien émigrant d'asseoir ses positions dans l'industrie du ciment et du bois, et de s'assurer

un quasi-monopole dans l'importation et la distribution de farine. Il échappe aussi aux regards inquiets d'une vague commission parlementaire chargée d'enquêter sur des cas trop flagrants de corruption.

Ses perteneurs les plus proches, connus sous l'appellation de « Liem Investisseurs », ont partie liée avec lui de longue date. D'abord son vieux compère Djuhar Sanjaya, lui aussi originaire du Foukien, puis Suchwikatomo, frère de lait du président Suharto, et un homme d'affaires de la remuante province d'Aceh, Ibrahim Rajad. A eux quatre, ils dirigent d'une main de fer dans un gant presque toujours de velours les activités de ce qui a fini par devenir le plus grand conglomérat d'Indonésie, le groupe Salim.

Les marchés asiatiques

A partir des années 80, Liem Sioc Liong, qui s'appelle désormais Soedono-Salim, après avoir indonésianisé son nom, s'internationalise et prend fermement pied d'abord à Hongkong, où il fonde la compagnie First Pacific. Après un début difficile dans la future ex-colonie britannique, le holding supervise les opérations de soixante-quinze entreprises dans plus d'une vingtaine de pays, des Philippines à l'Australie en passant par la Thaïlande, la Chine, les Pays-Bas et les Etats-Unis, où la First Pacific contrôle notamment trois banques.

En Indonésie même, la diversification des activités du groupe Salim se traduit par une présence prépondérante dans le montage de voitures, l'industrie alimentaire, la pétrochimie, les cosmétiques, la banque et autres activités annexes comme la construction urbaine à Djakarta ou les télécommunications. Aujourd'hui, le patriarche de soixante-quatorze ans a décidé de partager, et non de déléguer, une partie de ses responsabilités avec son plus jeune fils, Anthony, un fringant quadragénaire éduqué à l'anglaise.

Aussi redoutable négociateur et aussi dur en affaires que le bâtisseur d'empire, le fils aîné peut être mieux se mouvoir dans le mode fluctuant et imparable de cette fin de siècle. Du moins, il en a l'impression. En attendant de s'adjuger les pleins pouvoirs et de restructurer à sa guise, il négocie des contrats avantageux avec les entreprises toutes neuves nées sur

les débris de l'Union soviétique, notamment en Ouzbékistan et en Sibérie.

Il fait tout aussi royalement ses gammes dans l'archipel indonésien de Riau, à quelques encablures de Singapour, où, avec le concours des autorités de l'Etat ainsi que de la province malaisienne de Johore, il contribue substantiellement au développement à grande vitesse des îles de Batam, Bintan et Bulan. Dans cette vaste et fructueuse entreprise, il a notamment pour partenaire indonésien Bambang Trihatmodjo, fils du président Suharto.

En début de 1991, Liem Sioc Liong avait frappé un grand coup, en devenant l'actionnaire principal de United Industrial Corporation, l'une des plus grandes compagnies privées de Singapour, signifiant du même coup qu'il entendait continuer à se déployer sur les marchés asiatiques. Non content de « valoir » quelque 7 milliards de dollars et de fournir directement du travail à plus de 130 000 personnes, il veut sans doute - assurément à mi-voix de mauvaises langues - assurer son avenir en prévision de l'après-Suharto.

Il est vrai que nombre de candidats de souche indonésienne à l'enrichissement rapide pourraient avoir des comptes à régler avec le dynaste venu d'ailleurs faire fortune à Java. Passer 5 % du produit national brut de l'Indonésie, c'est beaucoup pour un seul groupe et ne manque sans doute pas de susciter des jalousies. Le milliardaire ne semble pas s'en faire pour autant.

Bourreau de travail, sa journée normale continue de dépasser les dix heures de bureau, après le jogging matinal quotidien. Frugal, M. Liem ne fume ni ne boit, parle peu et sourit parfois. En voyage à l'étranger, il est toujours accompagné soit de l'un de ses fils, soit d'un proche collaborateur qui lui sert de traducteur.

Il lui arrive même de se plaindre avec une pointe de mélancolie. Interrogé récemment sur ses projets de développement à l'étranger, le vieux monsieur s'est contenté de plisser les yeux en répondant : « Où voulez-vous que j'aille ? Si je vais investir à l'étranger, on criera tout de suite à la fuite des capitaux. Si je les investis sur place, on m'accuse aussitôt de vouloir tout monopoliser. »

J.-C. B. et G. L.

CHAMPS ECONOMIQUES

dans le monde

de la présidence

clan au pouvoir et la caste militaro-bureaucratique

tuait une illustration vivante d'une exploitation dégradante de l'homme par l'homme, et que des véhicules similaires aux jerrys de Manille ou aux tuk-tuks de Bangkok allaient les remplacer.

Apparemment, cette petite guerre pour la survie de milliers de personnes n'a jamais empêché les nantis de cette société profondément inégale de dormir. Dans les beaux quartiers de la capitale comme des quelques grandes villes du pays, les hauts murs entourant les vastes propriétés, où s'élevaient de superbes demeures au confort dernier cri, préservent les résidents des échos de ces lointaines querelles. Larges et aérées, les allées bordées de manguiers ou de lychees ne voient filer que de longues limousines silencieuses, une fois passées les barrières préservant le bien-être des lieux. Parfois, on entend la clochette d'un marchand ambulancier, qui propose une soupe ou des sucreries : c'est qu'un chantier est à proximité et que les ouvriers du bâtiment doivent tout de même pouvoir se nourrir.

De luxueuses résidences

Les effets du boom des dernières années sont particulièrement visibles dans la luxueuse zone résidentielle de Pondok Indah, implantée autour d'un terrain de golf au sud de Djakarta. Les habitants des imposantes maisons blanches, arborant presque toutes des antennes paraboliques, de ce quartier ultra-riche sont des ministres, des généraux ou encore quelques chevaliers d'industrie ayant récemment réussi dans les affaires. Les riches Chinois, quant à eux, préfèrent le quartier septentrional de Pinit, à proximité de la mer et qui dispose également d'un golf.

Les aspirants à une sécurité encore plus grande n'ont tout loisir de s'installer dans une villa d'un club surveillé en permanence ni dans un appartement d'un immeuble-tour au milieu d'un parc aménagé pour le jogging quotidien, sans oublier la piscine, le sauna et les courts de tennis. Au-delà des grandes avenues, derrière les grands hôtels et les centres commerciaux, l'immense majorité des dix millions d'habitants de la métropole est réduite à s'entasser dans de sordides taudis ou à se réfugier dans les faubourgs tentaculaires, sans infrastructures ni eau courante, de la périphérie.

Alors que dans les milieux dirigeants du pays se pose en termes plus que féconds la question de la succession du président Suharto, un problème déjanté à l'extrême a tendance, depuis deux ou trois ans, à revenir comme un leitmotiv : celui de la disparité des moyens, et donc du partage des richesses, entre grandes et petites ou moyennes entreprises. En Indonésie, il prend des tonalités particulières, car il touche en fait des cordes aussi sensibles que l'aspect racial ou religieux de la société. Il est de notoriété publique dans le pays-archipel que, sans l'entregent et le dynamisme des Chinois, il ne saurait être question de décollage économique.

La présence chinoise est due à l'ancien colonisateur néerlandais, et jusqu'en 1955 les membres de cette

communauté étaient considérés comme de simples étrangers, au même titre que les ressortissants d'autres pays. Dans le sillage de l'indépendance, les nouvelles autorités avaient d'ailleurs lancé dès 1950 le programme dit de Benteng, visant à protéger le commerce indigène en réservant aux entrepreneurs pribumi, c'est-à-dire de souche autochtone, certaines importations, afin de les aider à accumuler des capitaux.

Après la nationalisation des biens hollandais en 1957-1958, le président Sukarno imposa un contrôle strict de l'économie, tandis que les Chinois se voyaient interdits de commerce dans les zones rurales à partir de 1959. Le nouvel ordre cher au président Suharto, qui lui succéda, s'employa à intégrer davantage la communauté chinoise au monde indonésien, tout en maintenant un ostracisme certain à son égard : aucune enseigne ni publication en caractères n'est tolérée, les écoles chinoises ont été fermées.

Les citoyens indonésiens d'ascendance chinoise ont été vivement encouragés à adopter des noms locaux. Cela ne les empêche pas d'avoir, inscrit sur leur carte d'identité, un chiffre distinctif qui les identifie instantanément comme citoyens à part. Et cela n'a pas empêché non plus de violentes manifestations antichinoises et antijaponaises, en particulier en 1974, dont visiblement les autorités craignent toujours d'éventuelles récurrences.

En fait, le fossé qui s'est creusé au fil des ans entre une communauté prospère et minoritaire - 3 % de l'ensemble de la population - et la grande majorité indonésienne procède de facteurs divers, la conception de la vie et du travail n'étant pas la moindre divergence. Ainsi, les Chinois concentrent à eux seuls les deux tiers des activités économiques privées, en dépit de lois protectionnistes votées et appliquées en faveur des industriels autochtones. Ces derniers bénéficient depuis 1974 de lois-ventures prioritaires avec les investisseurs étrangers et de lignes de crédit spéciales octroyées par les banques. Le gouvernement a même fondé en 1977 une société d'investissements, la PT Danaraska, afin d'aider les pribumi à acquérir des parts dans les accords conclus avec des firmes étrangères.

Les entreprises parrainées

La lenteur des changements a incité les autorités à développer, à partir des années 80, l'idée d'un « parrainage » des petites et moyennes entreprises locales par les grands groupes dominés par les Chinois. En 1990, le président Suharto a directement invité les dirigeants des principaux conglomérats à céder 25 % de leur capital aux coopératives de travailleurs. Une trentaine d'entre eux ont accepté de faire un geste, mais pour des montants beaucoup plus modestes, jusqu'à concurrence de 1 % du capital.

Et d'aucuns de constater, mi-fugue mi-raison, dans les milieux concernés de Djakarta, que les seules entreprises florissantes d'Indonésie de souche sont celles des enfants de Suharto. Ainsi, le cadet, Tommy, s'est arrogé le monopole du commerce du clou de girofle, épice d'autant plus appétissante qu'elle entre dans la composition des cigarettes kretek, les plus fumées de l'archipel.

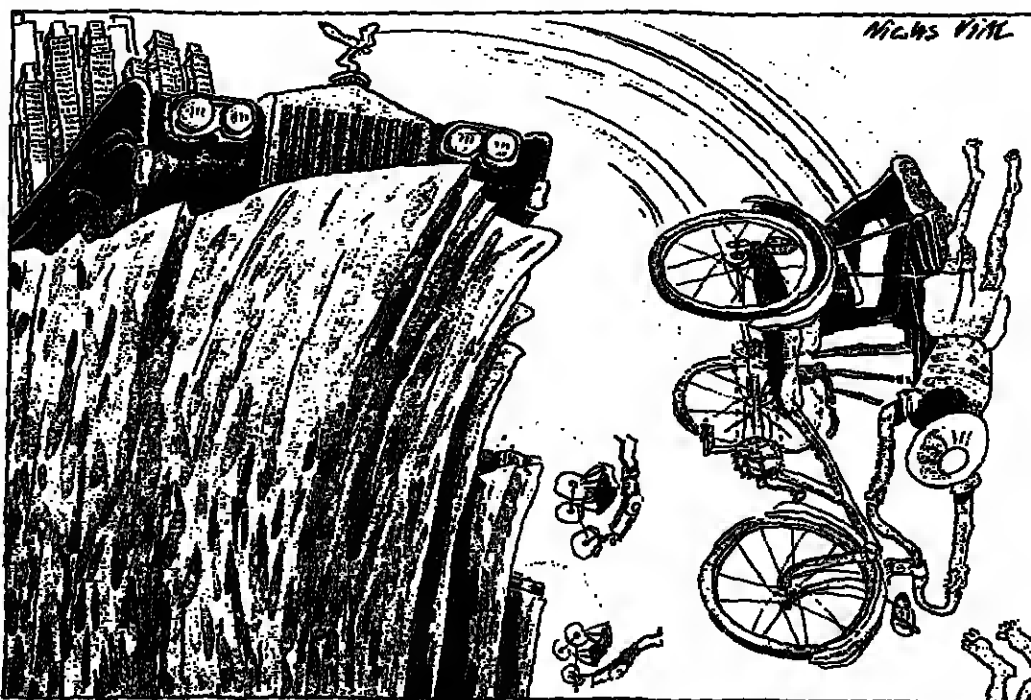
Sa fille Tutut s'occupe des concessions d'autoroutes tout en portant un intérêt particulier aux terrains disponibles à Djakarta. Un autre de ses fils, Sigit, fait partie, avec un cousin et un beau-frère, de la direction d'une entreprise privée qui commercialise l'essence des

exportations d'huile de palme. Aucune transaction un tant soit peu importante n'échappe à l'œil vigilant de la famille présidentielle. La propre femme du chef de l'Etat, l'ien Suharto, préside au passage une commission sur tous les grands contrats, ce qui lui a valu le surnom de « Tien pour cent ». Enfin, un troisième fils, Bambang, est étroitement lié aux activités de certains grands brasseurs d'affaires chinois.

Quant à Anthony Salim, fils du magnat Liem Sioe Liong et PDG du groupe Salim (voir encadré), le plus grand conglomérat du pays, il constate : « On parle beaucoup de partage équitable, encore faudrait-il savoir ce que l'on entend par là. S'agit-il des dix, des cent ou des mille au sommet qui ont déjà assis leurs propres affaires, ou des 180 millions d'Indonésiens ou de sous qui ont besoin d'emplois ? »

Le rattachement est peut-être saisissant, il n'en demeure pas moins d'un impitoyable réalisme dans ce pays où le salaire minimum quotidien ne dépasse guère 1 dollar et où le produit intérieur brut par habitant s'inscrit autour de 350 dollars. D'après les statistiques officielles, il n'était que de 80 dollars il y a vingt ans et de 490 dollars en 1980. Il est vrai aussi que près de la moitié de la main-d'œuvre indonésienne est sous-employée ou au chômage.

Serait-ce en dernier ressort une question de niveau d'éducation ?



Là encore, la réponse n'est pas simple. L'Indonésie indépendante a sans nul doute marqué des points : depuis 1985, elle se suffit à elle-même en riz, après avoir pratiquement doublé sa production (21,5 millions de tonnes en 1973, 40 millions en 1985).

En chiffres absolus et relatifs, la pauvreté a sensiblement reculé : sur 135 millions d'Indonésiens en 1976, 54 millions - soit 40 % - vivaient au-dessous du seuil de pauvreté (2 100 calories par jour, et satisfaction minimum des besoins en logement, santé, vêtement et éducation). Sur les 172 millions de 1987, il y en avait 30 millions, soit

17 % du total, et ce courant ne s'est pas démenti depuis.

L'espérance de vie s'est allongée, tandis que la mortalité infantile a baissé de près de moitié, revenant de 132 pour 1 000 en 1971 à 71 pour 1 000 en 1985. Le taux de fécondité serait aussi en régression, se situant tout de même encore à 3,5. Les autorités visent à la création de nouvelles habitudes autour de noyaux familiaux plus réduits, mais estiment qu'il faudra encore une cinquantaine d'années avant que la population ne se stabilise autour de 290 millions d'habitants.

Ces perspectives témoignent de l'ampleur des défis à relever, expli-

quant du même coup les réticences que provoque l'idée d'une répartition plus équitable des richesses. Dans les allées du pouvoir, il y a des Indonésiens riches, avec tout ce que cela comporte d'ostentation et d'extravagance. Mais ce sont toujours les Chinois - et probablement encore pour un temps - qui tiennent le haut du pavé, ne serait-ce que parce que eux, même puissants à ne plus savoir que faire de leurs richesses, ne représentent pas une menace directe pour le pouvoir politique en place.

de Djakarta
JEAN-CLAUDE BUHRER
et CLAUDE LEVENSON

SPORTIFS, DEVEZ-VOUS ACTIONNAIRES DU BANQUIER DE VOTRE VILLE. 210F PAR ACTION.

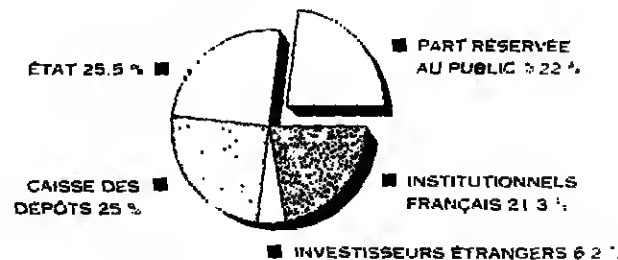
C'EST UN PLACEMENT SÛR

Quatre points forts démontrent la solidité et la puissance du Crédit local : la qualité de ses principaux actionnaires, l'état et la Caisse des dépôts ; la stabilité de sa clientèle, les collectivités locales ; la progression de ses résultats avec un bénéfice net consolidé 1990 de 948 MF en augmentation de 26,5 % depuis 1988 ; le niveau de son bilan consolidé : 243 MdF fin 1990.

C'EST UNE VALEUR D'AVENIR

Leader du financement du développement local avec plus de 40 % des prêts à l'équipement collectif, le Crédit local intervient sur un marché porteur. Banquier spécialisé, il accompagne de son expertise les innovations des décideurs locaux. Présent en Europe et aux Etats-Unis, son objectif est de réaliser 15 % de son chiffre d'affaires à l'international en 1993.

STRUCTURE DU CAPITAL



Vous pouvez participer à l'opération en vous adressant aux banques, aux sociétés de bourse, à la Poste, aux Caisses d'Épargne et au Trésor public.



Une note d'opération visée le 18/11/1991 par la COB est disponible sur simple demande auprès des établissements chargés de recevoir les ordres d'achat. BALD du 7 octobre 1991.

Pour plus d'informations, téléphonez : au 16 (1) 40 87 14 00 ou composez : sur Nimitel 56 16 CLF

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE
ACHETEZ VOS ACTIONS JUSQU'AU 29 NOVEMBRE 1991

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lescaud, gérant
directeur de la publication
Bruno Pappat
directeur de la rédaction
Jacques Guir
directeur de la gestion
Manuel Liebert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Jacques Arnalric
Thomas Farnand
Philippe Hermon
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fournet (1969-1982)
André Laurent (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE CALQUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40 66 25 25
Télécopieur : 40 66 25 99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40 66 25 25
Télécopieur : 40 66 30 10

Ont été déjà publiées dans « Champs économiques » des enquêtes comparables sur la Turquie et l'Allemagne (7 août 1990), la Grande-Bretagne et l'Inde (14 août), l'Italie (21 août), le Mexique (28 août), la Nigéria (4 septembre), la France (11 septembre), la Japon (18 septembre), les Etats-Unis (25 septembre), le Pérou (12 février 1991), la Bolivie (21 mai), la Thaïlande (3 septembre) et l'Australie (10 septembre).

كلنا من الاعداد

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Europe monétaire (suite) : on négocie dans le vide

DANS l'accord en préparation sur l'union économique et monétaire, le plus intéressant, et le plus inquiétant, est son caractère pau, ou pas du tout, monétaire. Cela peut paraître paradoxal, mais a expliqué par les préoccupations de la plupart des négociateurs à trois semaines du sommet de Maastricht. Il s'agit, dans leur esprit, d'arriver à des formules qui soient à la fois acceptables par les différents gouvernements en présence et susceptibles de favoriser l'impressionnisme tant les marchés des changes que les opinions publiques.

L'apparence est qu'un an matière d'élimination des déséquilibres budgétaires, de stabilité des prix et de convergence des politiques économiques, on a été déjà engagé dans la bonne voie si l'on établit un petit nombre de critères aussi objectifs que possible. La réalité est qu'un accord de ce genre, en renvoyant à plus tard le choix des moyens pour atteindre le but extraordinairement ambitieux qu'on s'est assigné : créer à l'intérieur de la Communauté une union monétaire totale et irrévocable d'ici, du moins on l'espère, à la fin du siècle.

Il y a moins de trois ans, à l'époque où fut mis en chantier le fameux rapport Delors, l'aménagement d'une période de transition, étalée sur deux étapes (la première a commencé le 1^{er} juillet 1990), pouvait apparaître, dans son principe en tout cas, relativement simple. L'idée était que pour arriver dans de bonnes conditions au seuil de la troisième et « définitive » étape, les pays participants à la tradition plus ou moins inflationniste et à monnaie plus ou moins faible n'avaient qu'à suivre la chemin tracé par la SME (Système monétaire européen). Ils étaient priés de continuer à s'aligner progressivement sur la politique suivie et les résultats obtenus par l'Allemagne occidentale, où la pauvreté d'achat de la monnaie était la plus stable et les taux d'intérêt les plus bas. Or, dès avant sa réunification (en 90, aujourd'hui, tendance à oublier cette chronologie), le pays phare commençait à donner des signes de détérioration : le renchérissement du crédit y précède la gonflement soudain du déficit budgétaire consécutif à la prise en charge des cinq Länder (provinces) de l'Est.

Comme on voit mal la Communauté proposer pour l'ensemble de ses membres des réajustements d'équilibre qui pourraient se révéler hors de la portée de celui qui, tout handicapé qu'il est devenu, demeure le plus vigoureux d'entre eux, la programmation envisagée pour passer à l'étape suivante « finale » a perdu tout contour précis. Les critères qu'on s'apprête à retenir, moyennant, peut-être, quelques modifications de dernière heure, n'ont pratiquement pas de signification du point de vue du retour à la stabilité. Le projet mis sur la table, comme on dit, par la présidence néerlandaise ne leur accorde la première place que faute de mieux.

Qu'en an juge. Un pays, pour être reconnu apte à faire partie de l'union, devra, lors du premier examen de passage qui doit avoir lieu « au plus tard avant la fin de l'année 1996 », se présenter sans déficit public « excessif ». Pour donner plus de sérieux à cette exigence formulée d'une manière aussi imprécise, les négociateurs de Bruxelles ont entrepris de la chiffrer. Au stade actuel de la discussion, il semble admis que le déficit budgétaire sera plafonné à 3 % du produit intérieur brut. Si tant est que l'objectif est la stabilité, cet essai de quantification est à la fois dérisoire et contradictoire.

D'abord, la façon même dont le problème est posé est étrangère à un raisonnement économiquement financier, le seul qui pourrait, en l'occurrence, déboucher sur des conclusions claires (quitte à les tempérer pour tenir compte d'autres paramètres). Le déficit budgétaire est une notion comptable, le PIB est une construction statistique. On compare deux choses conceptuellement différentes. Il aurait été beaucoup plus pertinent, n'en déplaise aux experts des Trésors nationaux et de la Commission européenne, de rapprocher le montant du déficit de celui du total des dépenses publiques. Mais la critique ne doit pas s'arrêter là.

Les Allemands avaient préconisé une autre méthode, bien mieux adaptée à

l'objet proclamé. Ne devaient, selon eux, n'être admissibles que les déficits correspondant au montant des investissements publics. Ce critère, dans la réponse est apparue par l'expérience historique, y compris récente. Chaque fois que les finances publiques ont été gérées selon ce principe, une abondante épargne s'est révélée disponible pour souscrire, à des taux modérés, les emprunts émis par le Trésor et ses dépendances. Rappelons que le plan d'assainissement budgétaire le plus réussi, en France, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, a été le plan Pinay-Rueff de la fin 1958. Il était entièrement bâti sur cette confiance faite au relâche de l'épargne.

Les ministres des finances de notre époque préfèrent se retrancher derrière un alibi. Ils prétendent que l'épargne est devenue structurellement insuffisante. La plus triste est qu'ils trouvent maints économistes pour les aider à accorder cette incroyable absurdité. Pour ne citer que cet argument, où était l'insuffisance de l'épargne quand Français, Américains, Anglais, etc., se montraient toujours prêts à se signer à blanc pour acheter des appartements et des actions en Bourse surévaluées ?

Ajoutons encore ceci : si on ne s'inspire pas de la règle que Bann voulait inscrire au centre du dispositif, on n'a aucune chance de faire respecter l'interdiction à laquelle les promoteurs d'une monnaie européenne stable tiennent, à juste titre, par-dessus tout, sans toutefois en tirer toutes les conséquences. Dans tous les projets qui ont été examinés tour à tour, qu'ils aient été d'origine française, allemande, luxembourgeoise, néerlandaise ou européenne (Commission), on retrouve la disposition suivante, qui ne manquera pas d'être solennellement énoncée à Maastricht : et plutôt deux fois qu'une pour se donner bonne conscience : ni la future Banque centrale européenne (BCE), ni les Banques centrales nationales n'auront le droit de financer les déficits publics ou communautaires par émission de

monnaie contre achats directs des titres émis soit par les Trésors nationaux, soit par la Communauté elle-même. Très bien. Mais que se passe-t-il dans la réalité ?

COMME les États financent aussi par l'emprunt leurs dépenses inconditionnelles, ils prennent leurs précautions pour que le marché, réputé libre, leur procure tout ce qu'ils lui demandent. Pour y parvenir, ils ont recours à deux procédés. Ils n'hésitent pas à s'endetter, au mépris de toute bonne gestion financière, pour de longues périodes (allant jusqu'à trente ans) à des conditions onéreuses. On a cloué au pilori l'emprunt Giscard 1973, indexé sur l'or, parce que son remboursement a coûté les yeux de la tête. Encore Valéry Giscard d'Estaing ne pouvait-il connaître le résultat final au moment du lancement. C'est en pleine connaissance de cause qu'aujourd'hui la Trésorerie accumule, par de nouvelles émissions d'OAT (obligations assimilées du Trésor), chaque mois une dette dont le service lui reviendra très cher.

L'autre procédé, pratiqué par les États et sur lequel l'accord de Maastricht (qu'on donne pour probable) fait peser un silence et scandaleusement silencieux, c'est de faire souscrire, indirectement, une partie des emprunts publics par les banques commerciales. Cela est moins voyant que le financement maintes fois par l'Institut d'émission, mais le résultat est exactement le même. Là se loge la contradiction signalée plus haut : il serait inutile de poursuivre les déficits « excessifs » si on ne se contentait pas d'un faux semblant. Le trompeuse apparence consistait à dénoncer pour la galerie le financement monétaire par la seule Banque centrale en fermant les yeux sur le financement du déficit par l'appareil bancaire au sens large.

D'une façon plus générale, la tromperie, déjà commise avant que Maastricht n'ait commencé, est de persuader le public qu'il pourrait créer une monnaie stable pour toute l'Europe sans rien changer de fondamental aux arrangements actuellement suivis dans les pays qui s'autofinancient de bien gérés. Il se prétend, parce qu'il mène leurs affaires un peu moins mal que l'Italie et très nettement mieux que la Grèce.

Jordanie : le fardeau des rapatriés

Suite de la page 25

Selon une étude du ministère du Plan, 83 % des rapatriés en âge de travailler sont au chômage. Les autorités espèrent qu'ils utiliseront leur épargne encore disponible pour investir dans le royaume. Les résultats de l'étude marquent cependant les limites d'un tel optimisme : 17 % seulement des familles auraient un projet d'investissement, et le climat politique dans la région n'y est guère propice, même si des espoirs de paix se font jour.

« Beaucoup sont dans l'expectative, note un observateur. S'ils peuvent trouver du travail ici, ils resteront, car souvent ils ont de la famille ; mais en même temps, ils prospectent ailleurs. Les plus démunis, eux, resteront. » Ils sont nombreux : un tiers des familles vivent au-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 150 dinars par mois (environ 1 500 francs).

La fin des capitaux

Le principal manque à gagner provient du tarissement des rapatriements de capitaux assurés par les Jordaniens du Koweït — une moyenne annuelle estimée à 600 millions de dollars, — ce qui devrait se traduire par une détérioration, d'ici à la fin de 1992, de 1,5 milliard de dollars pour la balance des paiements, déjà fortement ébranlée par les effets de la guerre du Golfe.

Outre le recul de 30 % du produit intérieur brut au cours des cinq derniers mois de 1990, dû à l'embargo imposé par les Nations unies à l'Irak, le soutien d'Amman à Bagdad lui a coûté ses principaux marchés d'exportation. L'Arabie saoudite, les Emirats Arabes unis et le Koweït, qui bayonnaient maintenant les produits jordaniens (agrumes, phosphates, patasse...), absorbaient, avec l'Irak, 40 % des exportations du royaume.

La Jordanie paie aujourd'hui le

tribut de sa trop grande dépendance à l'égard des États du Golfe. Et lorsque son principal bailleur de fonds, l'Arabie saoudite, qui avait versé, en 1989, 40 % de l'aide bilatérale reçue par Amman, coupe les crédits, le pays est condamné... à attendre le réajustement de ses anciennes relations commerciales ou à diversifier ses marchés.

Dans le même temps, le retour des rapatriés alourdit la facture des importations de 750 millions de dollars pour satisfaire les besoins alimentaires, énergétiques et médicaux. Habités depuis des décennies aux périls politiques, les royaumes du Golfe, cette fois, confrontés à la menace économique.

Le climat est gros de conflits, tout d'abord dans le secteur du logement. La vague des réfugiés a provoqué une flambée des prix des appartements à louer dans un marché immobilier devenu rapidement saturé. Les loyers ont augmenté en moyenne de 60 % depuis juillet, voire doublé pour les villas dont on ne voit plus aucune offre dans les journaux.

« La situation est explosive », indique M^{me} Saha Hammour, responsable de l'agence immobilière Saudi Real Estate, selon laquelle 10 % au moins des familles de rapatriés n'ont pas de toit. Il manquerait actuellement « 80 000 appartements pour faire face aux demandes de logements, alors que la capacité de construction annuelle est de 20 000 », souligne-t-on au ministère de l'habitat.

La situation est d'autant plus tendue que les propriétaires profitent souvent de la crise pour réclamer le versement préalable de douze loyers mensuels au futur locataire (soit entre 3 500 et 4 000 dinars). Et l'insatisfaction est exacerbée par le fait que nombre de ces propriétaires ne subviennent pas à la construction, la législation jordanienne n'autorisant en effet les baisses de

loyers que pour les occupants d'appartements étrangers.

Il ne faut pas non plus oublier les problèmes de l'éducation, aggravés par l'arrivée des réfugiés. Près de la moitié d'entre eux — 44 % exactement, selon l'étude du ministère du Plan — sont en âge d'aller à l'école ou à l'université, ce qui veut dire que, pour satisfaire la demande de l'éducation, il faudrait construire six cents écoles au moins.

Dans le domaine de l'eau, le pays vit à la limite du possible. L'afflux des rapatriés a entraîné une augmentation de 16 % de la consommation d'eau domestique, dans un pays où il n'en tombe qu'au plus 350 millimètres par an. Solution : rationner l'eau utilisée par l'agriculture au profit des zones urbaines d'Amman et de Zarqa, où sont concentrés 80 % des réfugiés. Les autorités viennent ainsi de demander aux paysans de la vallée du Jourdain de ne cultiver cette année qu'un tiers de leurs terres, contre indemnisation leur a-t-on promis.

Un plan de substitution

Face à un tableau aussi sombre — qu'ils n'hésitent pas d'ailleurs à noircir encore afin de mieux sensibiliser l'opinion et les bailleurs de fonds, — les dirigeants font feu de tout bois. Le gouvernement a voté une rallonge budgétaire de 180 millions de dollars et, pour endiguer la montée du chômage, un plan de substitution des emplois où les étrangers seront remplacés par des Jordaniens à été adopté. Car en dépit des 30 % de chômage, nombre de chefs d'entreprise ne trouvent pas de main-d'œuvre... sauf à recourir aux travailleurs égyptiens ou syriens, comme il est pratiqué dans le bâtiment, ou aux domestiques sri-lankais et philippins pour le travail à domicile.

Pays de migrations naturelles, sans grandes ressources et recouvert aux deux tiers par le désert, la Jordanie, qui produit une pléthore de médecins et d'ingénieurs, goûte peu en revanche les emplois de moindre qualification. Jusqu'à une date très récente, il était, par exemple, presque impossible de recruter une infirmière jordanienne.

« Que peut faire un père désargenté pour ses enfants ? », se demande M^{me} Hammour. Seul, pas grand-chose. Aussi Amman travaille-t-il à la reprise de l'aide extérieure, notamment américaine ou anglaise et des organismes internationaux, interrompue pendant la guerre du Golfe, contrairement à l'aide française (environ 400 millions de francs en 1991). Si les concours américains viennent de reprendre, en revanche, s'agissant de l'Arabie saoudite et des Emirats, il faudra sans doute plus de temps. En attendant, on espère que la paix ramènera les touristes.

« Nous devons aussi œuvrer dans le sens d'un renforcement du secteur privé », explique Nabil Mamari. Amman s'efforce de séduire les capitaux étrangers, tente de multiplier les joint-ventures — comme celle conclue récemment entre la Compagnie jordanienne des mines de phosphates et un partenaire indien — et cherche à privatiser comme dans le cas de la compagnie aérienne Royal Jordanian.

Aux inquiétudes sur les dangers de cette politique libérale, le pouvoir répond par des appels répétés à la cohésion nationale et dénonce volontiers l'acharnement mis par certains de ses voisins arabes à « punir » la Jordanie. D'autres tempèrent contre l'injustice du sort réservé au royaume, comparé à Israël, confronté lui aussi à un problème d'accueil d'immigrés (soviétiques) : « Qui paye la facture là-bas ? », s'interroge un économiste, en pointant vers les États-Unis.

Dans un pays à l'identité et à la stabilité toujours fragiles, le recours au libéralisme ou la stature du roi Hussein — renforcée à l'intérieur par les événements du Golfe et son entrelacement à l'extérieur — suffiront-ils à apaiser les craintes de la population qui, après avoir réclamé le soutien à Saddam Hussein, le paie au prix fort. Des éléments d'optimisme existent certes : durant toute cette période troublée, le dinar a bien résisté. Et comme le fait remarquer cet économiste : « Personne n'est encore descendu dans la rue pour manifester contre le chômage ».

d'Amman
GEORGES MALBRUNOT

BIBLIOGRAPHIE

Rendre l'économie aux citoyens

L'ÉCONOMIE est-elle devenue une langue morte ? Certains tendent à le penser. L'expérience vécue, l'analyse des contraintes nationales et internationales, les poussent à considérer « cette science » comme un ensemble de règles objectives qui s'imposent à tout gouvernement. Il existerait comme une « fatalité des grands équilibres ».

Contre cette position des dogmes de consensus, François Hollande et Pierre Moscovici s'insurgent. Socialistes, le premier député, le second secrétaire national du PS, ils proposent également à Sciences Po. C'est leur cours commun qui a inspiré ce livre au titre trop passe-partout, dommage : l'Heure des choix, mais qui a la vertu de « cristalliser » et de garder un itinéraire pédagogique.

La thèse centrale est la suivante : il faut rendre l'économie à la politique, donc aux citoyens. Que nous apprennent d'abord les turbulences mondiales ? Quelques règles de bons sens : les économies doivent rester flexibles pour résister aux chocs ; la productivité doit être forte dans l'industrie ; la spécialisation internationale est une obligation majeure ; un taux élevé d'épargne est un gage de succès ; une économie n'a de force que celle de ses structures.

A celles de l'économie française, nos auteurs consacrent la deuxième partie de leur ouvrage. L'insuffisance des investissements industriels depuis dix ans explique la plupart de nos difficultés (perte de parts de marché, fort chômage). On perçoit moins ce que nous coûtent nos vertus : les pays qui réussissent le mieux à maîtriser leurs prix intérieurs doivent supporter les taxes d'intérêt réels les plus élevées. C'est le paradoxe du SME. L'union monétaire européenne effacera cette anomalie.

Autre vue intéressante, cette fois sur le partage des fruits de la croissance et la nécessaire formation d'une épargne longue : défendre une nouvelle conception du salaire

incluant ce qui est immédiatement distribué, qui ne saurait être sacrifié, et une part différée. De faibles marges existent déjà, mais la résistance des syndicats rendra sans doute difficile leur développement.

Sous le titre « Les politiques économiques à l'épreuve » défilent ensuite les grands sujets du jour. Peu de surprises sur les remèdes au chômage. Un regret cependant : la proposition de la spécificité française. Elle n'est pas que démographique. Elle est aussi culturelle. La peur de « dégrader », d'accepter un travail peu valorisant, retient beaucoup plus de candidats à l'emploi qu'on ne le croit. Et les refus de postes proposés entraînent pas, comme souvent à l'étranger, la suppression des indemnités.

Nos auteurs ont raison d'insister sur le fait que la structure des recettes et des dépenses est plus importante que le solde budgétaire : 48 % des Français ne paient pas d'impôts sur le revenu. Notre pays sera contraint d'élargir l'assiette (est-ce un mal ?) pour compenser la baisse de la fiscalité indirecte induite par la construction européenne.

Une bonne suggestion sur l'avenir du Plan : le transformer, en compagnie de la DATAR et de la direction de la prévision, en une « Délégation générale à la stratégie et à l'aménagement du territoire ». L'enjeu essentiel est, en effet, de préserver un organisme de réflexion sur le moyen et le long terme. On retrouve enfin des accents d'André Gauron (1) dans le plaidoyer pour l'économie mixte et l'édification de l'Europe.

L'air de touche à-tout des auteurs ne doit pas être mis à leur débit. En fait, ils filent à travers les pages, qui méritent d'être remises à jour : l'économie est toujours politique.

PIERRE DROUIN

(1) Les Remparts de l'argent, Ed. Odile Jacob (Le Monde du 3 novembre 1991).

► L'Heure des choix, de Pierre Moscovici et François Hollande, Ed. Odile Jacob, 390 p., 180 F.

ORATION
Assemblée Générale
Le Monde
126 000
LECTEURS
du Monde
exerceront
PROFESSI
LIBÉRAL
Le Monde
est le
premier
d'informa

**Information
SICAV****UNIRENTE****Assemblée Générale Extraordinaire**

Les actionnaires de la SICAV UNIRENTE sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 4 décembre 1991 à 9 h 30, 23 place de Catalogne - 75014 Paris, pour décider de la fusion de leur SICAV avec la SICAV FUTUROBLIG.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première assemblée. Une seconde assemblée sera alors convoquée le 12 décembre 1991 à 10 h à la même adresse.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence du Crédit Agricole.

 **SEGESPAR**
**Information
SICAV****UNIVERS ACTIONS****Assemblée Générale Extraordinaire**

Les actionnaires de la SICAV UNIVERS ACTIONS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 4 décembre 1991 à 10 h, 23 place de Catalogne - 75014 Paris, pour décider de la fusion de leur SICAV avec le FCP AGRI-BOURSE.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première assemblée. Une seconde assemblée sera alors convoquée le 12 décembre 1991 à 11 h 30 à la même adresse.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence du Crédit Agricole.

 **SEGESPAR**
**Information
SICAV****UNI-ASSOCIATIONS****Assemblée Générale Extraordinaire**

Les actionnaires de la SICAV UNI-ASSOCIATIONS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 6 décembre 1991 à 10 h 30, 23 place de Catalogne - 75014 Paris, pour décider de la fusion de leur SICAV avec le FCP AGRI-ASSOCIATIONS.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première assemblée. Une seconde assemblée sera alors convoquée le 16 décembre 1991 à 10 h 30 à la même adresse.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence du Crédit Agricole.

 **SEGESPAR**
**Information
SICAV****FUTUROBLIG****Assemblée Générale Extraordinaire**

Les actionnaires de la SICAV FUTUROBLIG sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 4 décembre 1991 à 11 h, 23 place de Catalogne - 75014 Paris, pour décider de la fusion de leur SICAV avec la SICAV UNIRENTE.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première assemblée. Une seconde assemblée sera alors convoquée le 12 décembre 1991 à 16 h à la même adresse.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence du Crédit Agricole.

 **SEGESPAR**

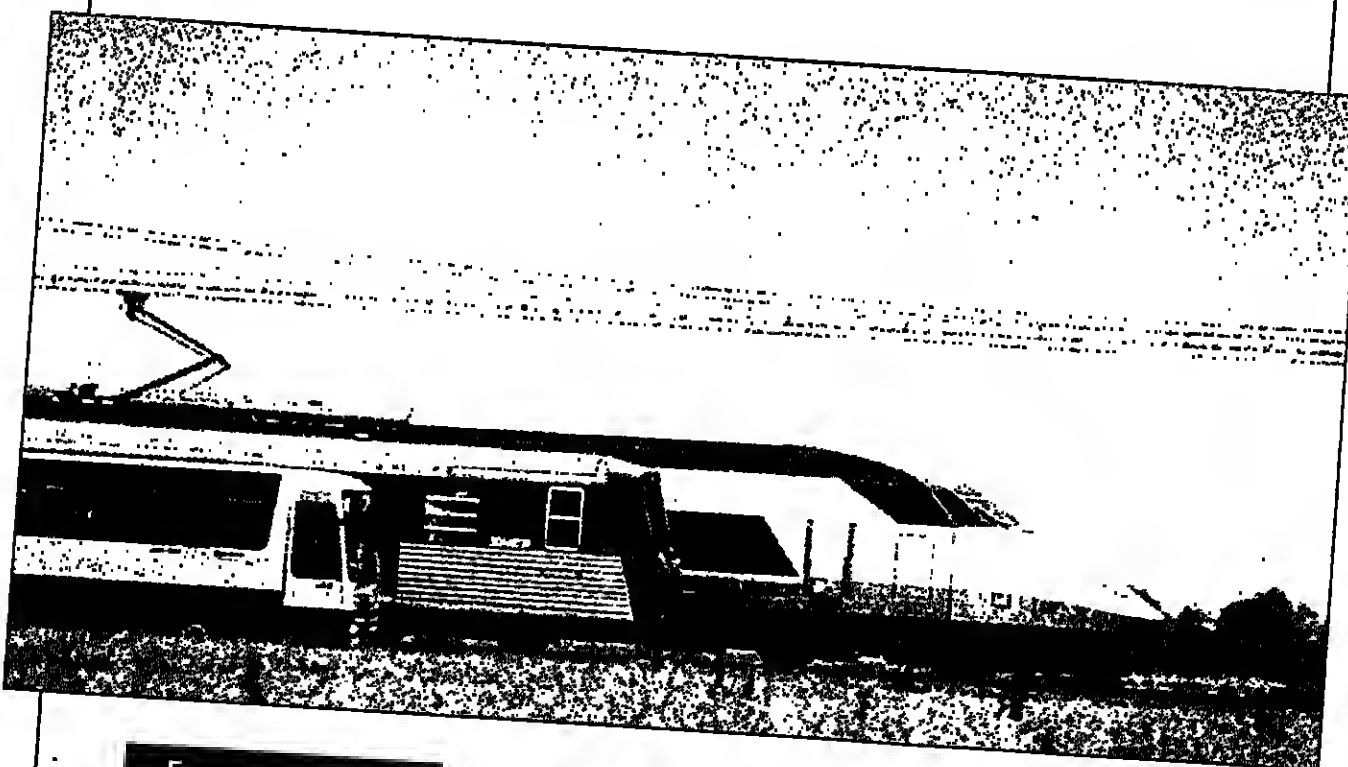
DANS « LE MONDE » DU JEUDI 12 DATÉ 13 DÉCEMBRE

**DOSSIER SPÉCIAL
ÉPARGNE PLACEMENTS**

Pour tout renseignement
Publicité financière
46-62-73-57

NOVEMBRE 1991

**La SNCF émet un nouvel emprunt
d'un montant minimum
de 2,5 milliards de francs**



**Emprunt 9% mars
1991-2003: émission
d'une nouvelle tranche**

La SNCF achève le programme de financement de ses investissements de l'année 1991 en lançant une nouvelle tranche assimilable à l'emprunt 9% mars 1991-2003.

Cette ligne est notée AAA/ Aaa par les agences Standard and Poor's et Moody's.

**Liquidité accrue
de l'emprunt**

En fonction de la demande, le montant de l'émission pourra être porté à 3 milliards de F. Plusieurs établissements assurent la "tenue de marché" de cet emprunt dont l'encours avoisinera 15 milliards de F. Cela lui garantit une grande liquidité et en fait une des lignes les plus traitées du marché.

**Poursuite de
l'internationalisation
du placement**

Après le vif succès rencontré lors de la précédente émission, la SNCF réserve à nouveau une partie de l'emprunt aux investisseurs étrangers.

Pour toute précision complémentaire et pour souscrire, contactez votre établissement financier habituel.

FINANÇONS LE PROGRÈS

DIRECTION FINANCIÈRE: 17 RUE DE LONDRES, 75009 PARIS

Une fiche d'information (visa COB n° 91-457 en date du 20 novembre 1991) est tenue à la disposition du public, sans frais, sur demande. BALO du 25 novembre 1991.

SNCF**Information
SICAV****ORACTION****Assemblée Générale Extraordinaire**

Les actionnaires de la SICAV ORACTION sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 4 décembre 1991 à 10 h 30, 23 place de Catalogne - 75014 Paris, pour décider de la fusion de leur SICAV avec le FCP AGRI-OR.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première assemblée. Une seconde assemblée sera alors convoquée le 12 décembre 1991 à 15 h à la même adresse.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence du Crédit Agricole.

 **SEGESPAR**

**126 000
LECTEURS
du Monde
exercent une
PROFESSION
LIBÉRALE.
Le Monde
est leur
premier titre
d'information.**

(IPSOS 91)

هذا من اجل

مكتبة في الجزائر

SOCIÉTÉ DE CAPITAL DÉVELOPPEMENT

Directeur de participations

Nous gérons 300 millions de fonds propres et notre actionariat est prestigieux.

En étroite relation avec le Directeur Général, vous créerez ce poste. Vous identifierez et réaliserez des opérations de prises de participation (négociation, montage et suivi), animerez les correspondants d'un important réseau bancaire et superviserez des chargés d'affaires.

Diplômé d'une Grande Ecole (X, Centrale, HEC, ESSEC, IEP) et/ou d'un MBA, vous justifiez d'une expérience réussie dans des fonctions similaires ou dans des Directions Opérationnelles (Industrie, Services).

Bilingue anglais, la connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Votre professionnalisme, vos qualités de contact et de négociation vous permettront de vous imposer rapidement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence 150/M à A.L. CONSEIL, 39 rue d'Amsterdam, 75008 PARIS.

A.L. conseil

Directeur Commercial et du Marketing

Biens d'Équipement Construction Électrique

Vous prendrez la Direction Commerciale et du Marketing d'une société d'excellente notoriété ayant de nombreuses années de progression régulière sur son marché (CA 90 France + Export supérieur à un milliard; excellente rentabilité).

Vous avez un tempérament d'animateur, recherchez un challenge de développement commercial international au sein d'une société qui se positionne sur des créneaux de marché à forte valeur ajoutée exigeant innovations, qualité, mobilisation des équipes.

Dans le cadre des politiques définies avec la Direction Générale, vous serez responsable du choix et de la mise en œuvre des décisions qui permettront de renforcer le bon niveau de performances commerciales de la société.

De formation Grande Ecole d'Ingénieur + Gestion, il est indispensable que vous ayez prouvé en France et à l'international vos capacités de réalisateur, d'animateur et de gestionnaire au niveau d'une importante Direction Commerciale et du Marketing ou en qualité d'adjoint, dans l'un ou l'autre des segments de marché liés aux biens d'équipement construction électrique.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence A.DCO.01 M à notre Conseil, qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES

3, rue de la Source 75002 PARIS

PARIS • LONDRES • MANCHESTER • FRANCFORT • STUTTGART • MILAN • MADRID

L'ARGUS Le Monde

LE FORUM DES 50 MÉTIERS DE L'ASSURANCE

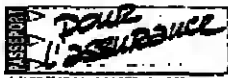
Passeport Pour l'Assurance.

Bac +2 à Bac +5, jeunes cadres,
pendant 2 jours, venez rencontrer
des assureurs qui recrutent.

RENCONTREZ LES RESPONSABLES DES GRANDES SOCIÉTÉS
ET COURTIERS D'ASSURANCES, PARTICIPEZ AUX CONFÉRENCES.

TIRAGE AU SORT AVEC VOTRE INVITATION,
GAGNEZ UN VOYAGE PARIS - NEW-YORK POUR 2 PERSONNES*

ENTRÉE GRATUITE



* Pour obtenir votre invitation, écrivez à :
L'Argus - service AL - 2, rue de Châteaubien - 75009 Paris

29-30 NOV. 91 - CNIT - PARIS LA DÉFENSE
29 nov. de 10h à 19h • 30 nov. de 10h à 18h



Filiale d'un grand groupe international particulièrement en expansion sur le marché européen, nous concevons, fabriquons et commercialisons des produits destinés au second œuvre Bâtiment : systèmes d'ossature métallique pour plafonds, planchers techniques. Aujourd'hui nous recherchons notre

Directeur des opérations

TECHNIQUE - PRODUCTION - GESTION

Rendant compte au Président France et au Directeur Industriel Europe, vous dirigerez toutes les opérations de notre unité basée à DREUX (150 personnes) en accord avec la stratégie "Produits" et les objectifs industriels du Groupe.

Vos missions : • coordonner toutes les activités qui permettent de produire aux meilleurs coûts, qualité, délai et service rendu à la clientèle • faire évoluer les technologies, les process et le développement de nouveaux produits en liaison avec la R et D située aux États-Unis • dynamiser, motiver et former les ressources humaines de l'unité • prendre toute décision rapide et efficace pour optimiser les résultats de ce centre de profit.

Âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs (+ IAE ou équivalent), vous justifiez d'une solide expérience réussie de la Direction d'une petite unité opérationnelle dans un contexte multinational, apportant si possible à la première transformation des métaux. Votre bilinguisme en anglais, votre aptitude à prendre des décisions rapides, votre habitude du commandement, votre implication dans la vie de l'entreprise vous incitent à nous rejoindre. Votre potentiel, votre réussite dans la fonction, votre ouverture aux problèmes marketing et commerciaux vous permettront d'accéder, d'ici environ 3 ans, à de plus larges responsabilités au niveau européen.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, en mentionnant votre rémunération actuelle, sous référence 9137 IM, ou 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. (1) 42.89.10.25.

G&P Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Le Monde des Carrières Européennes en Entreprises

Our client is a successful European Food Group operating in Italy, France, United Kingdom, Spain, Germany and Switzerland, with some very prestigious consumer brands. Having realised an exciting phase of expansion throughout Europe, combining new product development with an intensive acquisition programme, the Group is now marketleader on the

European continent and employs more than 3500 people. The continuous growth has led to the need to recruit Directors to join the European management team in Lugano (Switzerland). The role of this professional management team is to coordinate and control all the Group activities and to establish a high level of synergy and efficiency.

International Human Resources Director

Lugano (CH)

Food

excellent remuneration package

The Role.

- Reporting to the President you will be responsible for the development and implementation throughout the group of an integral Human Resources policy including management development, remuneration, the MBO system and employee relations.
- You will define Group structures and contribute to the definition of macro structures of operating companies.
- You will develop and guard the company culture.
- You will coordinate the subsidiaries in order to evaluate the organisational structures, procedures and policies.

The Qualifications.

- Bright, successful, graduate Human Resources Manager in your mid thirties.
- Minimum of 5 years broad personnel experience at management level with a European multinational in consumer products.
- Ample experience in management development and a strong motivation towards working in a team and to promote a climate of collaboration.
- Ability to communicate and interpret policy, operating effectively within a cohesive entrepreneurial European operation.
- Fluent in English and French.

An attractive remuneration package will be offered, a Swiss contract including a substantial salary, annual bonus, pension plan and appropriate relocation assistance. International schooling is available in the area.

Please reply in English to our Amsterdam office enclosing full details. Ref. 695-95 to the attention of Mr. A.J. Swets. Selector Europe.

Selector Europe
Recruitment Consultants

Selector Europe is specialised in the recruitment and selection of managers at executive level with offices in Amsterdam, London, Madrid and Berlin.

A Spinner Stuart Company

Le Monde International

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
cherche un

AGENT TEMPORAIRE QUALIFIÉ (m/f) réf. 11T/91/IV (catégorie A - niveau A7/A8)

Domaine: Direction générale de la «Concurrence» - Politique générale et aspects internationaux.
Fonctions: □ développement d'expertises concernant le système économique japonais; □ contribution au développement d'une politique générale de concurrence à l'égard du Japon, en vue de l'ouverture du marché japonais aux importations communautaires.

Qualifications requises:
□ être ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes; □ avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme; □ avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire appropriée à la fonction d'au moins trois ans; □ avoir de bonnes connaissances de l'application des règles de concurrence au niveau international; □ être familiarisé avec les structures commerciales et économiques du Japon; □ posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; une connaissance (même passive) de la langue japonaise est indispensable; □ être né après le 31 décembre 1955.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et encourage vivement les candidatures féminines.

Les candidatures des fonctionnaires des Institutions des Communautés européennes ne seront pas prises en considération.

Le contrat sera proposé pour une durée minimale de trois ans et aura une durée maximale limitée à 5 ans.

Les candidats jugés les mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien. Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, dactylographié (4 pages maximum), accompagné de photocopies des pièces justificatives telles que diplôme et attestations des employeurs au plus tard le 20 décembre 1991 (le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante:

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
Unité Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles,
en précisant, sur l'enveloppe également, la référence 11T/91/IV.



The Food and Agriculture Organization of the United Nations
invites applications for the post of

EDITOR (FRENCH)

at its Headquarters in Rome, Italy

Responsibilities: To adapt manuscripts from English into French for CERES, the FAO Review on agriculture and development, to rewrite/edit to magazine style its contents and to write articles.

Requirements: University degree in journalism, literature, agriculture, economic, social and political science or in another subject related to the work of the Organization. Five years of professional experience as a journalist with extensive newspaper and magazine background. Familiarity with page make-up requirements and layout. Ability to use word-processing equipment. Excellent knowledge of French and working knowledge of English.

Benefits: The post carries a net salary per year (inclusive of a variable element for post adjustment) from US\$ 48 366 to 61 985 (without dependants) and from US\$ 51 797 to 66 894 (with dependants). Other benefits of the International Civil Service.

Please send detailed curriculum vitae no later than 16 January 1992 quoting VA 128 - GII to: Personnel Officer, GIDX - FAO, Via delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italy. Telex 6101881 FAO I - Telefax 57973152.



We are a high technology European Company with extensive international network. Born in 1982 world specialist in Ink Jet Projection. We are 1000 all over the world. The annual average growth has been 40 % every year since 1985. We are seeking self-motivated key personnel for the following position:

GENERAL MANAGER

For Joint Venture in P.R.C.

Stationed in Xiamen, China, he will be in charge of implementing production facility and distribution network, as well as R & D and prospect new business. He will manage the company in a fast growing and developing business environment.

The ideal candidate should be:

- An engineer with experience in manufacturing (Plant Manager, Operation Manager).
- Experience in Sales and Service network.
- Adaptable and resourceful in fast high-tech environment.

We offer fast development for persons who want to develop their career in a high-growth company.

For immediate and confidential consideration please send your resume to Patrice POLLET - Imaje SA - BP 110 - 26501 BOURG-LES-VALENCE CEDEX FRANCE. Fax : 33. 75. 42. 85. 78

EUROCONTROL

The European Organisation for the Safety of Air Navigation has vacancies at its Maastricht Upper Area Control Centre in Beek, The Netherlands for (m/f):

OPERATIONAL SOFTWARE ENGINEER

Analysis of operational problems in an air traffic control environment (AT/182).

SOFTWARE ENGINEERS

- Design, production and enhancement of a re-engineered radar data processor (AT/185).
- Analysis, design and production of a re-engineered flight data processing system (AT/183).
- Design, production, adaptation and maintenance of system programmes in the real time system software section (AT/184).

SYSTEM PROGRAMMERS

- in display data processing (BT/187).
- in data recording and analysis (BT/186).

PROGRAMMER

in flight data application software (BT/188)

HARDWARE ENGINEER

2 posts for high echelon repair on multilayer PCB's, incl. design/production of test programmes, etc. (BT/189).

TECHNICIAN

for logistic and technical support of a new Central Repair Facility (CT/190).

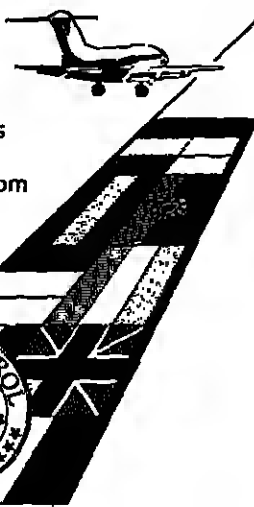
Successful candidates for the positions referenced AT must have a suitable university degree. Graduation from a technical college or equivalent professional training is required for the positions referenced BT. Certificate of secondary education either technical or administrative for the reference CT.

An attractive international salary, including social security and pensions provisions is offered.

Application forms and detailed competition notices can be obtained from EUROCONTROL, Headquarters, Recruitment Section, rue de la Loi 72, 8-1040 Brussels, (fax n° 32-2-729.39.93) or EUROCONTROL UAC, Personnel Section, Horsterweg 11, NL-6191 RX Beek (tel. 043-66.13.08) quoting the reference.

Completed EUROCONTROL application forms indicating clearly the reference number shown must arrive at above Brussels address by 15 January 1992 at the latest.

Candidates are advised in their own interests to ensure that they meet the above deadline since closing dates are applied strictly.



Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1^{er} arrdt

SUPERBE STUDIO
2 PCEs EN DUPLEX
refait par architecte, cuis.
équipée, salle de bain, car.
s/voies mezzanine, vue et
clarté except., 5^e ét. Très bel
int. 17^e a. 1 050 000 F.
45-65-43-43.

2^e arrdt

HALLES MONTORGUEL
Imm. desop., 2 p., 31 m².
poutres, 2^e ét. sur rue pit.
terrains. 590 000 F.
45-04-85-85.

3^e arrdt

METRO COURSE
2 p., cuis., w.c., baign., gr.
dén., digicode, faibles
charges. 498 000 F. crédit.
43-70-04-94.

4^e arrdt

GRAND STUDIO
Refait imm. 17^e restaur.
Prix 700 000 F.
A débiter. 45-04-24-30

5^e arrdt

5^e EXCEPTIONNEL
4^e asc. imm. restit.
3/4 PCEs. 2 200 000 F.
à débiter. 45-04-24-30

6^e arrdt

6^e RUE DE SÈVRES
BEAU STUDIO, n. ch., m.
cuis., sép., bel. cuis., coin
repos, salle de bain.
760 000 F. 45-65-43-43.

7^e arrdt

M^e DUROC, BEAU STUDIO, n.
ch. + de br., w.c., coin sép.
rés. PCE PRINCIP. s/balc.
très clair, imm. étend.
990 000 F. 45-65-01-00.

8^e arrdt

SUR CHAMP MARS
Appt de récept. 208 m² sud.
Cave, Park. Exclusivité.
ÉTUDE SUPPL. 45-67-88-88

9^e arrdt

LA TOUR MAUBOURG
Bel imm. pierre de t. m.
rénov. 5 p., 154 m² env.
A rénover.
PH. MEYNET 45-65-89-01

10^e arrdt

PROX. INVALIDES
5^e ét., ascens., bel imm.
pièce de t. BEL APPT 2 p.
CARACTÈRE. 2 140 000 F.
45-65-43-43.

11^e arrdt

Part. vd appt.
(Miroir, St-August.),
bonne ill., calme, ensoleillé,
rentré à nuit, 3 p., 58 m²,
cuisine équip., s. de b., cave,
chauff. électr., 4^e ét.
17 500 000 F à débiter.
Tél. 145-22-80-89.

12^e arrdt

M^e BONNE-NOUVELLE
Imm. restit., beau studio,
cuis., tt ch. + chère serv.
580 000 F. crédit, poss.
45-04-84-48.

13^e arrdt

RUE DES MOINES
M^e BROCHANT
Résidence de quatre
STUDIO AU 4/5 PCEs
Présentation luxueuse
Façade p. de t. agrafée
Haut en pierre marbrée
Livraison 1^{er} trim. 1992
EDIPIC
45-61-98-06

14^e arrdt

NEUILLY DUPLEX + JARDIN
3-4 pièces, box, 30 000 F/m².
Tél. 45-37-61-35.

15^e arrdt

LA DÉFENSE, face à l'ARCHE
part. vd duplex 150 m², rbr.
équip., gr. ach. au levant.
20 000 F/m² p. 45-22-78-30.
Sol 45-00-08-77.

16^e arrdt

ASNIÈRES
Part. vend appt. de 75 m²
Tout confort, immédiate 1974
Parking av. 18. 45-85-05-68

17^e arrdt

**appartements
achats**
EMBASSY SERVICE
rech. pour CLIENTS
ÉTRANGERS APPARTS
DE HAUT DE GAMME
PARIS, RÉSIDENTIEL
TEL. : (1) 45-62-16-40

18^e arrdt

**Rech. URGENT 100 à
120 m² Paris, p. 5^e p.
7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e,
PARIS COMPTANT. 45-73-48-07.**

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

SAUL - RC - RM
Constitution de sociétés
Démarques et tous services
Permanences téléphoniques
43-55-17-50

viagers

Viager libre, 1 tère 71 ans,
proche pl. de Barcelone. Gd
2 p., 64 m² + véranda close
contiguë + jardin privat.
500 000 F + 10 000 F/ans
47-05-75-78

fermettes

RÉGION ST-FARGEAU
150 km sud Paris
Fermette habit. 4 p., cuis.,
bns, w.c., grenier aménag.
gérable, 5 000 m², Px
350 000 F. THYBAULT.
Tél. : (16) 86-74-08-12.

villas

Viduban, Var, jolle villa type
F4 + garage, sur 1 800 m²
terrain plat arboré clos.
prochain golf international
750 000 F. (1) 47-40-82-88.

maisons de campagne

Bretagne Nord
A 30 km de la mer,
jolie maison en pierres,
1 000 m² terrain, 4 chbres.
URGENT.
Tél. : 42-36-32-93.

propriétés

ST-JEAN-CAP-FERRAT

Propriété exceptionnelle
Pièce dans l'eau, villa
3 niveaux, env. 500 m² +
piscine chauffée + sauna +
3 vélos, jardin.
Présentation luxueuse
de très haute qualité.

SAINT-PIERRE

Cabines Kestler
78, Champs-Élysées, 8^e.
45-22-03-80
43-59-88-04

SAINT-MARTIN

Murs libres.
Bout. 50 m² d'angle.
Emplacement exceptionnel.
Tél. : 42-48-55-00.
M.-P. ABDOUKAT.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

SAUL - RC - RM
Constitution de sociétés
Démarques et tous services
Permanences téléphoniques
43-55-17-50

VOTRE SIÈGE SOCIAL

A L'ÉTOILE
18^e CHAMPS-ÉLYSÉES
ou AVENUE VICTOR-HUGO
Bureaux, locaux, etc., 100 m².
Demand. : 150 à 350 F/m².

CIOES 47-23-84-21.

fonds de commerce

Ventes

SAINT-DENIS
RESTAURANT, Licence 4
Tél. : 45-22-38-05
Px 2 300 000 F à débiter
Loyer 9 000 F TTC mensuel.

PROVENCE

CAMPING **** 20 000 000 F
CAMPING ** 6 000 000 F
15 TIC IMMO. BP 177, 84106
ORANGE Cedex. 1181 90-34-35-93.

SAINT-PIERRE

8^e RUE PG-ST-HONORE
GALERIE D'ART ARTICULÉE
18 m² Cess. 550 000 F à
débiter bail 10 ans
2 750 F mens. 42-36-32-93.

boutiques

Ventes

**ANTILLES
SAINT-MARTIN
MARIGOT**

Murs libres.
Bout. 50 m² d'angle.
Emplacement exceptionnel.
Tél. : 42-48-55-00.
M.-P. ABDOUKAT.

هذا هو الأصل

COMMUNICATION

La diversification de la presse écologique

Des magazines pour les professionnels de l'environnement

En 1991, l'environnement apparaît comme une chose trop sérieuse pour être laissée aux seuls écologistes. Outre la presse des militants de l'écologie, qui survit tant bien que mal (*Combat Nature*, *Ecologie Info*, les *Réalités de l'écologie*), voici venu le temps des magazines pour professionnels de l'environnement.

Tous ces magazines ne sont pas absolument nouveaux. *L'Environnement-Magazine*, qui vient de sortir (1), porte le numéro 1 500, car il s'agit en fait de la nouvelle formule d'une revue née... en 1945 sous le titre *Annales des chemins vicinaux*.

Les journaux belges se passent de la poste. Pour mettre fin aux carences de la poste en matière d'acheminement de journaux aux abonnés et aux libraires, les éditeurs belges ont décidé de mettre en place leur propre système de distribution. Déjà l'hebdomadaire *Dimanche matin*, lancé en octobre, avait surmonté l'absence dominicale de préposés en confiant sa distribution, entre autres, aux boulangers. Les éditeurs se plaignent depuis plusieurs années des insuffisances de la poste; ils avaient échoué dans leur tentative de créer avec elle une entreprise commune de distribution.

puis transformée en *Annales de la voirie et de l'environnement* ou *AVE*. L'initiateur de cette nouvelle formule, Charles-Henri Dubail, ne vient pas du sérail écologiste ni même des milieux proches de l'environnement. Fondateur d'un magazine parisien branché qui a coulé au bout d'un an (*Nocturne*), puis d'une revue régionale encore plus éphémère (*Adour-Magazine*), il a repris l'antique *AVE* en 1987 pour lui donner un coup de jeunesse.

C'est donc chose faite aujourd'hui. Si la cible reste toujours la même, c'est-à-dire les ingénieurs communaux ou départementaux, les élus et les industriels de l'environnement, la présentation a été sérieusement remaniée. Pour la première fois, le papier recyclé provient exclusivement de la récupération chez les particuliers.

Le tirage actuel est de 6 000 exemplaires (dont 3 000 abonnés), ce qui correspondrait à quelque 30 000 lecteurs réels, selon le directeur du mensuel. Le prix de vente devrait passer à 65 francs en janvier, lorsque la nouvelle formule sera entièrement au point.

Entièrement nouveau, en revanche, est le mensuel *Décision environnement*, dont le numéro 1, daté novembre-décembre, vient d'apparaître dans les kiosques, au prix de 45 francs (2). Son fondateur, Alain Mamou-Mani, n'est pas non plus un écologiste, bien qu'il soit proche du mouvement Génération

écologie de M. Brice Lalonde. Fêré d'informatique, il a dirigé une société de services avant un bref passage à la direction d'*Actuel*.

La cible des «éco-acteurs»

Le nouveau mensuel, tiré à 50 000 exemplaires, espère trouver son équilibre avec 15 000 abonnés et quelques numéros vendus en kiosque. Imprimé lui aussi sur papier recyclé (à 50 %) blanchi sans chlore, il s'adresse comme son nom l'indique à tous les décideurs en matière d'environnement, c'est-à-dire les collectivités locales et les «éco-acteurs», comme dit le rédacteur en chef, Philippe Coll. Ces décideurs, qu'ils soient des professionnels de l'environnement ou chargés de ce secteur dans leur entreprise, sont des gens pressés. *Décision environnement* privilégie donc l'information brève et les dossiers concis (mais complets), quitte à multiplier les sujets abordés.

Le dernier-né des magazines de l'environnement, qui devait sortir ce mois-ci, a été retardé faute de capitaux. *Ecologia*, tel est son nom, devrait paraître en février, tiré à 100 000 exemplaires, pour une diffusion moyenne fixée ensuite à 50 000 exemplaires (vente en kiosque et par abonnements). Le nouveau mensuel, dont un prototype a été diffusé en août, vise les cadres, les enseignants, les étudiants et tous

ceux qui s'intéressent aux problèmes d'environnement, quelle que soit leur fonction. Il sera dirigé par Jean Bourdelle, ancien journaliste de *la Marcellaise*, et Robert Crémieux, venu de *l'Humanité*. Le titre même de la revue indique une volonté de vulgarisation scientifique et technique.

A signaler enfin une nouvelle revue bimestrielle publiée sous l'égide du gouvernement canadien, intitulée *Ecodécision* (3). Ce magazine bilingue français-anglais, dont les articles sont publiés dans leur langue d'origine, se propose de faire le pont entre le Nord et le Sud — qu'il soit francophone ou anglophone — afin de diffuser les connaissances scientifiques en matière d'environnement planétaire. Dans la ligne du futur «sommet de la Terre» qui sera convoqué à Rio-de-Janeiro en juin 1992.

ROGER CANS

(1) *AVE*, l'Environnement, 38, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

(2) *Décision environnement*, 11, rue la Botz, 75008 Paris.

(3) *Ecodécision*, revue environnement et politique, 276, rue Saint-Jacques Ouest, bureau 924, Montréal (Québec) H2Y 2Z9 Canada.

La revue mensuelle *Techniques hospitalières* (33, avenue d'Italie, 75013 Paris) publie ce mois-ci un numéro spécial consacré à l'élimination des déchets d'hôpitaux. Ce numéro spécial est le compte rendu du colloque organisé en mars à Paris par Perspective santé.

Soutenue par les industriels et les chaînes

La première télévision régulière en haute définition est lancée au Japon

Avec huit heures d'émission quotidiennes, le canal Hi-Vision, lancé le 25 novembre au Japon, peut se présenter comme la première télévision régulière en haute définition (HD) du monde. Mais cette chaîne, diffusée par satellite, risque dans un premier temps de manquer à la fois de spectateurs et de programmes. Car pour la recevoir, il faut disposer d'un téléviseur spécial (environ 80 000 francs), d'un décodeur adapté à la norme MUSE (presque le même prix) et bien sûr d'une antenne satellite. A ce prix, seuls quelques rares fortunés ont pu s'équiper. Les autres devront s'installer dans les lieux publics (restaurants, grands magasins, postes, etc.) pour profiter des programmes.

Le sport occupera une place de choix, avec notamment le Sumo, cette lutte japonaise qui passionne l'archipel. Les adeptes de Hi-Vision auront aussi des documentaires, des programmes musicaux (plusieurs concerts de vedettes ont déjà été tournés en HD) et quelques films. Mais la production actuelle n'assure que quelques mois d'antenne et des rediffusions sont donc à prévoir.

Cette chaîne représente un effort colossal du Japon pour promouvoir sa norme de télévision haute définition: la licence d'exploitation a été confiée à une association qui regroupe le Gotha nippon de l'électronique, du commerce et de la

publicité. Et les chaînes publiques (NHK) et privées se partageront le temps d'antenne. Ainsi réunis, ils veulent imposer leur procédé, mis au point depuis plus de vingt ans avec le soutien des pouvoirs publics.

A une échelle beaucoup plus modeste, c'est la même preuve de faisabilité que veulent administrer les Européens lors des prochains Jeux olympiques. Ainsi, pour Albertville, le groupement d'intérêts économiques «Savoie 1250» produira plus de dix heures quotidiennes en haute définition européenne (HD-MAC), avec trente-cinq caméras. Aux images sportives s'ajouteront des films et de la musique, le tout étant reçu dans cinquante lieux publics d'Europe, dont vingt-sept en France.

M. C. I.

Reprise des programmes de RTL. Les programmes habituels de Radio-France internationale (RFI) ont repris, lundi matin 25 novembre, après quatre jours de grève des personnels. Les revendications portaient sur les salaires et les piques, les conditions de travail (studios, matériels...) et la création d'emplois. Une série de mesures proposées par la direction, dont la création de dix emplois statutaires, devaient être discutées en assemblée générale.

La finale du championnat d'orthographe

L'impossible «sans faute»

Cent quarante-trois finalistes, âgés de treize à soixante-quatorze ans, ont participé, samedi 23 novembre, aux championnats d'orthographe, dans la grande salle de l'UNESCO à Paris. Cent vingt-trois pays, francophones et non francophones, auront été représentés, cette année, à ces championnats, et la dictée finale a été retransmise en direct par la biale des radios et télévisions francophones. La «dictée de Pivota» 1991 était rude: les vainqueurs des différentes catégories ont fait au minimum deux fautes. Ils participeront à une super-finale organisée en 1992 à New-York.

La dictée

«Ce serait un beau raffut si, dans un dictionnaire, les mots se rapprochaient les uns des autres leurs étymologies alambiquées, leurs pedigrees cosmopolites, les chemins et les routes gracieuses ils ont émis, puis se sont établis et imposés dans notre langue: l'imagine un fahrentz traitant l'indigo de rastaquouère, tandis que le kouak se gaussait du fella, lequel qualifierait de pignouf un roumi qui se moquerait des moche-rabichs méditerranéens...»

«Heureusement aussi improbable que la révolte des joujoux, la guerre des mots serait navrante. Qu'elle ravage les dicos, et, quelles que soient son ampleur et, ensuite, les conséquences des vocables les plus esotiques, c'en serait fini de la sagesse du verbe.

(Fin juniors.)

«Je songeais à tout cela en entrant dans l'amphithéâtre avec les cinq cent vingt et un autres oto-rhino-lyngologistes accourus du monde

entier, du Kazakhstan, de Saigon, du Massachusetts, de Porto Alegre...

«Très vite, ils se sont chamaillés, dépla, lui et, disons-le, eugénisés. Controverses et interjections: s'il y avait des oh! (1), c'est qu'il y avait du débat (2). Ces spécialistes de la gorge ont exporté des épithètes sales, des apophèmes courroucés, des philippiques torments. Mais quand ils ont été gagnés par l'enthousiasme et que des fillettes se sont présentées avec des bouquets de roses crevettes, des allures bisannuelles, des amaryllis empourprées et des zinnias compassés, ils se sont sentis quinquas, honneux. Alors ils se sont parlé, écoutés, et même rabibochés, leurs griffes tombant comme des sphacèles oubliés. Finalement, ce ne sont plus des invectives qu'ils ont échangées, mais des dictionnaires.»

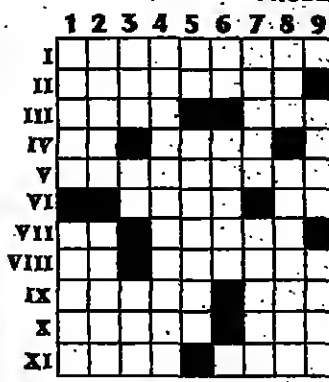
(Fin seniors.)

(1) Acceptor «ho!». (2) Tolerer «débats».

* Texte établi par Bernard Pivota et révisé par le jury national.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5658



bouteille. Peut être dans le mouvement. — 2. Les Anglais y courent. Peut être bas pour un individu. — 3. Un fils se moque de lui. Saint. Est empruntée en passant. — 4. Peuvent servir pour les barbus. — 5. En France. Pas sombres. — 6. Pronom. Demeure de glace. — 7. Est toujours joyeux. N'est pas un homme du ruisseau. — 8. Période. Seras très regardant. — 9. Peuple de l'Inde. Quand il est propre, n'est pas fait pour tout le monde.

Solution du problème n° 5657

Horizontalement
I. Papilles. Savets. — II. Ecouneur. Oûtes. — III. Repousseuse. Lant. — IV. Emot. Net. At. — V. Oc. Ereinteur. — VI. Louise. Taireur. — VII. Al. Era. Osido. — VIII. Téter. Ailes. Né. — IX. Era. Inn. Ciant. — X. Uéid. Ida. Routs. — XI. Ru. Ca. Orion. — XII. Saumoneau. Béer. — XIII. Terrain. Od. Dd. — XIV. Miné. Rotules. — XV. Egde. Sévèrement.

Verticalement
1. Percolateur. The. — 2. Ace. Coléreuse. — 3. Pupa. Tel. Armé. — 4. Imam. Ira. Ecurie. — 5. Lésées. Pl. Aman. — 6. Lustrée. Ni. Oies. — 7. Ere. Randonnée. — 8. Uni. Si. Are. — 9. Osent. Labra. — 10. Suetta. Ecou. Or. — 11. Al. Erosion. Ota. — 12. Velours. Ru. Boum. — 13. Ass. Reimette. Ld. — 14. Na. Uolme. Eden. — 15. Entère. Trust.

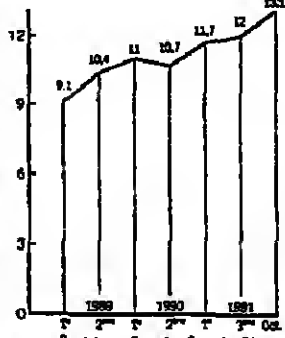
GUY BROUTY

M6 C'EST 13,1 % DES TÉLESPECTATEURS DE 15 À 34 ANS.

Si on nous appelle encore la petite chaîne c'est juste par affection.

A force de monter, la petite chaîne n'est plus si petite que ça. Avec un réseau désormais presque national, avec des rendez-vous bien installés depuis septembre, M6 séduit un public de plus en plus large et a attiré en octobre 1991, 13,1% des téléspectateurs de 15 à 34 ans et devient ainsi leur 3ème chaîne nationale. Si autant de téléspectateurs portent un intérêt

croissant à la chaîne, c'est parce qu'ils trouvent sur M6, aux heures qui leur conviennent, des programmes qui leur plaisent et auxquels ils sont attachés.



Le Monde

36 • Mardi 26 novembre 1991 •

Le Monde

Après la libération de M. Ian Richter

Londres débloque des avoirs irakiens

LONDRES

de notre correspondant

Son cas n'a jamais bénéficié de la même coterie que celui des otages irakiens (nos dernières éditions datées 24-25 novembre), et passé près de cinq ans et demi en prison. Arrêté en juillet 1986 à l'aéroport de Bagdad, cet ingénieur chimiste britannique de quarante-cinq ans travaillait en Irak depuis 1982 sur un projet de purification de l'eau. Accusé de corruption, il avait été condamné, sans procès, à l'emprisonnement à vie en février 1987, et envoyé à la prison Abu Ghraib, située à l'ouest de Bagdad. M. Richter, qui a toujours nié ces accusations, a quitté la capitale irakienne dans l'avion privé du prince Sadruddin Aga Khan, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies.

Cette libération a été rendue possible grâce à un accord conclu entre les autorités britanniques et irakiennes. La Grande-Bretagne a accepté de « débloquer » une somme de 70 millions de livres (environ 700 millions de francs), déposée dans des banques britanniques. Ces fonds représentent la valeur de contrats d'exportation de marchandises « à caractère humanitaire » (nourriture et médicaments notamment) autorisées par le régime de sanctions décidé par les Nations unies à l'égard de l'Irak, depuis la guerre du Golfe. Le comité de l'ONU avait laissé à chaque pays le soin de lever ou d'octroyer l'embargo imposé sur les marchandises de ce type à destination de l'Irak.

Le montant des avoirs irakiens en Grande-Bretagne s'élève à 656 millions de livres (6,5 milliards de francs), soit près du tiers (2 milliards de francs) du montant total des sommes appartenant à l'Irak qui sont « gelées » dans différents pays.

L. Z.

□ Accord entre l'Irak et les Nations unies. — Les Nations unies ont annoncé, dimanche 24 novembre, un accord avec l'Irak pour prolonger de six mois les opérations humanitaires dans le pays. Le prince Sadruddin Aga Khan a cependant déclaré qu'il n'était pas parvenu à faire revenir les Irakiens sur leur refus de la résolution 706 du Conseil de sécurité, votée le 14 août, qui autorise Bagdad à exporter pour 1,6 milliard de dollars de brut afin d'acquiescer des denrées alimentaires et des fournitures médicales. L'Irak estime que cette résolution porte atteinte à la souveraineté du pays et tend à le transformer en protectorat de l'ONU. (Reuters.)

Epilogue après six mois d'incertitude

Le groupe Pinault rachète le Printemps

Le groupe Pinault a annoncé, lundi 25 novembre, qu'il prenait le contrôle de 40,6 % du capital de la société Au Printemps S.A. et qu'il lançait prochainement une offre publique d'achat complémentaire. Le cotation des deux sociétés a été suspendue le même jour à la Bourse de Paris. Ainsi prend fin un suspense de six mois, né des difficultés des actionnaires suisses du groupe, les familles Maus-Nordmann.

C'est finalement une solution franco-française qui aura prévalu dans le dossier du Printemps, dont l'enjeu était l'avenir d'un des plus prestigieux grands magasins tricolores. L'homme d'affaires breton, M. François Pinault, qui s'était mis en septembre sur les rangs pour le rachat du groupe présidé par M. Jean-Jacques Delort (le Monde daté 22-23 septembre), va donc en revir la propriété aux familles Maus-Nordmann, cotées il y a vingt ans dans le groupe : ils en détiennent à ce jour 42,2 % du capital mais 56 % des droits de vote.

Le Printemps, selon les experts, est estimé à 7 milliards de francs environ, mais ce coût devait être largement amorti par un montage à deux niveaux, qui prévoyait d'abord que le Printemps rachète Conforama (reçue par M. Pinault il y a quelques mois), et dernier couteau rabaissé le Printemps.

Cette solution remporte totalement l'adhésion des managers du Printemps, en tête desquels on trouve, depuis 1977, M. Delort, qui a à son actif le redressement du groupe. Dans un communiqué, il se réjouit donc que face à des intérêts financiers ou d'urgence, il n'y ait eu que l'intérêt d'un grand groupe industriel français. De grands noms de la distribution internationale s'intéressaient en effet au Printemps : parmi eux, les allemands Metro, Quelle, mais aussi tous les noms de l'establishment financier tricolore (notamment Euris).

M. Delort indique en outre avoir « reçu l'assurance de M. François Pinault que la stratégie multiboutique du groupe Printemps sera poursuivie et amplifiée ». Cette précision est de taille : en juin, le président du Printemps avait en effet

vu sa stratégie brusquement contrariée par son actionnaire. Au moment précis où il allait racheter la chaîne d'hypermarchés Euromarché, il avait dû renoncer à son projet, car le veto des Maus-Nordmann (le Monde du 15 novembre). Ceux-ci avaient de sérieux revers aux Etats-Unis, avec leur filiale Berger qui eût été placée sous la protection de la loi sur les faillites, en juillet, avec des dettes dont le montant (non confirmé) atteignait les 900 millions de dollars (environ 5 milliards de francs).

Nouvelle preuve de l'harmonie entre les managers du Printemps et M. Pinault d'ores et déjà est mis à l'étude le regroupement au sein du Printemps de l'activité de distribution grand public des biens d'équipement de la maison (Conforama), précise le Printemps dans son communiqué.

La solution retenue devrait donc permettre une transition en douceur pour le groupe qui ne pouvait rester beaucoup plus longtemps dans l'incertitude sur son sort en période de ralentissement conjoncturel.

FRANÇOISE VAYSSE

Victime du sida

Le chanteur Freddie Mercury est mort

Freddie Mercury, le chanteur et compositeur du groupe de rock britannique Queen, est mort le dimanche 24 novembre des suites du sida, il était âgé de quarante-cinq ans. La veille, le chanteur avait publié un communiqué annonçant qu'il était atteint de la maladie afin de « couper court aux rumeurs », qui couraient à son sujet depuis plusieurs mois dans le milieu de l'industrie du disque.

Formé au début des années 70 par Mercury, le guitariste Brian May, le bassiste Roger Taylor et le batteur John Deacon, Queen était d'abord un groupe de hard rock né dans le sillage de Led Zeppelin ou Deep Purple. Mais avec l'apparition du glam rock (en français rock décadent), la personnalité théâtrale de Mercury, la tendance à l'emphase du groupe, mais aussi son sens de l'humour et ses talents de mélodiste, ramènent naturellement Queen vers ce courant mené par David Bowie et Marc Bolan. Vêtu de justaucorps en latex blanc,

chaussé de bottes à plate-forme, Freddie Mercury — qui était doué d'une voix claire au registre impressionnant — poussait jusqu'à la caricature le mythe du chanteur androgyne inauguré par Mick Jag-

ger. Jusqu'au début des années 80, le groupe connaît une série de succès à peu près ininterrompus : *Bahmian Rhapsody* — prétexte du premier clip vidéo de l'histoire du rock, en 1975 — *We Are the Champions*, *Crazy Little Thing Called Love*, et, en 1981, *Under Pressure*, collaboration avec leur modèle et concurrent David Bowie. Oscillant entre l'habileté pop et le pompiérisme, les ébauches de Queen étaient, selon Freddie Mercury lui-même « comme des rasoirs Bic. Pour l'amusement, pour le plaisir du monde contemporain. Vous écoutez, vous aimez, vous jetez et vous passez à la suivante, de la pop jetable ». A ce jour le groupe a vendu 80 millions d'albums de par le monde.

Face aux assauts du punk, les exagérations vaguement pompieres de Queen perdirent toute leur charge de provocation, et le groupe devint, aux côtés de ses contemporains, l'oeuf de ces institutions publiques des albums à intervalles espacés, se produisant rarement en public et jamais sans une débauche de moyens technologiques.

En 1989, pendant ses loisirs, Freddie Mercury avait enregistré un duo avec la cantatrice Montserrat Caballé, considéré par les amateurs de tous bords comme l'un des sommets historiques du kitsch. Au début de 1991, Queen avait signé un contrat avec Hollywood Records, filiale du groupe Disney. *Immortal*, leur dernier album, avait connu un certain succès en Europe mais n'avait pas réussi à ressusciter leur popularité aux Etats-Unis.

THOMAS SOTINEL

Fils du fondateur de la Démocratie-chrétienne
M. Eduardo Frei est favori pour l'élection présidentielle chilienne de 1993

SANTIAGO

de notre correspondant

M. Eduardo Frei, fils du fondateur de la Démocratie-chrétienne (qui fut chef de l'Etat de 1964 à 1970), a été désigné, samedi 23 novembre, à la tête de ce parti qui est la principale formation de la coalition gouvernementale au Chili. Pour la première fois de leur histoire, les démocrates-chrétiens ont élu leur conseil national au suffrage direct. Deux listes — séparées seulement par des nuances — se disputaient leurs préférences. M. Narciso Lirio, un cacique du parti, avait rassemblé la vieille garde autour de sa candidature. Mais la liste conduite par M. Frei s'est imposée haut la main, en obtenant 70 % des voix. Les militants de base retrouvent en ce dernier le souvenir de son père.

Les ressemblances entre les deux visages austères, même sobriété de comportement, héritée sans doute de leurs ancêtres suisses. Mais, contrairement à l'ancien chef de l'Etat, qui fut l'un des jeunes Turcs du Chili conservateur, dont la dissidence donna naissance à la Démocratie-chrétienne il y a quatre décennies, M. Eduardo Frei junior a été tard saisi par le démon de la politique.

Ce n'est qu'en 1988, à l'âge de quarante-cinq ans, que ce prospère ingénieur civil se retire des affaires, afin d'écouter, avec d'autres personnalités, un comité pour des élections libres opposé à la dictature du général Pinochet. Servi par son patronyme, il est élu, en 1989, sénateur de Santiago.

En assurant son autorité sur le parti, M. Frei prend une sérieuse prise pour l'élection présidentielle de 1993. En tête de tous les sondages, il bénéficie de la bonne image de la démocratie-chrétienne, qui s'est livrée à une mise à jour idéologique lors du congrès qu'elle vient de tenir début novembre. Le « socialisme communautaire » d'inspiration enterré : les démocrates-chrétiens ont foi désormais en l'économie de marché, tout comme ils sont attachés au régime présidentiel.

GILLES BAUDIN

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Surtout, bougez pas !

SEIZE ANS ! Une gamine de seize ans se fait agresser samedi dans un bus à Grenoble par deux jeunes boursés plus âgés qu'elle et personne ne bouge ! On a peur. Une scène ordinaire qui tourne à l'horreur simplement parce que Karine était à l'hôpital pour une visite de contrôle. Tumeur au cerveau. Opérations. Chimio. Ses cheveux tombent. Elle porte un foulard. Et ce matin, à la radio, elle raconte.

Elle s'était assise au fond près du chauffeur. Ils sont venus l'embêter, le charrier. Ils parlaient fort : Regardez-la, elle porte un foulard. Elle explique : le cancer. Alors eux : le cancer ? Le cancer ? Visiblement, ils ne voyaient pas ce que ça pouvait bien être. Ils la harcèlent de plus belle. Elle change de place. Elle va se réfugier derrière le conducteur. Elle l'appelle au secours : Faites quoi chose ! Et lui : C'est pas mon boulot. Je ne suis pas un agent de la sécurité. Je suis pas payé pour.

Tassés sur leurs sièges, les autres passagers, se font tout

petits. Le cancer, eux, pourtant, ils savent, non ? Non. Ils veulent pas savoir. Il n'y en a pas un pour se lever, pour moucher ces adolescents boursés, décalés : C'est pas biontôt fini ? Allez, dégagez ! Le biffe qu'ils méritaient, ce sera à la petite de la leur donner. Quitte à recevoir des coups de poing, des coups de pied. Et elle, toujours : Personne leur s'en dit. Personne ne s'est interposé pour me défendre. C'est pas normal quand même.

Alors donc ! Le lâcheté, la pitié, le regard qui se détourne et qui même se retourne contre l'adulte assez fou pour intervenir, j'en ai été témoin dix fois, vingt fois, dans le métro. En plein Paris. Pourrait-il agir jamais que de faire la grosse voix ou de lever son parapluie histoire de calmer une bande de collégiens chahuteurs montés au Châtelet pour descendre à l'Opéra.

Ca fait pas ! Surtout pas ! C'est pas à nous de les rappeler à l'ordre, nos enfants. Trop dangereux. C'est eux, les flics, c'est à l'Etat de nous protéger contre eux !

L'infiltration des réseaux de trafiquants de drogue
Le procès de quatre douaniers est reporté

BESANCON

de notre correspondant

Trois jours après l'adoption à l'unanimité, en première lecture, par l'Assemblée nationale, du projet de loi autorisant l'infiltration active des réseaux de trafiquants de drogue et portant amnistie en faveur des officiers ou agents de la police judiciaire, et des fonctionnaires des douanes convaincus d'avoir eu de pratiques illégales (le Monde du 21 novembre), le tribunal de grande instance de Montpellier (Doubs) a reporté, le 22 novembre, à examiner au fond le cas de quatre douaniers.

Ces agents de l'antenne bordelaise de la Direction des douanes, des enquêtes douanaires étaient, pour avoir eu des pratiques illégales, poursuivis pour avoir détenu des stupéfiants. Le procureur de Montpellier, M. Jacques Hossart, a, à l'évidence, pas disposé pour sa part à prononcer l'extinction des poursuites en faveur des agents de l'administration des douanes et à les dispenser d'un débat les plaçant dans le même sac que ceux dont ils étaient chargés de surveiller et de réprimer les agissements et sur le témoignage desquels repose l'imputation de ces délits.

Le représentant du ministère public entend donc maintenir ses réquisitions. Pour M. Hossart, éviter le procès aux douaniers inculpés en appliquant rétroactivement une loi ne contribuerait qu'à installer définitivement dans l'opinion le sentiment de leur culpabilité, car « on n'amnistie pas des lâchetés ».

CLAUDE FABERT

BOURSE DE PARIS
Matinée du 25 novembre

Hésitant

La Bourse de Paris était hésitante pour la première séance de la semaine. Après une ouverture cotée de 0,56 %, les valeurs françaises ont inversé leur tendance au bout d'une demi-heure de transactions, lundi 25 novembre, avant de renouer par la suite avec la baisse. Aux alentours de 11 heures, l'indice CAC 40 s'inscrivait en repli marginal de 0,01 %. Du côté des valeurs, la Société des Bourses françaises a annoncé en début de matinée la suspension de cotation des titres Pinault et Au Printemps, dans l'attente de la publication d'un communiqué.

Dès janvier 92
ETUDEZ
AUX USA
Dans une grande université
de Californie ou de Floride.
Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.).
Année : 80 000 F env.
Semestre : 35 000 F env.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
French Office, 57, rue Charles-Lafitte,
92200 Neuilly (1) 47-45-09-19.

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Edgar Morin... 2

ÉTRANGER

La situation en Yougoslavie : Dubrovnik refuse de capituler... 3
Israël : M. Shamir s'efforce de dédramatiser le malentendu avec Washington... 4
Un rapport alarmiste de M. Perez de Cuellar sur les finances des Nations unies... 5
Héti : le président Arietide et les parlementaires de Part-out-Prince ne sont pas parvenus à s'entendre... 6

ESPACE EUROPÉEN

• Ces Anglais « europhiles » • Les Néerlandais et de l'édification • Les Suédois s'initient à l'indépendance • Les derniers jours du «Berleymann» • Le Tribunal européen : l'affaire de l'Allemagne : deux conceptions opposées de l'Europe, par Rudolf von Thadden 7 à 9

POLITIQUE

Les tentatives de recombinaison à gauche... 10
M. Jacques Chirac en Aquitaine 12

SOCIÉTÉ

Préparation d'un décret pour prévenir les risques infectieux dans les séminaires artificielles... 13
Quatre mille catholiques réunis en «Etats généraux» à Saint-Ouen 14

SPORTS

Football : le stade Malherbe de Caen en crise de croissance... 16
La polémique sur l'arrivée de Gérard d'Abville... 16

CULTURE

Photographie : une exposition au

centre Beaubourg ennesée à François-Marie Barier... 18
Théâtre : Alice Valli, au deuxième Festival de la convention théâtrale européenne à Bologne... 18
Musiques : « Armide », opéra de Haydn en tournée en France... 19

ÉCONOMIE

La Cour des comptes dénonce le régime «néo-capitaliste» et illogiques des relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales... 21
Les tribulations de l'Uruguay Round... 23
Le projet de contrat de plan 1991-1994 de la Poste... 24

COMMUNICATION

La diversification de la presse écologique... 34

CHAMPS ÉCONOMIQUES

• Le réveil de l'Inde • Jordanie : le ferdeus des rapatriés • Indonésie : à l'ombre de la présidence • La chronique de Paul Fabre : « Europe monétaire (suite) : on négocie dans le vide »... 25 à 28

Services

Abonnements... 15
Annonces classées... 32 et 33
Carte... 17
Loto, Loterie... 23
Marchés financiers... 30 et 31
Météorologie... 35
Mots croisés... 34
Radio-télévision... 35
Spectacles... 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24-25 novembre 1991 a été tiré à 508 259 exemplaires.

RODIN, STAR DE LA MODE !

« OUI, nous sommes dans notre genre, parmi les "Stars de la Mode" (et de la Décoration), modeste mise à part... Les femmes se déclarent séduites et même passionnées par nos tissus. Malgré ces succès flatteurs, nous restons raisonnables et abordables. Après tout, ce n'est pas notre faute si nous, et nos tissus, plaisons à ce point ! (depuis 30 F le mètre)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

GRATUIT
jusqu'au 15 décembre



8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

NEUBAUER
vous propose

voiture 106, 205, 309, 405
en série spéciale CUIR
(intérieur complet en cuir façon sellerie)

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT
c'est français, nous en sommes fiers !

75, bd des Capucines 75009 PARIS ☎ 42.93.59.92
227, bd Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.00.21